Robert Fossaert

(2006)

Inventaire du 21^e siècle

Tome 1

La dynamique du système mondial

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : Site web : <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec,
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

À partir de :

Robert Fossaert (2006)

Inventaire du 21^e siècle.

Tome 1. La dynamique du système mondial.

Une édition électronique réalisée du manuscrit de M. Robert Fossaert, Paris. Fichier Word, 238 pp.

[Autorisation de l'auteur accordée le 20 juillet, 2003 de diffuser cette œuvre sur ce site].

Courriel : robert.fossaert@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition complétée le 22 novembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

DU MÊME AUTEUR

[L'avenir du capitalisme](#), 1961

[Le contrat socialiste](#), 1969

La société, tome 1 – [Une théorie générale](#), 1977
 tome 2 – [Les structures économiques](#), 1977
 tome 3 – [Les appareils](#), 1978
 tome 4 – [Les classes](#) 1980
 tome 5 – [Les États](#) 1981
 tome 6 – [Les structures idéologiques](#) 1983

“[Les frontières du socialisme](#)” (1979). Un article publié dans la revue DIALECTIQUES, Paris, no. 27, printemps 1979, pp. 5-13.

[La nationalisation des chrysanthèmes](#). Paris Éditions du Seuil, 1985, 187 pp.

[Le monde au 21^e siècle : une théorie des systèmes mondiaux](#). Paris Éditions Fayard, 1991, 424 pp.

Robert Fossaert et Michel-Louis Lévy, [Cent millions de Français contre le chômage](#). Paris : Éditions Stock, 1992, 150 pp.

[L'avenir du socialisme](#). Paris Éditions Stock, 1996, 451 pp

[Civiliser les États-Unis](#). (2003) Essai rédigé en mars-août 2003.

Un sous-ensemble du système mondial : [Le Proche et Moyen-Orient](#). Une analyse réalisée le 11 avril 2004.

[L'Europe ou les Europes ?](#) (2005). Paris : 2005.

Table des matières

AVANT-PROPOS

CHAPITRE 1. (Octobre 2005) Dynamique économique du système mondial

Un monde qui change d'échelles

La question paysanne

Les firmes multinationales

Propriété et contrôle.

Rentabilité des FMN.

Production étatique-socialiste : la foire d'empoigne

Production étatique-capitaliste : la braderie

La marqueterie planétaire

La délocalisation...mais de quoi ?

Extraits de l'annexe 3 de *L'Europe ou les Europes*

CHAPITRE 2. (Décembre 2005) Dynamique politique et culturelle du système mondial

Un monde qui bascule dans l'inconnu

La foire aux États

L'exubérance des peuples

L'informatique, comme levain

Les États substantiels d'aujourd'hui

La montée en puissance des sociétés civiles

Parenthèse sur le « terrorisme international »

Retour à la montée en puissance des sociétés civiles

Un monde qui bascule dans l'inconnu

CHAPITRE 3. (mars 2006) Dynamique des diverses régions du système mondial

Dix régions, dix avenirs ?

Première section : Les « quatre Europes »

Zone 1 : L'Amérique du nord, en elle-même

Zone 2 : L'Amérique latine s'émancipera-t-elle ?

Dialectique de la région et du système mondial

Zone 3 : Les carrefours de l'Europe

Zone 4 : La Russie dans les décombres de l'URSS

CHAPITRE 4. (mai 2006) Dynamique régionale du système mondial

Dix régions, dix avenirs ?

Deuxième section : Deux (ou trois) des régions à population exubérante

Zone 5 : L'Afrique en gésine

Zone 6 : Le Proche et Moyen-Orient volcanique

Zone 6 bis : L'Afrique méditerranéenne (ou le PMO africain)

CHAPITRE 5 (juin 2006) Dynamique régionale du système mondial

Dix régions, dix avenirs ?

Troisième section : Les deux géants asiatiques

Zone 7 : Les Indes en accélération

Sur les comparaisons entre Inde et Chine

Retour vers la Zone 7 : les Indes en accélération

Zone 8 : La Chine en plein élan

CHAPITRE 6 (juillet 2006) Dynamique régionale du système mondial

Dix régions, dix avenirs ?

Quatrième section : Les Extrême-Orients

Zone 8 bis : L'Asie du nord-est : un monde sinisé

Zone 9 : L'Asie du sud-est, monde d'archipels et de péninsules

Zone 10 : Au loin, les îles des mers du sud

CHAPITRE 7 (août 2006) Dynamique globale du système mondial

Les États-Unis entravent le système mondial

Un gardien vigilant et impérieux

Les États-Unis, seul pilote du système mondial ?

Déclin américain ou novation mondiale ?

La difficile mondialisation des visées étatiques

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

Le nouveau système mondial qui se met en place depuis l'implosion de l'URSS contraste si nettement avec le précédent, dans l'expérience de presque tous les peuples, qu'une coupure communément reconnue, mais diversement ressentie, est désormais bien établie, entre un avant et un après. Avant le chômage massif pense-t-on en Europe, avant la grande peur du terrorisme que les États-Unis répandent, avant l'élan nouveau de l'économie qu'éprouvent l'Inde, la Chine et leurs voisins, avant le printemps nouveau que l'Amérique latine se prend à espérer derechef. Il n'est guère que l'ex-URSS, l'Afrique et le Proche et Moyen-Orient, embourbés dans leurs drames respectifs, pour ne point partager ce sentiment. Mais partout, l'après est brumeux, le monde continue de changer, il bascule dans un inconnu diversement coloré, mais aux perspectives imprécises.

On peut juger par ce climat mondial que le 20^e siècle est achevé depuis pas mal de temps. Je pense en effet que les années 1989-91 marquent une césure mondiale beaucoup plus significative que les années 2000 ou 2001, nonobstant le bogue de l'an 2000 que les marchands d'informatique firent craindre, mais qui fut oublié dès le lendemain. Le 21^e siècle dure déjà depuis près d'une génération, l'inventaire de ses tendances propres et des projections qu'on peut en tirer peut déjà être esquissé. Il forme, en tout cas, l'objet de ma présente recherche. Celle-ci va être présentée en deux tomes, l'un pour dégager de premières conclusions, l'autre pour produire toutes les données qui ont conduit à ces conclusions. Le lecteur pressé de réfléchir au présent et à ses promesses peut se contenter du tome que j'assemble ici. Le lecteur plus circonspect peut exercer son esprit critique sur les éléments dont je suis parti, lesquels sont assemblés dans le tome 2.

Ainsi sera préparé le terrain de ma recherche ultérieure qui portera non plus sur l'inventaire du 21^e siècle, mais bien sur l'invention de celui-ci. Car, pour qui considère les prochaines décennies d'un siècle à peine entamé, comme un domaine dans lequel l'action sociale pourra s'exercer à des fins diverses et par des moyens existants ou à créer, les politiques — assurément très complexes — qui seront à mettre en œuvre ne peuvent être la répétition des politiques pratiquées dans

« l'ancien monde » du 20^e siècle. Dans un monde qui change tant et si vite, des voies et moyens nouveaux doivent être recherchés, pour avoir chance de mordre sur le réel, d'écarter les périls les plus extrêmes, d'atteindre une part au moins des chances les meilleures, de nourrir derechef les espérances que l'humanité a pu caresser, ici ou là, au mieux de sa forme. L'invention du 21^e siècle, c'est cela : une recherche théorique aussi bien fondée que possible, pour nourrir les actions qui ont chance d'être pertinentes, et ce, sans oublier aucun des échecs qui, trop souvent, jonchèrent les siècles passés.

Chapitre 1

DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE DU SYSTÈME MONDIAL

(Octobre 2005)

Un monde qui change d'échelles

[Retour à la table des matières](#)

Les sciences sociales se contentent souvent de postulats implicites qui deviennent leurs œillères. C'est pourquoi j'ai bâti ma recherche sur *La Société* en rejetant l'idée — présente chez la plupart des pères fondateurs de la sociologie — qu'une société se conçoit à l'échelle d'un État, de son territoire et de la population qu'il inclut. Après quoi, j'ai démonté les deux idées qui encombrent beaucoup d'études d'inspiration marxiste, à savoir : la réduction de la gamme des modes de production aux quatre ou cinq types évoqués incidemment par Marx ¹ et, pire encore, l'inclusion des structures politiques (dont l'État) et culturelles (dont « l'idéologie dominante ») dans le concept de mode de production. Je crains qu'une sottise tout aussi ravageuse se répande aujourd'hui à l'enseigne de la « mondialisation ».

En effet, cette formule qui sert de prêt-à-penser dans beaucoup de sciences sociales fait obstacle à l'examen précis des transformations qui affectent la plupart des structures économiques ; qui surviennent par à-coups dans une partie des structures politiques ; et qui contaminent superficiellement presque toutes les structures idéologiques, cependant qu'au tréfonds de celles-ci les rocs des civilisations ralentissent ou dévient maintes novations. Le résultat de toutes ces transformations, aux rythmes très divers, ne se clarifiera que lentement, mais on

¹ Dans la préface de sa *Contribution à la critique de l'Économie politique*. (1857).

peut néanmoins étudier la « grande transformation ¹ » du système mondial tout entier, qui est en cours depuis l'implosion de l'URSS, en observant les changements d'échelle des espaces sociaux de toute sorte que les investigations précédentes ont permis de repérer. Autrement dit, on va examiner l'espace qu'occupent aujourd'hui les modes de production* en vigueur et les formations économiques* entrecroisées qui les rassemblent, puis, dans un prochain chapitre, on étudiera de même les formations politiques* assemblées, vaille que vaille, par les États* formellement reconnus par les institutions d'échelle mondiale ².

S'agissant des modes de production, j'observerai surtout ceux où se déploient les « firmes multinationales », moteurs et bénéficiaires de la « mondialisation » économique en cours, mais je réserverai aussi une place particulière à ceux où d'importants moyens de production, naguère propriétés étatiques, perdent ce statut de façon souvent tumultueuse. Toutefois ces divers modes de production — qui assurent d'ores et déjà une part prépondérante de la production mondiale — sont loin d'employer la majeure partie des travailleurs aujourd'hui en activité, si bien qu'il convient également d'observer ce qui advient du côté des paysans* sans terre ou parcellaires et des autres activités non ou peu capitalistes.

La question paysanne

[Retour à la table des matières](#)

À vrai dire, la petite production marchande qui abonde dans les villes n'est pas profondément transformée par les novations en cours. Les outils de l'artisanat changent, le décor des boutiques fait de même, mais l'incessant grignotage par les « grandes surfaces » se poursuit, tout comme la prolifération de nouveaux « services » (spécialités encore rares, vieilles fonctions d'entretien et de réparation rééquipées à neuf, commerces de proximité ou d'horaires atypiques, etc.). À quoi s'ajoutent à foison les offres, nouvelles mais éphémères, qui accompagnent les innovations industrielles successives : ainsi les horlogers, les photographes et les teinturiers de naguère ont été relayés par des garagistes, des loueurs de DVD ou des sex-shops, vite évincés par les nouveaux rayons et les nouvelles chaînes des grands magasins, tandis qu'apparaissent des réparateurs d'ordinateurs, des vendeurs de voyages et des loueurs de voitures ; et ainsi de suite. Portées par cette incessante marée, de minuscules entreprises sont engouffrées par la concentration capitaliste

¹ Pour reprendre le titre d'un ouvrage de Karl Polanyi qui embrassa fort bien le panorama général des transformations sous-tendues par le capitalisme industriel, mais fut publié en 1944, soit deux bons siècles après la première cristallisation du mode de production capitaliste industriel.

² Un astérisque permet de repérer les concepts détaillés par les différents tomes de *La Société*, consultables sur le présent site. <http://minilien.com/?CaTC7s3d7p>

dès que leur rentabilité est avérée, mais elles sont fréquemment relayées par de nouveaux prestataires de services. L'assureur, le conseiller juridique ou fiscal, l'agence immobilière ou le médecin libéral dont les bureaux et cabinets avoisinent les boutiques du petit commerce relèvent ou non d'un statut artisanal ¹, tant il est vrai que l'entreprise capitaliste prolifère, elle aussi, en tous ces domaines, dans des pays où le poids des services surclasse celui de l'industrie et, bien sûr, de l'agriculture.

Dans les campagnes également, les entreprises capitalistes progressent, mais le plus souvent, elles se situent à l'amont ou à l'aval des productions rurales. À l'amont, par fourniture de machines, de semences, d'engrais, d'aliments du bétail, de services d'insémination, etc. À l'aval, par la collecte, le stockage et le conditionnement des produits. Et à tous niveaux, par la fourniture d'assurances et de crédits, si bien que l'agriculture, l'élevage et leurs confins sont des activités enclavées. La paysannerie qui demeure exposée à une concentration persévérante subit l'emprise industrielle, marchande et financière de cet entourage, sauf en de rares pays où elle forme d'habiles coopératives (amont et aval) qui disciplinent et valorisent ses activités (Pays-Bas, Danemark, etc.). Parfois aussi, une forte concentration foncière et capitaliste « à l'américaine » vient équilibrer les rapports de voisinage. Telle est du moins la situation en Amérique du nord, en Europe et au Japon, toutes zones où les revenus des paysans — et des entreprises industrielles et financières qui vivent à leurs crochets — bénéficient d'un puissant protectionnisme, lequel a jusqu'ici résisté aux assauts du reste du monde, mais sera inéluctablement rongé au cours des toutes prochaines décennies. En effet, l'essor des productions rurales de l'Asie, de l'Amérique latine et même de l'Afrique est désormais requis pour équilibrer le commerce mondial. Savoir si le coton passera avant le riz ou si la canne à sucre l'emportera d'abord sur la betterave, etc., est certes une question importante pour les régions concernées, mais ce n'est là qu'un aspect secondaire dans la résolution d'une première contradiction de portée mondiale : la déprotection de l'agriculture des zones anciennement capitalistes est nécessaire pour favoriser l'essor de l'économie capitaliste dans le monde entier ².

Toutefois une seconde contradiction de portée mondiale mûrit d'ores et déjà chez les probables bénéficiaires de cette évolution. Elle oppose deux faisceaux de classes sociales* qui sont, l'un et l'autre, des composites plutôt que des alliances*,

¹ Dénommé "libéral", dans les pays où les petits commerces des « cols blancs » hautement diplômés se distinguent souvent des commerces triviaux par l'appartenance à un « ordre professionnel » qui les valorise plus qu'un « syndicat de commerçants ».

² Une thèse souvent répétée par I. Wallerstein et partiellement reprise par S. Amin, présente la paysannerie mondiale comme un prolétariat mondial nécessaire au fonctionnement normal du capitalisme mondial. Cette façon d'ignorer la diversité des situations régionales, nationales et locales nuit à l'analyse différentielle des luttes de classes de par le monde.

parce qu'ils sont souvent déchirés par des conflits secondaires, d'ailleurs variables d'un pays à l'autre. D'un côté, on peut ranger toutes les forces qui concourent à la modernisation des agricultures asiatiques, africaines et latino-américaines, pour accroître la productivité des campagnes et conquérir des débouchés à l'exportation. L'agrandissement des propriétés foncières, l'annexion des terres de communautés non encore accoutumées à la propriété privative, les défrichages et les drainages qui créent de nouvelles zones fertiles, les irrigations et les déforestations qui ont plus ou moins la même portée et parfois même les expulsions de vive force d'occupants avec ou sans titre alimentent la première tendance. Dans le faisceau antagoniste, on trouve tous ceux qui combattent la pauvreté et la misère, protègent les communautés rurales, freinent l'exode massif vers les bidonvilles urbains, toutes motivations qui sous-tendent la défense persévérante de la petite agriculture rurale, le partage des grands domaines mal gérés ou mal peuplés, les réformes agraires redistributives des terres, etc. En toile de fond, la poussée démographique qui se prolongera très avant dans le 21^e siècle ¹ et l'exode rural qui continuera longtemps encore à gonfler les villes sans vider les campagnes activent évidemment ces deux tendances, car il faut nourrir et loger les milliards d'habitants supplémentaires que l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine vont recevoir, tout en pacifiant les masses miséreuses qui y abondent d'ores et déjà. Que viser d'abord ? satisfaire « la faim de terres » ou privilégier la productivité agricole ? ²

Le retard de l'industrialisation et l'ampleur de la croissance démographique durant le 20^e siècle ont renforcé la surpopulation des campagnes asiatiques, puis ont gagné l'Amérique du sud et l'Afrique. L'alimentation des foules asiatiques a suscité de grandes inquiétudes après l'énorme famine du Bengale durant la deuxième guerre mondiale, mais c'est de l'Inde également qu'est venu un secours décisif, quand la « révolution verte » des années 1960 a pris tournure au Pendjab avant d'étendre à d'autres régions ses gains de productivité. Non sans quelques défaillances locales, la population mondiale a pu être nourrie depuis lors, d'autant que l'agriculture « industrialisée » (et surprotégée) des États-Unis et d'Europe a fourni une contribution qui est ensuite devenue excessive — en ce sens qu'elle a partiellement inhibé les productions locales, comme on l'a déjà noté. La famine et la malnutrition n'ont pas disparu pour autant, mais il est apparu que leurs ravages étaient dus le plus souvent à des crises politiques majeures (guerres et afflux de réfugiés). Pourtant, d'autres drames ont mûri un peu partout. Au Pendjab, foyer

¹ Voir *Le siècle du monde plein*, sur le présent site.

² En Chine, la propriété publique de la terre, établie par la révolution maoïste, n'a pas été abrogée par les réformes de Deng Xiaoping, car les terres cultivables ont seulement été concédées aux paysans par des baux à long terme. Samir Amin voit dans cette situation une chance de maintien d'une paysannerie substantielle, échappant aux risques d'éviction et de « bidonvillisation ». Voir son intéressant article dans *Actuel Marx*, sept. 2004 : *À propos de la Chine*.

initial de la « révolution verte », la paysannerie, écrasée par son endettement, est devenue la proie d'une concentration foncière qui tend à la chasser pour former des exploitations plus modernes, c'est-à-dire plus vastes, mieux équipées et peu utilisatrices de main-d'œuvre. Au Brésil, une pression du même ordre a été en partie canalisée par des forces politiques contraires, mais la grande propriété foncière, héritée des siècles coloniaux et peu productive, a su résister aux tentatives de réforme agraire, cependant que d'énormes déforestations ont donné naissance à de riches plantations nouvelles ¹. En Asie, comme en Amérique bien d'autres exemples pourraient être cités et il s'en trouve également en Afrique, du Zimbabwe (où l'expulsion des « fermiers blancs » suscite depuis quelques années un déficit de production, du fait du partage des grandes exploitations) jusqu'au Maghreb où la concentration foncière a repris, que l'État cède ses terres domaniales — comme au Maroc — ou qu'il privatise des domaines collectivisés lors de la décolonisation, — comme en Algérie. En Égypte également, la grande réforme agraire opérée sous Nasser est désormais rongée par une concentration des terres dans le delta du Nil. Beaucoup de nuances séparent ces quelques cas qui, néanmoins se répètent un peu partout, du Moyen-Orient aux Philippines, comme dans toutes les Indes et en Amérique latine, puis prennent de l'élan en Afrique. Parmi les rares initiatives originales qui enrichiront éventuellement ce panorama, on ne peut guère citer que l'essor du mini-crédit, particulièrement aux Indes, mouvement qui touche plusieurs des voies d'accès à la petite production marchande urbaine autant que rurale.

La reconversion des secteurs agricoles des économies naguère étatiques-socialistes a commencé, en Chine, vers la fin des années 1970, et s'est accélérée après 1990. En Europe orientale et balkanique, endiguée le plus souvent vers la PAC ², elle s'efforce d'aligner les paysanneries locales sur leurs homologues ouest-européennes, sans trop d'écarts. En Russie, le départ a été plus lent, car les drames de la collectivisation rurale demeurent vifs dans les mentalités. L'éradication de la paysannerie traditionnelle et l'incrustation d'une classe de gérants et techniciens kolkhoziens pèsent sur les réformes tardivement engagées. En 2002, plus de 90 % des exploitations agricoles étaient encore d'échelle collective, quand la législation visant à favoriser l'appropriation privative des terres a enfin triomphé des réticences de la Douma. Savoir quelles conséquences en résulteront dans une immense Fédération Russe dont la grande diversité a pour répondant une administration locale souvent assouplie ne se clarifiera pas avant une ou deux décennies supplémentaires. Le grand domaine et l'exploitation parcellaire auront

¹ Plantations de canne à sucre, notamment, grâce auxquelles le Brésil a pu se doter d'un « carburant national » qui a allégé sa facture pétrolière.

² PAC : politique agricole commune définie et gérée par l'Union Européenne à laquelle toute cette partie de l'Europe s'est jointe ou se joindra.

leurs chances et il se pourrait même qu'une certaine dose de coopération perdure. Ailleurs, dans les ex-républiques soviétiques, il est probable que la réémergence des structures pré-révolutionnaires se confirmera, qu'elles soient domaniales*, tribales* ou favorables aux petites paysanneries parcellaires. Reste l'immense Chine où la décollectivisation a pris un vif élan dès les réformes initiées dès 1978 par l'équipe Deng Xiaoping. Habillée de baux à long terme, la parcellisation des terres a été validée par un net essor de la production. Les difficultés sont venues par la suite, à mesure que d'énormes emprises foncières ont été requises pour les travaux publics et la croissance urbaine, cependant que le revenu paysan était grignoté par une fiscalité locale non coordonnée ¹. Le temps ne viendra pas de sitôt où le marché orientera les prix et où les surproductions et les catastrophes naturelles feront mûrir les besoins de protection (étatique, assurantielle ou coopérative). Ainsi, la médiocrité du revenu paysan et surtout ses aléas feront de la plupart des zones rurales, pour quelques décennies encore, les sites de tempêtes occasionnelles. Au loin, il se profile sans doute un horizon chinois où la grande propriété foncière deviendra aussi visible qu'aux Indes ou en Asie du sud-est. Mais en deçà de cet horizon, la Chine rurale a de fortes chances de demeurer l'immense terroir d'une petite paysannerie parcellaire, contrainte à un exode rural soutenu, exposée à des courants de révolte et, peut-être, canalisable parfois vers des formes de coopération syndicales ou non.

Les firmes multinationales

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1991, la CNUCED ² publie chaque année un rapport sur *l'Investissement dans le Monde* qui surmonte de mieux en mieux les énormes difficultés statistiques auxquelles se heurte la collecte d'informations fiables et recoupables sur les sociétés commerciales dépendant d'une même maison-mère, c'est-à-dire sur les « groupes » qui prédominent, au sein du mode de production capitaliste-monopoliste* dans un nombre croissant de pays, à commencer par les plus développés d'entre eux. À la CNUCED, comme dans toutes les agences onusiennes, les concepts d'allure marxiste sentent le fagot, si bien que les « groupes » y sont généralement baptisés « firmes multinationales » (FMN) ou, en anglais, « *transnational companies* » (TNC), mais ces mots n'abîment pas trop les

¹ Samir Amin voit dans cette situation une chance de maintien d'une paysannerie substantielle échappant aux risques d'éviction et de « bidonvillisation ». (Voir son intéressant article *À propos de la Chine*, dans *Actuel Marx*, sept. 2004.

² CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (en anglais : UNCTAD). Ses rapports annuels sont intitulés *World Investment Report* (WIR suivi du millésime).

choses, car cette agence travaille sérieusement. À l'aide de statistiques nationales et internationales, d'informations boursières et d'études universitaires, elle piste tout ce qui peut identifier les maisons-mères, les filiales et les succursales de groupes dont les configurations sont très changeantes et elle adjoint à ces données les participations moins visibles qui résultent de sous-traitances, d'octroi de franchises, d'exploitation de licences, de financements particuliers, etc. Ainsi, toutes les dépendances d'un même groupe sont agglutinées autour de la maison-mère, qu'elles soient organisées sous la forme juridique de sociétés (anonymes ou non, cotées ou non) ou qu'elles résultent de divers autres liens contractuels. En règle générale, l'appartenance à un groupe est tenue pour acquise quand 10 % au moins du capital d'une dépendance sont possédés par la maison-mère (ou pour son compte dans les groupes à plusieurs étages).

Ainsi, non sans erreurs et omissions ¹ chacun des groupes est analysable sous plusieurs angles : il est multinational du fait de la dispersion de ses opérations dans plusieurs pays, mais il est piloté par un centre unique et son *management* est diversifié par branches d'activité et par pays, selon des modèles variables, mais qui doivent nécessairement marier l'unité stratégique visée et la diversité des conditions techniques, économiques et politiques où elle doit trouver application. Les nationaux du pays d'origine occupent toujours un rôle prééminent dans la maison-mère et dans ses principales dépendances, mais les ressortissants d'autres pays qui sont rares dans l'état-major central, deviennent plus nombreux à mesure qu'on descend dans la pyramide du groupe, non sans transferts de cadres dirigeants hors leur propre pays d'origine. En 2004, une étude effectuée pour l'OCDE a estimé que les étrangers ² occupaient 37 % des postes d'état-major dans les pays de l'Europe Unie ³, mais 7 % seulement en Suisse et que, hors l'Europe, le record était détenu par les FMN japonaises dont 2 % seulement des dirigeants sont étrangers.

¹ Le goût des FMN pour la discrétion financière et commerciale n'est pas seul en cause. Le rapport 2005 de la CNUCED montre, sur l'exemple de la Chine, l'ampleur des désaccords statistiques entre pays exportateurs et importateurs de capitaux (WIR 2005, tableau I.11). Les conversions monétaires troublent aussi l'analyse (WIR 2005, chap. 1, p. 5).

² C'est-à-dire les nationaux d'un pays autre que celui de la maison-mère.

³ Le cas de l'Europe Unie est une exception due au « marché commun » dans lequel la plupart des FMN d'aujourd'hui ont pris naissance.

RÉPARTITION EN 2004 PAR RÉGION OU PAYS D'ORIGINE

Répartition en %	Améri-que	Alle-magne	France	Grande-Breta-gne	Suisse	Pays-Bas	Autres Europe	Japon	Chine	Reste du monde
Des cent premières FMN	29	13	13	12	5	5	11	7	1	4
Des stocks d'investissement directs de cette provenance	28	8	8	14	4	5	16	4	4	9

Comme les pays non membres de l'OCDE n'ont pas été pris en compte dans cette enquête — ce qui exclut notamment 5 des 100 premières FMN de 2004 et une proportion plus forte des FMN de taille inférieure — et comme la liste même de ces « groupes » évolue rapidement, notamment en raison de la poussée croissante des FMN originaires de Chine, d'Inde et d'autres pays asiatiques, la situation se modifiera assez vite pour ce qui est de la provenance des principales FMN, mais sans doute pas en ce qui concerne la part des étrangers dans leurs états-majors. En effet, on devrait s'attendre à ce que les FMN chinoises, indiennes, coréennes, brésiliennes et autres qui vont se multiplier avant longtemps ¹ soient pour la plupart enclines à recruter leurs cadres dirigeants dans leur pays d'origine ².

Si l'on en croit l'OCDE, la compétition entre les FMN s'est enrichie d'une décennie à l'autre. D'abord tournée vers les ressources naturelles (notamment le pétrole et l'aluminium), elle se serait étendue, depuis les années 1960 à la recherche de bas salaires (textiles, chaussures, travaux d'assemblage) avant de gagner, à partir des années 1970, les productions requérant un lourd capital fixe (chaînes automobiles, chimie, machinerie) puis de pénétrer durant les années 1980 dans certaines des industries de haute technologie (électronique, télécommunications) suivies depuis lors par un développement massif des services (informatiques, médiatiques, financiers). Deux biais rendent cette vision par trop schématique. D'une part, elle ne tient pas compte de l'entrée sur la scène

¹ D'ores et déjà, on voit se profiler des FMN thaïlandaises, malaises ou indonésiennes qui viennent rejoindre les groupes taïwanais ou coréens dont certains ont déjà pris une grande extension.

² Par ailleurs une étude du cabinet Dun et Bradstreet reprise par WIR 2005 (Fig. I.9) montre que de très nombreuses FMN européennes ou nord-américaines ont pour maison-mère une Compagnie financière.

internationale des FMN nées hors l'OCDE qui se taillent déjà une part significative dans les dépenses mondiales de R et D ¹ et perturbent dès aujourd'hui les marchés pétroliers et miniers. D'autre part, elle ne prête pas attention aux rythmes très divers du désarmement douanier d'une région à l'autre. À quoi s'ajoutent les éventuelles inerties de certaines FMN, américaines notamment. En effet, les industries assurées d'un vaste marché aux États-Unis ont souvent considéré le reste du monde comme un vase d'expansion pour leurs produits déjà bien rôdés, si bien que des innovations venues d'Europe ou du Japon ont sévèrement concurrencé les exportations américaines, jusqu'à conquérir de larges parts du marché américain lui-même. Les troubles de l'industrie automobile américaine sont exemplaires à cet égard, mais on peut également s'attendre à bien d'autres perturbations, dues par exemple à la production chinoise de machines informatiques ou aux services informatiques de l'Inde, etc. Bref, la prolifération de firmes monopolistiques mondiales ne tue pas la concurrence, mais elle en modifie l'échelle. Dans le précédent système mondial ², un certain équilibre « oligopolistique » s'était établi, branche par branche, en chaque pays industriel, assurant de la sorte une compétition bien tempérée entre des groupes modérément enclins à l'exportation et tout le lacs des entreprises moyennes. Ces « oligopoles » d'échelle nationale recouvraient même des semi-équilibres d'échelle régionale : ainsi, pour le dire en termes français, l'industrie nationale où divers groupes ont mûri lentement incluait encore de grandes entreprises d'échelle régionale qui donnaient leur caractère propre à certaines zones ³. Le Marché commun peu à peu élargi jusqu'à l'Union Européenne à 25 participants, par son rabotage des protections nationales a conduit à l'épanouissement de FMN d'échelle européenne et d'ambition mondiale, notamment pour concurrencer les FMN américaines et japonaises, tôt installées en Europe. Non sans variantes et décalages, des évolutions identiques sont intervenues dans les autres régions industrielles ou en voie d'industrialisation, provoquant d'étape en étape des surprises comme celle qu'ont provoquée les chantiers navals coréens quand leur rayonnement mondial s'est fait sentir. Désormais bien lancé, ce mouvement qui s'enrichit de nouveaux acteurs prendra peut être quelques décennies avant de conduire, en un nombre croissant de branches, à la formation d'oligopoles d'échelle mondiale. Toutefois les formes et l'étendue de cette viscosité nouvelle de la compétition économique dépendra pour beaucoup du contexte politique où elle adviendra : j'y reviendrai plus loin.

¹ R et D : recherche et développement.

² Celui qui s'était formé après la deuxième guerre mondiale et qui a pris fin avec l'implosion de l'URSS.

³ Autour de Lyon, Marseille, Lille, Grenoble, etc.

Je prêterai moins d'attention aux travaux qui détaillent l'évolution de la propriété « juridique » des FMN et de la nationalité des actionnaires de chaque maison-mère, car ces termes n'ont plus le même sens dans le système mondial actuel, que dans le précédent. Pour comprendre le changement qui se dessine nettement, mais qui est loin d'être arrivé à maturité, il faut quitter le terrain juridico-national, non point pour s'aventurer sur un terrain juridique international encore embryonnaire ¹, mais bien pour mesurer la portée de la distinction entre propriété et contrôle au sein des FMN et pour évaluer les significations contrastées que la rentabilité des FMN peut prendre chez diverses catégories d'acteurs financiers.

Propriété et contrôle.

[Retour à la table des matières](#)

Des enquêtes tentent de repérer les « véritables » propriétaires des principales sociétés cotées par les bourses ou ceux des compagnies prépondérantes dans un secteur jugé stratégique (armement, recherche, etc.). Souvent utiles, ces enquêtes sont néanmoins de portée limitée, car il leur est difficile de percer le double écran derrière lequel est retranché le pouvoir qui s'exerce dans les FMN. Premier écran : la nationalité des actionnaires de FMN dont la maison-mère (ou la société pilote) est cotée en bourse est difficile à saisir, car beaucoup d'entre eux peuvent être non pas des investisseurs durables opérant à visage découvert, mais seulement des spéculateurs de passage, des prête-noms ou des sociétés financières dont l'actionnariat propre peut être opaque. Second écran : la société-mère d'une FMN (ou la société pilote, de rang inférieur qui la supplée pratiquement) est toujours affectée par la division des pouvoirs attachés à la propriété du capital social, dans les modes de production où le propriétaire des moyens de production est de la forme **(P3)** ³. Cette formule perd tout mystère pour qui veut bien se reporter à *La Société*. ² En effet, le temps n'est plus où ce propriétaire était un individu **P3** éventuellement soutenu par une fortune familiale ou par un riche commanditaire, ni même une simple société, **(P3)**² généralement de forme anonyme, combinant les moyens de tout un collectif capitaliste. Désormais, dans les « groupes » de sociétés que sont les FMN, grandes ou petites, il existe tout un empilement de sociétés formellement distinctes, si bien que la société-mère compte souvent parmi ses actionnaires certaines de ses filiales : on appelle cela l'autocontrôle. En outre, il est

¹ Les litiges marchands et boursiers sont à peu près couverts par des normes bien établies que des institutions consulaires ou sécuritaires font respecter, mais ces dispositifs gagnent difficilement du terrain chez les nouveaux venus sur le marché mondial et tardent à mobiliser l'attention des États concernés. Même une zone en voie d'intégration systématique, comme l'Europe tarde à se doter d'un droit international « des affaires ».

² Notamment au n°31 de son tome 2 consacré aux *Structures économiques*.

fréquent que les principaux actionnaires de la maison-mère soient liés par un pacte les protégeant des intrus, par exemple lorsque les pactisés s'accordent réciproquement un droit de préemption pour le cas où l'un d'eux (ou ses héritiers) vendrait ses actions. Autre exemple, les statuts sociaux peuvent attribuer un droit de vote multiple aux actionnaires possédant tel pourcentage du capital social. Les subtilités législatives et l'invention des avocats d'affaires enrichissent sans cesse cette panoplie défensive, y compris en jouant des différences juridiques d'un pays à l'autre, ce qui peut rendre utile la présence d'actionnaires étrangers (de fait ou d'apparence), ou la domiciliation de la maison-mère ou celle de ses filiales stratégiques dans quelque paradis bancaire (et fiscal). Toujours est-il que dans le magma (**P3**)³ le pouvoir est exercé par une minorité d'actionnaires et surtout par la petite équipe dirigeante (formée d'actionnaires et de cadres) qui détient tous les pouvoirs effectifs dans la FMN, y compris celui d'organiser l'autocontrôle du groupe, de sélectionner les principaux actionnaires de sa maison-mère et d'organiser les pactes d'associés et les autres défenses contre les intrus ¹. Ce noyau exerce un *contrôle* qui enveloppe les pouvoirs des propriétaires (**P3**)³ et les surclasse. Il décide de l'organisation de la FMN ; il la gère en son entier, par l'intermédiaire de toute une pyramide de cadres qu'il sélectionne ; il décide également de la politique financière des sociétés principales du groupe : dividendes à distribuer, crédits à mobiliser, augmentations de capital à négocier, etc. Le *contrôle* qui tend à s'autonomiser vis-à-vis des propriétaires-actionnaires est le vrai pouvoir dans les FMN. Quand un pouvoir extérieur tente de s'emparer d'une FMN ainsi organisée, il lui faut non seulement acquérir un suffisant pourcentage du capital de la maison-mère, mais aussi démanteler le noyau de contrôle (fût-ce en soudoyant ses principaux dirigeants, lesquels se protègent à l'aide de « parachutes dorés ² »). Bref, l'assemblée générale des actionnaires de la maison-mère n'est que la muraille extérieure du château-fort qu'est la FMN ; pour conquérir vraiment celle-ci, il faut capturer le donjon où son noyau de contrôle est retranché.

Rentabilité des FMN.

[Retour à la table des matières](#)

Les profits réalisés par les FMN — et, dans une bien moindre mesure, ceux des sociétés plus petites — ne se répartissent plus selon le schéma simpliste dessiné par la législation des sociétés anonymes : vote par l'assemblée générale des

¹ Ce qui explique la judicieuse règle des 10 % — évoquée plus haut — dont la CNUCED fait grand usage. Galbraith a étudié divers aspects de ce noyau dirigeant qu'il appelle *technostructure*.

² Expression d'origine américaine désignant les énormes indemnités dues à ces dirigeants en cas de licenciement.

actionnaires sur proposition du conseil d'administration, répartition au prorata des actions détenues, après d'éventuels préciputs au bénéfice des administrateurs et parfois des salariés ayant droit à une certaine « participation ». Dans les FMN, une première jonglerie s'opère pour déterminer les bénéfices à déclarer et les niveaux (filiales et maison-mère) où ils vont apparaître, les choix étant guidés par la tenue boursière des titres, les perspectives d'augmentations de capital à réaliser et, plus discrètement, les desiderata des dirigeants titulaires d'*option stocks*¹ ou les préparatifs d'éventuelles opérations d'achat ou de vente (OPA, par exemple), etc. La faiblesse des bénéfices réels vient parfois compliquer cette délicate opération ou inciter à des fraudes, de type *Enron* que l'on retrouvera plus loin.

Mais il faut aussi tenir compte de diverses catégories d'opérateurs étrangers à la FMN ou, en tout cas, à son noyau dirigeant. Ce peuvent être des sociétés financières, notamment des fonds de pension ou des organismes de placement collectifs (SICAV et autres) qui figurent dans l'actionnariat pour faire fructifier leurs réserves et qui se distinguent de l'actionnariat dispersé par leurs capacités de manœuvre en bourse. Parfois même, certains de ces opérateurs croient pouvoir revendiquer un résultat annuel régulièrement égal à un certain taux, (allant souvent de 12 à 15 % l'an), ce qui ne peut s'obtenir qu'en ajoutant aux dividendes distribués une « appréciation » régulière de la cotation boursière. Hormis les conjonctures exceptionnellement favorables (ou fortement inflationnistes), de telles prouesses ne peuvent être assurées durablement, sauf parfois par un Microsoft ou un Google. Mais toujours, la roche Tarpéienne est proche du Capitole et les « beaux titres » façon IBM rentrent dans le rang, ce qui arrivera également aux Microsoft et aux Google de toute sorte.

Ces investisseurs institutionnels par trop gourmands ne gênent pas trop les FMN, alors qu'elles craignent les *raiders*, c'est-à-dire les opérateurs, armés de gros crédits bancaires, qui accumulent discrètement une fraction significative des actions cotées d'une FMN donnée, afin d'en acquérir finalement le contrôle, au moyen d'une offre publique d'achat (OPA) ou de quelque autre formule pouvant séduire une part suffisante des actionnaires. Au terme de batailles boursières parfois longues et souvent onéreuses, accompagnées de tractations confidentielles auxquelles des banques sont mêlées, dans chacun des camps qui s'affrontent, ces duels ou ces conflits triangulaires se dénouent par une défaite des assaillants ou du noyau dirigeant, à la suite de quoi on peut assister soit à des réformes massives de la FMN par un noyau dirigeant souvent affaibli, voire ébréché, soit à un changement complet de noyau dirigeant dans tout ou partie de la FMN assaillie,

¹ Faculté offerte aux dirigeants d'acquérir des actions à un cours convenu, afin de leur permettre de bénéficier de plus-values boursières lors de leur vente, ceci sous diverses conditions (durée de détention, retraite, etc.).

changement parfois suivi par une redistribution des actifs ainsi acquis, pouvant aller jusqu'à « une vente par appartements », c'est-à-dire une dispersion, entre les plus offrants, des actifs les plus rentables.

Dans ces raids, les banques appelées en renfort se rentabilisent grâce aux tarifs des crédits qu'elles procurent et aux prestations de services qu'elles offrent en tant que conseils et entremetteurs. Mais les parts de profits des FMN assaillies par des *raiders* qu'elles recoupèrent de la sorte ne forment pas l'essentiel de leurs gains. C'est dans l'ordinaire du fonctionnement des FMN que leur fortune s'élargit le plus, par le jeu de leurs interventions, mises en œuvre par leurs structures de plus en plus foisonnantes. Pour bien en juger, il faut considérer l'ensemble des capacités d'action des FMN bancaires, vis-à-vis des FMN non financières et se servir à cette fin des faits mis en lumière, à New-York, par la chaîne de scandales des années 2000-2005, depuis l'affaire Enron jusqu'au nettoyage (inachevé) de la principale bourse mondiale (le NYSE ¹) en passant par l'effondrement du principal groupe d'experts financiers (commissaires aux comptes et autres auditeurs) et sans oublier les milliards de \$ que les grandes banques de cette place ont accepté de payer pour éteindre les procès qui les menaçaient. Cet énorme roman, encore inachevé, serait trop long à raconter, mais il est nécessaire d'en détailler le schéma pour comprendre le rôle joué par l'appareil bancaire et boursier, tous affidés pris en compte, car ces prédateurs pompent une bonne part des profits réalisés par les FMN (et les autres sociétés cotées). En effet, les banques interviennent comme conseils des sociétés qui veulent augmenter leur capital par émission d'actions nouvelles, ou d'autre façon ; qui veulent se vendre à bon prix ou acquérir tel rival ou partenaire ; qui veulent introduire en bourse de nouveaux titres, etc. Les banques ainsi consultées mettent à la disposition de leurs interlocuteurs leurs services et filiales spécialisés dans la réalisation, notamment en bourse, des opérations qu'elles conseillent. Les sociétés d'audit — organiquement liées aux banques — qui évaluent les titres offerts pour lesdites opérations en disent grand bien, chiffres à l'appui. Les services et filiales bancaires qui vendent ces titres aux *brokers* ² qui approvisionnent les épargnants individuels et aux fonds collectifs (de pension notamment) répercutent ces « excellentes affaires », cependant que les courtiers en bourse (souvent pilotés par les banques) gèrent le quotidien des opérations pour réaliser à bonne date les garanties de bonne fin des émissions et des introductions préparées par les banques. À tous ces niveaux, les commissions et autres rémunérations sont drainées par les banques, leurs filiales et autres dépendants, sans qu'aucune comptabilité analytique dûment auditée vienne distinguer ce qui est le prix normal des services utilement rendus, le prix anormal

¹ NYSE : New York Stock Exchange

² Équivalent approximatif des agents de change.

et parfois exorbitant des services inutilement rendus et les marges de profit sur souscripteurs prisonniers ou piégés qui viennent s'ajouter aux marges de profit sur les FMN.

Aux deux bouts de cette chaîne bancaire, des entreprises dont *Enron*¹ fut le fleuron ont créé tout un feu d'artifice de sociétés logées en divers paradis pour « gérer » les contrats perdants, sans abîmer la cotation boursière de la société-mère, jusqu'à ce qu'un trou trop grand ait fait s'effondrer toute cette vaste construction. Ce scandale et d'autres affaires à peine moins douteuses ont longtemps échappé à la vigilance discrète du conseil d'administration du NYSE, puis une tardive réforme de la SEC² a entrepris de nettoyer cet organe boursier dont le président a été condamné à rembourser la grosse indemnité de départ qu'il s'était attribuée avant d'être démissionné. Mais l'assainissement du NYSE a été interrompu avant d'être achevé, tandis que les banques et leurs dépendants mêlés à toutes ces opérations se hâtaient d'octroyer des milliards de \$ d'indemnités aux fonds de placements et autres victimes qui avaient engagé des procès à leur encontre.

Production étatique-socialiste : la foire d'empoigne

[Retour à la table des matières](#)

En URSS, la lente agonie du mode de production étatique-socialiste* s'est achevée en 1991, par un effondrement général, mais elle n'a pas donné naissance au paradis capitaliste que de bons esprits, américains et autres, avaient promis. Tandis qu'Eltsine héritait d'un pouvoir titubant, les peuples soviétiques tombèrent d'une misère égalitariste dans une pauvreté générale et profonde, émaillée de nouveaux riches. Ces derniers s'emparèrent de tous les bons morceaux de la bête qui mourait. Le pétrole, le gaz et les métaux rares ainsi que les sociétés de commerce international firent prime, pour les cadres qui les « privatisèrent » à bas prix, avec l'aide de gouvernants hébétés et de banques inexpérimentées. Leurs exemples firent école, tandis qu'un Parlement, devenu législateur, faisait galoper le droit à la poursuite de faits qu'il ne gouvernait pas et qu'aucun tribunal digne de ce

¹ *Enron* était une société d'origine californienne qui exploitait un petit réseau de pipelines. À la faveur de la libéralisation du marché énergétique, elle a adjoint à son exploitation, une fonction de courtier en énergie, achetant et vendant à terme toutes quantités et toutes formes d'énergie. Quand ses transactions spéculatives ont mal tourné, elle a logé ses créances douteuses ou perdantes dans des filiales *ad hoc* logées en divers paradis fiscaux (et bancaires), grâce aux conseils et aides de banquiers et de conseillers juridico-comptables à l'esprit très inventif.

² SEC : *Securities Exchange Commission*, organe de contrôle des bourses de valeurs. NYSE : *New-York Stock Exchange*, principale bourse new-yorkaise.

nom ne pouvait sanctionner. Les « nouveaux entrepreneurs » de l'époque n'étaient pas des chefs d'entreprise expérimentés, des virtuoses de la concentration du capital — comme l'avaient été, un siècle plus tôt, les Carnegie et autres Mellon, bâtisseurs des premiers grands monopoles privés. Ils n'avaient aucune expérience de la compétition marchande, et leur éventuel savoir-diriger les firmes avait été acquis dans des combinats hiérarchisés et soumis aux ministères moscovites. Le commerce fut un peu moins mal loti, car la décadence brejnevienne avait déjà laissé fleurir, dans les mailles et béances de la planification centrale, une sorte de capitalisme marchand apte à combler les retards d'approvisionnement, à multiplier les débouchés hors plan et à aider les dirigeants de combinats à maquiller leurs comptes-rendus statistiques. Donc, ici comme en toute période de transition, le commerce proliféra avant que la production puisse se mouler sur une demande intérieure qui se cherchait. Il fallut quelques années avant qu'un peu d'ordre s'établisse, musclé par diverses bribes de l'ancien appareil sécuritaire et militaire et encadré par des administrations régionales et locales survivantes ou renaissantes.¹

Tandis que la société russe reprenait son souffle, que les grandes villes et les principales provinces se réorganisaient, l'État affermit derechef son contrôle dans quelques branches industrielles décisives (aéronautique, espace, armement, etc.). Bientôt, l'épicentre de l'ouragan économique se déplaça de l'industrie vers la finance. Dans un pays où le réseau des Caisses d'Épargne, tardivement flanqué par quelques banques « spécialisées » avait été jusqu'aux années 1980, le seul démultiplicateur de la *Gosbank*, cette banque centrale se trouva entourée, en 1998, d'un nuage de près de 1 500 banques dont la moitié au moins dû disparaître durant la crise financière de 1998. À cette époque, en Russie, les impayés interentreprises, les arriérés d'impôts et plus encore les arriérés de salaires représentaient plus de trois fois le PIB courant, tandis que le crédit bancaire finançait les privatisations et les spéculations sur les monnaies étrangères ou sur les bons publics à haut rendement censés soutenir le cours du rouble. C'est alors que certains des cadres (et dirigeants) de la banque centrale (mêlés à quelques ministres et hauts fonctionnaires) inventèrent de nouvelles jongleries sur les prêts internationaux dont l'URSS était abondamment gratifiée. Notamment, ils créèrent, dans le paradis bancaire des Îles anglo-normandes une petite société (au capital de 1 000 \$) à laquelle la banque centrale confia le soin d'optimiser le rendement des milliards de \$ tirés de ses réserves. Discrètement grondée par le FMI, la banque centrale russe n'en récolta pas moins de nouvelles aides. En effet, les États-Unis, pilotes des

¹ À partir de 1999, les *siloviki*, ces anciens de l'armée et des services de renseignement, bientôt mêlés aux Petersbourgeois dans l'entourage de Poutine, illustrent cette deuxième génération du pouvoir russe, héritier de l'Union Soviétique.

interventions — financières et autres — en Russie ¹, s'engagèrent dans cette entreprise un peu comme ils le feront dans leur guerre d'Irak, cinq ans plus tard : à l'aveuglette, en donnant priorité à des objectifs politiques jugés majeurs : soutenir Eltsine, puis soutenir Poutine, et faire confiance aux vertus intrinsèques du capitalisme pour que la déconstruction du mode de production socialiste-étatique* se poursuive « au mieux ». À la fin de 1998, la Russie, héritière d'emprunts contractés à l'étranger avant 1990 auxquels elle a ajouté du sien, était endettée vis-à-vis des institutions internationales et des banques commerciales à hauteur de 150 milliards de \$. Depuis lors, sa dette étrangère s'est encore accrue d'une trentaine de milliards de \$. Elle rejoindrait l'Amérique latine dans le cycle infernal des crises financières et des dettes croissantes, n'était sa richesse pétrolière que les années récentes ont amplement valorisée ².

Sous cet angle, l'obscur bataille juridico-fiscale que le gouvernement Poutine a livrée — et a gagnée — en 2004-2005 — contre le groupe *Youkos* peut être considérée comme une étape majeure. Elle a donné un coup d'arrêt à la dilapidation des réserves naturelles qui sont la plus disponible des richesses russes, elle a également signalé à toutes les FMN (d'origine russe ou étrangère) que la fraude fiscale serait désormais pourchassée et, tout en renforçant les budgets publics, elle a fait comprendre aux « oligarques » comme aux autorités fédérales ou régionales que la foire d'empoigne devait cesser. Si ces perspectives se réalisent, la Russie réussira à transformer les vastes éléments survivants de son mode de production étatique socialiste* en FMN russes, de caractère privé ou étatique-capitaliste*, tout en apprenant à piloter la coexistence de ce secteur avec l'échantillon de FMN d'origine étrangère déjà actives en Russie même et dans ses échanges internationaux. En somme, une telle perspective permettrait à la Russie de rattraper, avec quelques décennies de retard, l'orientation déjà bien affirmée par la Chine ou diversement esquissée par la plupart des républiques d'Europe orientale naguère organisées selon le modèle soviétique.

Dans ces républiques européennes, la transition a été plus rapide qu'en Russie pour deux raisons qui sont encore difficiles à départager. D'une part, il s'agissait généralement de pays ayant acquis, dès avant 1945, une expérience juridico-législative supérieure à celle de la Russie et ayant bénéficié, dès 1990, de concours divers (et d'appétits multiples) des firmes et banques occidentales, à quoi les

¹ Les entreprises étrangères installées en Russie restèrent rares jusque vers 2000. On en comptait environ 500 en 1991 et moins de 3 000 lorsque la crise financière de 1998 vint dissuader beaucoup d'entre elles.

² Après la crise de 1998, les investissements étrangers repartirent de plus belle, tandis que la dette extérieure fut mieux garantie, par des réserves de change qui, après être tombées à une dizaine de milliards de \$ en fin 1998, furent quadruplées en trois ans, avant d'être gonflées par les hausses pétrolières d'après 2003.

principales d'entre elles (Pologne, Hongrie, Tchéquie, etc.) avaient adjoint, avant 1990, plusieurs années de réforme économique non négligeable. D'autre part, ces pays ont été happés selon des schémas préétablis qui ont limité leurs tâtonnements expérimentaux : schémas procurés par l'Europe Unie, mais aussi par la BERD créée pour l'occasion et même par la RFA incorporant sans délai la RDA¹. Dans ces conditions, la foire d'empoigne liquidatrice du mode de production étatique-socialiste a été nettement moins longue et dommageable qu'en Russie, même si elle a donné lieu à maintes escroqueries et extravagances dont la plus significative est sans doute advenue en Tchécoslovaquie (avant le divorce de cet État binational). En effet, la distribution de coupons individuels d'achat du patrimoine économique, effectuée par ce pays, pour concrétiser la propriété collective qui s'y exerça (de 1948 à 1990) et pour démocratiser le transfert de cette propriété au peuple tout entier aboutit à diverses préemptions à bon compte desdits coupons, avant que les firmes soient offertes à l'achat. Le vice intrinsèque de toutes les mises à l'encan d'une économie collectivisée apparut de la sorte en pleine lumière : ni en Tchécoslovaquie, ni en Russie, ni en Chine, ni ailleurs, il n'existait pas de fortunes privées et de revenus très élevés qui pourraient servir de base aux apports de capitaux et aux montages de crédits requis pour l'achat à bon prix des divers éléments mis en vente et, tout autant, pour la réalisation des augmentations de capital requises pour la rénovation de ces éléments. Autrement dit, toute privatisation massive d'entreprises collectivisées ne peut conduire qu'à des achats par capitaux étrangers ou à des transferts « à prix d'ami » quelle qu'en soit la forme, généralement frauduleuse. La seule échappatoire qui permet de minorer — sinon d'effacer — ce problème est d'opérer une transition lente et ambiguë laissant aux productions nouvelles et profitables le soin de créer les capitaux requis, auquel un appareil bancaire national, correctement géré, peut ajouter du sien. Sans l'avoir voulu, ni prévu, c'est en somme le chemin que la Chine a suivi, réduisant d'autant les risques de foire d'empoigne, sinon toutes les manœuvres frauduleuses.

En effet, les deux caractéristiques de l'économie chinoise que beaucoup d'observateurs considèrent comme des signes d'échec sont plutôt à concevoir comme des précautions stabilisatrices d'une expansion extraordinairement rapide. Le poids des entreprises publiques héritées de l'époque maoïste, leurs fréquents déficits, l'accumulation des crédits qui assurent leur survie sont interprétés à tort comme des facteurs de blocage. Mais de blocage de quoi ? Certainement pas de la croissance économique qu'il serait difficile et dangereux d'accélérer plus encore. Ni non plus du niveau de vie moyen du peuple chinois, tant il est vrai que l'abandon de ce secteur aux « lois du marché » produirait un énorme volant de chômage supplémentaire — et de chômage urbain — dans un pays où l'exode rural

¹ BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement. RFA : République Fédérale d'Allemagne. RDA : République Démocratique Allemande.

fournit par ailleurs des contingents massifs de chômeurs en transition vers les industries. De fait, la survie de cet élément de l'ancien mode de production étatique-socialiste fonctionne, pour partie, comme une sorte d'assurance-chômage, transitoirement indispensable. L'autre échec qui menacerait l'économie chinoise serait celui d'un appareil bancaire qui tarde à s'assainir de ses créances douteuses (ce qui renvoie, pour une bonne part au problème précédent) et qui, par surcroît, s'ouvre mal aux techniques bancaires « modernes » et aux banques étrangères les mieux à même de pratiquer ces techniques. Les mêmes faits peuvent être interprétés différemment, comme si la Chine souhaitait prolonger l'un des mérites objectifs de son appareil bancaire qui est d'effectuer la *transformation* massive de dépôts à vue en financements de longue durée et qui retarde d'autant le plein épanouissement de la bourse comme assembleur de capitaux investissables. Bref, non sans côtoyer de périlleux décalages, la Chine semble gérer sur moyenne ou longue durée la suppression ou la transformation de son mode de production étatique-socialiste. On peut même penser, à en juger notamment par l'évolution présente des relations économiques qu'elle entretient avec la Russie d'une part et avec l'Inde d'autre part, qu'elle pourrait être tentée d'utiliser durablement un secteur étatique-socialiste quelque peu modernisé comme un stabilisateur de sa structure économique.

Avant d'étendre les réflexions précédentes à des pays aussi différents que le Vietnam et l'Ukraine et de les extrapoler à des sociétés où la pérennité du socialisme étatique n'a pas encore été mise directement en cause, comme Cuba ou la Corée du nord, il faudrait évidemment avoir détaillé l'analyse de chacun de ces cas particuliers, ce que je n'ai pas la possibilité d'entreprendre présentement. Néanmoins, les quelques exemples tout-à-fait massifs qui viennent d'être évoqués me semblent suffisants pour porter jugement sur l'avenir du mode de production étatique-socialiste. Comme élément prédominant d'une structure économique massive et qui se voudrait modernisable, ce mode de production a échoué pour des raisons que j'ai détaillées en publiant les divers volumes de *La Société*, à mesure que les crises soviétiques et les spasmes chinois les rendaient évidentes. C'est donc sans surprise que j'ai enregistré la mort (virtuelle) de ce mode, mais sans jamais penser que ce résultat était essentiellement d'ordre économique. J'y reviendrai au prochain chapitre lorsque les structures culturelles et surtout politiques viendront en examen. Si bien que la pérennisation partielle de certaines des particularités structurelles de ce mode de production, voire leur conjugaison ou leur fusion avec certains traits du mode de production étatique-capitaliste* que je vais aborder ci-après n'a rien qui me surprenne : un État fortement ancré dans une base économique qu'il oriente ou contrôle assez largement est doté, de ce fait, de qualités — ou, en tout cas, de potentialités — qui se révèlent précieuses pour équilibrer son assise et pour nourrir et stimuler ses fonctions stratégiques. On va en juger en examinant maintenant la situation et les perspectives du mode de

production étatique-capitaliste, lequel a toujours été et demeure radicalement différent du mode de production étatique-socialiste*.

Production étatique-capitaliste : la braderie

[Retour à la table des matières](#)

La distinction radicale de ces deux modes de production devient évidente si l'on se défait d'un simplisme déjà dénoncé. L'État n'est pas définissable comme un élément intrinsèque d'un mode de production, car il est la résultante de toutes les luttes de classes qui travaillent la société tout entière, dans et hors la production.¹ S'il est propriétaire de moyens de production dans un mode donné, il peut être très différent de celui qui opère dans un autre mode de production. Ainsi, les États de type soviétique* — ou en dérivant — qui étaient propriétaires de la majeure partie des moyens de production livrés à la foire d'empoigne que l'on vient d'observer sont radicalement différents des États des types démocratique-bourgeois* qui sont propriétaires d'une fraction — vaste ou modeste — des moyens de production dans un mode étatique-capitaliste, ici en examen. Bien d'autres États différents de ces deux types-là (esclavagistes* ou tributaires*, par exemple) ont été d'imposants propriétaires et, aujourd'hui encore, au Moyen-Orient, des États aristocratiques-bourgeois* possèdent une bonne part des gisements de pétrole². Rares avant la première guerre mondiale, les modes de production étatiques-capitalistes* ont été étendus par les « économies de guerre » de 1914-18 et d'après 1940, tout en recevant le renfort des nationalisations opérées dès les années 1930³. Multipliées après la seconde guerre mondiale, elles se sont étendues, par suite de la décolonisation, à beaucoup de pays asiatiques (Inde, Indonésie, etc.) avant de prendre un nouvel élan dans les pays pétroliers, jusqu'au Moyen-Orient et en Afrique.

La contre-offensive est venue des États-Unis⁴. Elle a pris un premier élan, avec le Plan Marshall qui, toutefois, n'a pas pu priver d'aide les importants « secteurs

¹ Voir *La Société*, tome 5 — *Les États*.

² Ces sociétés mêlent souvent la grande propriété foncière et l'étatisation des gisements miniers et pétroliers. Sauf à connaître un substantiel développement des industries autres qu'extractives, elles constituent généralement des FE 16* (domaniales-étatiques-capitalistes) : voir *La Société*, tome 2, n° 106.

³ Par suite de la crise économique majeure de cette période, les nationalisations furent importantes en Italie et en Allemagne, avant d'atteindre la France, puis l'Angleterre et maints autres pays.

⁴ Qui n'ont jamais digéré la nationalisation du pétrole mexicain, en 1938, mais n'ont pu la résorber depuis lors, malgré des efforts obstinément répétés.

publics » européens de l'époque. Ensuite, l'OCDE est devenue l'incessant prédicateur d'un libre-échange qui a gagné du terrain d'autant que les institutions du commerce international¹ lui ont prêté main forte à chaque révision des traités régissant ces échanges, tandis que, dans l'intervalle (ou à défaut d'accord multilatéral), des traités bilatéraux ont été promus par les États-Unis, puis par divers États européens et par le Japon. Cette poussée vise à la libéralisation des échanges, par la levée des prohibitions d'importation, la réduction des droits de douane, la suppression des subventions publiques (aux firmes d'un pays donné), la prohibition des « services publics » fermés à la concurrence, la privatisation des entreprises nationalisées ou créées dans le giron de la puissance publique et l'abolition de toutes les autres réglementations étatiques qui empêchent les firmes privées de tous pays d'agir librement sur tous les marchés, c'est-à-dire en tous pays. Elle s'est souvent traduite — y compris en France — par une grande braderie de propriétés étatiques, privatisées en leur entier ou par fractions (avec un éventuel maintien de l'État comme actionnaire majoritaire ou minoritaire), par des ventes en bourse ou par des transactions plus discrètes, sur appel d'offres ou de gré à gré. Parfois retardées ou interrompues par des conflits sociaux ou par des changements de majorité politique, ces opérations se sont rarement apparentées à un pur vol — comme dans les empoignes précédentes — mais elles n'ont pas non plus pris la forme d'une recherche du « mieux disant », sauf dans quelques cas marginaux où un déficit budgétaire aigu était à combler d'urgence, par exemple, dans un État pressé de respecter les « critères de Maastricht » pour entrer dans l'euro. Ce fut donc — et c'est encore — une braderie où l'on a trouvé de tout et à tout prix. En France, un tiers au moins du PIB a ainsi été transféré du secteur étatique-capitaliste vers des acquéreurs privés, français ou étrangers, sans que le cas français ait été exceptionnel.

On chercherait vainement à enfermer dans la seule instance économique, la discussion sur les défauts et mérites du mode de production étatique-capitaliste, car elle met en cause plusieurs des grandes frontières de la société considérée. Pour en juger, il faut d'abord rappeler les origines historiques de ce secteur public. D'une société à l'autre, on constate, en effet, de très amples variations quant aux causes premières de son apparition ou aux circonstances qui ont scandé son histoire. En Europe, une tradition de « service public » a souvent fleuri à partir des appareils d'État bureaucratiques*, mais avec des variantes dont le statut des postes fournit une gamme (entreprises privées ? branche de l'administration ? entreprises publiques autonomes vis-à-vis de l'État ? etc.), sans grand rapport avec celle des écoles (religieuses ? commerciales ? publiques ? nationales ou locales ? etc.), ni avec les multiples autres gammes déployées en matière de transports ou de santé,

¹ Le GATT (General Accord on Traffic and Trade) devenu OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

de voirie publique ou de chemins de fer, de fourniture d'eau, d'électricité et d'autres *utilities* ¹. On aperçoit mieux les frontières sociales qui se jouent derrière ces débats administrativo-juridiques, en partant de quelques exemples précis. Ainsi le Japon qui entreprend, en 2005, de privatiser la poste et ses Caisses d'Épargne vise à saper les bases électorales des larges minorités réactionnaires du parti libéral-démocrate ². Par ce moyen, il va aider la banque privée à conquérir une bonne part de l'énorme épargne accumulée dans ces Caisses, tout en privant l'État du fort potentiel de prêt à long terme que cette épargne sur comptes à vue a permis de financer, au bénéfice de travaux publics d'utilité décroissante ou nulle, mais de forte rentabilité politique pour les élus des circonscriptions concernées. Le budget de l'État et le Parlement qui en décide pourront ainsi reprendre la main, mais les capacités globales d'action de l'État seront affaiblies... Tout différent est le cas du Venezuela où depuis 1998, le président Chavez a entrepris de renationaliser la Compagnie Nationale des Pétroles qui avait été peu à peu gangrenée par les prébendes de ses cadres, les hauts salaires de ses techniciens et les générosités d'un budget étatique nourri par les recettes pétrolières. Au prix de rudes batailles contre les grévistes de la Compagnie elle-même, contre les forces politiques réactionnaires qui les soutenaient et contre la majorité des chaînes de télévision, la Compagnie a été renouée et la recette publique sur le pétrole, réorientée au bénéfice de la majorité — indigène et délaissée — de la population. L'évolution des cours du pétrole a permis, en outre, d'acquérir le soutien d'une dizaine d'États caraïbes — dont Cuba — assurés de fournitures pétrolières à bon compte.

Un tour d'horizon passant par l'Algérie, l'Égypte, l'Iran, la Russie, l'Indonésie et l'Équateur montrerait comment le resserrement des emprises étatiques sur les compagnies pétrolières (nationales ou étrangères) s'est opéré au cours des dernières années, à tel point que les FMN pétrolières privées semblent partout sur la défensive. En plusieurs pays, on assiste également à un affaiblissement des armées agrippées aux compagnies pétrolières « nationales » (Algérie, Nigeria, Indonésie spécialement dans la province d'Atjeh.) ³. Ailleurs, le sort des industries aéronautiques et spatiales ou des firmes spécialisées dans l'armement, y compris ses techniques scientifiques sophistiquées fait l'objet de protections dont les États-Unis, la France, la Russie et les principaux autres fournisseurs d'armes n'ont pas l'exclusivité. Bref, les frontières entre l'entreprise privée et le « secteur public » ne sont nulle part tirées au cordeau et leurs différences d'un pays à l'autre doivent

¹ Alors qu'en France, on embrasse beaucoup d'activités sous une notion de « service public » que la jurisprudence a élaborée, les États-Unis regroupent sous le nom d'*utilities* (services utiles) la gamme des fournitures recherchées, à chaque époque, par les populations les mieux desservies par des entreprises (marchandes plus souvent que publiques).

² Qui gouverne le Japon, presque sans discontinuer, depuis la défaite de 1945.

³ Voir *Le monde de l'après-pétrole*.

beaucoup aux spasmes de l'histoire locale. Qui plus est, on se gardera d'omettre l'extension des entreprises ou des appareils étatiques qui a été provoquée par les progrès philanthropiques des sociétés industrielles (santé, instruction, etc.) et qui s'est enflée de façon parfois démesurée dans tous les pays convertis au *welfare State* après les crises des années 1930 et, surtout, après la seconde guerre mondiale. Le bien-être des populations et la paix publique sont devenus, peu ou prou, des responsabilités étatiques dans tous les États « qui en ont les moyens » ou qui sont plus ou moins aidés à ce titre. Autrement dit, toutes les frontières politiques, économiques et idéologiques ¹ qui traversent une société contribuent au dessin du mode de production étatique-capitaliste* qui y est incrusté — et qui résiste obstinément au reflux que la croisade libre-échangiste vise à lui imposer.

Les succès jusqu'ici croissants que cette croisade a remportés en termes d'accroissement des échanges internationaux et de croissance internationale de la production provoquent une illusion d'optique. Montée en puissance une dizaine d'années après la seconde guerre mondiale elle a d'abord achevé le déblaiement des restrictions d'échanges qui avaient aggravé la crise des années 1930 et des rationnements des années de guerre. Ces changements bienvenus ont rendu vraisemblable l'idée que des échanges encore plus libres seraient toujours bénéfiques et pour tous. De leur côté l'OCDE et le GATT (devenu OMC) ² ont commencé de fonctionner avant la décolonisation. Leurs règles ont été formulées sans se soucier des deux tiers de la population mondiale, absents des débats et des traités fondateurs. Le commerce international s'est déployé entre les puissances coloniales, escortées d'États indépendants de moindre envergure, mais dont plusieurs avaient déjà pris leur élan à la façon des Suisse ou des Mexique. Aujourd'hui, les pays décolonisés depuis lors peuvent exprimer leurs intérêts propres et les pays naguère rangés à l'enseigne du socialisme étatique ont fait leur entrée sur les marchés internationaux, si bien que les normes qui régissent les échanges sont soumises à de multiples examens critiques. Les hoquets de l'OMC traduisent cette situation. Le temps approche où le libre-échange cessera d'être la panacée des échanges internationaux et où, par tâtonnements, le développement économique mondial devra se frayer d'autres voies pour se dégager des inégalités structurelles que les asymétries économiques des États, *aggravées par ce libre-échange*, viennent conforter. Mais ce rééquilibrage qui accompagnera la compétition très vive qu'exercent déjà les nouveaux venus sur ces marchés a des effets déstabilisateurs dans les pays naguère prédominants sur ces mêmes marchés, car les entreprises publiques plus ou moins abritées de la concurrence lui sont désormais exposées, cependant que les ressources étatiques qui alimentent les

¹ Notamment celles que l'on dit « sociales », comme les lois qui les régissent.

² Institutions où l'URSS et ses émules n'ont jamais voulu figurer.

services publics non marchands et les redistributions *welfaristes* du revenu national ¹ sont affaiblies par des contraintes budgétaires, légitimes ou non, mais en tout cas pressantes. On touche donc, ici, à l'une des contradictions centrales du système mondial actuel.

La marqueterie planétaire

[Retour à la table des matières](#)

Pour prendre une vue globale, mais non simpliste, de l'économie mondiale actuelle ², il faut désormais centrer l'attention sur les systèmes de relations sociales qui articulent les uns avec les autres les modes de production* et les constituent en formations économiques,* lesquelles débordent de plus en plus souvent des frontières de plusieurs, voire de beaucoup d'États. Ces formations économiques* doivent, en outre, être saisies dans la plénitude de leur fonctionnement, tant elles insèrent d'hommes que l'on jugerait étrangers à l'économie, n'était le fait que tous les non-producteurs sont néanmoins des consommateurs, que tous les professionnels du pouvoir et de l'idéologie sont forcément inscrits dans les circuits économiques. *La Société* où j'ai détaillé, il y a plus de vingt ans, une telle recherche n'est à réexaminer ici que dans les domaines les plus nettement transformés.

Du côté de *la rente*, les nouveautés ont déjà été étudiées, pour ce qui est de l'agriculture, à propos de l'Europe Unie et de sa PAC ³, et à propos du pétrole ⁴. Il serait aisé d'étendre ces réflexions à tous les domaines miniers — où, du cuivre au phosphate ou au diamant, les interférences internationales sont lourdes et nombreuses — et à l'ensemble des agricultures, travaillées à l'échelle mondiale par les puissantes contradictions soulignées en tête de la présente note, mais je laisse ce soin au lecteur qui voudra prolonger ses propres réflexions ⁵. L'essentiel est de

¹ Pour mémoire : dans *La Société* j'emploie l'adjectif *welfariste* au lieu et place de *social* qui est d'usage courant, mais perturbe la présentation de maints autres phénomènes *sociaux* nullement *welfaristes* ; qui plus est, je refuse l'adjectif *societal*, car il est entaché d'autres connotations équivoques, dues notamment à l'usage qu'en a fait Talcott Parsons.

² Étant une fois de plus rappelé que cette « économie mondiale » n'existe pas comme un objet distinct, mais ne peut désigner que la réalité sociale tout entière, considérée sous l'angle de vue particulier que donne l'instance économique*.

³ Voir *L'Europe ou les Europes*.

⁴ Voir *Le siècle de l'après-pétrole*.

⁵ Le cas échéant, je réagirai sur celles qui me seraient communiquées
<mailto:robert.fossaert@wandoo.fr>.

bien voir que les espoirs des paysans sans terre, les méfaits des accapareurs de ressources naturelles à durée de vie limitée et tous les autres ressorts de la production dite *primaire*¹ seront tranchés moins par des conflits sociaux d'échelle locale que par des organisations internationales, telles l'OMC, la FAO et d'autres, c'est-à-dire par l'effet de luttes où les États-Unis, l'Europe Unie et le Japon pèseront d'un poids qu'il s'agit de minorer.

Le *capital marchand* qui partagea avec la *rente*, jusqu'au 19^e siècle inclusivement, un rôle presque omniprésent mais toujours fractionné dans les systèmes mondiaux continuent, l'un et l'autre, d'être très actifs, mais leur absorption dans les mécanismes désormais mondiaux du *marché* a modifié leur fonctionnement, comme on vient d'en juger pour la *rente*. Le capital marchand ne fonctionne plus à l'ancienne que dans les interstices du marché mondial — comme un brocanteur farfouillant dans les chantiers de démolition de pays lointains ou comme une tribu pillarde se spécialisant dans la fourniture aux pays riches d'enfants à adopter ou à prostituer² — à moins qu'il s'en tienne aux relations de pure proximité dans toutes leurs formules usuelles, du commerce mâtiné d'artisanat aux professions libérales (non agglomérées en institutions capitalistes ou *welfaristes*).

Partout ailleurs, la prolifération marchande se déploie, selon le mode capitaliste pleinement développé des FMN comme celles qui font circuler le pétrole du puits à la pompe et les pièces d'automobile, de l'assembleur de grandes marques aux plus lointains garagistes-réparateurs. Même les produits issus d'un mode de production où survivent des fabriques artisanales ou proto-industrielles peuvent voir leurs miels et leurs confitures tomber dans l'escarcelle d'un Nestlé, d'un Danone ou d'un Wal-Mart, pour se nicher, aux côtés de marchandises dont la production est déjà automatisée, sur les rayons des « grandes surfaces », des boutiques d'aéroports ou des chaînes de magasins. Il ne reste alors que les îlots du petit commerce folklorique et des zones reculées, plus vastes et « sous-développées », pour faire fonctionner encore la boutique traditionnelle, le marché de bourgade ou la foire annuelle.

Derrière cette différenciation bien visible, des bouleversements structurels se confirment, qui sont d'échelle mondiale ou ne tarderont pas à y parvenir. Par étapes, plus ou moins scandées par des accords OMC ou régionaux, l'existence de pans industriels entiers est menacée en de nombreux pays. Par exemple, ce fut, hier, le cas des chantiers navals, bousculés par la Corée ; c'est aujourd'hui le cas

¹ Pour reprendre le vocabulaire descriptif diffusé par Colin Clatk.

² Exemples extrêmes entre lesquels s'étale un détail infini que le *e-commerce* maquille parfois d'une allure moderne.

d'une bonne part du textile et de l'habillement dont le déclin s'accroît en Europe, du fait de la concurrence asiatique, en particulier chinoise ; ce pourrait être, demain, le sort de l'industrie automobile nord-américaine, etc. Toutefois, des retours de flamme peuvent s'observer, notamment par novations techniques ou par alliances (temporaires ou durables) du capitalisme d'État avec le capital monopoliste anémié d'un pays donné.

Les concentrations d'entreprises qui s'effectuent par fusions ou acquisitions par dessus les frontières sont une autre réponse à ces poussées du marché. Elles tendent déjà à esquisser, à l'échelle mondiale, des situations d'équilibre relatif entre quelques rares FMN qui, pour un temps, se partagent le marché mondial. Éventuellement, cette situation oligopolistique peut aussi outrepasser les frontières entre le mode de production capitaliste-monopoliste et le mode de production étatique-capitaliste. Le quasi duopole établi entre Boeing et Airbus, pour les avions gros porteurs, illustre parfaitement ce point, surtout si l'on tient compte des alliances multiétatiques d'Airbus à travers EADS et toute la pyramide des cotraitants et sous-traitants alignés par ce groupe ¹ ; et tout aussi bien de la pyramide analogue qui approvisionne tout Boeing, industrie civile autant que militaire. Cette situation rend inextricables les confrontations entre les États supporteurs de ces deux groupes qui, des deux côtés, jurent qu'ils sont les moins généreux en deniers publics. En fait, les oligopoles pleinement épanouis sont encore rares à l'échelle mondiale, mais il s'en prépare de nombreux, comme on peut en juger au déclin des oligopoles nationaux ou régionaux, tels ceux de l'automobile, cependant que des regroupements précurseurs d'alliances extensibles ou de fusions élargissables se multiplient en de nombreux secteurs, de l'aluminium à la chimie (y compris la pharmacie), comme de l'alimentaire aux aciéries, etc. Inutile de citer des exemples, ils apparaissent dans la presse où ils ne cessent d'être démentis/enrichis par des esquisses déjà plus vastes. Il est hautement vraisemblable que d'ici trois ou quatre décennies, ce mouvement aura pris suffisamment d'ampleur pour que l'économie mondiale soit aussi « oligopolisée » que l'étaient, vers 1980, les économies nord-américaine, ouest-européenne ou japonaise — mais chacune pour sa part. Le plus incertain, à cet égard, est d'apercevoir le rôle que joueront dans ce réaménagement structurel, les FMN nouvelles, originaires des régions qui étaient autrement agencées avant 1980 ; autrement dit de supputer le poids, vers le milieu du 21^e siècle, de la Chine, de l'Inde et d'autres puissances asiatiques, mais aussi de la Russie, du Brésil et de tels autres pays. Encore plus incertaine est la question de savoir ce que signifiera, en cette période-là, la notion de « poids d'une puissance donnée » (État ou coopérative d'États) dans la structure oligopolistique mondiale. Esquisser une

¹ EADS est le holding de tête de ce groupe à dominante franco-allemande.

réponse à ces deux dernières questions n'est plus de l'ordre de l'*inventaire* du 21^e siècle, mais relève assurément de son *invention*. J'y reviendrai, évidemment.

On vient de le voir, le *marché* n'est pas une articulation économique* simple. Il inclut aujourd'hui les séquelles du capitalisme-marchand* dont émergea le mode de production capitaliste industriel, lequel s'est enflé jusqu'à devenir le mode de production capitaliste-monopoliste*. Il a donné forme à tout un faisceau de relations sociales que l'on rabat trop souvent vers le marché, ce qui en masque la puissance spécifique : à savoir, *le capital financier*; cette autre articulation mise en œuvre par tout l'appareil des banques, des bourses et de leurs satellites.

Je rappelle que les appareils financiers du monde entier sont aujourd'hui polarisés par New York, nonobstant les chances de déclin relatif de cette place boursière et bancaire au cours du 21^e siècle ¹. Ce primat new-yorkais s'est renforcé depuis les débuts de l'actuel système mondial, parce que l'intermédiation bancaire ² a perdu de son importance dans tous les pays financièrement développés, au regard de la titrisation, c'est-à-dire de l'émission par les banques d'obligations (dites *bonds*) en représentation de leurs crédits, cependant que, dans l'ordre international, les financements accordés par la Banque Mondiale et les autres institutions internationales ont été de plus en plus souvent remplacés par des « investissements directs à l'étranger » (IDE) effectués par les FMN, avec le soutien technico-financier de leurs banques. Des États-Unis vers l'étranger, ces IDE ont été multipliés par 12,5 entre 1982 et 2002, cependant que les investissements de l'étranger aux États-Unis étaient eux-mêmes multipliés par 14. ³ On est donc ici au cœur de la concentration capitaliste à l'échelle mondiale.

Les effets de cette « mondialisation financière » sont multiples. Les banques qui s'occupent de fusions et acquisitions d'entreprises ou d'autres émissions boursières profitent évidemment du gonflement de ces affaires d'ampleur fluctuante. En 1995, un peu moins de 20 000 opérations de cette sorte avaient été réalisées, pour un montant global de 926 milliards de \$. Cinq ans plus tard leur effectif avait quasiment doublé et elles comptaient pour 3.422 milliards de \$. Après cette envolée fin de siècle, les concentrations se sont ralenties jusqu'en 2002, mais elles ont repris de l'élan depuis lors, avec 24 000 opérations sur les neuf premiers mois de 2005 pour un total de 1.957 milliards de \$, ce qui n'empêche pas les FMN de disposer encore de réserves financières massives. Le capital investissable,

¹ Voir *Le siècle du déclin de New-York*.

² C'est-à-dire la conversion des dépôts bancaires en crédits à l'économie.

³ Source : FMI

denrée rare à l'échelle mondiale, est surabondant dans les régions déjà riches, mais il ne s'investit que là où les FMN souhaitent se positionner.

Les firmes industrielles et autres qui deviennent rentables sont les proies potentielles de ces FMN déjà bien assises : Microsoft ou Google sont loin d'être seuls à illustrer ce point en filialisant les nouveaux venus prometteurs de la *Silicon Valley*. Les fonds spéculatifs (*hedge funds*) ajoutent à cette pression lorsqu'ils cessent de se comporter en actionnaires à court terme et se mêlent de réorganiser la direction des firmes où ils ont investi, privilège jusque là réservé aux seules banques. À quoi s'ajoute l'autre pression, déjà rencontrée, celle des opérateurs boursiers plus ou moins frauduleux qui se gorgent de commissions à tous les stades des opérations boursières qu'ils conseillent, préparent, réalisent, confortent et consolident pour le compte de leurs clientèles. On a vu ci-avant, comment la « trahison du capitalisme ¹ » par tous les prédateurs impliqués dans l'affaire *Enron* a provoqué une réforme du contrôle des bourses américaines, tout particulièrement dans la principale d'entre elles, le NYSE. Mais dès 2005, une nouvelle affaire *Refco*, peut être plus scandaleuse encore, vient d'éclater dans cette même bourse ². Le courage politique ne suffira pas pour rectifier de tels errements, pour maîtriser les périls que les *hedge funds* font courir au système financier, au point qu'ils inquiètent la Banque Mondiale, pour mettre un terme aux activités des paradis fiscaux-bancaires (qui continuent de financer les trafics de drogue et d'armes, les mouvements terroristes, les basses œuvres politiques et les blanchisseries d'argent sale), pour prohiber les détours de profits par ces havres discrets afin de leur épargner l'ordinaire des prélèvements fiscaux, etc. Il y faudra des actions pertinentes, soutenues par des forces politiques multiples imposant, aux nombreux États concernés, des comportements vertueux dont ils ne sont pas coutumiers.

Les vices qui viennent d'être soulignés ne sont pas le monopole du mode de production capitaliste-monopoliste* et de l'articulation* de même nom qu'il sous-tend, car ce même mode de production bridé par des États parfois plus vertueux porte aussi, le cas échéant, une articulation capitaliste d'État* qui peut déraiper vers ces mêmes errements, mis qui présente des qualités et des défauts qui lui sont propres. Encore faut-il, en se tournant vers cet autre aspect des formations économiques actuelles, se souvenir que le capitalisme d'État est ce vers quoi les États capitalistes activés par des pouvoirs apeurés ou rénovateurs ont été plus ou

¹ L'expression est de Felix G. Rohatyn : *The Betrayal of Capitalism* (The New-York Review of Books 28/2/2002).

² *Refco* était le principal courtier américain des marchés à terme. Ses dirigeants ont détourné plus de 400 millions de \$, comme il est apparu, en octobre 2004, quatre mois après l'introduction en bourse des titres propres à cette société, introduction réalisée par les soins de banques notoires et sous le contrôle d'autorités boursières en principe revigorées par suite de l'affaire *Enron*.

moins poussés après la première guerre mondiale, mais aussi ce vers quoi dérivent présentement la plupart des États issus de la révolution soviétique comme de ses prolongements et soubresauts divers.

L'articulation capitaliste d'État* fait souvent usage de moyens d'action qui lui préexistaient, tels l'orientation des prélèvements fiscaux et des dépenses publiques, l'utilisation des services publics ou des arsenaux et manufactures étatiques, etc. Elle a pris sa tournure propre lorsque la réparation des dommages de guerre (notamment en Europe après 1920), la protection des firmes menacées de ruine par des crises économiques (en particulier, celle des années 1930) ont infléchi l'usage de ces moyens d'action. Des innovations plus radicales sont intervenues, surtout après la seconde guerre mondiale, quand les entreprises possédées ou guidées par l'État ont débordé des usages de l'économie de guerre, vers la nationalisation de firmes, voire de secteurs entiers de l'économie, des industries de base jusqu'aux banques et assurances. À cette même époque, la théorie britannique du *Welfare State* a inspiré une généralisation des « assurances sociales » nées de ci de là, notamment dans l'Allemagne bismarckienne, après quoi les formes d'assistance aux chômeurs, aux démunis, aux personnes âgées, aux mal-logés et à tous autres handicapés ont foisonné et se sont parfois étendues à la population tout entière, notamment en matière de santé. Parallèlement ces formes d'assistance ont débordé vers de nouveaux secteurs éducatifs, artistiques ou culturels. Pour embrasser le tout des considérations théoriques inspirées notamment de Keynes ont placé la mesure et la gestion prévisionnelle de l'équilibre économique général au centre des politiques concrétisant l'articulation capitaliste d'État, cependant que, par ailleurs, les craintes inspirées par le communisme soviétique et les pressions venues des syndicats et d'autres organisations représentatives de catégories diverses de la population productive ont incité les organisations patronales et surtout les autorités gouvernementales à prévenir les révoltes ou même les conflits sociaux de trop vaste envergure par des « mesures sociales » servant de « contre-feux » en ajoutant quelques perfectionnements au *Welfare State* ou aux lois codifiées dans le Droit du Travail (congrés payés, notamment).

De façon variable selon les pays et les conjonctures économiques et politiques, ces mouvements ont été exposés à des blocages, voire à des « contre-offensives » qui ont fait refluer tel ou tel des « droits acquis » antérieurs. À plusieurs reprises, on a évoqué ci-avant les phases les plus marquantes de ces régressions, qu'elles aient prolongé la campagne libre-échangiste promue dès le Plan Marshall ou qu'elles aient pris la forme des croisades auxquelles Reagan et Thatcher ont attaché leur nom, jusqu'à ce que la « flexibilité » dans les normes du travail et l'emploi du capital soient devenues le credo sans cesse prôné par l'OCDE, cependant que le FMI et la Banque Mondiale ajoutaient leurs voix à ce concert. L'important est de noter que l'implosion de l'URSS et la progressive installation d'un nouveau

système mondial après 1990 ont marqué une inflexion décisive à l'échelle mondiale, même si, d'un pays à l'autre, les calendriers ont pu diverger pendant quelques années. Mais il est tout aussi important de noter que ces reflux saccadés n'ont pas mis fin à l'articulation capitaliste d'État*, même dans les pays où les privatisations d'entreprises précédemment nationalisées ont été les plus rapides ou les plus massives. Pour en juger, il est un indicateur global très significatif pour chaque pays : c'est le taux des « prélèvements obligatoires ¹ » en % de la PIB. Cet indice qui s'établissait en 1975 à 32 % pour l'ensemble des pays européens de l'OCDE s'est hissé jusqu'à 39 % en 2001, alors qu'en Amérique du nord, il est passé, dans le même temps de 30,4 % à 27,6 %. C'est dire que l'État pèse encore bon poids dans la redistribution du revenu national de tous les pays considérés. De la Corée au Mexique (déjà inclus dans l'OCDE), comme dans les nouveaux pays industrialisés d'Asie, le capitalisme d'État croît également, par saccades. Il est devenu le compère du capitalisme monopoliste dans tous les pays qui se développent réellement

Il y a cent ans, les planisphères les plus simples représentaient le monde économique comme un puzzle d'États et de colonies. Les premières transformations opérées par l'actuel système mondial n'incitent pas à remplacer ce patchwork par un à-plat monochrome figurant le triomphe du marché mondial, uniformisateur supposé de l'économie planétaire. En réalité, la seule image plane qui puisse être donnée de l'économie d'aujourd'hui serait celle d'un plateau de marqueterie plus complexe que la plus raffinée des ébénisteries florentines. Un plateau au dessin très subtil où les formations économiques étalant leurs taches d'échelle nationale sont sillonnées par les filets minces et entrelacés des FMN répartissant de par le monde leurs états-majors, leurs usines et leurs entrepôts, tandis que les liens transnationaux des banques et des bourses forment un semis de pointillés qui resteraient imperceptibles n'était leur richesse apparente et que les liaisons commerciales étirent de port en aéroport leurs lignes maritimes et aériennes, souvent accompagnées de *pipe-lines* où circulent les diverses énergies. Il faudrait, en outre que l'on puisse faire apparaître le réseau rapidement densifié des satellites géostationnaires par où circulent les flux complexes d'informations qui desservent tous les éléments précédents. Enfin, pour ne rien perdre d'essentiel, on pourrait certes se contenter de rappeler que les formations économiques « nationales-locales » contiennent aussi toute la population des appareils* idéologiques et politiques si facilement oubliée par les économistes, et toutes les parts inactives des populations nationales, mais même en supposant que l'homogénéité locale de tous les éléments précités — y compris les actifs de l'économie — soit suffisante pour qu'on se dispense d'en marquer les différences de gagne-pain, il resterait encore un semis d'une autre nature à rendre perceptible,

¹ Impôts de toute sorte et « cotisations » sociales obligatoires.

tant il est vrai que les étrangers de toute sorte (touristes et réfugiés, armées en opération guerrière ou pacifiante, minorités et autres diasporas, étudiants et voyageurs, pèlerins et nomades, etc.) forment d'ores et déjà une fraction notable de la population mondiale — et que leur effectif total est appelé à croître rapidement. Au reste, l'image de cette marqueterie planétaire ne se matérialisera jamais, tant toutes ses données sont de proportions changeantes. Ce qui change de plus en plus, ce n'est pas le positionnement des États-nations ¹, mais c'est bien la nature, l'ampleur et la mobilité des relations sociales qui nouent nos milliards de contemporains. Le système mondial actuel ne cessera pas de sitôt, de changer d'échelles.

La délocalisation...mais de quoi ?

[Retour à la table des matières](#)

La marqueterie planétaire entremêle des filets multiples et divers avec les plaques, aux contours parfois très fermes, qui sont délimitées par des États de qualité variable. En effet, sans revenir au postulat erroné qui a été rappelé au début de la présente note, on ne peut omettre la pression que les États exercent sur les structures économiques des sociétés, tant par les frontières qu'ils gardent que par les liaisons internes qu'ils activent. Chacune de ces plaques est une formation économique* articulant* plusieurs modes de production* sous la prédominance de l'un d'entre eux ². Dans le système mondial actuel, les formations prédominantes sont assurément de type capitaliste-monopoliste* ou étatique-monopoliste*, y compris dans la plupart des pays où le mode de production étatique-socialiste* n'a pas encore été totalement phagocyté. Même privée du soutien d'une production et, donc, d'un commerce et d'une finance partiellement étatisés, l'articulation étatique-capitaliste* n'en fait pas moins sentir en toute hypothèse, l'influence d'un État douanier et policier qui prélève et redistribue une large fraction du PIB et qui réglemente et contrôle de multiples aspects du fonctionnement de l'économie nationale.

En termes plus simples, il suffit de considérer la logique économique* qui émane de la formation économique* et fait sentir sa prépondérance dans la société tout entière. Aujourd'hui cette logique est le plus souvent celle de la valeur d'échange*, celle du primat accordé au libre-échange, mais elle est encore celle de la valeur de développement* dans les formations où l'État jouant de tous les leviers qu'il peut

¹ Ou des États non encore nationaux ou déjà transnationaux

² Pour simplifier, je néglige, les séquelles, embryons et enclaves qui peuvent exister. Voir *La Société*, tome 2 — *Les structures économiques*.

actionner dans une structure où le capitalisme d'État prévaut incite à un développement coordonné de l'économie. Cette dernière logique qui fut puissante dans l'Europe en reconstruction d'après 1945 et qui est fortement assaillie, comme on l'a vu, depuis les années 1980, reçoit néanmoins un modeste renfort de la part des FMN, ces lourdes cohortes d'entreprises qui se distinguent du tout-venant des firmes capitalistes, par leur besoin de prévisions à moyen et long terme, sans soumettre pour autant leurs stratégies propres à des orientations émanant d'un État. La logique de l'échange l'emporte parce qu'elle est la résultante du mode de production capitaliste à tous les stades de son développement et parce que les États, disciplinés par les plus puissants d'entre eux et par les organisations internationales que ceux-ci contrôlent, confortent cette tendance par beaucoup de leurs décisions législatives, réglementaires, judiciaires et autres, avec le soutien de majorités électorales et boursières ¹.

L'évolution des formations économiques* s'inscrit sur cette toile de fond. Quand un sondage (de mai 2005) confirme que 17 % des FMN européennes sont prêtes à « délocaliser » leurs activités, cela confirme que la logique de l'échange l'emporte sur celle du développement. Autrement dit, les considérations relatives à la rentabilité des firmes l'emportent sur celles qui concernent les populations tout entières. Les décisions prises ou influençables par les États, pâlisent au regard des décisions prises par les FMN industrielles et financières, sans que les institutions internationales diversement spécialisées puissent (ou sachent) prendre le relais d'États qui ne peuvent plus opérer à bonne échelle.

Les forces syndicales, difficilement formées en Europe, puis aux Amériques, au long du 19^e siècle et d'une partie du 20^e siècle ont perdu beaucoup de leurs adhérents à partir des années 1960, tandis que les industries manufacturières qui étaient leur assise principale délocalisaient peu à peu leur production. Ainsi, de 1960 à 2002, le taux de syndicalisation est tombé, en Grande-Bretagne de 40 à 30 % du salariat, en Allemagne, de 35 à 23 %, aux États-Unis de 31 à 13 % et en France de 20 à 10 %, les rares exceptions se situant surtout en Scandinavie. Ce déclin a été partiellement « compensé » par une nette poussée du syndicalisme dans les pays de « relocalisation ». ² L'Inde, l'Indonésie, la Corée (du sud) rejoignent l'Amérique latine où, du Mexique à l'Argentine et au Brésil, les syndicats ont conquis une place déjà notable. Qui plus est, la Russie et même la

¹ Majorités boursières ? Dans *Le Capitalisme total* (Seuil, Paris, 2005) Jean Peyrelevade évalue à 300 millions le nombre des ménages propriétaires d'action cotées en bourse, soit environ 5 % de la population mondiale. Cette minorité exprime ses opinions par des votes qui prennent la forme des cotations boursières, lesquelles influencent fortement les gouvernants.

² Mais avec un effet plus lent, bien qu'il soit plus rapide qu'au début de l'industrialisation européenne.

Chine sont le siège de poussées ponctuelles, mais point rares, qui semblent promettre une prochaine réinvention du syndicalisme dans ces pays où il avait été pleinement soumis au contrôle du Parti-État.

Mais ce sont de fausses « compensations ». Les usines, les emplois, les standards salariaux perdus d'un côté ne sont pas compensés par les perspectives de rééquilibrage, à terme incertain, qui se laissent entrevoir de divers côtés. En outre, les délocalisations les plus dangereuses ne sont pas les plus visibles. Chaque firme qui s'en va réduit d'autant la matière imposable qui nourrit les budgets publics. Chaque allègement fiscal consenti pour attirer des Disneyland et des Toyota de remplacement réduit les recettes de ces budgets. Au delà des finances publiques, les capacités de politique économique des États de départ sont atteintes de bien d'autres façons, qu'il s'agisse de l'aménagement du territoire ou du plan de charge des services publics. Les délocalisations, surtout lorsqu'elles sont massives et qu'elles se répètent sur une série d'années sont génératrices de dégâts à court et moyen terme, sans qu'on puisse leur rattacher des bienfaits à plus long terme ¹.

Au reste, les délocalisations proprement dites ne sont pas les seuls générateurs de perturbations économiques imputables aux effets débridés du libre-échange. La révision à la baisse des statuts qui protègent des pans entiers de l'économie (agriculture, services, commerce, « fonction publique » etc.), la concurrence fiscale entre États, le dépérissement des réglementations visant divers domaines délicats (mines, déchets, transports et autres normes industrielles) peuvent avoir des effets analogues. Selon la durée et l'intensité des déprotections qui fraient la voie à l'essor du libre-échange, les conséquences débordent des domaines où les syndicats et les autres associations de défense professionnelle peuvent agir. Des régions s'anémient, des villes dépérissent. Les sociétés atteintes à des degrés divers par de tels bouleversements ² finissent par être exposées à des crises sociales dont leurs autorités politiques n'ont pas l'expérience : le prochain chapitre reviendra sur ces phénomènes qui touchent au fonctionnement politique et idéologique (= culturel) du système mondial actuel.

Pour s'en tenir aux aspects directement économiques, la conclusion la plus générale à retenir est sans doute que le système mondial actuel, en bousculant les échelles de l'organisation sociale, déplace les fronts de la lutte des classes et, donc,

¹ Ces derniers existent assurément, tous les historiens du développement économique observé sur longue période peuvent en convenir – sauf pour quelques pays handicapés par des guerres ou desservis par des politiques économiques aussi médiocres que celle du Portugal salazariste. Mais ils ne sont d'aucun secours pour les régions touchées.

² Plus insidieux, mais parfois aussi ravageurs que les guerres ou les crises cycliques de l'économie.

rend beaucoup plus complexe leur expression politique. Certes, les déterminations économiques de ces luttes ne sont pas les seules ; en maintes circonstances, elles sont même surclassées par leur enrobage idéologique et politique — j'y reviendrai. Mais elles jouent toujours un rôle majeur, si bien qu'on doit observer avec attention une question centrale : **où** se règlent les salaires, les profits, les prix, les rentes et les impôts, ainsi que les prestations qui s'ajoutent éventuellement aux revenus et les décisions dont résultent le volume et l'emploi des capitaux investissables.

Les barèmes salariaux sont imposés ou négociés dans l'entreprise et dans la branche d'activité, c'est-à-dire au sein de l'économie nationale ; néanmoins la montée en puissance des FMN expatrie une part décisive de ces déterminations et l'éventuel afflux de main d'œuvre immigrée en complique le jeu. Du coup, les conflits sociaux à dominante salariale ne se dénouent plus exclusivement au sein de l'économie nationale et sous la houlette de l'État local, sans que pour autant des syndicats de salariés, des associations d'employeurs et des coopérations étatiques transfrontières viennent rétablir, à une autre échelle, des capacités de contestation, de négociation et de réglementation comparables à celles qui survivent, vaille que vaille, à l'échelle nationale ¹. La gamme des développements qui peuvent s'ensuivre est vaste et d'issue incertaine. Il n'en va pas de même pour ce qui est des profits, car les « élections boursières ² » et les interventions bancaires encadrent leur évolution, si bien que, par le détour des exigences de rentabilité des nouveaux capitaux investissables, une pression virtuellement mondiale s'exerce pour les maintenir ou les renforcer, au prix d'adaptations salariales, s'il le faut. Les prix sont une autre variable à laquelle les doctrinaires du libre-échange prêtent des vertus imaginaires. En effet, l'idée que la concurrence tend à les égaliser d'un pays à l'autre, sauf à tenir compte des imperfections qu'imposeraient les aléas du change et les différenciations fiscales, est inexacte, même s'il en est fait grand usage comme argument contre les fiscalités déclarées abusives des États qui s'obstinent à tenir compte de leurs dépenses nécessaires pour régler leurs recettes fiscales. De fait, les FMN sont tentées de pratiquer, d'un pays à l'autre, des gammes de prix différenciées et elles n'hésitent pas, pour ce faire, à s'adosser à des réglementations nationales (ou à les susciter) pour consolider leurs profits différentiels par pays : il n'est que d'observer les prix des spécialités pharmaceutiques ou des modèles d'automobiles pour en juger.

¹ La situation au sein de l'Union Européenne où ce changement d'échelle est moins difficile à concevoir qu'entre pays non liés par une coopération instituée montre à quel point ce changement est délicat et pourrait être lent et fort inégal d'un cas à l'autre. De ce point de vue, on peut dire que la prolifération des FMN désarme les syndicats et les États...

² Voir note n°55.

De ces différentiels qui s'apparentent à des rentes, mais qui dépendent de stratégies commerciales et de normes administratives, on doit généralement distinguer les véritables rentes naturelles. Dans la catégorie des rentes minières et pétrolières, les vertus égalisatrices des marchés et les modulations fiscales des États sont nettement surclassées par la mise en forme politique de données naturelles (statut des gisements miniers et autres) à laquelle contribuent, de façon pugnace et répétée, les États du site, les compagnies exploratrices, les compagnies exploitantes et, le plus souvent, les propriétaires (publics ou privés) du gisement, tant que dure celui-ci. Les luttes se déploient donc, ici, à l'échelle de l'État « producteur », puis à l'échelle d'un marché mondial dont on peut jouer de diverses façons et souvent aussi, pour finir, à l'échelle de utilisateurs finals lesquels sont des FMN pour le minier et des États pour le pétrolier (lesdits États assemblant des compagnies publiques ou privées). Une autre catégorie de rente à considérer concerne l'agriculture et les branches voisines : la déprotection des États Unis, du Japon et de l'Europe Unie est absolument nécessaire, mais si elle n'est pas soigneusement programmée par des accords de l'OMC, elle pourrait s'envenimer en crises durables aux effets fâcheux.

Au milieu de ces turbulences qui limitent leur liberté de manœuvre, les États ont à bâtir leurs budgets ¹, ce qui dépend évidemment de la santé relative de chaque économie nationale et des pressions concurrentielles qu'elle subit, mais pèse également sur la quotité et la qualité des « prestations sociales » et des services publics, ainsi que sur le volume des capitaux investissables que le circuit étatique peut produire concurremment avec le circuit bancaro-boursier. À quoi s'ajoutent, pour beaucoup de pays « en voie de développement » les capacités d'investissement résultant de prêts et crédits internationaux où des banques commerciales et des institutions internationales interprètent à leur guise les conflits potentiels entre États (sans compter les tensions liées aux éventuels pillages des fonds empruntés par des gouvernants gourmands).

Si l'on veut récapituler les leçons à tirer de cet inventaire tout-à-fait sommaire des partages générateurs des conflits économiques qui alimentent les luttes de classes, pour ce qui est des théâtres où ces luttes se livrent et des effets qu'en subissent les antagonistes habituels, les principaux traits à retenir sont les suivants :

— beaucoup des conflits naguère internes sont « délocalisés » voire éclatés entre des sites très variés, si bien que les forces sociales concernées sont désorientées ;

¹ Publics et « sociaux », pour autant que ces derniers sont approvisionnés par des cotisations obligatoires.

— elles se retournent souvent vers l'État local, mais celui-ci est rendu impuissant par son adhésion à des traités internationaux libre-échangistes ou par ses choix politiques propres (« à la Thatcher » ou d'autre allure) ;

— la situation change, si des coopératives d'États (dont la plus significative est l'Union Européenne) sont parties prenantes aux accords internationaux « déprotecteurs », car le théâtre des conflits potentiels peut être déplacé vers les instances dirigeantes de ces coopératives; les forces intérieures peuvent tendre à se faire « représenter » à ce niveau par « leur » État propre; des alliances d'États peuvent également être forgées au sein de telles coopératives ; mais de telles actions, auxquelles les forces organisées intérieures ne sont pas accoutumées leur imposent de difficiles adaptations.

— la situation change plus encore, si le théâtre des luttes doit être déplacé vers des institutions internationales qui ne sont pas des « coopératives » d'États, mais fonctionnent, en fait, comme des agences soumises aux États-Unis et à leurs alliés éventuels. En ce cas, l'axe des luttes doit être radicalement déplacé pour les rendre efficaces : il s'agit de convertir ces « agences » en « coopératives » en transformant la hiérarchie des alliés en une association sagement « démocratisée » et de faire pression — de l'intérieur et par association internationale de forces *ad hoc* — sur chacun des États concernés pour en faire un acteur d'une telle réorientation.

Sans attendre les recherches ultérieures par lesquelles les indications précédentes pourront être concrétisées, on peut noter que la dernière d'entre elles concerne principalement :

— l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui pourrait être utilement convertie en centre de négociation et de fixation des programmes pluri-annuels de protection ou de déprotection d'échanges dûment détaillés par régions et par branches ; puis en centre de contrôle d'exécution de ces programmes; de correction de leurs imperfections: et de sanction des infractions. Des questions telles que les délocalisations d'entreprises, les déprotections d'échanges et les migrations de travailleurs devraient être périodiquement recadrées par de tels programmes, tandis que, de façon coordonnée, les moyens financiers à mettre en œuvre seraient évalués par le FMI.

— ledit Fonds Monétaire International et sa cousine, la Banque Mondiale pourraient aider à la mobilisation des capitaux requis, en même temps qu'à la solution des éventuelles difficultés financières et monétaires ; ces interventions devraient également servir à orienter les contrôles de l'OMC et la préparation des programmes ultérieurs.

— là derrière, toute une série d'organisations à champ d'action plus étroit (OIT et droit « social » ; OIM et transports maritimes ; OACI et transports aériens ; FAO et agriculture ; UNESCO et besoins scolaires et universitaires ; OMS et situation sanitaire, etc.) devrait être transformée dans le même esprit.

En somme, la principale délocalisation est celle des luttes de classes elles-mêmes ¹. Chaque État devient une cible importante, voire essentielle, dans beaucoup de conflits qui ne concernent plus la gestion de ses personnels propres ou des salariés des entreprises du « secteur public ». Toujours gendarme et patron, l'État doit se convertir aussi en avocat d'intérêts internes dans des conflits internationaux complexes et lointains. Ce transfert de rôle et de scène met en lumière une vérité essentielle pour le 21^e siècle, à savoir que les syndicats, les partis, les associations (internes ou de type ONG) qui sont concernés par les délocalisations et tous les conflits analogues doivent apprendre à agir par coopération internationale et par État interposé (et dûment surveillé) afin de modifier de façon convenable les institutions internationales qui préparent et gèrent les traités dont les délocalisations sont les conséquences.

¹ Voir annexe ci-après.

ANNEXE

SUR LA GÉOGRAPHIE DES LUTTES DE CLASSES

Brefs extraits de l'annexe 3 de *L'EUROPE OU LES EUROPE*

[Retour à la table des matières](#)

(3) — Au 20^e siècle commence l'ère des firmes multinationales...

...le déploiement des groupes d'entreprises provoque toujours un épaississement et une diversification des couches moyennes entre les classes fondamentales. Ceux des groupes qui deviennent multinationaux diversifient, en outre, leurs classes salariées inférieures et moyennes, en termes de nationalité (c'est-à-dire d'origine et de culture). Une complication supplémentaire résulte du fait que les groupes multinationaux ne recrutent pas toujours l'ensemble de leurs salariés ordinaires dans les pays lointains où sont installées leurs usines et mines, mais les importent parfois d'autres provenances. Bref, le feuilletage des classes sociales se colore d'une gamme de nationalités.

Par ailleurs, des changements majeurs interviennent dans ces groupes, du côté de la classe capitaliste : le temps n'est plus où les familles apporteurs de capital occupaient avec leurs associés et leurs « clients » tous les postes supérieurs, car outre des renforts (et contrôles) supplémentaires venus des banques apporteurs de capitaux additionnels, la hiérarchie des cadres supérieurs non-familiaux et non-bancaires acquiert une importance et une influence telles que les directeurs généraux, les administrateurs centraux et même les « grands patrons » ...sont extraits de cette hiérarchie par des procédures où les alliances matrimoniales et les influences bancaires comptent moins que l'innovation technico-scientifique, les prouesses marchandes et autres ou le sabre d'abordage manié d'une main ferme. Galbraith a très bien analysé cette montée en puissance de la « technostructure »,

que l'opinion publique perçoit en rangeant les hauts dirigeants des groupes parmi les « technocrates ».

(4) — Cette technocratie est renforcée par les hauts dirigeants des entreprises publiques qui, parfois proviennent de technostuctures privées ou y achèvent leurs carrières, en pantouflant ainsi aux côtés d'anciens de leurs filières professionnelles (X, ENA, autres « grandes écoles », Préfectorale, etc. — tous exemples français qui ont des équivalents dans maints autres pays européens). Les entreprises publiques — dont les plus importantes sont à la tête de groupes presque en tous points analogues à ceux du secteur privé — ne se distinguent des « services publics » que par les détails de leurs statuts et l'échelle de leurs rattachements administratifs (ministères étatiques ou collectivités locales). Sous d'autres noms, ces entreprises et quasi-entreprises à-la-française ont des répondants dans presque toute l'Europe. Le « secteur public » qu'elles forment toutes ensemble est né, pour l'essentiel, au 20^e siècle...

(5) — Dans l'actuel système mondial...

...pour juger des luttes de classes d'aujourd'hui, sans trop se perdre dans le dédale des luttes agraires, artisanales, boutiquières et même latifonduaires qui mobilisent encore une large fraction des populations, mais ne brassent pas la majeure partie des « valeurs ajoutées », il faut fixer l'attention sur ces groupes et suivre les migrations internationales de leurs « valeurs ajoutées ».

6) — Le partage primaire de ces « valeurs ajoutées », c'est-à-dire des contributions au « revenu national » des multiples pays inclus dans l'aire géographique des firmes multinationales doit être identifié, dans toute sa nudité, sans chercher à suivre prématurément les embranchements et déviations que ces fleuves de produit brut chargé de plus-value doivent emprunter jusqu'à leur terminus en revenu final, car les comptables et statisticiens d'aujourd'hui peinent à voir clair dans ces deltas marécageux. ...Fort heureusement, ...un repérage élémentaire est possible, en se référant aux quatre parties prenantes primaires entre lesquelles la plus-value se répartit nécessairement.

Les rentes qui circulent dans le système mondial actuel sont des rentes foncières associées aux produits de la terre et des rentes minières (pétrole inclus). ...les rentes minières et pétrolières sont partagées entre les États (sur le territoire desquels se trouvent les mines et les gisements) et les compagnies qui exploitent ces ressources et les exportent. Les différentiels des coûts de recherche et d'extraction, d'un site à l'autre, et surtout les différentiels de rapports de forces entre États et compagnies se traduisent par une assez grande variabilité géopolitique du partage de ces rentes.... l'Europe — ou de même, à quelques

détails près, les États-Unis et le Japon — entretient ses propres paysans en les protégeant de la concurrence des prix marchands mondiaux, grâce à la PAC, laquelle a deux effets : d'une part elle prive de débouchés les producteurs du lointain ou en réduit considérablement le volume et la rentabilité ; d'autre part, elle fait porter aux contribuables européens le coût intégral de la PAC qui subventionne les paysans européens (et les pêcheurs, etc.).

Profits et salaires requièrent moins d'explications, car dans toute l'Europe, les activités locales procurent sans doute l'essentiel de ceux-ci, même si une vue plus fine devrait tenir compte des immigrés d'autres pays d'Europe qui contribuent aux profits de leurs pays d'accueil. Pour le reste, les bourgeoisies européennes, utilisatrices de travailleurs extra-européens — soit immigrés en Europe même, soit employés dans des entreprises délocalisées au lointain — jusqu'en Chine et aux Indes — tirent de ceux-ci un supplément de profits (particulièrement substantiel au lointain), tandis que les salariés européens expatriés dans ces entreprises délocalisées y trouvent des salaires supérieurs à ceux que leurs emplois métropolitains offriraient

Reste les impôts qui sont affectés de deux manières très différentes. D'une part, les rentes, profits et salaires tirés d'activités extra-européennes s'exposent à des prélèvements allégés soit du fait de fiscalités locales clémentes ou distraites, soit grâce au recours à l'écran des paradis fiscaux, soit enfin du fait des indulgences législatives et des négligences administratives des fiscs européens. En allégeant ainsi les impôts payés par les Européens au titre du lointain, tous les États d'Europe perdent une part substantielle de leur matière imposable, alors qu'ils supportent, du même coup, les subventions de la PAC et autres aides à l'exportation, mais aussi les coûts sociaux résultant des délocalisations d'entreprises (chômage, reconversion, etc.) et enfin, les surcoûts « de souveraineté » induits par les activités du lointain...

Chapitre 2

DYNAMIQUE POLITIQUE ET CULTURELLE DU SYSTÈME MONDIAL

(Décembre 2005 — janvier 2006)

Un monde qui bascule dans l'inconnu

La foire aux États

[Retour à la table des matières](#)

Les trois quarts des États ¹ aujourd'hui adhérents à l'ONU ont été instaurés par vagues successives (ou restaurés dans leur forme actuelle) au cours du 20^e siècle. La première vague a suivi la guerre dite « de 1914-18 », quand la dissolution de l'empire ottoman a parachevé le partage des Balkans et a fragmenté le Proche et Moyen-Orient, tandis que le sud de l'empire russe s'adaptait à son nouveau statut soviétique. La seconde a longuement déferlé, de 1947 à 1974, permettant aux décolonisés d'Asie et surtout d'Afrique de surpeupler l'ONU. La troisième, enfin, a consacré l'implosion de l'URSS et de la Yougoslavie, ce qui a modifié derechef la carte politique des Balkans et de l'Asie Centrale. En Europe, cette troisième vague, encore inachevée, est de portée imprécise, hormis les États baltes émancipés de la Russie et l'arrivée massive de l'ex-« camp socialiste » dans l'Union Européenne, car le sort de l'Ukraine et de la Moldavie n'est pas encore réglé, pas plus que celui de la Géorgie qui est la plus remuante des républiques transcaucasiennes. Au reste, ces incertitudes préludent à d'autres transformations probables, car les frontières du Caucase, de l'Asie Centrale et du Proche et Moyen-Orient semblent promises à divers mouvements, sans que l'Asie ait aucune exclusivité en matière de création

¹ Comme aucune frontière ne sépare les termes dont les sciences sociales font usage des vocables usités par le langage courant et comme, par surcroît, la terminologie de ces sciences est rarement calibrée de façon rigoureuse, je dois attirer l'attention du lecteur sur le fait que j'utilise ici le vocabulaire que j'ai spécifié dans *La Société*, mais que je limiterai l'addition d'astérisques aux concepts les plus délicats — ou les plus éloignés de l'usage banal.

ou de regroupement d'États. Les trois grandes foires aux États du 20^e siècle seront probablement suivies de nouvelles foires au 21^e siècle.

Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » qui tente parfois de justifier cette prolifération étatique est un non-sens, car ce mot d'ordre, vulgarisé par les puissances européennes qui se disputaient les dépouilles de l'empire ottoman, flattait certes les ambitions contradictoires de divers groupes locaux, mais n'éclairait en rien la nature des peuples concernés, les voies et moyens de leur « libre » disposition d'eux-mêmes et les contours des États visés. Il en va de même aujourd'hui. Les foires aux États se sont ouvertes quand les lignes de faille du système mondial en vigueur ont été activées par les crises qu'entraînait la dynamique de ce système : en dernier lieu, par les ondes de choc, prolongées jusqu'à nos jours, qui ont été provoquées par l'implosion de l'URSS, y compris la déroute idéologico-politique du communisme. Dès lors, pour juger de la situation des États et des peuples, il faut se libérer de l'illusion que l'ONU serait peuplée d'environ 200 États-nations qui ne diffèreraient entre eux que par la taille, comme la souris et l'éléphant se distinguent dans la classe des mammifères.

La première précaution à prendre est de discerner les États inexistantes ou illusoire, non pour les éliminer, comme si les peuples des zones concernées vivaient hors l'histoire, mais pour mieux comprendre leur sort dramatique. La Somalie est, à cet égard, un cas d'école. Entre son arrivée à l'ONU, en 1960, comme fruit de deux colonies (l'une anglaise et l'autre italienne) et l'élection, en 2004, à Nairobi (Kenya), après treize ans de « vacance du pouvoir », d'un président somalien qui ne peut même pas s'installer dans Mogadiscio, « sa capitale », ce pays a connu mille épreuves : l'instabilité des confédérations tribales, les rudesses de l'aide soviétique, l'aventureuse guerre contre l'Éthiopie, la volte-face soviétique au bénéfice de cette dernière, l'enflure temporaire d'une aide onusienne aux réfugiés qui a gonflé le butin des guerres tribales, l'arrivée médiatisée par CNN des *marines* américains venus « rétablir l'ordre », la reconstitution informelle de l'ex-Somalie britannique (appuyée sur des tribus un peu moins instables — ou mieux stipendiées), le discret rembarquement des *marines* après le massacre de quelques uns d'entre eux, la « vacance » précitée qui se prolonge... Bref, l'État somalien n'existe pas, si ce n'est comme désignation géographique de la partie la plus tourmentée d'une corne de l'Afrique où les confédérations tribales, aussi fugaces soient-elles, ont souvent plus de consistance que les États régionaux jusques et y compris au Soudan.

La Somalie n'est pas une singularité. En Afrique occidentale, la Sierra Leone et le Liberia se sont perdus dans les brouillards sanglants de guerres épouvantables qui semblent avoir pris fin. En Afrique centrale, le Zaïre (ou Congo, c'est selon les années) a peu à peu rejoint le Rwanda et les autres pays des Grands Lacs dans une série de guerres et de massacres qu'on a pu qualifier de « troisième guerre

mondiale ¹ » où les États locaux, issus de la décolonisation, ont plusieurs fois perdu une bonne part de leurs moyens, au milieu de confédérations tribales, parfois solidifiées par de vieilles parentés ethniques. De semblables États-à-éclipses s'observent aujourd'hui encore, loin de l'Afrique : en Afghanistan où, depuis l'invasion soviétique de 1982 et la guérilla nourrie par le Pakistan (pour compte américain) l'État s'est le plus souvent émietté, sans que sa renaissance, en cours depuis 1999, à grand renfort d'aide internationale musclée ait d'évidentes chances de durer ; mais aussi, dans le Pacifique où la partie orientale de l'île de Timor, colonie portugaise jusqu'en 1975, s'est difficilement dégagée d'une annexion indonésienne (discrètement soutenue par les États-Unis et l'Australie), sans que son indépendance, enfin conquise en 2002, ait abouti à la formation d'un État bien assis sur la population de 800 000 habitants (parlant diverses langues mélanésiennes et à 50 % analphabète) qu'il est censé diriger. À l'autre bout du monde, Haïti qui tâtonne depuis des décennies, à la recherche d'une stabilité non gagée sur les milices d'un dictateur local, marque peut-être la zone frontière entre l'État évanescent et l'État illusoire.

Cette zone n'est pas aisément délimitable, car les États qu'elle pourrait départager mêlent l'archaïsme et l'instabilité à doses variables et fluctuantes. L'archaïsme est celui de pouvoirs politiques organisés selon des formes tribales, éparses ou confédérées, qui n'ont pas encore pu mûrir sous des formes durablement plus complexes que les chefferies* isolées ou agglutinées ou qui ont régressé jusqu'à ces formes, comme poussières de royaumes* ou d'empires* jadis plus substantiels. Toutes les puissances européennes qui se sont bâti des empires coloniaux et marchands ont rencontré maintes formations de ce genre, qu'elles ont rarement dotées d'appareils substantiels, hormis les besoins propres à leur contrôle et à leur commerce ². Plus que toute autre région du monde, l'Afrique subsaharienne a été souvent abandonnée dans un tel état, à l'heure de la décolonisation. L'instabilité a pu s'établir dans d'autres contextes. Ainsi, l'Afghanistan a perdu dans les tourmentes des années 1980 et 1990, l'acquis point trop archaïque de son royaume. Avec un tout autre héritage, les républiques d'Asie centrale issues de l'URSS, semblent parfois menacées d'une semblable évolution, lorsque leur hétérogénéité ethnique est grande et leur pauvreté sans remède facile, tandis qu'à leur entour et en leur sein, les derniers ressorts du contrôle russe, les vives avancées américaines et les probables ingérences chinoises esquissent un nouveau « grand jeu ³ ».

¹ Voir notamment : Stephen Smith — *Négrologie — Pourquoi l'Afrique meurt*. Paris, 2003.

² J'ai étudié ce problème dans *Le monde au 21^e siècle*, n° 38.

³ Lequel ne reproduira pas tous les traits du « grand jeu » anglo-russe du 19^e siècle, dans cette même région, ne serait-ce que parce qu'une « partie à trois joueurs » est plus complexe et qu'elle se joue dans un système mondial bien modifié.

En scrutant les autres États vacillants du monde actuel on trouverait sans doute des situations analogues à celles qui viennent d'être évoquées. En outre le répertoire des États illusoires pourrait être prolongé par deux listes : celle des séquelles médiévales, comme Andorre et San Marin,¹ et celle des candidats à la « disposition » d'un État propre pour « leur » peuple (irrédentismes européens façon Corse ou Basque, héritiers putatifs de la Yougoslavie, en Bosnie « serbe » ou au Kosovo « albanais », Palestiniens, ancien sultanat d'Atjeh logé dans l'Indonésie, zones habitées par des Tamouls au Sri-Lanka, etc.). Cette dernière liste pourrait s'étirer jusqu'à compter des dizaines de candidats potentiels.

Quoi qu'il en soit, on sort de la zone des États évanescents ou illusoires, si l'on prête attention par priorité à l'appareil d'État* requis pour stabiliser une domination* politique dans un système mondial où, pourtant, l'interdépendance des États devient telle qu'aucun d'entre eux ne peut exercer une souveraineté* absolue.² Le premier des critères à considérer peut être formulé dans les termes de Max Weber, mais Marx dit la même chose d'autre manière : un État existe s'il peut exercer « le monopole de la violence légitime ». Légitime, c'est-à-dire associée à une hégémonie* qui la rend respectable, la violence s'exerce par l'action des forces armées et tout ce qui s'ensuit (police, prison, tribunaux, etc.). On peut trouver chez Gramsci une riche réflexion sur le rapport entre la contrainte (violence) et son acceptation (qui la légitime plus ou moins) pour bien comprendre que la violence illégitime suffit à asseoir l'existence d'un État, tant que sa population s'y résigne. La dictature est le degré zéro de la légitimité, mais elle ne rend pas l'État instable. Encore faut-il que cet État ait des ressources lui permettant d'entretenir sa violence. Elias qui met particulièrement l'accent sur ce point, conduit à considérer l'existence d'un appareil financier, comme l'autre critère d'un État bien assis, même si les finances en question n'ont pas encore une forme monétaire. Autrement dit, le tribut ou la rente en nature, collectés par maints empires anciens satisfait à ce critère aussi bien que la fiscalité moderne.

Au-delà de ces deux critères fondamentaux, d'autres considérations sont à prendre en compte, mais elles ne concernent pas tous les États stables. Ainsi, une forme particulière de légitimité minimale est requise pour les États largement adonnés au commerce international : il faut des tribunaux pour garantir sa bonne marche, et donc sa durée.³ Plusieurs des anciens États membres de l'URSS tardent

¹ Que l'ONU a accueillies au même titre que Monaco ou le Lichtenstein, aux côtés de multiples confettis des ex-empires coloniaux.

² Même pas les États-Unis au plus fort de leurs crises occasionnelles d'unilatéralisme ou d'isolationnisme.

³ Voir *La Société*, tome 3 — Les Appareils.

à remplir cette condition, à laquelle la Chine doit encore travailler. Sous un autre angle, on observera que les États dont la ressource essentielle est une richesse naturelle (or, pétrole, métaux rares, etc.) doivent avoir une capacité minimale de contrôle sur l'exploitation de cette ressource, faute de quoi elle est dilapidée par des groupes — tribaux, mafieux ou de haute vertu multinationale — qui ne tardent jamais à minorer, voire à annuler le monopole étatique de la violence. Qui voudrait en juger examinera les « guerres civiles » d'Angola, en observant tout particulièrement les petits trafics du diamant et le grand commerce du pétrole.

On ne commet sans doute aucune erreur grave si l'on considère que le quart au moins des États internationalement reconnus d'aujourd'hui, ne sont pas des États aptes à fonctionner comme tels dans le présent système mondial, même si leur effectif fluctue constamment, comme les exemples précités ont permis d'en juger. Des États évanescents sont ranimés, mais ils demeurent exposés à de nouvelles syncopes tant que les causes de leur faiblesse ne sont pas éradiquées (insuffisant appareillage, impossible coexistence de la population sous une hégémonie commune, pressions internationales intenables, etc.). Quant aux États illusoires, leur pérennité est moins fragile, mais ce ne sont pas toujours de vrais États ajustables au système mondial actuel : Monaco ou San Marin sont des bourgades, le Lichtenstein ou Andorre sont des mini-principautés* survivantes, les Bahamas sont un archipel refuge, comme la piraterie en a tant utilisé, mais modernisé par commodité bancaire internationale, etc. Ces États nains forment la claque des grandes puissances au théâtre onusien et offrent parfois des commodités fiscales, bancaires ou mafieuses, mais ils ne peuvent être comptés comme des entités autonomes.

L'exubérance des peuples

[Retour à la table des matières](#)

Les États évanescents sont soumis à des désordres contagieux : guerres civiles, migrations sauvages, incursions ravageuses, etc. Quand ces troubles prennent fin, le rétablissement d'un rapport normal entre l'État restauré et la population locale est un travail parfois long. Il faut du temps pour que les exilés et les réfugiés rentrent au pays. Le peuplement de l'État se recompose, en rétablissant ou non son exacte composition antérieure. La nature du ou des peuples qui l'habitent se révèle inchangée ou modifiée. Population, peuplement et peuple(s) ne désignent pas la même chose, même si, à un instant donné, les mêmes humains sont concernés dans les trois cas. La population est le simple total des habitants, le peuplement détaille leur provenance historique et géographique, le ou les peuples explicitent les identités collectives des habitants.

Le tableau rappelle que la croissance de la population demeure très forte en Afrique et dans l'ouest de l'Asie, mais ralentit partout ailleurs jusqu'à s'annuler en Europe (Russie comprise). Toutefois la densité héritée par la majeure partie de l'Asie relativise cet aperçu : le gros du potentiel humain est en Asie, non en Afrique, même si la jeune génération est particulièrement nombreuse dans ce dernier continent. Mais l'autre trait dominant de l'actuelle population mondiale est son vieillissement, inauguré par le Japon que l'Europe suit d'assez près et qui gagnera d'autres régions, dont la Chine probablement affectée avant l'Inde et le reste de l'Asie. A l'échelle mondiale, l'allongement de la durée de vie et l'alourdissement des générations âgées va devenir un phénomène pressant auquel les sociétés ne sont guère accoutumées.

POPULATION MONDIALE ENCORE CROISSANTE MAIS DÉJÀ VIEILLISSANTE				
Régions	Durée de son doublement (en années)	Densité (par km. carré)	Pourcentage des 15 ans	Pourcentage des 65 ans
Amérique du Nord	125	17	21	12
Amérique latine	44	27	30	6
Europe	—	32	16	16
URSS et CEI	—	16	16	14
Japon	866	315	14	20
Chine	118	136	22	8
Reste de l'Asie	43	118	33	6
Proche et Moyen-Orient	34	45	35	5
Afrique	30	30	42	3
Océanie	70	4	25	10

Source : *Population Reference Bureau*

Le PNUD qui considère ces données sous l'angle du « développement humain » a fait adopter par une conférence des Nations Unies un « scénario 2015 ¹ » qui vise principalement à éliminer la faim et l'extrême pauvreté — définie arbitrairement par une ressource individuelle inférieure à 1 \$ par jour — et qui met l'accent sur l'éducation des enfants et la promotion des femmes. Cette ambition essentielle sera d'atteinte difficile, mais de l'avoir détaillée en de nombreux

¹ Fixant les Objectifs de Développement pour le Millénaire.

objectifs par pays offre un utile repère pour juger de leurs performances respectives, à condition de ne pas se laisser piéger par les résultats moyens de chacun d'eux, car le développement économique capitaliste qui sous-tendra l'évolution des prochaines décennies est un puissant générateur d'inégalités au sein de chaque pays ¹. Les Indices du Développement Humain (IDH) que le PNUD établit chaque année pourraient permettre d'apprécier globalement la façon dont chaque pays fait face à l'exubérance démographique mondiale, que ce trop plein de vie soit déjà bien endigué ou non. Car le monde actuel, considéré en son entier, sera pleinement concerné par plusieurs problèmes qui ne se laissent pas résoudre à l'échelle d'un pays donné, quelles que soient sa taille et sa puissance. Le croît global de la population et la pression qu'il exerce sur les ressources naturelles, pour les épuiser comme le pétrole ou pour les saturer comme l'air et l'eau, est déjà bien reconnu, sinon toujours traité de façon politiquement et écologiquement satisfaisante, mais il est probable que cette exubérance aura d'autres conséquences tout aussi massives, mais qui se laissent à peine deviner aujourd'hui.

Une énorme poussée mondiale de migrations sera la résultante des changements démographiques en cours. Elle modifiera le volume et la répartition des populations et des productions. Déjà esquissée vers des pays comme les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui savent l'absorber, elle se heurte à une fréquente impréparation de l'Europe. En effet, cette région qui fut des siècles durant la source de l'énorme émigration qui peupla les Amériques et, à un degré moindre, les colonies d'autres continents, n'a accueilli jusqu'à présent qu'une partie des reflux. Elle est entrouverte aux immigrés descendants d'Européens, mais n'a presque jamais défini une politique bien dosée vis-à-vis des autres candidats à l'immigration. Même à l'égard des nationaux d'autres pays de l'Union Européenne, la bienvenue est douteuse, malgré les accords de Schengen. Quant aux candidats en provenance d'autres continents, rares sont les États européens qui, comme la Suède, savent s'ouvrir de façon mesurée mais régulière. Ailleurs, même en Grande-Bretagne et spécialement en France, les politiques sont fluctuantes et souvent très restrictives, c'est-à-dire inadaptées au monde tel qu'il devient. L'Europe n'est pas quasiment close, comme l'est le Japon, mais elle le serait probablement sans les coloniaux et les ex-colonisés qu'elle ne peut pas tous exclure. Néanmoins, elle se range, tout comme les pays accueillants déjà cités, parmi les destinations les plus prisées. Il n'est guère que l'Asie centrale et orientale qui semble pouvoir absorber, durant les prochaines décennies, les principaux flux de demandeurs, provenant notamment de Chine, sauf si l'Australie décidait de s'ouvrir davantage aux immigrants asiatiques ou si, plus tardivement, les régions fécondes d'Afrique étaient enfin engagées dans un développement durable et dotées, à cette fin, d'États plus substantiels qu'aujourd'hui. Au risque de trop

¹ Voir *Inégalités dans le monde : Poids et mesures* — Lettre du CEPPI n° 242, février 2005.

schématiser le tableau, je conclurai volontiers que l'Afrique, handicapée par son trop-peu d'États qualifiés, ne peut être, pour un temps, qu'une grande source d'émigration ; que le Proche et Moyen-Orient de l'après-pétrole deviendra de plus en plus une telle source ; que l'Est européen et les Balkans ne produiront des émigrés que pour peu de décennies ; que les grandes masses d'Asie verront leur potentiel d'émigration se calmer, puis se tarir d'ici la fin du 21^e siècle ; que l'Amérique centrale et du sud continuera de nourrir l'immigration étatsunienne ; et que, *volens nolens*, l'Europe devra s'ouvrir davantage ¹.

Certes, la question des migrations internationales est plus complexe que ne le suggèrent les hypothèses schématiques qui viennent d'être posées. Elle fluctue au gré des conjonctures économiques dans les pays de départ comme d'arrivée ; elle interfère avec le traitement des guerres productrices de réfugiés et avec les crises des pays exposés à des raidissements politiques ; mais elle est plus encore marquée par diverses caractéristiques culturelles des migrants et des populations où ils s'insèrent. Sous conditions favorables par ailleurs, la communauté de religion, la communauté ou la parenté de langues qui autorisent une communication directe, la relative familiarité qui résulte d'un long voisinage historique (même brouillé par le souvenir de guerres ou d'occupations coloniales), la pratique d'us et coutumes assez voisins, notamment en ce qui concerne l'alimentation, l'habillement, la tenue de l'habitat, l'éducation des enfants, etc. viennent faciliter l'insertion et l'adaptation des nouveaux venus. À l'inverse, les déficits à ces divers titres deviennent autant d'obstacles à lever, obstacles grandement renforcés quand ces différences relevant de l'anthropologie culturelle s'accompagnent de différences manifestes relevant de l'anthropologie physique que les populations d'accueil ou les nouveaux venus peuvent se représenter en termes « ethniques » ou « raciaux ».

On touche ici au cœur des problèmes que les peuples ont beaucoup de mal à dominer, problèmes vécus sur le mode de l'évidence, alors qu'ils brassent une grande quantité de relations sociales. Pour s'y retrouver sans répéter tout ce que la théorie macrociologique peut apporter en ce domaine, ² on peut utilement commencer par une rapide expédition de France en Chine. En effet, la France d'après 1789 a beaucoup travaillé à convertir sa population en une nation porteuse d'une identité collective bien définie. À cette fin, les divers types d'État* qui s'y sont succédé ont fait jouer, de façon souvent délibérée, tous leurs appareils*, de l'état-civil à l'armée et de la justice à l'école, etc. Néanmoins, les identités locales qui s'étaient forgées au fil des siècles à l'échelle de tous les menus pays et de toutes les provinces assemblés dans la société française ont longuement survécu. *La Fin*

¹ Pour la France, voir l'ouvrage que Michel-Louis Lévy et moi-même avons consacré, en 1992, aux *Cent millions de Français contre le chômage*.

² Voir *La Société*, tome 3 — Les Appareils — et tome 6 — Les structures idéologiques.

des Terroirs de l'historien américain, Eugen Weber ¹, détaille fort bien le travail séculaire qui a peu à peu raboté ces identités locales (routes, voies ferrées, écoles, service militaire, élections, etc.) jusqu'à n'en laisser subsister aujourd'hui que des séquelles folklorisées, parfois réactivées par quelque appareil régionaliste. Ainsi une identité collective d'échelle nationale a finalement submergé les identités différentielles d'enracinement local — sinon ces autres identités différentielles que l'usine, le syndicat, le parti ont fait mûrir sur le terreau des classes imprimées dans la structure économique et nourries d'affluents non économiques ². Les vagues successives d'immigration reçues en France par saccades, surtout au 20^e siècle, ont ajouté une couche supplémentaire à ce feuilletage identitaire, du moins tant que les minorités de diverses provenances ne se sont pas intégrées dans la diversité régionale en ajoutant quelques nuances supplémentaires à sa folklorisation. Bref, « nous, les Français » est une construction solide, inachevée et sans cesse reprise, jusqu'aux temps présents où des regains régionalistes, de nouveaux contingents d'immigrés et des états d'âme plus ou moins pro-européens réalimentent ce chantier permanent.

Or la France est un agrégat social minuscule et très récent pour qui la compare à la Chine laquelle demeure, pour l'essentiel, une myriade d'identités locales et de hiérarchies sociales dans les profondeurs desquelles l'industrie, les appareils d'État et même le vaste Parti communiste chinois — en ses divers avatars — n'ont pas encore creusé très profond. La nation chinoise existe, certes, mais elle s'affadit à mesure qu'on descend des sommets de l'État vers l'immense gamme des micro-identités différentielles, lourdes d'archaïsmes de toute sorte. Une transposition de l'ouvrage fondamental d'Eugen Weber serait à cet égard des plus précieuses, pour mesurer le stade actuel d'une évolution qui s'accélérera sans doute, du fait des énormes transformations qui s'opèrent en Chine.

En somme, qui veut comprendre l'exacerbation identitaire qui se fait sentir dans la plupart des régions du système mondial actuel, doit essayer de doser, cas par cas, les inerties différentielles des sociétés encore grumeleuses ; les poussées nationalitaires qui les travaillent en commençant par les sommets de chaque société ; les éruptions nationalistes, dûment appareillées, qui surévaluent le degré de l'intégration déjà opérée ; les fragmentations conflictuelles qui explicitent ce qui survit de l'ordre social ancien et ce qui résulte de sa modernisation ; les crispations xénophobes ou les irritations plus superficielles que l'injection localement massive d'étrangers commence par produire ; etc. Le tout dans le contexte d'une circulation d'images, d'idées, de marchandises dont, à court ou moyen terme, les effets

¹ Stanford, 1976, trad. française, Fayard, 1993.

² Voir *La Société*, tome 4 — Les Classes.

imaginaires excèdent de beaucoup la portée pratique. Plus encore que la mondialisation marchande, cet énorme bricolage idéologico-culturel brasse la plupart des peuples d'aujourd'hui, au sein d'États aux capacités diverses, dont beaucoup perdent de leurs prises sur leurs populations respectives, ce qui permet aux divers appareils politiques qui veulent se tailler un domaine propre, de reprendre à frais nouveaux l'antienne du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »...

L'informatique, comme levain

[Retour à la table des matières](#)

L'actuel système mondial est d'une pâte plus lourde que celle de ses prédécesseurs. Sa population va encore augmenter de 50 % durant la première moitié du 21^e siècle, ses quelques deux cents États sont parfois évanescents et souvent friables, mais ses appareillages, ses productions et ses idées vrombissent plus que jamais. Toutefois un levain nouveau travaille cette pâte énorme : l'informatisation. Marx qui ne craignait pas de se caricaturer lui-même avait déjà fait de l'outil le plus puissant, le symbole de chaque temps. À le suivre, on ne peut sous estimer l'ordinateur qui est l'outil caractéristique de **MT 4**¹.

L'informatique a quitté le laboratoire scientifique où elle naquit, lorsque le transistor (1947), puis le circuit intégré multipliant le nombre des transistors interconnectés sur une petite carte électronique (1958) ont permis de construire des machines à calculer dont la puissance s'est accrue à mesure que la miniaturisation de ces cartes — dites puces — s'est accélérée. Des machines toujours plus puissantes, sous un volume toujours plus réduit, ont été nourries de programmes leur permettant de calculer n'importe quoi à une vitesse prodigieuse. Autrement dit, tous les processus sont devenus objets de calcul dès lors que leur analyse a permis de les représenter comme une chaîne d'informations chiffrables. De multiples appareils multimédias ont été créés pour exploiter ce potentiel, cependant que la fabrication des puces est passée de la micro- à la nano-électronique, réduisant immensément le volume et le poids de ces appareils. Aujourd'hui, un ordinateur de bureau a une puissance de calcul supérieure à celle que les inventeurs de la bombe atomique ou de l'exploration spatiale ont utilisée, tandis qu'un téléphone portable multimédias dépasse les performances des meilleures télévisions domestiques des années 1980 (à la taille d'écran près). Toutefois, il est permis de penser que ces

¹ Les moyens de travail* (dits MT) sont l'un des cinq éléments de tout mode de production*. Dans les plus modernes de ces modes, un quatrième type de MT a pris place, en enveloppant les outils et machines-outils, caractéristiques de la révolution industrielle (MT 3) et — comme ces derniers — en débordant de la production économique vers la plupart des activités sociales. Voir *La Société* — tomes 2 et 5.

appareils ultrasophistiqués sembleront antédiluviens dans moins d'une décennie. La limite n'est plus d'ordre technique, elle résulte probablement de l'insuffisance de « nos capacités à définir des objets "hyper-complexes" (de cent millions à plus d'un milliard d'éléments) et à valider leur fonctionnement lorsqu'ils seront fabriqués ¹ » étant bien entendu que de tels « objets hyper-complexes » sont des puces électroniques d'échelle nanométrique, mais que leur conception suppose que l'on sache à quoi les destiner. Or, le système mondial — et chacune des formations sociales qu'il contient — sont des « objets hyper-complexes » dont les éléments se comptent par milliards. ²

Il faut savoir rêver à de telles perspectives pour comprendre ce dont la révolution informatique, génératrice de **MT 4**, est porteuse pour le fonctionnement réel des sociétés d'aujourd'hui et du proche avenir. Précédemment, la révolution industrielle s'était enflée par vagues successives dont chacune était si riche que ses laudateurs l'ont magnifiée comme une nouvelle révolution, c'est-à-dire comme une novation radicale. La fée Électricité a ainsi connu plusieurs heures de gloire, notamment quand elle a transformé l'éclairage urbain, puis a permis au petit moteur électrique d'enrichir radicalement les outils ou les machines d'un âge précédent, avant que la téléphonie, avec ou sans fil, vienne rafraîchir sa jouvence. ³ Le Panthéon Informatique commence à peine à déployer ses divinités. À ses débuts l'informatique a semblé une simple modernisation des machines de bureau ou des ateliers touchés par l'automatisation ; ensuite, elle a autorisé diverses novations des machines-outils et des chaînes d'assemblage ; puis ses vertus propres ont été enveloppées dans les prouesses avioniques, balistiques, souterraines, sous-marines ⁴ et autres qu'elles ont autorisées ; maintenant, on chante sa virtuosité multimédias ou l'aide décisive qu'elle procure à la biologie moléculaire ; mais ce ne sont là que les premières manifestations d'une révolution qui vient à peine de commencer...

Néanmoins, pour trier les potentialités qu'elle permet d'apercevoir et pour juger de leurs conséquences dans le fonctionnement des sociétés, sans céder à une complaisance quasi-mystique qui serait incompatible avec les réalités sociales de tous ordres, il est prudent de déplacer l'interrogation vers les transformations de

¹ Voir l'article de Laurent Gouzènes p.7 de l'excellent n° de novembre 2005, de la revue *Réalités industrielles* publiée par les *Annales des Mines*.

² C'est dire à quel point les sciences sociales sont aujourd'hui loin de compte.

³ Moins apparentes, ses vertus comme énergie secondaire permettant de véhiculer toutes les formes d'énergie primaire apparaissent seulement maintenant, alors que s'esquissent les relèves de l'après-pétrole.

⁴ En matière d'exploration et d'exploitation des gisements pétroliers sous grande profondeur maritime, par exemple.

l'objet social ¹ que l'informatique semble permettre et vers les obstacles manifestes que ces transformations auront à surmonter. Ainsi, par exemple, quand G. Kayanakis fait grand cas des perspectives ouvertes par la traçabilité électronique ² permise par les « étiquettes à puce » grâce auxquelles on peut suivre un objet aux divers stades de sa production, de son stockage, de sa commercialisation et, le cas échéant, de son utilisation, il nous rend sensibles les immenses possibilités ainsi ouvertes dans la logistique des transports, la gestion commerciale et la recherche de perfectionnements ultérieurs. En prolongeant ses réflexions, on devine que le « bracelet électronique » aujourd'hui appliqué aux condamnés récidivistes et applicable, demain, aux enfants trop agités est un signe avant-coureur d'un « surveiller, pour ne pas avoir à punir ³ » que les policiers, les pédagogues, les éducateurs et les espions de toute obéissance sauraient adapter à leurs fins propres, à grand renfort de GPS ⁴. Mais on se doit d'observer aussi que cette échappée de science-fiction recoupe de vives préoccupations actuelles sur la transparence et la *privacy* ⁵, l'informatique et les libertés, le secret des affaires et la piraterie informatique, etc., préoccupations qui montrent que la pénétration sociale des novations informatiques se heurte à des obstacles substantiels. Une chose est de concevoir un champ d'applications nouvelles, autre chose est de leur adapter l'équipement des usines et ateliers, l'aménagement des routes et des villes, les méthodes industrielles, pédagogiques, policières ou administratives, les us et coutumes des populations, etc. L'usine hautement productive et quasiment vide d'hommes est — depuis les débuts de l'automation — l'archétype du rêve irréalisable, du moins tant que la majeure partie des relations sociales n'aura pas été adaptée à un tel objectif. Tous exemples qui pourraient être multipliés à l'infini et qu'il vaut mieux généraliser.

¹ Dans une perspective macrosociologique, la société apparaît comme un objet dans lequel les hommes ont à vivre. Que cet objet soit né des activités multi-millénaires de leurs aïeux et soit peu à peu transformé par certaines de leurs activités présentes ne change rien au caractère objectif de la chose sociale. Toutes ses transformations éventuelles sont de plus en plus marginales, à mesure que s'accumulent les produits de générations qui se succèdent depuis quelques millions d'années, en complexifiant et en densifiant les réseaux de relations sociales — autrement dit les structures de l'objet social. Une révolution technique, comme celle que véhiculent les outils **MT 4**, se résout en une myriade d'inventions réussies ou avortées, comme on a pu en juger au tournant du siècle par les bulles informatiques qui explosèrent dans toutes les bourses mondiales, à commencer par le NASDAQ. La question, ici posée, revient à s'interroger sur les inventions potentielles qui ont chance d'être portées par des forces économiques, politiques ou idéologiques (préexistantes ou formées chemin faisant) suffisantes pour transformer les structures sociales existantes en tels ou tels points de leurs énormes réseaux.

² Voir p. 18 *sq.* de la revue citée à la note 15 ci-avant.

³ Inversant le « surveiller et punir » de Foucault.

⁴ Outil satellitaire de repérage géo-positionnel.

⁵ Vie privée, en tant qu'elle est à protéger.

L'informatisation des activités économiques requiert d'énormes investissements nouveaux, des transformations radicales des savoirs et savoir-faire de la main-d'œuvre et la découverte empirique de nouveaux modes d'organisation du travail. L'informatisation des activités administratives requiert sans doute moins d'investissements, mais ne peut progresser hors les tâches répétitives, qu'au prix d'une réorganisation complète des appareils concernés, laquelle remet en question, de proche en proche, la division du travail établie entre les bureaux, les directions et les ministères eux-mêmes. L'informatisation des activités culturelles (= idéologiques) requiert une réinvention complète des fonctions à remplir et des méthodes à utiliser, dès que sa visée dépasse l'aire des jeux, des spectacles et des arts, pour pénétrer au cœur des écoles, des églises, des tribunaux, des laboratoires et de tous les autres foyers de création touchant à des masses d'hommes.

Pour vaincre de telles inerties, toujours renaissantes et qui se confortent les unes les autres, l'informatisation continuera de progresser par un incessant grignotage, comme elle l'a fait durant les récentes décennies. Ses percées seront brillantes autant que fragmentaires, ses vagues novatrices seront spécialisées, si bien qu'à l'échelle de sociétés entières, elles relèveront du bricolage plus souvent que de la réforme majeure. On peut en juger notamment par les *ICT Development Indices* ¹ compilés à partir des travaux de multiples agences onusiennes et autres (Banque Mondiale, OCDE, CNUCED etc.) à l'occasion d'une conférence mondiale organisée par l'ONU ². Selon cette source, les principaux progrès ont été accomplis, de 1995 à 2002, en Mongolie, en Ouzbékistan, etc., la Chine n'apparaissant qu'au dixième rang, etc. Mais ces chiffres, probablement exacts, sont illusoires : ils mesurent des rattrapages à partir d'équipements très bas et non le niveau absolu des équipements informatiques en service où les États-Unis prédominent de longue date, suivis par les principaux États européens et par le Japon. Encore faut-il interpréter correctement ces supériorités. Ainsi les États-Unis commencent à souffrir de leur avance, car la moyenne d'âge de leur équipement national est élevée, dans une branche où, je le rappelle, les performances des nouveaux matériels s'accroissent énormément d'année en année. Sans compter les difficultés qu'ils s'infligent à eux-mêmes en consacrant une très large partie de leur informatique à la surveillance aéro-satellitaire du monde entier, car à vouloir tout écouter et tout voir, on empile un Himalaya d'informations que l'on ne peut exploiter utilement qu'à l'aide de hasardeux programmes de tri informatique.

¹ Les ICT (en français TIC) désignent les *technologies d'information et de communication* qui sont à la source de l'informatisation.

² Voir : *The Digital Divide : ICT Development Indices Report 2004*. Ce *digital divide* désigne la très inégale répartition mondiale des savoirs et des équipements informatiques.

En toile de fond de cette informatisation zigzaguant du facile au complexe et bricolant ses priorités, se profile néanmoins un énorme potentiel de réduction du temps de travail industriel. Peu à peu, l'âge informatique libérera celui-ci, comme l'âge industriel a libéré la majeure partie du temps de travail agricole requis pour nourrir l'humanité. Mais cette dernière libération qui est très avancée dans la plupart des pays de l'OCDE, est à peine esquissée en Asie, en Afrique et en Amérique latine et l'on doit s'attendre à ce que l'informatisation libératrice du travail industriel progresse de même, c'est-à-dire inégalement, sans pour autant suivre les mêmes itinéraires. Ainsi, par exemple, il se pourrait que l'efficacité indienne en matière de logiciels informatiques ou le zèle chinois dans la production d'ordinateurs et d'autres machines informatiques aident ces deux pays à réduire le handicap qui résulte de leurs énormes populations. Quoi qu'il en soit, les craintes des hommes dérangés dans leur emploi et dans leur source de revenu alimenteront assurément de nouvelles « révoltes de canuts ¹ », du moins tant que n'auront pas été accomplis de suffisantes réformes dans la distribution des revenus.

Lenteur du recentrage des progrès informatiques, hors les utilisations militaires et ludiques vers les multiples autres branches d'activité où ses potentialités tardent à s'épanouir. Lourdeur des investissements requis pour préparer et réaliser cet épanouissement multidimensionnel des applications de l'informatique. Périlleuses transformations économiques et politiques à concevoir et à mettre en œuvre pour lever les obstacles sociaux liés aux pertes d'emploi et de revenu qui accompagneront l'informatisation de celles des activités qui absorbent aujourd'hui des centaines de millions de travailleurs. Tels sont assurément les trois freins à l'informatisation des sociétés. Mais il se pourrait que l'obstacle principal soit d'une tout autre nature.

En effet, les principaux aspects de l'informatisation sont soumis, depuis leur origine, à des contrôles politiques beaucoup plus sévères que ceux par lesquels l'Angleterre s'efforça de protéger son avance, au début de la révolution industrielle, en prohibant l'exportation des métiers à tisser et l'émigration des professionnels qualifiés. Les États-Unis ont tenté de bloquer la vente des machines informatiques les plus performantes aux pays dont ils se méfient. Avec le soutien (pas toujours loyal) de leurs alliés de l'OTAN et des pays membres de l'OCDE, ils ont longtemps obtenu que les ventes de matériels informatiques à l'URSS et à ses satellites soient soumises à l'accord préalable d'un comité spécial (le COCOM) discrètement logé dans l'OCDE. Vers 1975, ce contrôle a été assoupli, notamment au bénéfice de la Chine, pour des machines peu sophistiquées. Après 1990, le champ d'application du COCOM a été réduit et les pays aptes à produire et à exporter de tels matériels

¹ Au début de la révolution industrielle, les canuts lyonnais brisèrent les nouvelles machines textiles qui frappaient d'obsolescence leurs métiers artisanaux.

informatiques ou leurs substituts relevant d'autres techniques se sont multipliés, si bien que la technique du contrôle s'est modifiée. La surveillance américaine est aujourd'hui centrée sur la Chine et elle s'exerce à l'encontre des matériels militaires les plus sophistiqués (informatique incluse) à la faveur de l'embargo décrété en 1989 ¹ par l'OCDE. Le débat sur la levée de cet embargo qui oppose aux États-Unis certains pays européens (dont l'Allemagne et la France) dure depuis une dizaine d'années, mais n'est pas encore conclu, malgré l'entrée de la Chine à l'OCDE. Toutefois la fraude qui contourne ce barrage s'est étendue, d'autant que les capacités techniques de plusieurs pays (dont la Chine) n'ont pas cessé de s'élargir. Sauf pour les matériels les plus novateurs — qui continuent de se renouveler — l'embargo est devenu inopérant ². En outre, il est permis de penser, que les capacités d'invention des États-Unis sont peu à peu rattrapées par divers autres pays européens ou asiatiques, si bien que le contrôle politique va perdre de son efficacité comme frein à l'informatisation mondiale.

Mais la question du contrôle ressurgit désormais à d'autres niveaux. En effet, les États-Unis où Internet est né, ont gardé le contrôle des noms de site nécessaires pour communiquer via ce réseau — ce qui n'empêche pas la création de nouvelles procédures pour le baptême des sites nouveaux et pour leur accès à Internet. Beaucoup plus importante est la question de l'architecture de ce réseau et de la gestion des « serveurs racines » qui sont, en somme, les gares centrales pour tout le trafic des serveurs et portails ordinaires. Jusqu'ici les États-Unis ont gardé l'entier contrôle de ces centres nodaux et, donc, la possibilité de déconnecter telles ou telles voies d'accès, ce qui pourrait « débrancher » certains pays ou, à tout le moins, leur fermer l'accès de pans entiers du réseau mondial. Le débat lancé par les puissances — européennes notamment — qui voudraient faire transférer ce contrôle central à une agence internationale *ad hoc* s'est heurté jusqu'ici à un refus poli mais radical des États-Unis, mais il est évident que le caractère international par nature de l'informatisation et, spécialement, du réseau Internet aboutira nécessairement à la création d'une telle agence ou à l'établissement d'autres procédés qui rendront obsolète le monopole américain.

Il en ira de même — mais c'est un tout autre problème que l'on retrouvera plus loin — pour ce qui est du contrôle que certains pays tentent d'imposer à l'usage d'Internet dans leur aire de souveraineté.

¹ À la suite du massacre de la Place Tien-An-Men.

² Les plus sophistiqués des armements et appareillages militaires produits par les États-Unis ou leurs alliés les plus fidèles sont soumis à un contrôle sévère, mais discret auquel la Russie ne s'est pas associée.

Les États substantiels d'aujourd'hui

[Retour à la table des matières](#)

Près d'un tiers d'États évanescents, illusoire ou minuscules signifie *a contrario* que deux tiers des États actuels pèsent réellement dans le système mondial en vigueur, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient tous solidement établis, d'une pérennité assurée et d'un poids considérable. Néanmoins, ils possèdent les attributs propres à un État, à commencer par une armée normalement contrôlée et un appareil fiscal-financier qui pourvoit à l'essentiel de leurs besoins. Ce sont des États souverains, autant qu'il se peut présentement. Leur gouvernement exerce sa domination* à l'aide de l'appareil.* qui lui est propre. Chacun d'eux enveloppe une société civile* qui l'influence plus ou moins. Bref, chacun s'inscrit au cœur d'une formation politique* singulière qui ne perd pas son identité malgré les interférences internationales de toute sorte.

La grande nouveauté politique du système mondial actuel est évidemment la disparition d'une catégorie qui est apparue au 20^e siècle, celle des États de type soviétique.* La Chine a ouvert cette voie dès le début de l'ère Deng Xiaoping et elle a été rejointe par l'URSS, ses satellites européens¹ et ses démembrements divers, pour être suivie un peu plus tard par le Vietnam et ses voisins d'Indochine. Seuls font exception la Corée du nord et Cuba, mais ces deux pays ont de fortes chances de rejoindre l'une ou l'autre des deux voies empruntées par les États naguère soviétiques, soit en grossissant les rangs d'une autre catégorie née au 20^e siècle, celle des États militaires-nationalitaires,* soit en retrouvant la voie ouverte au 19^e siècle par les Républiques bourgeoises*

Si bien qu'en ce début du 21^e siècle, les États substantiels les plus archaïques se trouvent pour la plupart au Proche et Moyen-Orient. Les Principautés aristocratiques-marchandes* étalées du Koweït à Oman et au misérable Yémen disposent toutes de réserves d'hydrocarbures, ce dernier en ayant peu. Riches de rentes, elles réinventent parfois des formules politiques initiées par les cités marchandes d'Italie (Koweït, Qatar Bahreïn et peut-être Oman), à moins qu'à la manière des Émirats Arabes Unis, pilotés par Dubaï et Abou Dhabi, leur structure rappelle plutôt les premières étapes des Provinces Unies, avant leur complète émancipation. La souplesse commerciale et l'initiative dont ces petits États munificents et lourdement chargés de main-d'œuvre immigrée (venue d'Égypte et de Palestine, pour les cadres et techniciens, du Pakistan pour le gros-œuvre)

¹ Désatellisée dès 1949, la Yougoslavie s'est écartée du modèle soviétique par une transition précoce et chaotique qui l'a conduite à des guerres contemporaines de l'implosion de l'URSS.

donnent à penser qu'ils pourraient continuer d'échapper à l'agglomérat saoudien, jusqu'à ce qu'interviennent les probables redistributions de cartes de l'après-pétrole.

Plus vaste, plus riche et plus composite, l'Arabie saoudite serait un État aristocratique-bourgeois, si ses raideurs idéologiques et politiques n'inhibaient pas sa faible bourgeoisie marchande qui vit notamment du pèlerinage, tandis que son aristocratie — qui est l'immense parentèle des émirs locaux — dilapide ses rentes ¹. Moins riche, l'agglomérat jordanien, lui aussi de caractère aristocratique-bourgeois, est plus prévoyant, en raison notamment de son importante population palestinienne. Il a su amorcer une évolution politique prometteuse qui le fait ressembler à l'Angleterre du premier 17^e siècle. Privé de rente pétrolière, il sera moins fragile que le reste de la péninsule arabique quand surviendront les péripéties de l'après-pétrole.

Autour de la péninsule arabique, les États sont beaucoup plus peuplés et dotés de structures politiques déjà plus modernes. L'Égypte, l'Irak et l'Iran sont en effet des États militaires-nationalitaires*, adossés à des formations économiques où le domanial ² et le capitaliste-étatique accompagnent un capital marchand (et modestement industriel) dans un riche entrelacs de classes, également divisées par leurs appartenances ethnico-religieuses (coptes, sunnites, chiites, chrétiens très divers, etc.). Faute de recueillir un soutien populaire puissant et direct ³, et exposés à de vigoureux populismes religieux, ces États imposent à leur population un fort contrôle militaire. L'Iran qui fait de même, adjoint à ce dernier le sévère contrôle d'un clergé chiite qui est à la fois un puissant appareil d'État et un important propriétaire foncier. L'Irak que les États-Unis essaient de soumettre à leur étrange conception d'un Proche et Moyen-Orient « démocratisé » a de fortes chances de persévérer dans ce type d'État, si du moins, il n'explose pas en deux ou trois morceaux. La Turquie appartient à ce même type, depuis sa révolution kémaliste. Le compromis qui s'est dessiné récemment entre une armée encore orientée par le kémalisme et un sunnisme ragaillardisé consoliderait son État militaire-nationalitaire, si ce pays n'était pas engagé, déjà, dans une réelle modernisation capitaliste qui pourrait le conduire à devenir, enfin, la République bourgeoise* dont rêvait Atatürk. Mais l'Union Européenne qui hésitera à accueillir ce pays et les possibles tumultes du Proche et Moyen-Orient frappent d'incertitude cette perspective.

¹ Voir, sur le présent site, l'étude sur *Le Proche et Moyen-Orient*.

² Un temps amoindri par la réforme agraire de Nasser.

³ Comme dans l'Égypte nassérienne ou aux débuts du Baas irakien.

La conversion des États de type soviétique au modèle militaire-nationalitaire caractérise tout à fait la plupart des États d'Asie centrale et du Caucase et certains de ceux des Balkans. Il n'en va pas de même en Russie où une société déjà plus développée tente de bien remplir ses nouveaux habits de République bourgeoise, mais où les raideurs que lui imposent les quasi-colonies intégrées dans sa Fédération propre — qui a survécu à l'URSS — l'en empêchent autant que les retards de son rééquilibrage et les tâtonnements de sa concentration monopolistique. La Chine, pour partie dotée d'un même héritage, mais plus vigoureusement engagée dans la voie capitaliste, ne peut cependant évoluer de même, car son histoire propre ne l'a nullement préparée au type de domination politique requis par la République bourgeoise. Certes, Taïwan, Hong-Kong et Singapour montrent que la civilisation chinoise peut recevoir ce greffon démocratique-bourgeois*, surtout dans sa variante portée par un capitalisme monopoliste ¹. Mais à l'inverse les tensions multiples et puissantes qui travaillent la population immense de la Chine continentale, enfiévrée par une croissance économique extraordinaire, mais non abritée des crises font douter que ce greffon puisse prendre aisément sur elles. Si bien que l'État de type militaire-nationalitaire a des chances de durer, tout en s'habillant éventuellement de formes de régime perdant de leur rugosité. Par ailleurs, les derniers États ex-soviétiques à considérer ont, eux aussi, un avenir militaire-nationalitaire. C'est le cas de la Corée du nord, jusqu'à son éventuel rapprochement avec sa voisine du sud, comme du Vietnam et de son entour et ce pourrait être l'un des futurs ouverts à Cuba par l'après-Castro.

En fait, le type d'État militaire-nationalitaire a d'abord pris forme en Amérique latine, à l'instar du Mexique façonné par sa *Reforma* et surtout par sa révolution d'après 1910 ², en s'enrichissant des variantes inventées dans le Brésil de Vargas et dans l'Argentine de Perón. Dans ces vastes États souvent remplis d'immigrants européens, auxquels on peut adjoindre la Colombie et le Venezuela et quelques États plus courts, diverses variantes du caudillisme ont exprimé le poids persistant de la propriété latifondiaire sous des oripeaux démocratiques importés d'Europe au 19^e siècle. Héritage hispanique, cette propriété a été renforcée, en Amérique centrale par l'installation de plantations, tandis qu'au 20^e siècle, diverses nationalisations et créations d'entreprises ont étoffé un mode de production étatique-capitaliste. L'État militaire-nationalitaire a ainsi pérennisé son assise, cependant que ses formes de régime se diversifiaient au gré des tensions internationales, des années 1930 aux années 1980. Les dernières poussées importantes ont été celles du castrisme et de l'anti-castrisme. En fin de 20^e siècle,

¹ C'est-à-dire sous la forme dite *République bourgeoise II*, voir *La Société*, tome 5 — Les États, n° 44.

² Laquelle a parfait son régime *révolutionnaire-institutionnel* sous la présidence de Cardenas (1936-42).

les dernières dictatures militaires ont été gommées et des Républiques bourgeoises ont enfin pu se stabiliser, après les premiers essais de l'Uruguay et du Chili dès le 19^e siècle. Le Venezuela qui a subi jusqu'en 1980 les diverses séquelles d'un régime militaire instauré en 1904 figura néanmoins parmi les fondateurs de l'OPEP. Après avoir nourri de sa rente pétrolière une large clientèle de classes moyennes, il est passé à la fin du siècle sous le régime populiste du général Chavez qui fait de cette rente le levier d'une politique intérieure et internationale d'allure quasiment castriste, cependant que les institutions d'une République bourgeoise dont ce pays était décoré de longue date servent présentement à un usage nettement plus démocratique. En somme, il se pourrait que le Venezuela soit, comme la Corée du sud un exemple de révolution démocratique bourgeoise* réussie, en ce début de siècle. Toujours est-il que la République bourgeoise gagne désormais du terrain en Amérique latine, malgré des retards encore fréquents dans les Andes, l'isthme central et diverses îles caraïbes.

Grosso modo, une même évolution s'est manifestée dans l'Asie maritime et dans sa bordure de presqu'îles et d'archipels. Ici, les décolonisations ont débouché, de la Corée du sud à la Birmanie, sur un ensemble d'États militaires-nationalitaires, sans oublier les Philippines où l'habit démocratique a eu même valeur qu'en Amérique latine, l'Indonésie dont l'évolution politique a été parallèle à celle de l'Égypte, la Malaisie assise sur une fédération de principautés marchandes (d'origine arabe ou malaise) et la Thaïlande qui s'est émancipée en se développant comme relais du capitalisme nippon. Le Japon qui avait porté jusqu'en 1945 un État de type essentiellement militaire-nationalitaire, sous un régime impérial divinisé et finalement teinté de fascisme, était ensuite devenu une République bourgeoise¹. Les transitions vers ce dernier type d'État se sont peu à peu multipliées, en commençant par les « petits tigres » chinois, puis en gagnant la Corée du sud où une véritable révolution démocratique-bourgeoise est en cours depuis quelques années. La Malaisie, la Thaïlande et, de façon moins nette, l'Indonésie suivent la même voie, alors que les Philippines peinent à l'emprunter. Le retard politique le plus manifeste est celui de la Birmanie.

En Asie continentale, hormis les cas déjà évoqués, il reste à considérer les Indes, héritières d'une colonisation britannique qui aggloméra pour ses fins propres un vaste ensemble de royaumes et de principautés. À l'heure de la décolonisation, le parti du Congrès forgé par les colonisés sut garder le contrôle de la majeure partie du bloc ainsi formé et y faire vivre une République bourgeoise, de caractère fédératif qui s'est bonifiée depuis lors, au centre fédéral comme à l'échelle des

¹ Sous un régime impérial maintenu, mais vidé d'une bonne part de sa virulence, moins par les réformes opérées par le vainqueur américain, que par l'énorme élan économique de ce pays qui a inauguré la série des « miracles » asiatiques.

États fédérés. Le même type d'État a survécu au Sri-Lanka, île cingalaise hypothéquée par une irréductible opposition des Tamouls importés pour les plantations coloniales de thé. Par contre, le Pakistan, séparé de l'Inde et bientôt scindé en deux États non contigus, reste sous des dominations qui sont de type militaire-nationalitaire, mais ont néanmoins établi, dans l'ordre idéologique, quelques libertés propres à la République bourgeoise : on retrouvera ce point.

Ne quittons pas l'Asie sans revenir sur le Proche et Moyen-Orient où — hormis la Turquie déjà évoquée, deux ou trois pays prétendent être des Républiques bourgeoises. Tel est le cas d'Israël qui est, en effet, un État de ce type, encore que son territoire internationalement reconnu inclue une forte minorité d'Arabes qui sont traités en citoyens de seconde zone. L'*apartheid* est plus net dans les territoires palestiniens occupés, où des colonies juives, implantées sans l'aval de l'ONU, fragmentent un peuplement arabe au statut semi-colonial. À l'exemple imparfait d'Israël et aux embryons palestiniens ¹, le Liban ajoute une autre singularité : ce puzzle de communautés, juxtaposées dans l'empire ottoman, s'est doté par étapes — dont la principale fut la pleine indépendance acquise en 1945 — d'un État propre qui possède bon nombre d'attributs d'une République bourgeoise, mais qui est aussi, par d'autres traits, une confédération aristocratique-bourgeoise de communautés distinctes dont beaucoup contestent, armes à l'appui, le monopole de la violence légitime revendiqué par l'État — ce qui a débouché sur quinze années d'une guerre civile mal résolue (1965-80).

En Afrique, enfin, où se presse — comme en Océanie ou dans les Caraïbes — la majeure partie des États encore évanescents ou illusoires, on doit néanmoins observer que la plupart des États déjà substantiels est de type militaire-nationalitaire, sous des régimes plus ou moins musclés. Tel est le cas notamment des quatre pays d'Afrique septentrionale (du Maroc à la Libye) et d'une demi-douzaine de pays d'Afrique orientale, auxquels j'ajoute la grande île malgache. L'Ouest et au Centre, les États ayant durablement fait preuve de consistance — comme le Sénégal ou le Ghana — ne sont pas nombreux, mais il faut néanmoins citer le Nigéria, né d'une fédération coloniale tardive et pas encore affermie, mais auquel sa masse donne d'ores et déjà une influence réelle. Plus grande encore est l'influence de l'Afrique du sud, libérée de l'*apartheid* et en transition habile vers une République bourgeoise de plein exercice dont elle possède déjà maints attributs, hérités de l'État élitiquement démocratique qui régna ici avant d'imposer son *apartheid*. Les tensions nées de cette époque et entretenues par un surpeuplement miséreux risqueront, longtemps encore, de faire avorter cette transition.

¹ L'Autorité Palestienne fait survivre des institutions plus démocratiques que celles des principaux pays arabes environnants.

En tenant compte des autres ex-dominions britanniques (Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) où la République Bourgeoise à l'anglaise a mûri avec retard sur la Grande-Bretagne ; des États-Unis et de leurs prolongements plus ou moins démocratisés (Porto Rico et divers archipels du Pacifique); des États d'Amérique latine les plus heureusement évolués, hors la tutelle étatsunienne ; du Japon et des autres exemples asiatiques évoqués ci-avant ; et des États européens, hormis les Balkans, mais y compris les pays baltes et — avec les réserves déjà dites — la Russie-en-devenir ; on peut estimer qu'il existe dans le monde actuel une cinquantaine de Républiques bourgeoises (de stade I ou, souvent déjà, II)¹, soit 30 % à peine des États membres des Nations Unies. L'imprécision de ce chiffrage est volontaire, car il ne suffirait pas d'effectuer une étude détaillée cas par cas pour lever toute ambiguïté : en fait, la structure politique de beaucoup d'États est en transition, non seulement par suite de l'implosion communiste, mais aussi parce que les vagues de la décolonisation sont loin d'être toutes apaisées et enfin parce que les turbulences entretenues par les États-Unis (avec ou sans leurs alliés) agitent divers États.

En fait, 12 % des États membres de l'ONU y ont accédé depuis 1990. À cet afflux en provenance de l'ex-URSS se sont mêlés — outre la Suisse qui a mis fin, en 2002, à une bouderie avaricieuse qui durait depuis 1945... — une demi-douzaine de micro-États, souvent insulaires et parfois sortis d'une orbite quasi-coloniale. Or il reste encore une ou plusieurs douzaines de candidats potentiels, tant parmi les « territoires » des Caraïbes ou du Pacifique restés dans la mouvance de puissances naguère coloniales, y compris les États-Unis, vainqueurs du Japon, que dans l'immense Fédération russe et peut-être un jour dans une Chine où, pour le moment, Taïwan aspire seul à une reconnaissance onusienne. Qui plus est les anciens États-nations d'Europe renforcent des décentralisations qui ressemblent parfois à des fêlures : au soi-disant Royaume-Uni où l'autonomie du Pays de Galles et de l'Écosse s'est quelque peu renforcée et où la question irlandaise perdure ; en Espagne où le Pays Basque semble rejoint par la Catalogne dans l'aspiration à une marge d'action élargie, sinon dans le recours à la violence pour y parvenir. Pour sa part, la France fait mine de ne pas entendre les appels à plus de décentralisation qui sont couverts par le tintamarre corse, mais il est vraisemblable que la division du travail établie entre le centre et les *Länder* d'Allemagne ou celle qui est en cours de perfectionnement en Italie seraient assez volontiers imitées ici. Rien d'inéluctable n'est inscrit dans ces perspectives sans doute exagérées, mais il est vraisemblable que l'aspiration à une redistribution du pouvoir d'État pour le rapprocher des citoyens s'amplifiera dans les Républiques bourgeoises (sans nécessairement les scinder) et que de toute autre manière, certains fragments des

¹ Voir *La Société*, tome 5 — *Les États*, n° 43 et 44.

États, aujourd'hui non ou peu démocratiques, dériveront vers un droit « à disposer d'eux-mêmes » que des forces locales sauront y imposer.

Toutefois, cette prolifération étatique sera sans doute limitée, voire résorbée par un courant contraire, déjà bien perceptible, celui de l'agglutination des États selon diverses formules étalées de l'alliance à l'union, sans compter l'emprise de quelques agences internationales comme le FMI ou l'OMC. On retrouvera cette question après avoir apprécié ce qui rend les États substantiels non pas entre eux, c'est-à-dire dans l'ordre international, mais bien en eux-mêmes, c'est-à-dire du point de vue du ou des peuples logés en leur sein. À cette fin, il faut changer d'éclairage : au lieu d'observer les États et leurs appareils propres sous l'angle de la domination qu'ils peuvent exercer, il faut les observer derechef du point de vue de la société civile qui s'active en chacun d'eux.

La montée en puissance des sociétés civiles

[Retour à la table des matières](#)

La société civile — abrégée en SC — désigne l'ensemble des pouvoirs organisés dans une société donnée (entreprises, églises, partis, toutes autres associations, etc.) dans la mesure où ces pouvoirs sont indépendants du pouvoir d'État. La frontière entre État et SC n'est jamais nette, car des institutions délégataires d'une partie du pouvoir d'État, telles les collectivités locales, ressortissent aussi à la SC, pour autant qu'elles affrontent l'État. Dans les sociétés où existe un véritable Parlement, celui-ci fonctionne comme interface entre l'État et la SC, il est le principal point d'application des forces de cette dernière contre le pouvoir d'État, mais aussi l'un des outils du pouvoir d'État opérant sur la SC. Tous les élus sont des représentants de la SC vis-à-vis du pouvoir d'État.¹ Le flou de la SC est dans la nature des choses sociales. Son ampleur augmente quand la société se développe et foisonne hors la décision du Prince, quel qu'il soit. La liberté des cultes, la libre création d'entreprises, la liberté d'association, etc. désignent les facultés ouvertes à la création d'éléments de la SC dont l'effectif et la diversité vont croissant hors l'initiative et le contrôle étatiques.

Dans le système mondial en vigueur, les États qui freinent ou canalisent ce foisonnement sont nombreux, car en toute société, la SC gêne le pouvoir d'État en

¹ Je souligne ce point car l'expression « représentant de la SC » s'est infiltrée dans le langage politique pour désigner un éminent individu quelconque (= non-élu, mais supposé expert en quelque chose) qui est choisi comme membre d'un gouvernement. D'autres soi-disant « représentants de la SC » sont, par exemple des « autorités religieuses », des « dirigeants patronaux ou syndicalistes » etc., toutes personnalités respectables et souvent remarquables, mais qui ne sont que les représentants des institutions dont elles émanent, lesquelles sont des éléments de la SC.

transformant la masse inorganisée des populations en forces organisées, tantôt pour combattre le pouvoir d'État — ce qui est visé par des forces dites « révolutionnaires », « terroristes » « schismatiques », etc. et, plus souvent, pour exprimer un intérêt particulier, celui d'une institution et des hommes qui se reconnaissent en elle. Toutefois il est fréquent que cette défense d'intérêts particuliers passe par la contestation de décisions étatiques. Mais il n'est pas rare non plus que d'autres éléments de la SC s'érigent en défenseurs du pouvoir établi, voire en « partis de gouvernement ». La SC est aussi un champ de batailles.

L'informatisation modifie les SC plus vigoureusement que la radio, le téléphone ou le cinéma n'ont pu le faire, car la couverture satellitaire de la planète et la multiplication des sites et serveurs informatiques se jouent plus aisément des frontières. Le contrôle direct par les États se révèle délicat, mais il semble être un peu plus efficace quand il est appliqué par les moteurs de recherche, tels Google ou Yahoo ¹, encore que, de blog en parabole satellitaire, les détours s'organisent. La porosité serait donc générale, n'était le fait qu'un tiers environ de la population mondiale vit dans des régions privées d'électricité, situation qui se résorbera sans doute, mais en combien de décennies ? Au reste, l'informatisation n'est pas l'information. Celle-ci demeure contrôlée, pour une large part, par des firmes (privées ou publiques) originaires des pays les plus riches, à commencer par les États-Unis. Depuis les années 1990, CNN s'est fait une réputation mondiale en matière d'information télévisée, tandis que la BBC gardait une solide assise internationale. La surprise est venue du Qatar où la chaîne Al Jezira s'est installée sans trop souffrir de contraintes politiques régionales. L'invasion américaine de l'Irak, en 2003, lui a permis de conquérir la notoriété d'un contrepoids à CNN. Désormais plusieurs chaînes arabes arrosent de vastes régions du monde, cependant que les émetteurs européens et japonais s'emploient à compléter leur couverture mondiale et que la Russie, l'Inde, la Chine et d'autres pays débordent également de leurs aires d'origine. Le 21^e siècle ne s'achèvera pas sans que les télévisions et les radios de toutes provenances soient recevables en de multiples langues, presque en tout lieu. Il n'est pas évident que la presse d'information suive le même chemin, parce qu'elle est surclassée par les télés et radios auprès des plus vastes publics. Rares sont les journaux, comme le *New York Times*, qui ont multiplié leurs éditions à l'étranger, mais sans en faire des éditions internationales ². Les ONG sont un autre facteur d'influence internationale, autant

¹ Ce qu'ils ont accepté pour s'installer sur le marché chinois...

² Les éditions à l'étranger déclinent les éditions nationales et leur adjoignent quelques éléments supposés intéressants pour le public des zones étrangères visées. Elles demeurent marquées par les points de vue propres aux pays d'origine. Aucune presse internationale dans sa conception et son orientation n'a (semble-t-il) vu le jour jusqu'ici et cette situation ne semble pas devoir se modifier de sitôt.

que d'actions ciblées au gré de ces associations transfrontières. Hormis les pays victimes de quelque catastrophe naturelle ou sociale ravageuse qui accueillent sans trop de méfiance les concours humanitaires, les ONG sont souvent tenues en suspicion, même dans les pays les plus ouverts. Il n'est pas rare qu'elles véhiculent des préférences, voire des propagandes ¹ émanant de gouvernements étrangers, ce dont des pays comme la Russie ou la Chine les soupçonnent très souvent. De fait, la plupart des ONG sont dérangeantes lorsque leur activité déborde de l'alimentaire, du sanitaire et de quelques autres finalités, car elles sont des échantillons vivants d'autres pays, d'autres mœurs, d'autres civilisations en un mot. Par ailleurs, d'autres ONG — ou les mêmes — sont également dérangeantes pour les pouvoirs établis dans des pays à la SC bien ouverte, parce qu'elles se mêlent de sujets délicats (expéditions militaires, équipements nucléaires, pollutions diverses, etc.) sans respecter les bonnes manières qui sont d'usage dans le pays considéré. La liberté d'association a été longue à établir, elle est loin de s'être généralisée ; la liberté de s'associer « avec des étrangers » pour agir « n'importe où » et « se mêler de n'importe quoi » redouble cette difficulté qui ne sera pas surmontée de sitôt.

Après la décolonisation, l'assistance scolaire et universitaire aux pays nouvellement indépendants est devenue, en peu d'années, un terrain de mésentente, même là où les disponibilités en enseignants qualifiés étaient très insuffisantes. Il est vrai que les contingents d'éducateurs fournis par l'ex-puissance colonisatrice n'ont pas toujours été de premier choix et que les propensions métropolitaines pesaient lourd (langue d'enseignement, rapport à la religion ou à la coutume, rythmes de vie et de travail, etc.). Néanmoins l'explosion démographique a aggravé une insuffisance objective non douteuse : les classes d'âge où se recrutent les enseignants (et d'autres personnels qualifiés) sont et demeurent souvent encore trop peu nombreuses et insuffisamment préparées pour fournir les quantités croissantes d'instituteurs et de professeurs requis pour l'éducation de jeunes générations de plus en plus nombreuses. Parfois invoquée, la diversité des langues, autre obstacle à la circulation internationale de l'information et des aides éducatives, est de portée plus douteuse. Près de 6 000 langues (regroupables en 250 familles) sont en usage de par le monde ², mais leur effectif se réduit sous de multiples pressions (moins d'isolats ruraux, plus d'écoles et de médias, etc.), si bien que des milliers de disparitions sont attendues d'ici la fin du 21^e siècle, nonobstant les résurgences éventuellement promues par des États (comme celle de l'hébreu au 20^e siècle) ou suscitées par des nostalgies régionales à finalités folkloriques ou « indépendantistes ».

¹ Politiques plus ou moins déguisées, mais aussi religieuses (anti-avortement, par exemple), etc.

² Selon une expertise internationale diligentée par l'UNESCO, dont les résultats ont été publiés en 2005.

La promotion féminine suggérée par le tableau ci-après est certes inégale par région, mais sa généralité n'est pas douteuse. Elle s'accompagne des nets progrès de la contraception que l'on enregistre partout et d'une participation plus large des femmes aux aspects extra-domestiques de la vie sociale. Leur pénétration dans les métiers nobles de la médecine ou de l'école est encore concevable comme un prolongement de leur rôle familial traditionnel, mais ne l'est plus quand ce foisonnement se généralise (recherche scientifique, justice, encadrement des entreprises, fonctions politiques, etc.). Savoir si l'égalité des sexes s'établira dans de très nombreux pays, avec d'éventuelles supériorités féminines dans certaines branches, est l'un des enjeux majeurs du 21^e siècle.

LES FEMMES SORTENT DE L'IGNORANCE			
	Année (s)	Monde entier	Pays les moins développés (Chine exclue)
Sexe féminin illettrées tous âges	2000	27 %	36 %
Sexe masculin illettrés tous âge	2000	17 %	23 %
Sexe féminin 15-24 ans sachant lire	2002-2004	82 %	76 %
Sexe masculin 15-24 ans sachant lire	2002-2004	89 %	85 %
Sexe féminin inscrites dans le secondaire en % du sexe masculin	2000-2003	93 %	91 %

Source : Population Reference Bureau

La prêtrise est une activité des moins ouvertes aux femmes, nonobstant les quelques réformes qui se sont dessinées dans l'église anglicane de certains pays. La faveur accrue dont jouissent diverses religions depuis l'effondrement du communisme et la rareté croissante des prêtres dans certains pays européens, comme la France, ne réussiront pas de sitôt à lever les tabous (théologiques et

autres) qui sont ici en cause. Quant aux migrations internationales des clercs de toute sorte, elles seront sans doute limitées par des barrières plus hautes que celles qui endiguent le tout venant des immigrés, non seulement en raison des réticences héritées des « évangélisations » coloniales et des conflits entre appareils religieux, mais surtout du fait des méfiances politico-policières envers la diffusion du « terrorisme international » sous couvert religieux, etc.

Parenthèse sur le « terrorisme international »

[Retour à la table des matières](#)

Sans être une nouveauté radicale ¹, ce dernier trait a pris une importance exceptionnelle depuis que les États-Unis, outragés par les attentats de septembre 2001, offrirent à leur gouvernement l'occasion d'entreprendre de « démocratiser », à sa façon, tout le Proche et Moyen-Orient et de réorganiser la « protection » des ressources pétrolières régionales, grâce à une « guerre contre le terrorisme ². » En fait, le « terrorisme international » entremêle (délibérément ?) des réalités qu'il faut savoir distinguer : le terrorisme d'État, manifestation des régimes dictatoriaux les plus féroces, tel celui de Saddam Hussein, en plusieurs périodes ; le terrorisme anarchiste qui s'est attaqué, de ci de là, au principe même de l'État ; le terrorisme comme arme du faible contre le fort, utilisé dans diverses guerres internes à un État ou à une colonie (de statut variable) ³ ; le terrorisme des « résistances » à une occupation par l'armée d'un État étranger. L'Internationale Communiste, façon Lénine ou Staline, a occasionnellement pratiqué un « terrorisme révolutionnaire » dans les pays où la situation semblait pouvoir « mûrir » par de tels moyens. Autre variante encore : le grand banditisme utilise parfois des méthodes terroristes pour s'ouvrir une banque, collecter une rançon, etc. Et ainsi de suite.

Cette longue liste n'est pas totalisable, tant les cas particuliers diffèrent par les moyens utilisés, par les fins poursuivies et, de façon plus fondamentale, par le terrain social qui caractérisent chacun d'eux. Dans cette perspective, « le » terrorisme « international » imaginé par le gouvernement Bush n'est pas une variété originale, mais bien un amalgame de plusieurs données : une révolte contre

¹ Car il y eut, par exemple, des concours « religieux » manifestes autour des luttes irlandaises ou palestiniennes, bien avant que se forme la constellation Ben Laden — Bush...

² Sur cette erreur stratégique majeure, voir mon étude de 2003 : *Civiliser les États-Unis*, disponible sur le présent site.

³ Des Juifs qui n'étaient pas encore israéliens, faute d'État propre, ont pratiqué un tel terrorisme contre la Grande-Bretagne, mandataire en Palestine. Des Palestiniens, non dotés d'un réel État propre ont agi de même lors de leurs *intifadas*. Des Irlandais, des Basques, des Corses et maints autres groupes d'ampleur et d'appareillage variés, cherchant à obtenir un État propre y ont, eux aussi, recouru parfois.

l'État saoudien dictatorial ; une guerre contre « l'allié » américain qui tolère la dictature de cet État ; une révolte, donc, qui se nourrit de tous les arguments religieux à sa portée, à quoi s'ajoutent diverses connotations sociales liées aux prébendes pétrolières et aux dilapidations de la « famille royale ». Amalgame qui serait de portée locale, s'il n'avait mûri dans une période et une région bien précises : dans un monde arabe non bénéficiaire de la révolution industrielle, ni des indépendances post-coloniales, mais marqué par des guerres à répétition contre Israël soutenu par les États-Unis ; monde également marqué par les défaites politiques et parfois militaires des régimes politiques qui lui avaient donné quelque espoir (Iran de Mossadegh, Égypte de Nasser, Libye de Kadhafi, etc.).

À quoi s'ajoutent les dégâts causés par ce que l'on peut appeler le « cancer américano-wahhabite » lequel désigne l'enchaînement dramatique des infections que le pragmatisme américain a provoquées¹ en jouant du Pakistan et de volontaires djihadistes pour chasser les Soviétiques d'Afghanistan ; en laissant après la « victoire » de 1988, cet État, devenu illusoire, (puis dictatorial sous le régime religieux-fasciste des Taliban) servir de terrain d'entraînement à de nouveaux djihadistes, utilisés dans les guerres bosniaques pour forcer la main des États européens ; en laissant les aumônes wahhabites arroser maintes mosquées d'Afrique et du Proche et Moyen-Orient ce qui a stimulé les prêches incendiaires et réduit l'audience des clercs sunnites ou chiites plus traditionalistes. Ce cancer a surinfecté les plaies déjà béantes d'un Proche et Moyen-Orient où vit une jeune génération, en grande partie illettrée, très souvent dépourvue d'emploi, mais la plupart du temps soumise au gardiennage musclé de régimes politiques répressifs. Comme avenir : l'exil ou le djihad ; l'exil des plus délurés vers les émirats du Golfe ou des destinations plus lointaines et plus risquées ; ou le djihad des mieux endoctrinés ou des plus stipendiés vers ses rares champs de bataille. En envahissant l'Afghanistan (2001), puis l'Irak (2003), les États-Unis sont retombés dans leur ornière en ouvrant de nouveaux terrains de lutte, avec cette circonstance aggravante (peut-être temporaire) : l'Afghanistan redevenu un royaume du pavot. Et enfin, en libérant les nationalismes irakiens du carcan que Saddam Hussein leur imposait. Les États-Unis auraient mieux fait de regarder les réalités du monde actuel, sans ignorer la pauvreté et les inégalités (soulignées au chapitre précédent) et sans réduire les conflits du monde actuel, spécialement du Proche et Moyen-Orient à leurs seules dimensions ethnico-religieuses.

¹ En les croyants mineurs et temporaires.

Retour à la montée en puissance des sociétés civiles

[Retour à la table des matières](#)

À bien considérer les rapports entre les Églises et les États dans le système mondial actuel, force est de constater que les situations évoluent diversement d'une région à l'autre. Au Proche et Moyen-Orient, rares sont les États qui s'acoquinent avec leur Église prépondérante. L'Arabie a respecté d'assez près ses deux pactes fondateurs ¹, pour la plus grande gloire de l'Aramco et pour celle d'un islam figé en intégrisme. D'où le caractère contagieux du « cancer wahhabite » qui diffuse ses métastases sous forme de mosquées, d'écoles coraniques, de subsides divers et d'imams « bien formés », par exemple par le relais des madrasas pakistanaïses, procréatrices des Taliban. Al Quaida est d'abord une contre-secte visant à capter l'aumône musulmane de l'Arabie (ou, s'il se peut, la totalité de sa rente pétrolière) afin de nourrir une autre variante d'intégrisme musulman. Autre variante encore, celle de l'Irak où un chiisme incorporé dans l'appareil d'État a pu adjoindre à ses rentes de propriétaire foncier, la rente pétrolière nationale, captée par la révolution khomeyniste de 1979, elle-même contrecoup des manœuvres américaines précédentes ². Mais, hormis ces deux cas, seul le Soudan a plus ou moins basculé de même dans une connexion opérationnelle entre un clergé et l'État local. Une autre variante apparente est celle d'Israël où les gouvernements ont composé pour la plupart avec des partis religieux, souvent intégristes, mais la pluralité de ces derniers, jointe à l'existence de forces politiques séculières non négligeables a empêché (jusqu'ici ?) une dérive de l'État, analogue aux cas précédents. Ailleurs la méfiance a été de règle, de l'Égypte où le rejet de l'alliance russe en 1976 n'a pas allégé les pressions contre les Frères Musulmans, au Maroc où le souverain, chef de l'église locale, a tenu celle-ci d'une main ferme. Le contrôle, éventuellement doublé d'une forte répression après quelque révolte, tel l'assassinat de Sadate en Égypte (1981), s'est accompagné de la liquidation de mosquées mal prêchantes (par exemple la Zitouni tunisienne, en 1958) et a conduit à une véritable guerre civile en Algérie (1991-2002). Même au Pakistan, jamais remis des massacres qui accompagnèrent sa naissance et gravement infecté par son rôle intermédiaire dans la production de djihadistes anti-communistes, il a fallu un véritable coup d'État pour porter Musharaf au pouvoir (2001) afin d'empêcher les intégristes locaux de prendre trop vivement parti contre les États-Unis, envahisseurs de l'Afghanistan, cette année-là, puis de l'Irak en 2003.

¹ Alliance d'une confédération tribale et de la secte wahhabite ; alliance Ibn Seoud-Roosevelt d'exclusivité pétrolière

² Éviction du régime Mossadegh (1953) par l'un des premiers coups réussis par la jeune CIA, localement dirigée par Roosevelt (fils) et installation d'un Shah que chassera la révolution de 1979.

Lorsqu'en 2004, Musharaf et Vajpayee, alors premier ministre de l'Inde, ont renoué le contact pour apaiser les tensions entre leurs pays, leurs intégrismes religieux respectifs ont pesé sur leurs bonnes résolutions : le premier tente de calmer ses intégristes qui soutiennent, de longue date, la guerre irrédentiste de leurs homologues du Cachemire, le second promet de traîner en justice les incendiaires de la mosquée d'Ayodhia (1992) qui ont exacerbé derechef les tensions entre les extrémistes de l'hindouisme et ceux de l'islam. D'ailleurs, l'Inde marbrée de multiples religions massives ou sectaires a bien d'autres conflits religieux à contenir, d'où son sécularisme musclé.

Exposée au même problème, l'URSS dont l'irréligion des années 1920 s'était muée en une laïcité, mêlée de relances religieuses à l'heure de sa « grande guerre patriotique », en était revenue, après 1945, à une laïcité méfiante, soupçonnant toutes les religions de dérives nationalistes potentielles. De fait, son implosion, en 1991, a laissé le champ libre à de multiples regains religieux que les États issus d'elle ont canalisés de façon parfois brutale (en Asie centrale notamment) tandis que quelques autres, telles la Géorgie et l'Arménie composaient avec les églises nationales. En Russie même, les orthodoxies rivales et les tentatives de relance du catholicisme romain ont donné lieu à des conflits toujours irrésolus que la dérive de l'Ukraine vers l'OTAN a compliqués. En outre la révolte tchétchène, vite rangée par Poutine parmi les manifestations du « terrorisme international ¹ » a souligné ce point central : dans l'ex-URSS, les multiples conflits religieux de toute intensité sont devenus des conflits internationaux, y compris par les prises qu'ils offrent aux États étrangers ou à certaines des ONG que ces États encouragent parfois.

La Chine qui voit dans le Dalai Lama, l'ethnarque éventuel d'un Tibet irrédentiste, combat également d'autres courants dont l'islam présent chez les Ouïgours du Xinkiang. Et comme la méfiance de son État déborde vers toutes les institutions de la société civile, hormis les FMN et les entreprises (encore que leurs latitudes soient limitées et surveillées), des sectes ne se déclarant pas religieuses — comme la *Falungong* — sont elles aussi pourchassées. Plus que la Chine et différemment de l'Asie centrale, l'Asie du sud-est est pénétrée, mais de vieille date, par des poussées d'intégrisme islamiste, souvent mêlées à des irrédentismes régionaux (Atjeh et divers autres zones indonésiennes, sud de la Thaïlande et des Philippines, etc.). Par ailleurs, certains sites touristiques, à Bali notamment, ont été pris pour cible d'attentats terroristes tournés contre l'Australie, alliée des États-Unis. Néanmoins ces poussées sont distinctes par bien des côtés et fort minoritaires. En Indonésie, des partis islamiques et des sectes non mêlées à la vie politique dénoncent l'intégrisme. En Malaisie, la coexistence pacifique d'ethnies

¹ Ce que le gouvernement Bush a bien dû admettre, sauf à reconnaître la vacuité de ce concept.

variées et de plusieurs cultes est vigoureusement assurée, sans trop de difficultés d'ailleurs. Aux Philippines où l'État a des faiblesses pour le catholicisme des classes dominant l'île principale, la dispersion archipélagique favorise la tolérance, tout comme en Indonésie ¹, si bien que les turbulences ethno-religieuses sont cantonnées.

L'Afrique est une « terre de mission » que se disputent l'Arabie wahhabite et le Vatican, ce dernier recevant avec déplaisir l'appui de plusieurs églises protestantes. La riche diversité sectaire de l'Afrique ne s'arrête pas là, car de multiples cultes non patentés y prolifèrent autour de divers marabouts, prophètes et mahdis. Il n'est pas rare que l'une ou l'autre des institutions religieuses, minuscules ou traditionnelles, soit intimement liée à la direction de tel État, de telle région dissidente ou de tel groupe rebelle, mais cette diversité fourmillante qui n'est guère maîtrisée par des États souvent faibles, ne devient dangereuse qu'à l'heure des grands massacres où, comme dans la région des Grands Lacs, elle « justifie » une part des tueries. En Amérique latine où la prolifération sectaire n'est pas moindre, quoique moins émiettée, elle ne dégénère pas de la sorte, parce que même les plus débiles des États régionaux ont généralement la force de contenir les émotions religieuses. Ici, la paix civile est certes striée par des coups d'État et des poussées révolutionnaires, mais les guerres de religion sont inconnues. Au reste, le système mondial qui se met en place depuis les années 1990 s'est manifesté, ici, par une pacification ininterrompue, malgré des poussées d'indianisme, parfois mêlées à l'anti-américanisme (Venezuela et Bolivie) et des fluctuations économico-financières qui accompagnent les politiques plus ou moins néolibérales souvent promues. Ainsi, au Brésil où les sectes surabondent et où l'Église catholique longtemps prépondérante a été secouée de crises (théologie de la libération, puis reprise en main persévérante par la Papauté et son *Opus Dei*), aucun terrorisme, international ou non, ne s'est manifesté.

C'est finalement aux États-Unis que ledit terrorisme a produit le plus de dégâts, non point tant par les attentats effectifs que par leur crainte et par les réformes nullement démocratiques qui ont suivi. Les reviviscences religieuses manifestées par la lutte contre l'avortement et les rudesses accrues vis-à-vis des immigrants, illégaux ou non, ont culminé dans une dénonciation du darwinisme et dans une surévaluation des dires bibliques que maints États — y compris le fédéral — ont incrustées dans leurs lois, leurs programmes scolaires et leurs gestions carcérales. Un courant contraire triomphera sans doute avant longtemps, mais il faudra bien de l'obstination pour corriger toutes les atteintes à la vie privée, à la liberté de la

¹ Ainsi, par exemple récent, l'évacuation des Madurais (installés à Sumatra pour alléger la surpression démographique à Madura) a mis fin à une vive tension locale, aux sources d'ailleurs multiples.

presse et au fonctionnement policier et judiciaire du pays, pour que les États-Unis retrouvent un équilibre plus raisonnable et découvrent les voies et moyens d'une éradication du pseudo « terrorisme international » qui soit mieux en prise sur les réalités sociales du monde actuel.

En définitive, le panorama précédent conduit à penser que par delà les regains religieux favorisés par le déclin des espérances communistes, le rôle des églises de toute sorte (y compris leurs variantes islamiques), n'a pas été transformé principalement par le supposé « terrorisme international » mais correspond aux retards de développement, surtout dans les pays arabes où une modernisation plusieurs fois amorcée depuis le milieu du 19^e siècle a rechuté une fois de plus, hormis quelques petits émirats du Golfe, malgré l'énorme enrichissement produit par l'exploitation pétrolière. De rechute en rechute, ces pays restent prisonniers de sociétés civiles archaïques où les églises pèsent d'un poids décisif et sous-tendent une hégémonie* dont elles sont le principal ressort, et dont leurs doctrines fixent le contenu pratique : un inventaire des forces d'inertie observables dans presque tout le Proche et Moyen- Orient ne laisse aucun doute à cet égard ¹.

Néanmoins l'hégémonie n'est pas une particularité locale. En toute société, un principe d'ordre règne dans chacune des formations idéologiques*, lesquelles sont virtuellement unifiées à l'échelle de l'État quand l'intégration nationale est bien avancée ². La domination* politique impose un ordre public. L'hégémonie allège les contraintes de cette domination quand elle produit un suffisant consentement à l'ordre établi, mais la dialectique de la contrainte et du consentement — à laquelle Gramsci a consacré une grande part de ses réflexions — peut aussi former d'autres figures, notamment celles où la domination et l'hégémonie tendent à se confondre, ce qui est le propre des États théocratiques ou des fascismes modernes. Hormis les cas où une église est enclose dans l'appareil d'État, l'hégémonie sourd de la société civile, quitte à enkyster dans celle-ci un parti fasciste. Ainsi, l'hégémonie est d'autant plus souple que la SC est riche d'institutions multiples et variées, auquel cas le pouvoir d'État qui doit composer avec cette SC ne peut prétendre qu'au maintien de l'ordre public, selon des normes communément appliquées et agréées, sans soumission à aucune « révélation » religieuse ou autre. L'hégémonie n'est plus religieuse (et divine, si l'on en croit les prêtres), elle devient juridique (et séculière, dans les limites fixées par des lois purement sociales).

¹ Voir sur le présent site l'essai sur *le Proche et Moyen-Orient*.

² Nombreuses précisions détaillées dans les tomes 5 (*Les États*) et 6 (*Les structures idéologiques*) de *La Société*. Dans les sociétés où cette homogénéisation est en retard ou n'est pas commencée, les identités collectives sont d'échelle plus courte (provinciales ou plus locales encore, voire ethniques ou tribales) et la régulation hégémonique s'ajuste à leur échelle, non sans empiètements divers au bénéfice des hégémonies associées à la domination politique en vigueur ou confondues avec elle.

Pour prolonger cette réflexion très générale par des recherches bien détaillées, il faut savoir que, dans l'état actuel des sciences sociales, les SC ne sont pas cataloguables et typifiables comme les États ou les formations économiques. Plus elles prennent de l'ampleur, plus leur foisonnement s'accroît, si bien que les généralisations qu'elles autorisent résultent de l'observation des structures sociales qui supportent ce développement et qui du même coup le délimitent et l'enveloppent. Ainsi, selon les époques, les structures économiques aident à ce développement par un système marchand qui, à un stade ultérieur, devient marchand et industriel, jusqu'à ce que l'industrialisation pénètre au cœur des activités idéologiques. De leur côté, les structures politiques qui se caractérisent toujours par un pouvoir « étatique » (fût-il encore d'échelle tribale) s'enrichissent substantiellement quand la citoyenneté se développe, puis quand celle-ci mûrit dans des institutions de plus en plus démocratiques, tandis qu'à l'inverse l'imposition d'un système politique dictatorial rétrécit considérablement le champ où la SC peut s'étaler. Pour leur part, enfin, les structures proprement idéologiques brident assez fermement la SC quand leur dominante est de type ecclésial, mais elles s'ouvrent de plus en plus à mesure que l'école se répand, que la presse libre (= non étatique) s'y ajoute, puis que les médias les plus divers s'ébrouent hors la tutelle étatique : l'internet est provisoirement le dernier stade de cette évolution. Les trois séries de structures sociales encadrant la SC qui viennent d'être évoquées se combinent les unes avec les autres sous des conditions dûment repérables, si bien que les espaces globaux qu'elles dessinent — lesquels sont, en somme, des espaces-à-SC — sont d'une variété limitée, tandis qu'une forme générale d'hégémonie correspond à chacune d'elles en raison de son contenu potentiel. Dans le système mondial qui se déploie peu à peu depuis 1990, hormis les SC encore archaïques qui, pour l'essentiel, ne couvrent que de multiples semi-isolats surtout africains, les SC sont libéralement ouvertes et s'accompagnent d'une hégémonie juridique ou bien elles sont endiguées par un système ecclésial très dense qui sous-tend une hégémonie religieuse, à moins qu'un système dictatorial porté par l'État local ne supporte une hégémonie fasciste. Les mixtes et les transitions de l'un à l'autre de ces trois cas ne sont pas rares. Ainsi l'Iran khomeyniste qui a consolidé son hégémonie religieuse, pourrait dériver vers une hégémonie fasciste si sa musculature dictatoriale qui n'est déjà pas négligeable était portée à maturité. Autre exemple, le reflux général des dictatures militaires d'Amérique latine qui est presque achevé a permis une nouvelle floraison de l'hégémonie juridique, quoique l'érosion de la prédominance religieuse ne soit pas partout d'une égale intensité.

Depuis une quinzaine d'année, le quatrième système mondial capitaliste a accentué les tendances d'évolution des SC qui s'étaient manifestées antérieurement et il n'a connu que peu de novations, mais toutes lourdes de conséquences. Tendances ? l'ouverture et la densification de beaucoup de SC ; leur enrichissement

dû aux progrès (encore partiels) de l'informatisation ; la maturation d'éléments internationaux (surtout ONG et FMN) présents simultanément dans un nombre croissant de pays, mais qui ne forment pas encore une SC internationale, hormis quelques germes autour d'institutions mondiales comme l'OMC, le FMI et d'autres. Quant aux novations, elles ont porté principalement sur la disparition de la plupart des SC soumises à une contrainte dictatoriale et à une hégémonie communiste; sur l'affadissement (non irréversible) des SC du même type mais à hégémonie fasciste ; et sur deux transformations partielles, mais fâcheuses, des SC libérales à hégémonie juridique : les raidissements « antiterroristes » soulignés ci-avant et la régression des systèmes welfaristes qui chargeaient ces SC de « droits acquis » éminemment favorables à l'acceptation de l'ordre établi, c'est-à-dire à la stabilité politique. Au total, beaucoup de SC continuent de monter en puissance — y compris par une réorganisation difficile, comme celle de la Russie, ou par une transition échevelée, comme celle de la Chine. Mais cette évolution comporte une zone d'ombre : dans un monde soumis à la logique économique de la valeur d'échange¹, elle tend à conjuguer celle-ci avec une logique idéologico-politique parfois rongée par l'intégrisme religieux et, beaucoup plus souvent, marquée par un libéralisme sans vrai contrepoids. Les sociétés soumises à la conjonction de ces deux logiques risquent de s'abandonner, presque en tous domaines, à une marchandisation généralisée. Le 21^e siècle a débuté sans leviers idéologico-politiques d'une force suffisante pour corriger de tels errements.

Un monde qui bascule dans l'inconnu

[Retour à la table des matières](#)

Avant 1990, le système mondial naviguait, certes, sur des eaux parfois tourmentées, mais son gouvernail fonctionnait encore. Le couple USA-URSS guidait la politique mondiale, par ses accords, de moins en moins rares, comme par ses tensions jamais éteintes. Depuis lors, les États-Unis devenus « seul maître à bord » de la planète font sentir leur prépondérance, mais ils ne servent pas de gouvernail au monde, tant leur comportement mêle l'erratique et le contraignant. Ils défendent fermement leurs intérêts propres, mais n'ont aucun projet utile pour le reste du monde : seul le marché doit entraîner l'économie, tandis qu'un Parlement élu vaille que vaille est censé assurer l'optimum politique à viser partout ; quant à la culture : « regardez-nous et imitez nous, nul n'a fait mieux ! ». Leurs fidèles alliés européens ne les ont guère accompagnés au Moyen-Orient, mais ils restent dans l'OTAN, faute de savoir — ou d'oser — s'en débarrasser. Le fidèle allié japonais redouble de zèle, tout en usant de chacune de ses contributions pour allonger sa laisse. Les fidèles alliés coréens et taïwanais se dévergent.

¹ Voir chapitre 1 ci-avant.

L'Amérique latine, si vigoureusement et si souvent disciplinée, vire derechef à gauche. Quant aux masses de l'Asie continentale — où les fidèles alliés sont plus rares, hormis le néophyte Mousharaf — elles sont entraînées l'une après l'autre dans un essor de leur façon, hormis au Proche et Moyen-Orient où, privées d'un semblable élan, elles manifestent une vive ingratitude en réponse aux interventions « démocratisantes » des armées américaines. L'ONU que les États-Unis tiennent en suspicion (après l'avoir noyée sous un flot de minuscules adhérents nouveaux) ne leur est d'aucun secours. Ses antennes (nominales) que sont la Banque mondiale, le FMI et l'OMC deviennent parfois rétives au contrôle américain qu'elles subissent encore. Aucune initiative bénéfique n'est soutenue par les États-Unis, fût-ce en présence de drames aigus ou nouveaux. Bien au contraire, ils demeurent le dernier rempart contre le « protocole de Tokyo » qui célèbre le mariage de l'économie et de l'écologie, désormais inéluctable ¹. Enfin, la Cour Internationale de Justice qui pourrait apaiser les survivants des massacres de ce temps et calmer les plus féroces dictateurs, n'a pas d'opposant plus résolu qu'eux.

À trop centrer l'attention sur les États-Unis, on finirait par leur imputer « tous les péchés du monde », ce qui serait d'autant plus abusif que ce pays manifeste encore des capacités d'invention et des promesses de redressement politique qui pourraient, d'ici une dizaine d'années, changer significativement le tableau qui vient d'être esquissé. Mais une décennie est une longue période dans le système mondial actuel, vu la rapidité parfois fulgurante de ses développements économiques. La logique rongeuse de l'échange, comme valeur suprême se mêle à un chassé-croisé d'identités collectives s'ajustant aux multiples changements d'échelles du monde présent ², monde où des États se multiplient ici, se fragmentent ailleurs, et parfois s'agglomèrent en unions d'un type nouveau ; monde où les foyers de haute culture et de grande production idéologique se multiplient comme ces universités chinoises commençant d'attirer des grappes d'étudiants américains ou européens. Pour bien comprendre ce que vaut aujourd'hui une décennie, il faut avant tout mesurer ses effets démographiques, car c'est un laps de temps où la population mondiale augmente encore d'un milliard environ. Dans le même temps, l'espérance de vie moyenne des populations déjà riches du Japon, d'Europe et d'Amérique septentrionale augmente de plus de trois ans, tandis que les régions du monde où de semblables évolutions se dessinent nettement deviennent nombreuses. Encore faut-il bien peser le mouvement de fond qui bouleverse les données démographiques d'une décennie à l'autre, mouvement qui n'est autre que l'émancipation des femmes conquérant le contrôle de leur fécondité, se libérant de

¹ Voir *Le monde au 21^e siècle*, chap. 16 — ed. Fayard, 1991.

² Voir chapitre 1 du présent ouvrage.

l'enfermement familial et se glissant, de moins en moins rarement, dans toutes les fonctions sociales.

La rapidité des transformations d'un monde dont les voyageurs peuvent désormais faire le tour en vingt-quatre heures est assurément nourrie par un incessant bouleversement technique, cependant que les messages, les informations et les « produits culturels » voyagent plus vite encore que les hommes eux-mêmes. L'ère de la communication instantanée est commencée, elle nourrit sans doute plus les bricolages idéologico-culturels de toute sorte que les avancées réelles du savoir et du pouvoir ou les inventions de pratiques innovantes et enrichies. Mais le fait est là, tout bouge de plus en plus vite. Les vieux équilibres économiques, culturels et politiques sont partout mis en péril, sans que de nouveaux équilibres se laissent déjà apercevoir. Un simple coup d'œil sur les contrastes actuels des principales régions du système mondial permet d'en juger, sans qu'il faille descendre dès à présent aux multiples niveaux que l'organisation sociale de ces régions offre à l'analyse.

Après plus de quinze ans de langueur, le Japon recommence à s'ébrouer avec la vigueur dont il a déjà donné maintes preuves. Ayant acquis une plus grande liberté de manœuvre internationale, cette nation, d'autant plus vieillie dans sa masse qu'elle fut l'une des premières à s'imposer une réduction drastique des naissances, se réveille dans une Asie en pleine transformation. L'ex-Japon « troisième Grand » est désormais talonné par la Chine et, bientôt, par l'Inde, cependant que la petite Corée s'approche de son niveau ¹. Son monde a basculé. Le monde chinois également, mais de tout autre manière. Ici les villes se hérissent de gratte-ciels et l'économie s'enfièvre, mais en bien des régions rurales, elle demeure dramatiquement placide, sauf révoltes locales contre les pouvoirs locaux inventeurs de taxes et les grands projets, avides de terres. De plus en plus courues, les études supérieures nourrissent les banques, les affaires et les FMN avant toutes autres destinations, mais l'illettrisme féminin reste élevé. Quant au parti et au reste de l'appareil d'État, il court au plus pressé sans savoir ce qu'il doit retenir des expériences euro-américaines, ni dans quel ordre et avec quelle urgence, faute d'être déjà poussé par de réelles organisations populaires. La Chine bascule vers la richesse, mais ne se débarrasse guère de la pauvreté. Il en irait de même pour l'Inde, n'étaient trois écarts manifestes : sa fièvre est moindre, mais aucune décennie de dégâts récents — grand bond et autre révolution culturelle — n'est à compenser ; l'héritage est aussi ancien et riche, mais de toute autre facture, y compris grâce à la greffe britannique ; l'avenir, enfin, se prépare avec une démographie encore galopante dont les méfaits et les vertus varieront sans doute

¹ La population coréenne (Nord) équivaut à 80 % de la population française — ou à 120 % quand la réunion des deux Corée sera chose faite.

du moyen au long terme. Néanmoins, l'Inde bascule manifestement. La Russie n'en est plus à basculer, elle s'est effondrée cul par dessus tête par la mort du soviétisme et l'égaillement de sa zone d'influence « interne » ou de « l'étranger proche ». Elle reprend à peine son souffle, mais ne sait à quelle échelle elle pourra se rééquilibrer, ni par quelle politique générale elle pourra se consolider. Lorsque sa politique pétrolière aura épuisé tous ses fruits, elle pourrait encore basculer davantage.

À la différence des cas précédents, le Proche et Moyen-Orient (PMO) ne traverse pas une étape particulière et n'est pas secoué par un effet de bascule. En effet, cette région libérée des Ottomans et des colonisateurs européens, n'a trouvé aucun équilibre depuis plus d'un siècle. Elle se cherche, mais s'égare trop souvent dans le Coran ou dans l'illusion d'une richesse pétrolière, elle a hérité de trop de civilisations pour en avoir tiré une claire sagesse, elle est — plus que la Chine et l'Inde, et presque autant que l'Afrique — noyée par un déluge humain dont elle ne sait tirer une bénédiction. Bref, le PMO ne bascule pas, il trébuche. On pourrait en dire autant de l'Afrique, mais ce serait prendre son désordre juvénile pour sa réalité profonde. Hormis quelques rares marges côtières, l'Afrique n'est entrée pour son propre compte dans le système mondial, que depuis un demi-siècle environ. Sans ruines d'empires où se loger, sans États expérimentés pour la guider, sans grands échos de la révolution industrielle, mais en n'échappant à aucune des propagandes religieuses ou révolutionnaires venues d'ailleurs, et, dotée d'une énorme jeunesse exubérante, elle tâtonne vers un avenir incertain à tous égards.

Dans les grandes régions plus ou moins européanisées ¹ les actuels jeux de bascule semblent différents, mais moins qu'il n'y paraît au premier abord ; Dès avant l'implosion soviétique, la vieille Europe a glissé peu à peu, depuis 1975, dans une déprime économique, partiellement compensée pour les nouveaux venus dans la CEE. ² L'espérance communiste, non relayée par une relance socialiste créative, l'érosion du *Welfare State*, les valse-hésitation entre un libéralisme à l'américaine et un keynésianisme non modernisé ont sous-tendu cette déprime que les principaux États européens n'ont pas su combattre, ni même diagnostiquer, tant ils avaient d'alibis à invoquer : « l'Europe » en construction, la Russie à craindre encore, l'Amérique à ménager, le tiers-monde inquiétant par son nombre, ses guerres et ses immigrants, etc. Sans compter les variantes multiples des politiques nationales : en Italie où l'affairisme a remplacé le cléricisme ; en Allemagne où la banque n'est plus la principale propriétaire de l'industrie ; en Grande-Bretagne où le pactole pétrolier de la mer du Nord a fait oublier, pour un temps, la perte et d'une industrie et d'un empire naguère prééminents ; en France où la grandeur

¹ Hormis la Russie déjà traversée.

² Communauté Économique Européenne, devenue Union Européenne.

nationale proclamée par de Gaulle et fredonnée par Mitterrand a perdu de son charme quand l'État n'a plus su la nourrir de suffisants projets économiques et sociaux ; etc. On en est toujours là, dans une déprime dont la vieille Europe ne sait comment sortir, maintenant que la Chine s'est ajoutée à la liste de ses fantasmes et que l'implosion de l'URSS l'a rendue obèse ¹. La jeune Europe, celle du Nouveau Monde depuis rebaptisée Amérique latine, a été basculée sans cesse, mais par les soucis qu'ont provoqué l'aventurisme castriste, la rude réaction nord-américaine génératrice de dictatures militaires, la crise à répétition de la dette internationale. Un faible vent printanier s'y lève, comme si cette jeune Europe allait basculer — sans excès romantiques ? — dans une nouvelle tentative de s'affirmer par elle-même ². Quant à la toute jeune Europe, celle qui est née en Amérique du nord, à grand renfort d'immigrés européens tardivement rejoints par des renforts de toutes autres provenances, faut-il répéter qu'elle a basculé au début du 21^e siècle dans une fièvre obsidionale qui habille sa puissance de peurs illimitées ? Cette crainte délirante a de fortes chances de se prolonger tant la superpuissance étatsunienne est mal armée idéologiquement pour s'adapter à un monde où son poids relatif se réduira inéluctablement et où son genre de vie pétrolier — sinon son niveau de vie orgueilleux — souffrira grandement.

Quelques régions encore pourraient être évoquées, notamment les îles du Pacifique et des Caraïbes, menacées par un probable rehaussement du niveau des mers et les États souvent insulaires du sud-est asiatique où ce même mal pourrait produire lentement des dégâts plus lourds que ceux du tsunami de la Noël 2004. On aura l'occasion d'y revenir au prochain chapitre, non sans avoir souligné que l'immense et complexe Indonésie, les vastes Philippines engoncées dans le régime latino-américain que les États-Unis y ont entretenu depuis qu'ils ont succédé à l'Espagne et la vaste et vide Australie ³ qui sont tous trois des États de second rang dans le monde d'aujourd'hui pourraient fort bien changer d'échelle et de poids dans la suite du siècle.

En revenant de façon beaucoup plus détaillée sur les diverses régions du système mondial et sur les perspectives qu'elles autorisent, les prochains chapitres affineront le tableau qui vient d'être brossé à très grands traits. Mais on peut d'ores et déjà avancer l'hypothèse que le quatrième monde capitaliste qui se façonne depuis une quinzaine d'années approche maintenant de certaines au moins de ses inflexions majeures. Il ne s'écoulera plus de nombreuses années avant que la

¹ Avec l'aide des États-Unis pressés de loger tous les États émancipés de l'URSS dans leur OTAN et dans une Europe Unie où leur cohue — espèrent-ils — modérera les ardeurs par trop novatrices.

² Voir *À la recherche de l'Amérique latine*, essai disponible sur le présent site.

³ Hormis son petit coin sud-est, façon Nouvelle Angleterre.

structure mondiale change significativement. À l'ère de la guerre froide, mâtinée de coexistence pacifique, qui a pris fin va bientôt succéder une nouvelle ère dont certains linéaments vont se laisser deviner. Dire lesquels sera l'objet du prochain chapitre.

Chapitre 3

Dynamique régionale du système mondial

(Janvier-mars 2006)

Dix régions, dix avenirs ?

Première section — Les « quatre Europes »

[Retour à la table des matières](#)

La carte que voici localise les dix quartiers que l'on peut distinguer dans le système mondial actuel, selon des critères qui lui sont propres ; d'une part, les limites physiques qui freinent encore l'entremêlement des peuples, dans leur vie quotidienne, nonobstant les liaisons aériennes, les télécommunications et les medias d'autre part, les différences du « climat » démographique, économique, politique et culturel sous lequel vivent les peuples de chacune des régions, étant bien entendu que le « climat » ainsi visé doit plus à Montesquieu qu'à la météorologie, car il désigne les conditions sociales prédominantes dans le groupe des sociétés considérées.

Ces critères esquissés dans *Le monde au 21^e siècle* ont été précisés dans un article que j'ai publié en 2003 et seront rappelés, autant que de besoin, dans l'examen de chaque région ¹.

Cet examen progressera selon l'ordre des numéros attribués aux diverses régions, à ceci près que la région n° 1 sera traitée en deux fois, comme il convient au centre du monde actuel. En début de série, l'Amérique du nord sera considérée en elle-même, sans se soucier déjà de ses rapports avec les autres régions, car il faudrait les embrasser toutes d'un même regard, puisque les États-Unis sont, en somme, les pesants voisins de tous les autres pays. Mais au terme de la revue, quand tous les quartiers du monde auront été visités, et que leurs rapports avec le centre américain auront été appréciés chemin faisant, il sera temps de revenir sur la région n° 1 pour juger des effets en retour que le vaste monde exercera sur son

¹ *Le monde au 21^e siècle* a été publié chez Fayard en 1991, l'article intitulé *Le système mondial, vu des débuts du 21^e siècle* est paru dans *Hérodote*, n° 108, 1^{er} trim. 2003.

riche et menu centre. Au reste, les numéros assignés aux diverses régions ne sont pas aléatoires : les quatre premiers correspondent à l'Europe et aux extraversiones marchandes et coloniales des 15^e — 20^e siècles où elle a exporté beaucoup de ses hommes, de ses idées et de ses modèles sociaux. La domination coloniale a été presque aussi nette dans les zones 5 à 7, mais sans laisser une empreinte anthropologique et culturelle aussi profonde. La résistance aux chocs européens a été plus manifeste encore chez les peuples des régions 8 et 9, si bien que cette résilience — chinoise, japonaise, javanaise, etc. — a assuré, mieux qu'aux Indes ou en Islam, la survie de cultures et de civilisations faiblement européennes. Quant à la région 10 — qui sera examinée en fin de parcours, avant de revenir, comme prévu, sur la zone n° 1 — il ne faut pas se cacher qu'elle rassemble, pour solde de tout compte, la poussière des archipels du Pacifique et les îles massives, voire « continentales » comme l'immense Australie qui clôturent cet océan. Il ne faut pas prêter à cette zone, d'apparence hétérogène, un avenir médiocre et ultra-périphérique, car le 21^e siècle pourrait être riche de surprises jusque dans ces antipodes qui firent rêver l'Europe du 18^e siècle.

Le présent chapitre s'intéressera principalement à la zone européenne proprement dite et aux trois régions que l'on peut considérer comme des « enfants de l'Europe » — selon la belle formule de Louis Hartz (Seuil, 1968) — à savoir : la deuxième Europe qui fut d'abord considérée comme un « Nouveau Monde » avant de devenir l'Amérique latine d'aujourd'hui; puis la troisième Europe qui eut pour foyer la « Nouvelle Rome » que la Russie orthodoxe étendit jusqu'aux rives du Pacifique ; et enfin, la quatrième Europe, qui naquit tardivement comme semis de

colonies nord-américaines, avant de s'installer au centre du système mondial actuel.

Zone 1 : L'Amérique du nord, en elle-même.

[Retour à la table des matières](#)

La région mondiale de ce nom n'inclut pas toute l'Amérique du Nord des géographes, car le Mexique qui participe du même climat culturel que l'Amérique latine — tout comme une grande partie des Caraïbes — relève de la zone 2, où d'ailleurs la démographie, ainsi que la vie économique et politique sont nettement différentes de ce qui se passe aux États-Unis. Du nord au sud, le continent américain est bordé par les océans Atlantique et Pacifique, tandis qu'une même chaîne de montagne lui sert d'épine dorsale, de l'Alaska à la Terre de Feu, mais la frontière que dessine *le Rio grande del Norte* (que les Mexicains préfèrent nommer *Rio Bravo*) est aussi efficace que les océans pour séparer deux régions mondiales.

Loin de ce continent, les possessions acquises par les États-Unis au 19^e siècle (Porto Rico, Hawaï et l'atoll de Midway) ou au 20^e siècle (Samoa, Mariannes, etc.) sont de menus territoires semi-coloniaux assez américanisés. Ainsi, Hawaï a reçu, en 1959 — tout comme l'Alaska — le statut d'État fédéral inclus dans les U.S.A. ; malgré plusieurs tentatives inabouties, il pourrait en aller de même pour Porto Rico, n'était la crainte américaine d'un déferlement d'immigrés *latinos* et le fréquent souhait des Porto Ricains de garder l'assistance budgétaire de Washington.

Les États-Unis ont été peuplés par une forte immigration anglo-saxonne, renforcée par la traite africaine. Après que la guerre de Sécession eût mis fin à l'esclavage, les importations de travailleurs se sont diversifiées, d'abord au bénéfice des immigrants allemands, juifs, slaves et italiens, suivis par une brassée de japonais, de chinois, de coréens, de vietnamiens et d'autres asiatiques, selon les courants établis par suite des guerres auxquelles le pays s'est trouvé mêlé au 20^e siècle. Le nazisme, puis les conquêtes allemandes des années 1940 ont transvasé d'Europe aux États-Unis bon nombre de juifs, mêlés d'intellectuels et d'artistes de diverses nationalités. L'université américaine a alors bénéficié d'une greffe savante à dominante allemande, laquelle s'est jointe au courant commercial établi par Hollywood dès les années 1930, pour faire des hauts lieux culturels étatsuniens les destinations durables de flux d'immigrants plus élitiques que les anciens apports de main-d'œuvre. Les freinages occasionnels de l'immigration, suscités notamment par les crises économiques ont été rendus plus systématiques après la Seconde guerre mondiale, à mesure que les réticences éparses aux « invasions étrangères »

ont été renforcées par une nette hostilité syndicale aux afflux dépréciateurs des salaires. Depuis lors, il s'est établi une sorte de contingentement de l'immigration, aux normes variables selon les conjonctures et aux modalités variables, depuis les visas (aux rations modulées par nationalités ou par spécialisations professionnelles) jusqu'aux tirages au sort qui font de l'entrée en Amérique un gros lot entouré de tricheries occasionnelles. À quoi s'ajoute une immigration clandestine qu'une police spécialisée pourchasse plus ou moins, mais qui fait, de la frontière mexicaine, un rempart sans cesse assailli. Le traité de libre-échange établi en 1994 pour toute l'Amérique du nord, n'a rien changé à cette situation, contrairement aux naïfs espoirs d'un gouvernement mexicain, en voie de « libéralisation », qui croyait inaugurer un libre échange pétrole contre *green cards*¹.

Toujours est-il que la population deviendrait stationnaire dans ce pays, n'était l'immigration, autorisée ou non, qui est son principal ressort démographique. Comme la richesse locale fascinera durablement les campagnes miséreuses d'Amérique latine et suscitera également de forts appels d'air dans les populations asiatiques, on peut estimer que ce ressort ne faiblira pas de sitôt. Le Canada étant, lui aussi, assez ouvert à l'immigration, les démographes estiment à bon droit que la population de l'Amérique du nord passera de 326 millions en 2006 à 457 millions vers 2030. Pour les seuls États-Unis, le *Population Reference Bureau* estime même que sa croissance sera de 42 % d'ici 2050. Cette attractivité durable n'est pas surprenante. Elle différera de plusieurs décennies l'adaptation au vieillissement de la population qui sera le lot des autres régions développées du monde — ou, ce qui revient au même, elle maintiendra l'actuel poids relatif des jeunes générations, contrairement à ce qui se passera en Amérique latine et, plus encore, dans toute l'Afrique et dans une grande partie de l'Asie. On doutera néanmoins que la probable majorité démographique formée de Noirs, de Latinos, d'Asiatiques et de descendants d'immigrés d'autres provenances puisse fournir avant très longtemps une majorité politique dans les classes exerçant le pouvoir fédéral, ni fonder une nouvelle idéologie dominante, relayant celle que les WASP² ont synthétisée en absorbant les afflux européens de toute sorte.

Outre les immigrés, les États-Unis sont aussi la principale pompe aspirante et foulante de capitaux, à l'échelle mondiale. Cet effet est dû aux bourses new-yorkaises par où transitent une large fraction des capitaux en quête de placements, mais aussi à l'État fédéral lui-même qui, par ce canal et par bien d'autres voies

¹ Ces cartes vertes matérialisent les « permis de travail » accordés aux immigrés en situation régulière.

² Désignation collective des White Anglo-Saxons Protestants.

bancaires ou budgétaires ¹, emprunte — à l'intérieur comme à l'étranger, les capitaux massifs qui couvrent les déficits de son budget et de sa balance des paiements courants. L'Amérique est si endettée que certains de ses dirigeants et beaucoup d'organisations internationales — dont le FMI et la BRI — s'en inquiètent de plus en plus, tout en mettant l'accent sur le fait que les familles américaines vivent elles aussi à crédit, tant leur endettement propre, fortement stimulé par les banques est lui aussi important. Ces inquiétudes vont jusqu'à évoquer le risque d'une crise systémique ², voire d'une crise économico-financière perturbant toute l'économie mondiale. Mais le gouvernement américain ne craint pas ce péril, bien qu'il s'aggrave d'année en année depuis plus d'une décennie, car en diverses autres circonstances, des réformes budgétaires d'effet rapide et des manœuvres financières visant à « soutenir le dollar » ont pu être décidées à temps pour redresser la situation ³. Quoi qu'il en soit, la gestion aventureuse et égoïste du crédit et du budget donne aux États-Unis une capacité d'investissement qui, jointe à la main-d'œuvre abondante qui est disponible — et que l'immigration massive et continue cantonne dans des échelles de salaires tout à fait « raisonnables » — soutient une croissance économique élevée, malgré des péripéties conjoncturelles jusqu'ici mineures et vite corrigées.

Le mariage d'un capital abondant et d'une main-d'œuvre assez docile est d'autant plus efficace que cette force de travail est encadrée de façon efficace dans des entreprises généralement bien équipées et dotées de cadres et de techniciens tout à fait qualifiés ⁴. En effet, l'enseignement américain qui est souvent médiocre dans ses filières massives et qui réserve l'accès de ses rares universités élitiques ⁵ à une courte minorité sélectionnée par l'argent ou par des prouesses bien établies, explique cette situation, car elle est corrigée par le pragmatisme américain. En effet, hormis les niveaux inférieurs de la main-d'œuvre, celle-ci est souvent formée de travailleurs étroitement mais fortement qualifiés, soit par la formation reçue, soit par le tri sélectif opéré durant leur carrière.

¹ Ciblées notamment sur les pays à fort excédent commercial en dollars, tels le Japon ou la Chine.

² C'est-à-dire d'un grave désordre, voire d'un effondrement du système financier mondial (banques, bourses et assurances incluses).

³ Ainsi, en 1982, Greenspan a inauguré son long règne à la tête de la Fed (banque centrale américaine) en adoptant un taux d'escompte faramineux qui a ragaillardé un dollar mal en point, au prix d'une décennie d'effondrement économique pour l'Amérique latine.

⁴ Encore que les voies de communication, bricolées d'une innovation à l'autre aient façonné un territoire à desserte onéreuse : voir l'admirable étude de D.W. Meinig : *The Shaping of America*, 4 volumes, 1986-2004, Yale U. Press.

⁵ Une vingtaine d'universités éminentes dispensent un enseignement de qualité – un peu comme les « grandes écoles » à la française — mais elles font exception au regard du tout-venant des universités.

Ainsi, la course à la rentabilité à laquelle se livrent des entreprises qui doivent croître ou périr (absorbées par leurs compétiteurs, ou exclues du marché par leurs défaillances) se nourrit d'une course à la productivité à laquelle est soumise leur main-d'œuvre. À quoi s'ajoute le bénéfice que ces entreprises tirent de l'innovation technique qui est de règle dans les entreprises, qui est recherchée par les « inventeurs » péri-universitaires de toutes les Silicon Valley, qui inspire les banques preneuses de risques nouveaux et qui culmine dans des interventions financières spécialisées, comme celles que favorise le Nasdaq. Elle est également stimulée par le budget fédéral qui arrose d'abondance les recherches militaires, avec l'espoir (ou l'alibi) des retombées civiles qu'elles produisent. Hormis les risques financiers et budgétaires, le seul obstacle majeur auquel cette course pourrait se heurter concerne certains minerais et métaux indispensables et surtout les hydrocarbures, exploités avec une telle frénésie que les gisements américains ne satisfont déjà plus que 11 % des besoins. Évidemment, un glissement vers d'autres sources d'énergie primaire va combler les déficits pétroliers, mais il pourrait s'accompagner de délais et de distorsions qui pèseront de plus en plus lourd sur les performances internes et internationales de la politique américaine.

Une autre contrainte viendra-t-elle des organisations de travailleurs ? Jusqu'à présent les firmes et les administrations ont su écarter ce risque, fût-ce au prix de violences manifestes, au plus fort des crises occasionnelles. L'organisation syndicale des travailleurs a été violemment combattue à la fin du 19^e siècle quand l'immigration européenne charriait des masses de militants expérimentés, et elle n'a pu se déployer derechef qu'à la faveur des luttes vigoureuses menées lors de la grande crise des années 1930, puis de l'embellie économique des années de guerre, avant d'être rabotée derechef — mais incomplètement — quand, la paix revenue, une loi Taft-Hartley appliquée dans un contexte maccarthyste permit « d'abriter la classe ouvrière des atteintes du communisme ». Cette histoire saccadée a cantonné les syndicats dans quelques branches seulement, réduisant les conflits à des négociations de périodicité pluri-annuelle, hormis les actions locales que dirigent des syndicalistes « indisciplinés ». Si bien que les États-Unis demeurent, pour les travailleurs, le pays des longs horaires, des congés fort brefs et des licenciements brutaux.

Ce climat syndical se comprend d'autant mieux qu'aucune force politique d'envergure ne peut soutenir pleinement les sections locales, les fédérations de branche et la confédération AFL-CIO¹. En effet, la structure fédérale des USA a entravé l'agrégation de véritables partis à l'échelle « nationale », c'est-à-dire

¹ D'ailleurs menacée par une scission qui s'apparente à un conflit de générations plus qu'à un divorce entre lignes.

fédérale. En effet, des politiques répressives ont délibérément enrayé l'essor vers cette échelle des formations paysannes, ouvrières, populistes ou d'autres inclinations qui ont tenté de percer en diverses étapes de l'histoire américaine. Les partis sont nés à l'échelle locale (cité, comté ou, au mieux, État fédéré) et se sont adaptés à un pouvoir politique à plusieurs niveaux, en s'alliant aux vagues groupements d'échelle supérieure quand ils avaient besoin de renforts pour faire valoir leurs intérêts locaux. Quelques transformations de la société ont favorisé la pérennité de ces alliances (medias qui s'étendaient à l'échelle du marché, accroissement des pouvoirs fédéraux, circuits de financement de l'activité politique, etc.), sans qu'elles deviennent pleinement des forces « dirigées d'en haut ». Les associations militantes à finalités particulières ont parfois mieux réussi à se doter de structures nationales, mais leur soutien, souvent recherché par les candidats aux élections des comtés et autres districts, des États ou de la Fédération tout entière, n'ont guère aidé à dégager un pouvoir central de parti, même si la collation des étiquettes (« démocrates » et « républicaines » notamment) a pu créer l'illusion que des partis nationaux bien centrés prenaient tournure. Les États-Unis demeurent une mosaïque de pouvoirs souples et lâchement corrélés ¹, entre lesquels les intérêts de toute sorte activent leurs lobbies et tissent leurs réseaux dans la population. Les non-inscrits sur les listes électorales et les abstentionnistes sont majoritaires, lors des élections fédérales. Bref, le débat politique concerne seulement les classes bien installées dans la vie et les professionnels de la politique, y compris la frange des experts, (assistants parlementaires, journalistes, universitaires et autres) parmi lesquels les présidents nouvellement élus recrutent beaucoup de leurs collaborateurs. En effet, chaque élection — fédérale ou d'État et parfois locale — déclenche le *spoils system*, c'est-à-dire le remplacement des anciens dirigeants de ministères, d'agences et de services multiples dont la désignation relève des exécutifs nouvellement élus. D'où une réelle souplesse de la décision politique qui peut tout aussi bien s'interpréter comme un désordre fluctuant. Les garde-fous qui bordent les écarts potentiels sont principalement la justice, la presse et, dans les périodes où aucune lubie n'a été inculquée à la population américaine ², les commissions parlementaires, y compris les assistants des élus les moins affairistes.

¹ Comme on a pu en juger, récemment encore, quant un ouragan inonda la Nouvelle Orléans en 2005.

² Parmi ces lubies figurent la prohibition des boissons alcooliques des années 1930, le maccarthysme anti-communiste des années 1950 ou la peur du terrorisme (à qualificatifs variables) entretenue depuis les attentats new-yorkais de septembre 2001. En revanche, on se gardera de considérer comme une lubie l'obsession de la supériorité militaire mondiale dont les États-Unis font preuve depuis les années 1950, car sa permanence, son impact budgétaire et ses conséquences diplomatiques et guerrières obligent à la considérer comme un trait structurel du système mondial en vigueur. On retrouvera ce point plus loin, après en avoir pesé les effets dans les différentes zones de ce système mondial.

Attirante pour les nouvelles vagues d'immigrés, mais harassante et médiocre pour les vastes classes d'emplois précaires ou de salariés sans syndicats, aux familles non ou mal desservies par des services sociaux et scolaires souvent médiocres, la société américaine assagit ces basses classes en logeant deux millions d'individus dans les prisons de tous niveaux. La vie américaine ne devient agréable que bien au dessus du seuil de pauvreté, c'est-à-dire dans l'immense classe moyenne de techniciens, de commerçants, de fonctionnaires et de professionnels où se recrute la majorité du corps électoral et où le rêve américain connaît de nombreux adeptes. Quant aux pratiquants effectifs de ce rêve, qui peuplent les quartiers riches des grandes villes et les districts fortunés des Californie et autres Floride, leur nombre n'est pas immense quoi qu'en montrent la presse « people » et le cinéma hollywoodien, mais ils constituent assurément la bonne société, celle par qui les États-Unis sont dirigés. Mais qui, pourtant, ignore très souvent les réalités du monde au centre duquel leurs États-Unis s'épanouissent, si bien que les chocs et contre-chocs du 21^e siècle seront durement ressentis, ici.

On ne quittera pas l'Amérique du nord sans prêter attention au Canada, car une brève incursion y sera reposante pour qui vient d'explorer sommairement les États-Unis d'aujourd'hui. Ce jugement est validé par les *Indices du Développement Humain* (IDH), publiés chaque année par le PNUD ¹, lesquels synthétisent les principales statistiques décrivant les conditions de vie de la population tout entière. Dans ces IDH, 177 pays aptes à produire de telles statistiques sont rangés selon leurs performances. Il n'est pas surprenant que les riches États-Unis figurent dans le peloton de tête, mais ils n'atteignent que le 10^e rang, entre la Belgique et le Japon et — il faut le souligner — à cinq rangs derrière le Canada, classé 5^e, qui n'est dépassé, quant à lui, que par deux pays minuscules (Luxembourg et Islande), par la petite Autriche et par le leader mondial qui est la Norvège, pays qui a beaucoup progressé au cours des deux dernières décennies, car il a fait un usage intelligent et prévoyant de sa rente pétrolière ².

Le Canada pèse environ 10 % des États-Unis, un peu plus en population et en réserves pétrolières, un peu moins en termes de PIB par tête. Pourvu de ressources naturelles valorisées par une politique souvent habile — et par les débouchés commodes offerts par les États-Unis voisins, le Canada a su, en outre, appliquer presque continûment une politique accueillante d'immigration, offrir à toute sa population une protection sociale supérieure à celle que procurent les efforts partiels et désordonnés des États-Unis, mener une politique scolaire et culturelle exemplaire à bien des égards et donner aux syndicats, aux partis et aux

¹ Programme des Nations Unies pour le Développement.

² Que lui procurent les gisements de la mer du Nord, rendus exploitables par les hausses de prix de 1973-75.

associations des conditions d'activité nettement plus favorables que celles dont jouissent leurs homologues américains, sans nuire pour autant à la productivité et à la rentabilité des firmes canadiennes. Certes, il ne faut pas lire ces appréciations comme un panégyrique, car leur côté positif doit beaucoup à la comparaison avec les États-Unis, en ce qu'ils ont de réactionnaire et de répressif. D'autant que, pour une part, le Canada jouit d'une position économique mondiale qui lui est bénéfique, par ricochet des performances étatsuniennes. Par ailleurs, le Canada a encore maints progrès à accomplir dans le traitement de plusieurs des nationalités d'immigrants, dans l'équilibrage des relations politiques et culturelles entre ses vieilles populations anglaises et françaises et dans la reconnaissance et la promotion de ses tribus autochtones, longtemps traitées « à la coloniale », puis « à l'américaine ». Néanmoins, on peut se souvenir que Gorbatchev, encore en marche vers le pouvoir suprême en URSS, avait vu dans la pratique canadienne un modèle à rejoindre, si faire se pouvait. Mais on doit se souvenir aussi, que le Canada a connu des phases régressives, par intolérance religieuse ou par errements économiques. Tout en craignant le retour de celles-ci, on doit surtout veiller à se prémunir de longue date des retombées néfastes que les spasmes de la politique américaine pourront entraîner au cours des prochaines décennies. Mais il reste qu'au total, ce pays est, comme la Suède, la Finlande et d'autres contrées où la météorologie est plus clémente, une terre enviée de par le monde.

Zone 2 : L'Amérique latine s'émancipera-t-elle ?

[Retour à la table des matières](#)

J'écris ceci en février 2006, alors que, depuis très peu d'années, l'Amérique latine semble se revigorer. Son commerce international est florissant, il dynamise les principales économies et permet des remboursements anticipés au FMI. De vrais investisseurs affluent, non pour spéculer en bourse ou sur les changes, mais pour élargir des productions très demandées, notamment en Asie. Son assainissement politique se poursuit, d'autant que plusieurs États « virent à gauche ». Bref, un nouveau printemps semble s'annoncer. Mais il faut l'accueillir avec circonspection, tant cette région a connu d'embellies qui tournèrent à la grisaille, si ce n'est à l'orage.

On ne le dit pas assez, les indépendances et les révolutions du 19^e siècle se réduisirent à l'émancipation des classes latifondiaires déjà installées, après quoi les richesses que firent exploser, d'un cycle à l'autre, diverses mines et plantations, se banalisèrent vite, cependant que la marine et la banque anglaises régnaient en maîtres presque partout, même dans les pays qui, comme l'Argentine, s'enrichissaient à grand renfort d'exportations vivrières. Le 20^e siècle ouvrit plus d'espoirs, bientôt suivis de déconvenues. Les guerres mondiales où l'Europe entraîna par deux fois les États-Unis offrirent l'occasion de plusieurs essors. Le premier fut brisé par la crise économique des années 1930, le second joua les prolongations, grâce aux politiques substituant des productions locales aux importations qui tendaient à repartir. Une poussée substantielle de capitalisme d'État, inaugurée par le Mexique de Cardenas, nationalisateur de son pétrole en 1938 et par l'Argentine où Perón prit le pouvoir en 1946 permit à cette tendance de se prolonger quelque temps.

Mais son reflux fut amplifié par les politiques anticomunistes, puis anticastristes qui se développèrent, avec un puissant soutien des États-Unis, nonobstant les tentatives réformistes et les guérillas locales. Quand besoin était, des putschs militaires incités par la CIA firent suite à celui qui renversa en 1952 le gouvernement Arbenz, au Guatemala. En 1974 encore, la nationalisation du cuivre chilien qui ravivait la flamme mexicaine de 1938, fut soldée par l'éviction du faible gouvernement Allende, laquelle enrichit la gamme régionale des dictatures militaires. Vers la fin des années 1970, la bienséance gouvernementale fut peu à peu restaurée, sauf au Nicaragua où un tremblement de terre finit par mettre bas la capitale et le régime corrompu des Somoza et en Colombie où une guérilla obstinée continue d'entrelacer ses intérêts avec ceux des réseaux de trafiquants. Le castrisme étant passé de mode, la drogue devint le principal prétexte à l'aide

militaire et policière que les États-Unis continuèrent d'imposer à presque toute l'Amérique latine, après quoi le « terrorisme international » offrit au début du 21^e siècle, l'occasion de rénover cette ingérence.

Cependant, les économies latino-américaines, qui avaient toutes été capturées durant les années 1960-70, par le libre-échange international que propageaient les États-Unis, le Japon et l'Europe ne reçurent guère d'aide économique-financière, hormis de vagues plans vite délaissés. Mais ils subirent, dès le début des années 1980, de violents chocs financiers ¹ qui les plongèrent dans un endettement massif (vis-à-vis du FMI et des banques américaines et autres) périodiquement renouvelé et aggravé depuis lors. C'est sur cette triste toile de fond que s'inscrit l'embellie des toutes dernières années. L'Amérique latine vit sous transfusion financière et sous « assistance » politique vigilante des États-Unis. Le rappel d'un passé brutal et le repérage des dépendances présentes ne peuvent être perdus de vue par qui veut entrevoir le devenir de toute cette zone, pour évaluer ses chances d'émancipation.

Donc, l'Amérique latine s'est récemment affirmée sur le marché mondial. Les exportations ont fortement augmenté, principalement au Brésil et en Argentine. Le bœuf brésilien, obstiné mangeur d'herbe, a surclassé tous ses rivaux, mais l'exploit principal est venu des industries et des mines, pour lesquelles une forte demande chinoise et indienne a renforcé la clientèle déjà substantielle du Japon et de la Corée. Pour la première fois en vingt ans, les six plus grandes économies de la région ont affiché une croissance supérieure à 3 %. L'inflation moyenne a été contenue au dessous de 4 %, même en Argentine. Les États ont réduit le recours aux emprunts étrangers pour dépanner leurs budgets. Mieux, les réserves de change gagnées notamment par le Brésil et l'Argentine ont permis à ces pays lourdement endettés de rembourser au FMI quelques milliards de \$, avant terme. Les investissements étrangers, gonflés jusqu'en 2001 par la grande braderie du domaine public argentin — qui attira notamment des capitaux européens — puis interrompus par l'effondrement monétaire de ce pays, ont retrouvé leur allure, avec le renfort de la Chine et le regain du Japon et de la Corée.

Néanmoins, l'endettement régional demeure très élevé, tant pour les États que pour les entreprises. L'Amérique latine est très profitable pour les banques. Le *spread* ² renforcé par la crise argentine (jusqu'à dépasser les 12,5 % en moyenne) est redescendu à 2,5 % en 2005, c'est-à-dire à un supplément de 2,5 points sur le

¹ Voir, sur le présent site *À la recherche de l'Amérique latine*.

² Les prêts bancaires internationaux ajoutent à leur taux de base — qui varie selon la conjoncture du marché monétaire international — un supplément, dit *spread*, justifié par le risque supplémentaire que feraient courir aux banques internationales prêteuses les monnaies fragiles des pays « émergents ».

taux appliqué aux prêts internationaux « ordinaires ». Quant aux prêts internes, consentis en monnaie locale par les banques locales, le FMI a observé que, pour la moyenne des années 1997-2004, leur coût d'intermédiation ¹ a été proche de 6 % contre 2 % en Asie et près de 3 % en Europe. Le record semble être battu au Mexique.

Ces « semelles de plomb » bancaires n'ont pas empêché l'Amérique latine de courir assez vite depuis 2002, mais il lui faudrait accélérer encore sa course, pour réduire son retard sur les États-Unis qui est toujours croissant, puis pour se rapprocher des performances asiatiques. Le pourra-t-elle ? La réponse dépendra évidemment pour partie de la conjoncture économique mondiale, maintenant que les excédents commerciaux commencent à jouer un rôle significatif dans sa croissance. Mais elle dépendra aussi des choix de politique économique de certains

¹ C'est-à-dire l'écart entre le coût moyen des ressources utilisées par les banques et le taux moyen qu'elles appliquent à leurs crédits.

de ses États. En matière financière, il faut souhaiter que les exemples pertinents donnés par le Chili, puis l'Argentine soient largement étendus. En effet, durant les années 1970, le Chili sut prendre d'habiles précautions contre les reflux spéculatifs des capitaux étrangers¹. Quant à l'Argentine — qui s'était engluée dans une insoutenable parité de sa monnaie avec le \$ américain, jusqu'à la crise qui dévalua son peso de plus de 60 % — elle réagit à cette crise — née, pour partie, des « judicieux » conseils du FMI — par d'après négociations avec ce FMI et les banques qu'il représentait, tout en imposant des reports d'échéances et des rabais substantiels aux épargnants européens que leurs banques avaient entraînés vers les bons « très rentables » relayant leurs prêts à l'Argentine. Sans doute faudra-t-il encore quelques années de litiges avant que cette contre-offensive soit pleinement validée, mais l'exemple est à méditer. Les prêts internationaux usuraires aux pays affaiblis par des crises dont ils sont loin de porter l'entière responsabilité méritent, en effet, d'être dissuadés par d'onéreuses sanctions.

La prolongation de l'embellie économique dépendra aussi de la façon dont les États latino-américains sauront gérer les tensions du marché pétrolier. À cet égard, leur situation est prometteuse, sinon garantie. La région détient environ 10 % des « réserves prouvées » de pétrole, en décrue légère ces dernières années. Mais trop d'aléas pèsent sur lesdites « preuves » pour qu'on tienne ce niveau et cette tendance pour des vérités bien établies, d'autant que les États-Unis aimeraient guider les producteurs principaux (le Venezuela, suivi de loin par le Mexique, puis le Brésil) vers de nouvelles prospections et des modes d'exploitation plus efficaces dont ils fourniraient volontiers les moyens, pour mieux en consommer le produit. Les pays concernés s'y refusent. Ils exportent, certes vers les États-Unis, mais ils consomment aussi abondamment et ils jouissent des hauts prix des dernières années, bref, ils manifestent une nette tendance à mieux gérer leurs intérêts. Malgré l'insistance étatsunienne, le Mexique tarde à réduire le rôle de Pemex, sa compagnie nationalisée. Le Brésil, devenu de longue date un important producteur d'éthanol a rendu ses stations service et son parc autos et camions aptes à user d'un carburant mixte. Le Venezuela où Chavez achève son mandat de sept ans, avec l'espoir bien fondé d'être réélu a affermi son pouvoir en épurant la compagnie nationale des pétroles, en vainquant les grévistes qui y défendaient leur position privilégiée et en distendant les « concours techniques » de sociétés nord-américaines trop mêlées à l'exploitation locale. En termes de réserves pétrolières, l'Amérique latine se range loin derrière le Proche et Moyen-Orient, mais elle surclasse nettement l'Amérique du nord, équivaut à peu près au total africain et dépasse la Russie. Avec un peu plus de 4 % du total mondial, les réserves régionales de gaz naturel sont moins substantielles, mais elles pèsent néanmoins dans la politique régionale, car — mêlées aux revendications pétrolières — elles

¹ Voir *Le déclin de New-York*, dans le tome 2 de *l'Inventaire du 21^e siècle*.

ont motivé les récents bouleversements politiques de l'Équateur et surtout de la Bolivie. Enfin, les réserves de pétrole « non conventionnel » ¹ sont particulièrement abondantes au Venezuela, sur les rives de l'Orénoque, si bien que l'exploitation des sables bitumineux sera un enjeu majeur des prochaines décennies, ce qui pourrait entraîner une coopération avec le Canada, détenteur de ressources de même nature, déjà en exploitation dans l'Alberta.

Le poids de l'Amérique latine se fera donc sentir tant que la désintoxication pétrolière et la reconversion énergétique des États-Unis ne seront pas choses faites. Pendant ce long délai, il se pourrait même que le Brésil ajoute à sa production de bio-carburant, un certain développement de l'énergie nucléaire et que d'autres États régionaux suivent cette même voie, ce qui pourrait raviver les souvenirs d'une compétition brésilo-argentine que les États-Unis eurent à calmer lorsqu'ils promurent la dénucléarisation de l'Amérique latine (traité de Tlatelolco, 1967).

L'appétit pétrolier des États-Unis pour les ressources de leur *backyard* ² a toutes chances de croître à mesure que la raréfaction du pétrole rendra leur désintoxication inéluctable. Ceci compliquera les tensions politiques entre le nord et le sud des Amériques. L'irritant vénézuélien tient à ce qu'il déborde d'une reconquête de la rente pétrolière et d'un enracinement politique national — deux poussées auxquelles divers précédents ont plus ou moins accoutumés les États-Unis — vers des ambitions militaires et des initiatives internationales. Caracas achète des avions au Brésil ou même en Espagne et Washington peine à gêner ces transactions, cependant qu'on en vient à quelques expulsions réciproques d'attachés militaires. Simultanément, Chavez cultive l'amitié de Castro, se répand dans tous les États sud-américains où les élections tournent à sa convenance, distribue généreusement son pétrole dans certains des États caraïbes et se paie même le luxe d'offrir du fuel à tarif réduit dans quelques quartiers miséreux de New-York. Tout ceci après avoir résisté à deux ou trois « coups de CIA » ³.

Les turbulences vénézuéliennes sont inquiétantes pour les États-Unis, d'autant qu'elles perdurent alors que le Pentagone et le Département d'État ont bien d'autres soucis. Diverses autres évolutions se font sentir en Amérique latine, qui pourraient produire des embarras plus complexes. En effet, ce continent s'ouvre de plus en plus au vaste monde. Ses succès commerciaux sur le marché mondial l'ont mis en

¹ Voir sur ce point le dossier sur *Le monde de l'après-pétrole* dans le tome 2 de *L'Inventaire du 21^e siècle*.

² Le discours politique américain considère souvent l'Amérique du sud comme l'arrière-cour (*backyard*) des États-Unis.

³ Un putsch de 48 heures, une grève pétrolière dure, des manifestations musclées soutenues par presque tous les médias de Caracas.

appétit, à la manière du Brésil où poussent quelques firmes multinationales d'origine locale. Sa coopération avec l'Inde, lors de la conférence de Cancun (2003) qui tentait de relancer l'OMC a porté ses fruits à la conférence suivante (Hong Kong, 2005) où le « groupe des Vingt » assemblés autour de ces deux États a pesé d'un poids décisif ¹. Les multinationales venues d'Europe persévèrent, malgré les revers subis en Argentine, mais elles sont désormais en passe de se faire doubler par des firmes d'origine asiatique, la Chine et l'Inde rejoignant, ici, le Japon et la Corée d'arrivée plus ancienne ². Les multinationales d'origine étatsunienne pourraient être bientôt dépassées. Plus diverse et plus fragmentée, la pénétration des ONG venues d'Europe et d'Asie s'accroît également dans toute la région. Les sectes évangélistes et quelques autres églises continuent d'investir la place, au grand déplaisir du catholicisme romain. Les agences culturelles ou artistiques venues notamment d'Europe poursuivent leurs activités, mais elles sont désormais rejointes par des associations nombreuses et variées où l'écologie, l'altermondialisme, le pacifisme et diverses autres inclinations politiques prennent de l'importance, tandis que les groupes communistes, trotskystes, castristes, etc. se font rares ³. Porto Alegre a pu rivaliser avec Davos comme foyer de débats annuels prônant ou combattant la « mondialisation ».

Le mariage du populisme et de l'économie de marché n'efface pas l'influence nord-américaine, mais il la dilue dans un cocktail d'influences auquel les films de Hollywood contribuent largement, mais où les automobiles de Detroit se raréfient — et ainsi de suite. En fait, l'Amérique latine n'est pas profondément « américanisée ». L'anglais diffusé avec la marchandise n'a pas chassé l'espagnol (ou le portugais) de la vie quotidienne et des médias. Acquis dans diverses formations qualifiantes ou « modernes », il n'a pas submergé les langues usuelles, dans une région où l'enseignement est assez répandu, spécialement dans le second degré (que les femmes fréquentent plus que les hommes). Dans les populations indiennes où les taux de scolarisation sont plus bas, la pérennité des langues traditionnelles est un autre frein à l'anglicisation (et même à l'hispanisation). Ecclésiastiques ou commerciaux, scolaires ou médiatiques, les principaux appareils idéologiques se mêlent à des partis et à des syndicats plus vivants que ceux des États-Unis pour composer des sociétés civiles où ils contrebalancent l'influence

¹ Ce qui a contraint les États-Unis et l'Europe à s'engager à réduire enfin leur protectionnisme agricole pour relancer l'OMC., affaire qui s'étalera sans doute sur une ou deux décennies.

² La visite rendue en novembre 2004, au Brésil, en Argentine, au Chili — et même à Cuba — par une délégation de 200 hommes d'affaires, conduite par le Président de la République chinoise a laissé d'autant plus de traces que la Chine dit avoir programmé 100 milliards de \$ à investir en Amérique latine au cours de la prochaine décennie.

³ Même si le vénézuélien Chavez et le bolivien Morales rendent volontiers hommage à Castro, pour concélébrer leurs révolutions respectives.

des entreprises et des multinationales de toutes origines, sauf dans les campagnes reculées où les domaines latifondiaires encore puissants et la fréquente misère paysanne servent souvent d'assise à maintes traditions réactionnaires. Ainsi, malgré bien des variantes d'un pays à l'autre, l'Amérique latine n'a pas encore achevé sa longue transition de l'hégémonie religieuse* jusqu'à l'hégémonie juridique*. Multiples et rivales les églises et les sectes demeurent très influentes¹ les administrations — et spécialement les polices — sont mal soumises à la règle de droit, beaucoup de zones rurales et toutes les mégalo-poles subissent de fréquentes violences. L'Amérique latine a été le terrain premier d'États militaires-nationalitaires* que les régimes dictatoriaux longtemps favorisés par les États-Unis, ont paré de traits « modernes » d'allure parfois plus fasciste* que populiste*. Si la République bourgeoise*, longtemps réduite, ici, au rôle de décor politique, a repris vigueur depuis une ou deux décennies et si elle a même progressé dans les pays, comme le Brésil ou le Mexique, il reste néanmoins bien des déficits à combler pour asseoir solidement la « violence légitime » de l'État, la clarté des finances publiques ou le règne du droit dans la rue comme dans les tribunaux et les stations de police. Mais la marche d'ensemble est bien orientée, comme l'ont montré les élections multiples de 2005 (Venezuela et tout le cône sud), tendance que confirmeront probablement la plupart des élections qui doivent se tenir en 2006 dans presque tous les autres pays de la région.

RÉSUMÉ DES PRÉVISIONS POUR L'AMÉRIQUE LATINE					
	Début du 21 ^e siècle	2015	2025	2030	2050
Population (en millions)	549*		664		751
En % de la population mondiale	9 %		8 %		8 %
Part du Brésil dans la population latino-amer.	31 %		32 %		33 %
PIB régional en % du total mondial	8,4 %**	8 %		7,4 %	
En % du PIB total des USA	40 %	45 %		50,7 %	

Source : voir tome 2 de *L'Inventaire du 21^e siècle* / (*) données de 2004 / (**) données de 1995

¹ Ainsi, la contraception et l'avortement font encore, très souvent, l'objet de législations répressives.

En termes démographiques et économiques, les progrès de l'Amérique latine deviennent significatifs, mais sont de portée encore modeste. La démographie se ralentit nettement. La jeune génération (15 ans) est encore double de celle de l'Europe, mais son poids relatif décline, si bien que les générations âgées (65 ans) qui pèsent déjà deux fois plus qu'en Afrique continueront de s'amplifier. Mais d'ici à ce que la population totale se stabilise à peu près et, du même coup vieillisse, en moyenne, jusqu'à rejoindre les niveaux nord-américains, plusieurs décennies seront encore nécessaires. Or on peut craindre que pendant ce délai, la croissance économique — même si elle se remet durablement des chocs monétaires subis depuis vingt-cinq ans — demeurera insuffisante pour réduire l'écart avec les États-Unis et pour résorber une pauvreté qui frappe près de 20 % de la population ¹. Craindre également les turbulences potentielles des énormes *favelas* et autres bidonvilles qui ont converti en mégalofoles de plus de 20 millions d'habitants Mexico, Sao Paulo et Rio de Janeiro, cependant que Buenos Aires et Lima se hissent vers d'aussi rudes surpeuplements. Craindre enfin les blocages qui continuent d'entraver les réformes agraires, malgré les promesses brésiliennes de Lula, si bien que la masse des paysans sans terre densifie les vastes zones de misère rurale ou urbaine. En effet, les classes possédantes qui aspirent à vivre aussi bien que leurs homologues des USA recherchent à cette fin l'appui des États-Unis pour maintenir le vaste éventail des inégalités, tout en pratiquant une forte dollarisation de leurs ressources ². Elles savent également s'assurer le soutien d'une large fraction des classes moyennes, si bien qu'il faut d'exceptionnelles résistances populaires, comme au Venezuela, pour éviter le retour des dictatures militaires, quand des réformes réductrices des inégalités sont effectivement mises en œuvre.

Les émeutes récurrentes de l'Équateur et l'éventuelle contagion des changements promis par Morales en Bolivie attestent d'un malaise social plus profond encore que l'inégalité des revenus. En effet, ces pays font partie de la grande écharpe étalée du Chiapas mexicain au Paraguay où vivent des millions d'Indiens, non ou peu métissés ethniquement et culturellement, qui sont les descendants des peuples maya, quechua ; aymara, guarani et autres, souvent rejetés vers les terres pauvres. À l'exception du Mexique et, à un degré moindre du Pérou, leurs communautés — nombreuses et, parfois même majoritaires, comme en Bolivie — sont tenues dans des positions économiques et politiques subordonnées, malgré les manifestations nombreuses occasionnées par le 500^e anniversaire de l'irruption espagnole. La victoire électorale de Morales en Bolivie est, pour le

¹ Pauvreté particulièrement élevée dans les pays andins et surtout dans l'isthme central où elle touche plus de 30 % de la population, selon le *Global Context and Regional Outlook for Latin America and the Caribbean* — oct. 2005 (FMI, Département de l'Hémisphère Occidental).

² Les dépôts en dollars (au sens M3) dépassent 50 % des ressources bancaires au Mexique, en Colombie, au Venezuela, au Brésil et en Argentine.

moment, le point culminant de cette reviviscence indianiste. La capture du pouvoir, la redistribution des cartes pétrolières et la promesse d'une politique socioculturelle rénovée font de ce succès, acquis en 2006, le départ d'une histoire à suivre, sans oublier que, dans le cas présent, l'épine dorsale du nouveau pouvoir est formée d'anciens mineurs, reconvertis dans la culture — ici traditionnelle — de la coca. Récupérer une meilleure part de la rente pétrolière, encourager les *cocaleros* tout en les abritant des cartels de la drogue et des « guerriers » anti-drogue à l'américaine ne sera pas une mince entreprise.

Les réflexions précédentes mettent l'accent sur les changements en cours qui élargissent peu à peu les degrés de liberté de l'Amérique latine vis-à-vis des États-Unis, mais elles ne doivent pas faire oublier les liens institutionnels multiples par lesquels les pays latino-américains sont tenus. Le *Southern Command* du Pentagone n'est pas un lointain état-major, car il a des représentants officiels dans à peu près tous les états-majors nationaux, sans compter les missions et les bases plus denses dont la « guerre de la drogue » justifie l'activité. Chavez frappe au cœur de ce système quand il décide en avril 2005 de rompre les échanges entre les autorités militaires de son pays et leurs interlocuteurs américains dont il impose le départ. Le contraste est grand avec la Colombie où les militaires américains, fort actifs, jouissent d'une immunité même en cas de trafic avéré (avec les « paramilitaires », notamment). De son côté, la « guerre contre le terrorisme » a permis de renouveler les contacts entre le FBI ou la CIA et les services des États sud-américains. Un tableau complet devrait tenir compte également des douanes, des gardes côtes, de l'aviation civile, etc. Moins direct, mais presque aussi prégnant, le rôle joué par la Banque mondiale et le FMI est d'un grand poids dans un continent très endetté où une *Banque Interaméricaine de Développement* (BID ou, en anglais, IDB) ¹ complète leur action, sous la présidence d'un financier régional bien raisonnable : un Uruguayen a dirigé cette BID de 1988 à 2005 ; il a été remplacé par un Colombien, tandis qu'un Péruvien et un Brésilien, candidats de belle expérience, étaient écartés. Il est vrai que le Brésil avait décidé, quelques mois plus tôt de se dispenser d'un nouvel accord avec le FMI. La situation est un peu plus souple dans l'Organisation des États Américains (OEA) où, en 2005, un Chilien (de style post-Pinochet) a été porté à la présidence contre l'avis des États-Unis. En passant du financier au politique, on entre en effet, dans un domaine où l'Amérique latine est moins facilement disciplinable.

Il se pourrait que diverses réformes majeures voient le jour au cours des toutes prochaines décennies, si certaines des tendances, aujourd'hui décelables, réussissent à s'épanouir grâce à l'action coordonnée d'une majorité d'États au sein de l>IDB ou de l'OEA. Le *Mercosur* lui-même pourrait être précieux, s'il devenait,

¹ Les États-Unis détiennent 30 % de son capital.

enfin, une institution effective. En effet ce Marché Commun qui est parfois présenté comme le pendant de la *Communauté Économique Européenne*, n'a rien fait, jusqu'à présent, qui puisse le conduire, comme cette dernière, de l'union douanière (encore intentionnelle, ici) à une coopération économique puis à une monnaie commune et à une multiplication des politiques extra-économiques menées de concert. Le *Mercosur* n'a pas encore de moyens propres et, de saccade en recul, il n'a pratiquement pas élargi sa part dans le commerce extérieur des États membres ¹. Les adhésions et coopérations nouvelles ont certes élargi l'aire du *Mercosur* et de ses imitateurs à presque toute l'Amérique latine ², mais sans donner naissance à aucun véritable centre de pouvoir. Son institutionnalisation serait déjà un progrès, si du moins les États-Unis — partisans obstinés d'une Zone de Libre Échange panaméricaine, une nouvelle fois refusée par la majorité des États latino-américains en 2005 — en restaient écartés.

Par construction, les États-Unis sont présents depuis l'origine dans l'OEA, agence politique via laquelle ils distribuent les blâmes et les félicitations dans tout leur *backyard*. Présents, aussi, dans la BID qui ajoute ses crédits à ceux de la Banque Mondiale. Émanciper ces deux institutions de la trop étroite tutelle où ils sont tenus et coordonner leur action avec celle d'un Mercosur, encore élargi et enfin musclé, permettrait à l'Amérique latine de sortir de l'ombre des États-Unis et de « se mettre à son compte » — ce qui ne veut pas dire agir systématiquement contre les États-Unis. Le dernier rapport annuel de l>IDB pose, à ce propos, des questions tout à fait pertinentes. Après avoir souligné « les avancées répétées des pays asiatiques par rapport à l'Amérique latine », il observe que les pays de cette dernière région « ne peuvent faire autrement que de se demander s'il y a des aspects du style de développement asiatique qui devraient inspirer (leurs propres) politiques de développement ». Il met en doute incidemment « l'approche du Consensus de Washington » ³ et en vient à observer que « les concurrents de la région (latino-américaine) disposent d'un soutien stratégique important de leurs gouvernements ». Il serait surprenant qu'un banque soumise à Washington pousse sa réflexion jusqu'à proposer des réformes entraînant une certaine réactivation du capitalisme d'État* pour que les gouvernements du Mercosur puissent mettre « un soutien stratégique important » au service de leurs exportateurs. Mais il se pourrait

¹ Le commerce entre pays du Mercosur n'a concerné que 20 % environ des exportations de ses membres en 2003 comme en 1990 et moins encore pour ce qui est de leurs importations. (Source : Division Statistique des Nations Unies, base de données *Comtrade*).

² Le pacte andin, le marché commun centre américain (MCCA) et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) complètent cette couverture qui n'exclut pratiquement que Cuba, banni par veto américain et le Mexique englobé dans l'ALENA. Mais aucun de ces groupes ne procure une coordination meilleure que celle du Mercosur.

³ C'est-à-dire l'orthodoxie du FMI et de la Banque Mondiale, plusieurs fois « sauveteurs » de l'Amérique latine surendettée.

à l'inverse que les États sud-américains les plus actifs dans l'ordre international en viennent à formuler de telles propositions, voire à se coaliser pour les mettre en œuvre via l'IDB, voire même au sein du FMI si celui-ci était enfin assoupli par une meilleure coordination des États européens porteurs de l'euro et par l'arrivée en son sein de la Chine et la réactivation de la Russie et d'autres puissances.

Car l'une des clés de l'Amérique latine est là : elle pourra alléger sa dépendance vis-à-vis des États-Unis, si ses principaux États — ou leurs institutions collectives dûment dynamisées — savent se servir à leurs fins propres de politiques internationales plus habiles. Les évolutions esquissées par le Groupe des Vingt ¹ sont un bon signe à cet égard. Toutefois les relations internationales devenant plus actives débordent rapidement du commercial vers le culturel — ce qui est généralement une bonne chose — mais aussi vers le militaire, ce qui peut poser de plus délicats problèmes.

Pour en juger, du point de vue de l'Amérique latine, il faut se souvenir que cette région, si souvent troublée par ses turbulences intérieures, puis par les ingérences étatsuniennes, s'est tenue à l'écart des deux guerres mondiales du 20^e siècle, quelles qu'aient été les sympathies de ses peuples et surtout de ses États. Au 21^e siècle, les entreprises, les peuples et les États de cette région seront tirés de leur (relatif) isolement et du (vigilant) gardiennage exercé par les États-Unis. L'activité régionale et mondiale des firmes multinationales de toutes origines, l'activité en retour des firmes du même genre qui ne manqueront pas de mûrir au Brésil et ailleurs, les excroissances diplomatiques diverses qui précéderont et accompagneront ces transformations créeront plus ou moins vite un nouveau dispositif de relations internationales. Des intérêts proprement stratégiques — à connotations militaires — mûriront sur ce nouveau terrain, tandis que l'acheminement vers l'après-pétrole affectera une région qui dispose aujourd'hui de 10 % des réserves mondiales de pétrole, prolongeables par d'autres hydrocarbures. D'étape en étape, les États-Unis seront nécessairement dérangés. Le tout sera environné d'autres changements de portée mondiale qui jailliront d'autres régions — asiatiques et africaines, notamment — mais dont les conséquences ne resteront pas cantonnées dans leurs zones d'origine. Concrétiser tout ceci sera l'immense travail, sans cesse déplacé, compliqué et enrichi, auquel devront s'atteler, sous divers angles, tous les états-majors : ceux des firmes multinationales, comme ceux des États et de leurs armées. Pour l'Amérique latine, il s'ouvrira de la sorte un vaste champ de réflexions politiques dans lequel elle n'a pas encore acquis grande

¹ Formé dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) lors des conférences de Cancun (2003) et de Hong-Kong (2005).

expérience ¹, mais qui la conduiront forcément à maintes décisions délicates en termes d'orientation stratégique. Lui faudra-t-il entrer dans une course mondiale à la dissuasion nucléaire, rechercher d'autres types de dissuasion ou s'établir durablement sous le « parapluie » des États-Unis ou de quelque autre puissance ? S'engagera-t-elle dans une politique d'alliances internationales à des fins défensives, neutralisantes ou d'ingérence préventive dans les zones où se formeront les ouragans les plus ravageurs ? Tendra-t-elle à coopérer à la spécialisation et au renforcement des organisations internationales qui sembleront les mieux à même de servir ses intérêts économiques, financiers, diplomatiques, militaires et autres ? Déploiera-t-elle dans ces diverses directions des participations de plus en plus coopératives, propres à affirmer dans l'ordre international sa cohérence croissante ou bien continuera-t-elle d'agir en ordre dispersé ? Manifestera-t-elle une propension bien affirmée à coopérer avec l'Europe, la Russie, l'Inde, la Chine ou s'inclinera-t-elle aisément devant les réactions ombrageuses que de telles « trahisons » provoqueront aux États-Unis, du moins tant que le fantasme du *backyard* n'aura pas été remplacé, chez les dirigeants américains par une conception plus avenante et, virtuellement, plus égalitaire des réalités latino-américaines ?

D'aussi vastes questions pourront sembler d'une généralité intraitable si les centres intellectuels et les forces politiques de la zone sud-américaine ne sont pas en mesure de les concrétiser à mesure que leur échelonnement dans le temps propagera des effets directement ressentis dans cette région. Si bien que je puis affirmer sans crainte d'errer que celle-ci se débarrassera d'autant mieux de son harnais qu'elle saura prêter attention aux transformations du vaste monde non-américain.

Dialectique de la région et du système mondial

[Retour à la table des matières](#)

En définitive, l'avenir de l'*Amérique latine* semble devoir se jouer pour les prochaines décennies, autour d'une question centrale : cette zone s'émancipera-t-elle de la tutelle étatsunienne, au bénéfice de ses transformations propres et des appuis qu'elles trouveront hors les Amériques ?

Auparavant, un premier regard sur l'*Amérique du Nord* avait suffi pour juger que l'examen précis de cette autre région devait être suspendu jusqu'à ce que le panorama des dynamiques régionales ait pu être observé en son entier.

¹ En quoi, elle partage les « retards » de presque toute l'Afrique et d'une assez grande partie de l'Asie.

Les prochaines zones à examiner vont généraliser la dialectique du mondial et du régional ainsi esquissée, pour l'adapter aux particularités de chaque zone. En effet, l'*Europe* va présenter des potentialités plus variées et plus complexes que celles de l'Amérique latine en raison des multiples puissances à rayonnement plus que régional qu'elle contient et de ses efforts originaux d'intégration plurinationale, alors qu'une autre région, comme l'*Afrique*, est présentement d'une bien moindre influence à l'échelle mondiale. Ailleurs, comme au *Proche- et Moyen-Orient*, pourtant source de multiples civilisations de longue durée, les relations très actives débordant du voisinage régional pourront se résumer, pour l'essentiel, autour de deux termes : l'islam et le pétrole.

Et ainsi de suite : cas par cas la dynamique intra-zone et la dynamique extra-zone sont des données qui ne se laissent pas enfermer dans un schéma général préétabli. D'autant que la diversité des figures spatiales se doublera de diversités temporelles auxquelles il faudra prêter attention, car les horizons distincts où s'inscrivent les prévisions, projections et autres supputations dont il sera fait usage, cas par cas, ne découpent pas l'avenir de même façon.

Bref, la dynamique régionale du système mondial doit être considérée dans toute la variété de ses effets intra-zone, comme de ses aspects extra-zone.

Zone 3 : Les carrefours de l'Europe

[Retour à la table des matières](#)

Ravagée par sa deuxième guerre mondiale, l'Europe s'est bientôt trouvée enchaînée par l'URSS à l'est et par les États-Unis à l'ouest. Sa reconstruction s'est doublée d'une novation, à l'est, par l'établissement d'un socialisme d'État* de facture soviétique, et à l'ouest, par l'amplification d'un capitalisme d'État* né de la guerre de 1914 et de la crise des années 1930, ce qui l'a différenciée du capitalisme « plus pur » dont les États-Unis lui offraient, avec insistance, le modèle. L'originalité de l'Europe occidentale accentuée par ses « communautés » transnationales, a surtout été renforcée par l'épanouissement d'un *welfare State*, théorisé en Angleterre, mais nourri principalement par les « bénéfices du communisme », c'est-à-dire par les conquêtes des syndicats (plus que des partis), alors affrontés à des entreprises et à des gouvernements que la crainte de l'URSS inclinait à de généreux « contre-feux ». Néanmoins, l'ouest européen n'a pas pu se libérer de la « chaîne américaine » matérialisée par l'OTAN et sous-tendue par l'élan mondial du capitalisme américain. À l'inverse la « chaîne soviétique »

plusieurs fois malmenée et brutalement resserrée, a fini par se briser, tandis que s'effondrait le socialisme étatique inventé par l'URSS.

Après le tournant décisif des années 1989-91 ¹, le reflux de la puissance soviétique n'a pas fragilisé la « chaîne américaine », bien au contraire. Tandis que l'essor économique et politique des États-Unis se poursuivait, l'Europe a laissé s'affadir les « réformes de structure » qui avaient jusque là fait son originalité et son aisance welfariste, sans réussir à les remplacer par une « construction européenne » point négligeable, certes, mais nullement aboutie. Privée de guerre froide, l'OTAN s'est étoffée sous l'impulsion des États-Unis, en intégrant la majeure partie de l'ancien « camp socialiste européen » façonné par l'URSS, jusqu'à mordre sur le territoire propre de cette dernière. Sous la même impulsion, la principale « communauté » européenne a été rendue obèse par l'adhésion des multiples États, *otanisés* par ailleurs. De cette dynamique subie plus que recherchée par les principaux États d'Europe occidentale, la portée demeure aujourd'hui incertaine, tandis que la communauté obèse s'embrouille, faute d'institutions adaptées à sa taille et d'orientations politiques correspondant à l'état présent du système mondial. L'Europe Unie — puisque tel est le nom actuel de cette communauté qui souffre d'anémie grasseuse — est moins unie que naguère, alors que le monde change de tous côtés autour d'elle et que les peuples qu'elle assemble sont presque tous inquiets, voire nostalgiques.

Évidemment, la trentaine de lignes ci-avant offre un tableau fort schématique des transformations principales des structures européennes depuis 1945. Mais je tiens qu'elles sont pertinentes, parce qu'elles résument très exactement une étude que j'ai consacrée naguère à cette région du système mondial durant les troisième et quatrième étapes de son développement capitaliste ². Le lecteur qui la consultera y trouvera, en moins de 150 pages, tant les arguments qui justifient chacune des affirmations précédentes, que les nuances et compléments sans lesquels ce résumé serait soupçonnable d'arbitraire.

Aujourd'hui, deux lignes d'action inspirent la plupart des États européens. La principale est impulsée par la Grande-Bretagne et reçoit le soutien de ses anciens

¹ Tournant décisif pour le système mondial, puisqu'il inaugure le passage de la « guerre froide » à ce qui est aujourd'hui imprécisément qualifié de « mondialisation », c'est-à-dire la transition du troisième au quatrième système mondial capitaliste.

² Intitulée *L'Europe ou les Europes*, cette étude de 2005 est disponible sur le présent site. En outre, sa table des matières est reproduite en annexe au chapitre 1 ci-avant.

alliés de l'*Association Européenne de Libre Échange* (AELE)¹ et de la plupart des nouveaux adhérents, entrés dans l'Union Européenne (UE) depuis les années 1990. L'autre ligne qui fut longtemps prépondérante et qui n'a pas perdu tout son élan, est inspirée par la coopération franco-allemande, laquelle est le plus souvent appuyée par les autres signataires du traité de Rome (1957) — Italie et Benelux — et par plusieurs des nouveaux adhérents reçus avant 1990.

L'Europe à l'anglaise admire les États-Unis, mais pas de façon inconditionnelle. Elle est fidèle à l'OTAN, mais elle n'a pas suivi Londres dans son soutien zélé à l'agression de l'Irak (2003). En matière économique, elle prône un libre-échange encore tempéré par ce qui survit du *welfare State* en Angleterre et surtout dans les pays nordiques. Elle est dirigée par des majorités souvent stables, qui font bon

¹ Rivale de la *Communauté Économique Européenne* à ses débuts. Comme toutes les allusions qui seront faites à l'histoire européenne depuis 1945, celle-ci est explicitée dans le texte visé par la note précédente.

usage de leurs Parlements, encore que les nouveaux venus d'Europe orientale soient néophytes à cet égard. En particulier, les attributions budgétaires et fiscales de ces Assemblées sont peu rognées par les pouvoirs exécutifs. Leur vision de ce que le budget européen doit prendre en charge est assez chiche, bien qu'un clivage se soit dessiné dans cette tendance, entre les anciens, souvent réticents devant le coût de la Politique Agricole Commune (PAC) et les nouveaux venus d'Europe orientale qui — comme la Pologne — souhaitent que leurs paysanneries encore nombreuses soient fortement assistées. Dû pour une grande part aux performances de la Grande-Bretagne elle-même, le succès de cette tendance pâtit des fragilités de cette dernière. L'embellie pétrolière qui a suivi la mise en production des gisements de la mer du Nord ¹, a renforcé la balance commerciale et a gonflé les recettes budgétaires, ce qui a permis au gouvernement Blair de rétablir durant les années 1990 quelques générosités welfaristes et de soutenir la conjoncture. Mais d'ici cinq à six ans, cette *bonanza* aura disparu ². D'autre part, le magistère financier de la City sera affaibli, car cet ancien centre de la finance mondiale est coincé entre des bourses américaines massives et des bourses européennes que Francfort et Paris tentent de regrouper, au point de se disputer le contrôle de la bourse londonienne ³. La seconde tendance peut être nommée l'Europe à la strasbourgeoise pour souligner son assise franco-allemande. La coopération entre la France et l'Allemagne a permis à l'une d'accélérer sa réhabilitation d'après-nazisme, et à l'autre de se glorifier pendant quelques années d'être le pilote de la construction européenne ⁴, car les rencontres intergouvernementales régulières ont effectivement promu ce qu'il a fallu d'initiatives et de compromis pour que la petite Communauté initiale prenne de la substance. Néanmoins, lorsque le « nain politique » qu'était censée être la République Fédérale Allemande (RFA) d'avant 1990 est devenu un « géant politique » dans l'Europe réunifiée, quelques erreurs assez graves ont été commises de part et d'autre. L'Allemagne a par trop foncé vers sa propre réunification en ne se souciant pas assez vite d'offrir à ses voisins polonais un clair respect des frontières redessinées après 1945 ; elle a trop vite reconnu l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, alors que la Yougoslavie titubait au bord de guerres civiles entremêlées ; enfin, elle a trop brutalement réduit la République Démocratique Allemande (RDA) à cinq *Länder* gobés tels quels, ce qui, en supprimant un ex-État communiste a du même coup créé dans une partie de la population la nostalgie de ce que ladite RDA pouvait avoir eu de positif. La

¹ Après que les hausses de prix OPEP de 1973-75 aient rendu rentable cette exploitation onéreuse.

² Alors qu'elle se prolongera en Norvège, du fait de gisements mieux gérés et de recettes pétrolières en partie placées dans un Fonds de réserve.

³ Voir *l'Inventaire du 21^e siècle*, tome 2, dossier sur *Le déclin de New York*.

⁴ Après avoir été, comme l'on sait, l'un des grands vainqueurs de la seconde guerre mondiale.

France a combattu de mauvaise manière ces « excès de vitesse » en donnant à l'Allemagne l'impression de vouloir gêner sa réunification, puis en refusant pendant des années de prendre acte du fait que l'Allemagne réunifiée était désormais une puissance économique et politique pesant plus lourd qu'elle dans les institutions européennes, notamment dans son Parlement qui commençait à conquérir un réel pouvoir ¹. Ces erreurs croisées ont été pour partie provoquées par des États-Unis, ignorants du poids de l'histoire européenne et fort pressés d'engranger tous les bénéfices de leur « victoire » sur l'URSS. Néanmoins il reste vrai — il faut le souligner — que les peuples d'Allemagne et de France ² sont demeurés fidèles à une alliance qui contraste heureusement avec ce que furent les rapports entre leurs deux pays jusqu'en 1945. Au crédit de l'Europe à la strasbourgeoise on peut inscrire la PAC qui lui a acquis le soutien de classes paysannes dont le déclin numérique a été abondamment subventionné et la création des « fonds structureaux » qui ont permis aux nouveaux adhérents (d'avant 1990) de se rapprocher significativement des niveaux atteints par les six fondateurs. Au débit de cette même Europe, on doit inscrire derechef la PAC, car elle a épuisé ses bénéfices politiques faute d'être rabotée en temps utile. Quant aux « fonds structureaux », il faut désormais les ranger, aux côtés de la *Banque Européenne d'Investissement* (BEI) et surtout de la *Banque Centrale Européenne* (BCE, créée après la réunification allemande), parmi les initiatives en principe pertinentes, mais fort mal utilisées : la BEI parce qu'elle n'est pas devenue le pivot d'une politique de soutien conjoncturel, la BCE parce que l'euro qu'elle gère n'est qu'un demi-succès, une monnaie commune pilotée par le collectif des banques centrales gestionnaires des monnaies remplacées par l'euro, mais non unifiées en une structure nouvelle, porteuse des synergies qui, alliées au dynamisme à insuffler à la BEI, feraient de ce couple financier un précieux moteur pour relancer l'économie européenne. À quoi s'ajoute l'ambiguïté intrinsèque de l'euro que l'Angleterre et ses plus proches alliés n'ont pas rejoint.

Ainsi, tandis que les progrès boitillants de l'Europe à la strasbourgeoise sont quasiment arrivés à un point mort, après l'échec du referendum de 2005 qui était censé rénover les institutions européennes, l'Europe à l'anglaise continue de prôner la poursuite obstinée d'un libre échange qui rétablirait les saines valeurs du 19^e siècle, en « flexibilisant » le droit du travail, en minimisant les « aides sociales » et en renvoyant les États à leurs « tâches essentielles », loin de la propriété de moyens de production, de l'immixtion dans la « vie des affaires » et de la gestion des générosités welfaristes. Mais d'un 19^e siècle modernisé, débarrassé par l'OTAN

¹ Elle a longuement gêné le remplacement de Camdessus (démissionnaire en 2000 de la Direction générale du FMI) par l'Allemand Koehler qui, quatre ans après son arrivée au FMI deviendra Président de la République Fédérale d'Allemagne.

² Et, dans une grande mesure, leurs gouvernements respectifs.

des patriotismes guerriers qui, par deux fois, ruinèrent l'Europe, et apte à épanouir de grandes firmes multinationales, aux côtés de leurs sœurs nord-américaines ou, mieux, en mêlant intimement les unes et les autres.

On doit évidemment remplacer ce débat sur les grands principes et les petites manœuvres par un examen plus précis des résultats acquis par l'Europe et des perspectives que lui offre sa lancée globale, aussi ambiguë soit-elle. Même agrandie par l'adhésion récente des trois pays baltes, par l'adhésion prochaine des États balkaniques (effectifs ou potentiels) qui piétinent à sa porte et par la prise en compte des rares rebelles à l'Union Européenne ¹, l'Europe perd de son poids et vieillit. Ses 523 millions d'habitants de 2004 représentaient encore 8 % de la population mondiale totale ; en 2025, elle ne pèsera plus que 7 % de ce total et, en 2050, 5 % seulement, mais dans un monde qui aura gagné 3 milliards d'habitants supplémentaires. En ce milieu de siècle, elle ne comptera plus que 500 millions d'habitants, sauf si l'immigration dépassait, chez elle, les taux observés depuis plusieurs décennies. Les plus de 65 ans qui forment déjà 16 % de sa population auront sans doute dépassé les 20 % qui s'observent aujourd'hui dans le plus vieux pays du monde, le Japon, cependant que la proportion des jeunes générations (les moins de 15 ans qui pèsent aujourd'hui, 16 %, soit autant que les vieux) aura nettement décliné. Mais cette évolution démographique n'a rien qui doive effrayer : avec un peu d'avance sur la moyenne, elle participe d'un monde qui tend à stabiliser ou, peut-être, à réduire sa population totale.

D'autant qu'en % d'un PIB mondial qui sera nettement gonflé par les énormes progrès attendus pour la Chine, l'Inde et quelques autres pays, la part globale de l'Europe qui était un peu inférieure au quart, au début du 21^e siècle, pourrait être de l'ordre de 20 % en 2015 et de 17 % en 2030. Recul tout relatif, puisqu'en % du PIB par tête des États-Unis, la moyenne européenne continuerait d'osciller autour de 116-117 % comme elle le fait depuis le début du siècle. Autrement dit, la performance des États-Unis qui arrosent d'abondance les classes les plus riches continuera d'être dépassée — en moyenne par tête — de 16 % environ, dans une Europe nettement moins inégalitaire — si du moins, elle résiste suffisamment au modèle que lui propose aujourd'hui l'Angleterre. L'OCDE se plaît à souligner le retard de l'Europe sur les États-Unis, notamment en matière de chômage, mais ce jugement de fait n'a aucune valeur prospective. Pour ce qui est des États-Unis eux-mêmes, on en jugera plus loin. Mais, s'agissant des politiques à mener en Europe, il faut distinguer soigneusement ce qui relève de la conjoncture économique mondiale, de ce que font les institutions européennes (ou pourraient faire si elles étaient mieux orientées) et de ce que font (ou pourraient faire mieux) les gouvernements nationaux pour compléter ou corriger, dans la limite des pouvoirs

¹ La Suisse «financière» et la Norvège « pétrolière ».

qui leur restent, les effets du mondial et de l'europpéen. Beaucoup se jouera dans l'effet combiné d'une conjoncture économique mondiale qui sera tonifiée par l'élan asiatique et d'une conjoncture européenne, forcément stimulée par les efforts de rattrapage des pays de l'Est européen, mais dont la vigueur dépendra du conflit entre les deux lignes d'action précitées.

Que l'Europe évolue à l'anglaise et, après un petit quinquennat d'exultation libérale qui améliorera quelque peu l'emploi, mais dépréciera les salaires, elle marinera derechef dans la nostalgie des « trente glorieuses »¹. Si, à l'inverse, elle se dote, à l'échelle européenne, d'une forte capacité d'initiative financière, en guidant bien la BEI, la BCE et le contrôle des banques et bourses de son ressort et si elle met cette capacité au service d'une politique stimulant la recherche et l'investissement industriel pertinent, elle redeviendra performante, surtout si elle sait nettoyer les écuries de la PAC. Dans ce nouveau contexte, les États pourraient manifester une hardiesse nouvelle, d'ailleurs esquissable sans attendre que l'Europe soit déjà sortie de son ornière actuelle. Ainsi, pour prendre l'exemple de la France, elle pourrait libérer des capitaux utilement investissables, en cessant de gaspiller ses ressources budgétaires en réductions d'impôts fort mal ciblées, en subsides complétant ceux de la PAC et en dépenses militaires qui servent des ambitions mondiales excessives. Par ailleurs, une soigneuse révision de son système éducatif engoncé dans un centralisme onéreux et néfaste, de son système de santé qui sécurise les revenus de professions médicales mal agencées et de son appareil d'État médiocrement entraîné à la performance lui procurerait un dynamisme supplémentaire, tout en modérant ses charges budgétaires. Toutes réformes qui requerraient évidemment l'abandon de ce qu'il peut y avoir d'excessif ou de prématuré dans certains des « droits acquis » qui sont devenus, beaucoup plus que la recherche du progrès économique et social, le moteur de bien des « luttes revendicatives ».

Certes, les orientations qui viennent d'être suggérées doivent être justifiées. Elles le seront dans le volume que je consacrerai à *L'invention du 21^e siècle*. Mais on peut entrevoir leur sens en réfléchissant à ce que pourraient signifier une rénovation du *welfare State*, une réinvention du capitalisme d'État* (y compris à l'échelle de l'Union Européenne) et une revigoration des projets socialistes les plus pertinents, le tout, en tirant méthodiquement profit des analyses critiques que les demi-échecs et les contre-performances rencontrées dans ces diverses voies ont pu susciter. Je ne puis caresser l'espoir qu'une telle renaissance des gauches européennes pourra mûrir rapidement, si bien qu'il est raisonnable d'escompter un entremêlement conflictuel des deux lignes d'action européennes pendant un certain laps de temps, d'où persistance des performances médiocres des récentes

¹ C'est-à-dire des années 1945-75.

décennies. Mais l'affaire se dénouera finalement, dans l'ensemble des luttes politiques auxquelles l'Europe est et sera de plus en plus exposée, de par la transformation du monde qui l'entoure.

Dans ce contexte évolutif, plusieurs orientations devraient s'imposer. En effet, il faut combattre les propositions qui renforceraient les chances de l'Europe à l'anglaise, en maintenant l'équilibre institutionnel de l'UE, tel qu'il résulte du déplorable traité de Nice (entré en vigueur en 2003) ¹ ou en laissant le renard anglais s'installer dans le poulailler de la BCE ². Il faut clarifier les compétences respectives de l'UE, des États membres et de leurs subdivisions propres (*Länder*, régions, etc.) en se débarrassant du verbiage nébuleux qui tient lieu de doctrine en la matière (le « principe de subsidiarité », l'Europe des États-nations (ou des nations), etc.) pour faire valoir quelques principes politiques clairement définis, tels la supériorité législative du Parlement européen sur la Commission et sur les Parlements nationaux, ou la priorité de l'essor économique commun dans la fixation des budgets européens et dans l'utilisation des capacités de financement et d'emprunt de l'UE, de la BEI, de la BCE, etc. Mais surtout, il convient de faire prévaloir quelques choix politiques essentiels pour la cohérence de la région Europe et pour le bien-être des peuples qu'elle contient.

À cette fin, l'axe stratégique le plus pertinent devrait être de rénover la coopération franco-allemande pour en faire, plus que jamais, l'épine dorsale de l'Europe, en vue de mettre un terme définitif à la guerre froide qui coupa cette région en deux blocs contraints à une hostilité réciproque. Ceci suppose que les politiques européennes actuelles des deux protagonistes de la guerre froide soient combattues ou infléchies autant qu'il le faudra pour que l'Europe se ressoude vraiment. On n'obtiendra jamais un tel résultat en aidant les États-Unis à pulvériser l'ex-URSS et à grignoter la Russie. On ne l'obtiendra pas davantage en ignorant les craintes et les besoins propres d'une Russie qui tente de se doter d'une assise solide. Trois questions de toute première importance méritent examen pour concrétiser une telle orientation : le sort de l'OTAN, l'avenir du nucléaire et la fixation des limites de l'Europe.

¹ Ce traité, médiocre compromis entre une Allemagne qui voulait faire reconnaître son poids et une France accrochée à la parité avec ce pays qui était de règle avant la réunification de 1991, demeurera en vigueur tant que le texte « constitutionnel » qui a fait naufrage en 2005 n'aura pas été remplacé par un projet plus avenant.

² Du moins tant que son *Stock Exchange*, ses banques relais de New-York et son libre-échangeisme demeureront en vigueur, que son refus d'une harmonisation européenne des fiscalités persistera et que son refus des accords de Schengen, son « chèque Thatcher » et son freinage des initiatives additionnelles de la Commission et de l'Assemblée seront maintenus.

Les États-Unis utilisent systématiquement l'OTAN à des fins qui leur sont propres et qui — de ruse occasionnelle en consensus arraché à l'aveuglette — ne sont jamais délibérées ni réévaluées à l'usage par les puissances assemblées dans ce vieux Pacte qui a dérivé loin de l'Atlantique. « Tous à l'OTAN ! » a été le premier réflexe des États-Unis, qui répondaient ainsi aux aspirations craintives de plusieurs des pays de l'ex Europe de l'est, et qui, du même coup, exerçaient une forte pression pour noyer la Communauté Européenne sous un flot d'arrivants, par trop précipité ¹. L'OTAN comme *Légion Étrangère* servant d'appui aux armées américaines sur des théâtres d'opérations choisis par les seuls États-Unis et situés fort loin du périmètre initial du Pacte, a été — et demeure — la deuxième visée des États-Unis. Ils n'ont pas pu se servir pleinement de l'OTAN dans leur « croisade » irakienne, mais ils ont su l'entraîner à leur façon dans les Balkans comme en Afghanistan, voire au Darfour. Même si les contorsions diplomatiques des États-Unis et des principaux États européens ont favorisé ce glissement, il n'empêche que l'OTAN a été instrumentalisée comme Légion Étrangère dépendant du Pentagone, pour démolir l'URSS et, peut-être la Russie, si ce n'est, déjà, comme préparateur d'éventuels conflits avec la Chine ². L'utilisation de l'OSCE ³ pour le contrôle des élections en Asie centrale procède de la même tendance, fût-elle nimbée d'un brouillard diplomatique au nom d'un « partenariat » entre l'OTAN et la Russie. L'intérêt réel de l'Europe serait tout autre : en renvoyant chez eux les protagonistes de la guerre froide, elle libérerait la voie pour une construction proprement européenne. Les États-Unis qui ont déjoué toutes les tentatives — françaises notamment — visant à alléger leur emprise sur l'OTAN ne se laisseront pas faire et joueront de toutes les pressions possibles — y compris celles de leurs fidèles alliés britanniques — pour maintenir leur emprise et leur stratégie actuelles. Il faut les en empêcher.

Or une telle visée ne pourra conduire qu'à des résultats mineurs et tardifs, tant que l'Allemagne ne joindra pas ses efforts à ceux de la France pour « libérer » l'Europe de l'OTAN ⁴. Cette conjonction est, en effet, indispensable pour coaliser une Europe ajustant sa défense à un après-guerre froide dûment désaméricanisé.

¹ Plus libre de ses choix, cette Communauté aurait pu, par exemple, nettoyer sa PAC et ajuster ses institutions **avant** d'accueillir la Pologne et d'autres nouveaux venus.

² Les aides et pressions intéressant la Géorgie et surtout l'Ukraine illustrent cette tendance à laquelle les stratèges du Pentagone ouvriront de nouvelles voies, s'il ne tient qu'à eux.

³ Maurice Bertrand a montré dans *De l'Europe pacifiée à l'Europe pacifiante* (Hérodote, n° 108 – 1^{er} trim. 2003) comment une conférence diplomatique née des accords d'Helsinki (1975) a été transformée, sous pression américaine, en une organisation de contrôle des élections dans tous les pays où les États-Unis ont entraîné l'OTAN.

⁴ Ce qui peut évidemment passer par des voies diverses : dissolution de l'OTAN, européanisation totale de celle-ci, évacuation des bases américaines de toute sorte, etc.

Mais l'Allemagne est, à cet égard, dans une position inconfortable, dont il faut l'aider à sortir de bonne façon. Les traités d'après 1945 lui interdisent de s'équiper d'un armement nucléaire propre, si bien que la crainte de l'URSS qui l'a conduite dans l'OTAN¹ a fait d'elle un chaud partisan du « parapluie nucléaire » plus ou moins promis par les États-Unis à l'Europe. Elle est même devenue en 1982 — avec les vifs encouragements de Mitterrand — le territoire européen le plus chargé d'armes nucléaires évidemment américaines et « défensives ». Les traités d'après 1990 ont renouvelé les promesses antérieures, cependant que le territoire allemand a été plus ou moins nettoyé de l'arsenal nucléaire « otanien ». Depuis lors, l'Allemagne a reçu du galon dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, cependant que la France a affiché, quant à l'emploi éventuel de son propre armement nucléaire, des orientations peu appréciées en Allemagne, qu'il s'agisse de l'emploi « défensif » des armes à moyenne portée qui auraient pu arroser le territoire allemand pour contrer une offensive russe ou de la protection virtuellement offerte à l'Europe par une force de frappe « tous azimuts ». À quelques détails près on en est là, sauf accords effectivement secrets.

Pour faire évoluer utilement cette situation, de façon à consolider la coopération germano-française et à l'orienter vers l'autonomisation de l'Europe Unie, il conviendrait de solidariser autant qu'il se peut les intérêts militaires et économiques des deux pays, ce qui a progressé quelque peu avec l'épanouissement d'EADS (et de sa filiale Airbus), comme avec diverses autres opérations et projets communs (y compris Ariespace ou Galileo qui libérera l'Europe de sa dépendance en matière de surveillance aéro-satellitaire). Les résultats sont moins probants dans maints autres secteurs industriels ou financiers : la coopération effective pour bâtir une grande bourse européenne, pour multiplier les firmes multinationales d'intérêt commun et même pour muscler la Banque Centrale Européenne (BCE) laisse encore beaucoup à désirer. Les bourgeoisies française et allemande sont souvent plus tentées par le grand large du marché mondial que par des entreprises à pilotage commun opérant parallèlement à des gouvernements qui, quant à eux, sont nettement plus coopératifs.

Sauf incitations nouvelles que des événements imprévus pourraient fournir, la clé du problème en discussion me paraît se trouver dans le triangle France-Allemagne-Russie. Diligentés par des gouvernements qui voudraient mettre en œuvre des orientations politiques d'intérêt commun, les diplomates de ces trois pays pourraient détailler en quelques années de discussions échelonnées, les moyens d'action conjugués, les garanties réciproques et les contrôles croisés grâce auxquels pourraient être établis : une sécurité nucléaire accrue pour l'Europe et

¹ De Gaulle a sorti la France de cette organisation militaire intégrée en 1966. Malgré quelques vagues-hésitation (et quelques pas de clerc), la France n'y a pas fait retour.

pour la Russie ; une aide au bâti d'une Russie ajustant de bonne façon ses rapports avec les États issus de l'URSS et avec les Républiques aux statuts variés logées dans la Fédération Russe elle-même ; une aide pour contrer les interventions « grignotantes » des États-Unis sur les pourtours de l'« ancien empire du mal » ; une coopération pacifiante pour calmer les turbulences belligènes de l'Asie centrale, du Caucase et de la Transcaucasie (sans alibi du type « guerre contre le terrorisme international »); et, pour couronner le tout, un enterrement loyal et définitif de la guerre froide, au bénéfice d'une Europe devenue plus autonome, comme d'une Russie reprenant bonne figure dans le système mondial. Une telle orientation requerrait maints délais et manœuvres, mais il va de soi que l'objectif ne serait nullement de nuire à la Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Il s'agirait seulement de les amener à assagir leurs politiques européennes.

Les orientations qui viennent d'être évoquées devraient également éclairer le problème des limites de l'Europe, lesquelles dépendront du système mondial en vigueur. Si les poussées anglo-américaines triomphaient pleinement, l'Ukraine, éventuellement suivie (par divers prolongements) entrerait dans une grande Europe-à-l'américaine, peut être dirigée par une Angleterre déléguée aux affaires européennes, laquelle « Grande Europe » serait, vis-à-vis des États-Unis, une sorte de seconde Amérique latine, bénéficiaire d'une doctrine de Monroe révisée ¹. Une variante pourrait être une sorte de confédération à laquelle adhéreraient des protégés des États-Unis (comme Israël) et d'ex-dominions britanniques (tels l'Australie ou la Nouvelle-Zélande). La stratégie d'autonomisation de l'Europe suggérée plus haut conduirait au choix d'autres limites, sans exclure toutes les conséquences géopolitiques associées à la perspective d'une Europe-à-l'américaine. L'Europe autonome chercherait à éviter la balkanisation de la Russie. Elle maintiendrait sans doute les États baltes dans l'Union Européenne ², mais elle s'emploierait à fixer en accord avec la Russie, des frontières n'entraînant pas d'autres terres russes ou caucasiennes vers l'Union Européenne. Des accords d'association triangulaire pourraient voir le jour entre la Russie, l'Union européenne (UE) et ceux des États héritiers de l'URSS qui le souhaiteraient. Du côté turc, il ne serait pas question d'une intégration dans l'UE, tant que la configuration de l'ensemble arabe et turco-persan resterait incertaine ³ mais un traité de coopération aussi large que possible et progressivement élargissable à d'autres États, pourrait lier la Turquie à l'UE. De même pour le Machrak et le Maghreb, avec les ajustements correspondant à chaque cas. En somme, l'Union

¹ En 1823, Monroe, Président des États-Unis, s'opposa à toute reprise de la colonisation européenne et promit d'appuyer à cette fin tous les États d'Amérique.

² Vers laquelle ils ont accouru et à laquelle ils ont concédé un statut protecteur de leurs larges minorités russophones.

³ On retrouvera ce point dans un chapitre ultérieur.

Européenne-à-l'européenne se borderait volontiers de groupements amis et coopératifs à qui elle apporterait, selon leurs besoins, ses meilleurs concours, dans la limite de ses capacités.

Au total, l'avenir de l'Europe se jouera, à titre principal, dans sa dialectique interne, pour autant que le fardeau des ingérences américaines pourra être allégé. Ceci n'implique aucun anti-américanisme de principe, mais une volonté de placer le dialogue Europe-USA sur un pied d'égalité et, donc, de développer une coopération toujours négociée, sans automatisme d'alliance inégale. Pour passer de la situation présente à un tel rééquilibrage, du temps sera nécessaire et bien des manœuvres devront être déjouées de part et d'autre. Pour réduire ces délais inévitables, l'Europe pourra jouer utilement des prudences et des temporisations auxquelles les États-Unis seront conduits par la remontée en puissance de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de la Russie et de quelques autres États de moindre poids, mais de position stratégique. En revanche, les opérations engluantes où les États-Unis pourraient souhaiter entraîner une Europe fidèle et aveugle, au nom des nouvelles croisades et foudrues qu'ils adjoindraient à leurs vertueux engagements contre l'alcool des années 1930, contre le castrisme des années 1960, contre la drogue des années 1980 et contre le terrorisme des années 2000, devraient être systématiquement ignorées, quels que soient les efforts zélés d'une Angleterre ou de quelque autre fidèle américainophile aveugle ¹.

Mais l'erreur est possible, l'autonomisation de l'Europe peut échouer, l'Europe deviendra alors la grande sœur ou la vieille tante de l'Amérique latine au lieu d'aider cette dernière à s'émanciper. Le malheur des États-Unis est qu'ils en souffriront beaucoup plus que de l'amicale « infidélité » européenne, ici souhaitée, car leurs risques d'affrontements avec telles ou telles des régions émergentes du monde actuel seront assurément moins gérables et deviendront inéluctablement dommageables. Un tiers de milliard d'hommes suréquipés n'aura pas durablement le dernier mot contre quelques huit milliards d'Asiatiques et d'Africains de diverses inclinations.

¹ Au lecteur qui voudrait réfléchir plus profondément encore à la signification que vont prendre les rapports entre l'Europe et les États-Unis au cours des prochaines décennies – et même, au cours des prochaines années – je sou mets la réflexion suivante que j'entends rendre manifeste dans le volume que je consacrerai à *l'invention du 21^e siècle* – et non plus à son *inventaire* – à savoir : l'Europe rendra un très grand service aux États-Unis eux-mêmes, si elle réussit à imposer, contre leurs volontés actuelles, les orientations et les réformes dont je me fais, ici, l'avocat.

Zone 4 : La Russie dans les décombres de l'URSS

[Retour à la table des matières](#)

L'empire russe s'est formé en quatre siècles, puis s'est délité en quatre ans. Après avoir défait au 17^e siècle les principaux khanats issus des invasions mongoles, les armées russes et les paysans fuyant le servage lui annexèrent d'immenses territoires dans le nord, dans l'est sibérien et dans le sud-est « cosaque ». Au 18^e siècle, une tsarine allemande (la Grande Catherine) lui adjoignit à l'ouest, toutes les terres longtemps disputées entre Lithuaniens, Polonais et autres qui s'étalent de la Baltique aux bords de la Mer Noire, ainsi que le dernier khanat, celui de Crimée. Au 19^e siècle, les peuples épars dans les montagnes du Caucase et dans les steppes et vallées d'Asie centrale furent difficilement conquis par un ensemble de guerres, achevées bien après la révolution soviétique. En outre, cette expansion du 20^e siècle se poursuivit sur la façade européenne de l'empire, par la reconquête des États baltes, émancipés entre les deux guerres mondiales ; par un nouveau partage de la Pologne, convenu en 1939 avec l'Allemagne et renforcé après 1945 après la défaite de cette dernière ; et par l'annexion d'une Moldavie disjointe de la Roumanie. Telles seront les limites de l'URSS, en deçà du « camp socialiste » qui la prolongera de Sofia à Prague et à Rostock.

L'URSS proprement dite assemblait quinze « républiques socialistes » et plusieurs dizaines de républiques ou régions « autonomes » et de territoires aux appellations variées, nés de ces annexions, puis des redécoupages opérés par le régime soviétique en Asie centrale ou dans le Caucase, par exemple à l'occasion des transferts de populations effectués dans les années 1930 lors de la « dékoulakisation » ou, après 1941, à l'occasion de l'avance allemande. Toutes les « républiques socialistes » ont ainsi été truffées de territoires aux statuts variés correspondant plus ou moins à des peuples distincts. Ainsi, la Russie relève d'une république fédérale qui contient, outre son territoire propre, 21 « républiques autonomes », 10 « districts nationaux » soit 31 entités de droit public à quoi s'ajoutent de multiples subdivisions de rang inférieur ¹.

Cette mosaïque vola en éclats de 1988 à 1991, mais ce sont de gros éclats, le plus souvent de la taille d'une république. L'ère Gorbatchev qui couvre ces quatre années est celle d'une tentative fort tardive de sauvetage de l'URSS. En fait, le

¹ Notamment : *okrouz* ou territoire autonome, *krai* ou territoire, *oblast* ou région, villes à statut spécial.

pouvoir soviétique s'effritait depuis la fin de l'ère Khrouchtchev (1953-64), le parti communiste perdait prise sur une société délivrée de la terreur stalinienne, l'économie stagnait, Brejnev aventurait le pays dans une guerre d'Afghanistan sans perspective, les gérantes continuaient de se succéder à la direction du parti et du pays. Quand le jeune Gorbatchev (né en 1931) accéda au pouvoir en 1988, rien n'allait plus. En essayant d'opérer une réforme générale (*perestroïka*) et en proclamant pour ce faire une transparence des propositions et des débats (*glasnost*), Gorbatchev fit mûrir la crise idéologique* qui cheminait sourdement depuis des années : le pouvoir soviétique n'était plus craint, ni respecté, l'économie tombait de la planification centralisée dans la débrouille généralisée, toutes les oppositions assourdies devenaient clameurs sans exutoire et la dépopulation s'accompagnait d'un alcoolisme omniprésent et d'une multiplication des suicides ¹.

Dans ce contexte, les républiques dotées d'une organisation propre s'émancipèrent sans l'accord du « centre » — c'est-à-dire de la direction du parti commun à toute l'URSS — puis, bientôt avec son accord. En 1991, Eltsine, successeur de Gorbatchev, proclama le remplacement de l'URSS par une CEI, une *Communauté d'États Indépendants* qui, déjà, n'englobait plus que 12 des républiques naguère soviétiques, les trois États baltes s'étant déclarés indépendants, pour rejoindre l'Union Européenne. Dans presque toute la CEI, les équipes politico-administratives en place gardèrent leur pouvoir, sauf à le décorer d'oripeaux démocratiques et ne connurent, ici ou là, que de tardives relèves, quand les zizanies locales les firent exploser en partis rivaux. Les « oligarques » qui s'étaient rendus propriétaires des meilleurs morceaux de l'appareil économique ² s'efforcèrent de contrôler ces partis, ainsi que la presse et les autres médias, cependant que ces partis parfois entraînés dans des compétitions électorales réellement ouvertes s'efforcèrent de séduire les sentiments des nationalités ou des ethnies localement prépondérantes, à grand renfort d'idéologies antirusses, religieuses, traditionalistes ou d'autre farine.

¹ En 2006, les ravages de l'alcool et du suicide se poursuivaient.

² Oligarques est le nom, appliqué — par une presse russe plus libre que naguère — aux dirigeants des combinats (et de leurs filiales exportatrices) «privatisés» par leurs soins pendant la foire d'empoigne des années 1980.

En Transcaucasie, l'affranchissement des républiques naguère soviétiques fut mêlé de guerres entre Arménie et Azerbaïdjan, par le réveil de vieux conflits mal éteints par les découpes territoriales d'époque stalinienne, et avivés par des litiges pétroliers à retrouver plus loin. En Géorgie, ces mêmes litiges furent envenimés par les poussées divergentes des enclaves logées dans cette république (Adjarie, Abkhazie et Ossétie du sud). Partout la Russie joua de ces clivages pour essayer de maintenir son influence. Son jeu fut (et demeure) dramatiquement compliqué, plus au nord, parce que dans le fouillis des entités caucasiennes séparées ou entremêlées — selon un relief complexe et les découpages politiques qui ne le furent pas moins — le peuple tchéchène qui avait opposé la résistance la plus opiniâtre à la colonisation russe du 19^e siècle, qui tenta derechef de s'émanciper après la révolution de 1917, qui fut exilé au Kazakhstan en 1942 et qui ne put regagner son territoire perdu qu'en en partageant le contrôle avec la république voisine d'Ingouchie — un temps bénéficiaire de l'exil des Tchétchènes — reprit les armes en 1982 pour conquérir une indépendance réelle à l'encontre de la Fédération russe elle-même. Le pouvoir russe, alors chancelant, mais effrayé par le risque d'un éparpillement de toutes les entités qu'il « fédérait »¹ alterna la répression la plus brutale et la recherche d'accommodements de façon telle que toute la Tchétchénie fût ravagée par une guerre jusqu'à présent sans issue. Un autre cas de fragmentation, tolérée, faute de mieux, survint dans la République indépendante de Moldavie, large fragment détaché de la Roumanie en 1941 et augmenté par un territoire pris sur l'Ukraine, de l'autre côté du Dniepr frontalier. En effet, la population de cette Transnistrie, nullement désireuse d'être minoritaire

¹ Menace actualisée notamment par la république de Kazan, remplaçante d'un khanat mongol où une révolte moins violente fut calmée par des assouplissements du contrôle russe.

dans une Moldavie roumanophone qui risquait de faire retour à la Roumanie, chercha à conquérir une autonomie que soutint l'armée russe installée localement ¹.

L'Asie centrale où cinq républiques voisines de la Caspienne ou de l'Afghanistan ont établi une indépendance aussi nette que celle des républiques transcaucasiennes n'ont pas été livrées, comme ces dernières, à de multiples déchirements internes, assortis de plusieurs guerres, car cet ancien Turkestan n'a pas hérité de vieux conflits interétatiques ². La soviétisation de cette zone, au cours des années 1920 s'est donc traduite par le découpage d'États dont chacun logeait l'un des peuples déposés ici par les empires de passage ³ tout en le saupoudrant de minorités relevant des peuples voisins, d'où un découpage de frontières plus tourmenté encore que le relief très montagneux. Or, ces cinq États sont restés enfermés dans leurs corsets respectifs, tels que découpés par le pouvoir soviétique et ont, comme ailleurs, tiré leurs nouvelles autorités des appareils d'État préexistants, sans déchirements initiaux entre ethnies. J'y reviendrai quand le rôle du pétrole, dans toute cette région sera examiné ⁴.

La Russie a assisté impuissante à la débandade de la CEI. Elle a réagi davantage aux tendances centrifuges qui se manifestent au sein même de la Fédération Russe, notamment en Tchétchénie et au voisinage de celle-ci (Daghestan et Ingouchie). Eltsine qui reçut la consécration du suffrage universel, fut abreuvé de conseils locaux et internationaux sur l'art de démocratiser la société et de privatiser l'économie, mais les clans divers qui se partageaient ce qui restait de pouvoir au Kremlin le tirèrent à hue et à dia. Sa gestion titubante se contenta de proclamations. La Banque Mondiale soulignera, à l'heure de la crise financière, qu'il a laissé s'opérer un processus de « privatisation spontanée », lorsque les chefs

¹ Jusqu'à présent cette situation s'est maintenue mais a perdu de son acuité, car la majorité moldave se sent moins attirée par une Roumanie qui peine à remplir les conditions auxquelles l'Union Européenne subordonne son éventuelle entrée, cependant que, par ailleurs l'évolution de l'Ukraine (sur laquelle je reviendrai) rend intéressant, pour le pouvoir moscovite, le maintien d'une armée russe sur le flanc sud-ouest de cette république « ingrate ».

² Plusieurs émirats puissants — tels ceux de Samarcande ou de Boukhara — ont été déposés dans les vallées irrigables qui découpent ces vastes steppes, mais aucun État massif et durable n'existait sur ces terres souvent sillonnées par les hordes mongoles et les autres confédérations tribales génératrices d'empires des steppes ou de razzias énormes en Europe ou surtout en Perse et aux Indes.

³ Peuples ouzbek et kazakh pour les deux plus vastes États (respectivement 26 et 17 millions d'habitants aujourd'hui) et peuples tadjik, turkmène et kirghize pour les trois autres républiques (respectivement 7, 5 et 5 millions).

⁴ L'exception la plus manifeste est celle du Kazakhstan, immense zone de steppes où une forte minorité de Russes et de Soviétiques d'autres nationalités est, pour une bonne part, restée sur place, à la différence des Russes des autres républiques évincés du pouvoir local, qui ont souvent regagné leur pays d'origine.

d'entreprise, les cadres gouvernementaux et la direction du parti ont commencé à s'approprier les entreprises d'États et leurs actifs, mais elle oubliera de s'interroger sur la rareté des épargnes russes qui auraient pu financer des privatisations moins sauvages, sur l'inexpérience des jeunes banques russes pour y suppléer par leurs crédits et sur les réflexes souvent négatifs à l'égard d'acheteurs étrangers qui d'ailleurs ne se bousculaient pas. L'incurie juridique, héritée du tsarisme et accentuée par le soviétisme ne permettait pas d'encadrer ce mouvement par ce qu'il faut de lois, de contrats, de juges et de professionnels du droit pour qu'un « libre marché » puisse s'établir dans un pays depuis toujours gouverné en opportunité¹ ou en force, mais non en droit. Dans l'ordre administratif, cette même incurie mêlée à une naïve imitation du système américain, aboutit à des réformes telles que la Fédération risqua d'exploser : élection des gouverneurs provinciaux et liberté octroyée à ceux-ci de se saisir d'autant de pouvoirs qu'ils pourraient en exercer. Cette orientation qui est pertinente dans un État à la démocratie bien rôdée et dotée d'un système équilibré de pouvoirs distincts, devenait, dans la Russie en débandade des années 1980 une menace de pulvérisation. Peu après son accession au pouvoir, en 2000, Poutine réfréna cet ultra-démocratisme aberrant, parce que très prématuré. Néanmoins, la Russie est celle des anciennes républiques soviétiques — hormis les pays baltes — où la construction d'un État démocratique-bourgeois* a effectivement progressé depuis 1991. L'Ukraine ne s'est engagée dans cette voie que dix ans plus tard et la Géorgie turbulente ne s'y est pas encore décidée, malgré l'aide empressée des États-Unis, impatients de voir s'ouvrir l'oléoduc vers la Turquie.

Dans sa progression démocratique zigzagante, la Russie dut subir et surmonter l'épouvantable crise financière de l'automne 1998. En effet, ce pays dont le budget propre s'asséchait de plus en plus, faute d'assiette fiscale dans une économie atone et surtout faute d'une suffisante capacité à recueillir l'impôt, vivait d'un gros volume de « prêts à l'ajustement » venus d'institutions multiples². De rallonge en rajout, chaque année gonflait cette manne, l'idée, vigoureusement soutenue par les États-Unis étant qu'il fallait, à toute force soutenir Eltsine pour réussir la reconversion de l'URSS enfin vaincue. Que ces flux se perdent dans des voies indûment privées était un risque couru à l'aveugle — ou à la légère — si bien qu'en fin 1998, la Russie fut incapable de faire face à ses échéances, pourtant assouplies. Sa dette globale était de l'ordre de 100 milliards de \$, alors que ses créances internationales dépassaient les 120 milliards de \$, mais n'étaient guère

¹ Dans un pays accoutumé au droit, le gouvernement « en opportunité » désigne les décisions publiques de ministres et de préfets qui jouent d'expédients aux limites du droit (délais, omissions volontaires, écarts déguisés, etc.) quitte à subir les foudres tardives des tribunaux.

² FMI, Banque Mondiale et ses satellites, Exim Bank américaine, BERD européenne, etc.

mobilisables ¹. Le dénouement fut classique : une dévaluation de 60 % du rouble, une rallonge de prêts renchérïs et une remise en ordre des contrôles par et sur la Banque centrale russe. Camdessus qui était alors, directeur général du FMI, et qui n'avait émis aucune objection publique contre le laxisme de son actionnaire américain prépondérant (suivi par le Conseil d'administration), fulmina contre les critiques adressées à l'institution qu'il dirigeait, pour ses décisions incontrôlées. La critique porta notamment sur les jongleries auxquelles se livra une filiale installée dans les Îles Anglo-Normandes par la Banque centrale russe (ou une société formée par d'habiles cadres russes et financée par cette Banque), pour placer les réserves officielles russes en titres ultra-rentables (de provenance russe ou non) ².

À la fin de 1998, le PIB par tête de la Fédération russe atteignait à peine 50 % de son niveau de 1989, mais cette moyenne était trompeuse, car la Russie de l'ère Eltsine était nettement plus inégalitaire que celle des débuts de l'ère Gorbatchev. Quant aux taux d'intérêt des crédits en rouble, ils atteignirent 58 %. La crise politique — plus vive dans les cercles du pouvoir et des affaires que dans les rues — tarda à se dénouer, mais elle se résolut finalement, sous la pression des autorités municipales les plus actives (dont Moscou et Leningrad, redevenue Saint-Pétersbourg) et des milieux politico-policiers les plus avertis ³. Le jeune Poutine (né en 1952, un an avant la mort de Staline) qui accéda au pouvoir en 2000 entreprit de remettre de l'ordre dans la « maison russe » et, si possible, dans la CEI tout entière. À l'usage, il apparaît que ses cibles sont d'alléger la dette internationale de la Fédération et de redresser ses capacités budgétaires. Les hausses de prix pétroliers l'aidèrent beaucoup à partir de 2002, si bien qu'il put s'employer à rétablir la « verticale du pouvoir », c'est-à-dire l'autorité de Moscou dans toute la Fédération russe et même sa capacité de manœuvre au sein de la CEI.

¹ Le principal débiteur était Cuba (18 milliards) suivi par la Syrie (13 m.), la Mongolie (11), etc. Quant au flou des chiffres, il s'explique par le désordre de la Banque centrale russe, faiblement maîtresse des fonds reçus et de leur emploi et par la cécité (volontaire ou non) du FMI et de la Banque Mondiale, privés de leurs sanctions coutumières par la volonté politique de soutenir Eltsine.

² Voir notamment la lettre qu'il adressa au journal *Le Monde*, le 18 août 1999, reproduite sous le titre *The IMF, Russia and Le Monde*, sur le site du FMI www.imf.org/external/np/vc/1999/081999.htm. Le lecteur averti des usages du FMI (en Amérique latine, en Indonésie, etc.) s'interrogera, par exemple, sur la volonté prêtée au Fonds, de voir ses prêts au budget russe aider à la réévaluation des salaires, des aides sociales et des pensions (*to revalue wages, social benefits, and pensions*).

³ En URSS, les sommets du KGB furent l'un des lieux où l'on connaissait le mieux la situation réelle du pays (voir *La Société* – tome 4 : *Les Classes*, notamment le chapitre 9). Poutine, léningradois et officier du KGB sortait de ce milieu. Son mentor, un dirigeant du KGB qui fut ambassadeur de l'URSS en Hongrie, après la révolution de 1956 (où il fut le témoin-complice des réformes, hardies pour l'époque, du gouvernement Kadar) devint par la suite l'un des gérantes qui succédèrent à Brejnev.

L'ancienne URSS était riche en hydrocarbures et l'actuelle CEI a conservé tous ses gisements. Malgré le gaspillage de son utilisation intérieure et le pillage des années d'empoigne, ce potentiel n'a pas été réduit car les nouveaux sites découverts autour de la Caspienne et l'amélioration des techniques d'exploitation ont maintenu ou légèrement accru le niveau des réserves connues. Les dernières estimations présentent la CEI comme détentrice de 10 % des réserves mondiales de pétrole et de 32 % des réserves de gaz. Dans ces deux totaux la Russie compte, respectivement pour 6 et 27 %, le reste se situant autour de la Caspienne, principalement au Kazakhstan et en Azerbaïdjan pour le pétrole et au Turkménistan pour le gaz. Malgré de fortes pressions, les compagnies étrangères n'ont acquis qu'une minorité de ces ressources et les contestations ont été longues et très serrées quant au tracé des oléo- et gazoducs. Moscou n'a pu en maintenir la totalité sur le territoire de l'ancienne URSS, mais jusqu'à présent les seuls exutoires échappant à son contrôle sont un oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan offrant au pétrole azéri un débouché en Méditerranée via la Turquie, lequel sera suivi dans peu d'années par un autre tuyau courant du Kazakhstan vers le Pacifique, Moscou ayant préféré un débouché maritime vers le Japon (et tout le marché mondial) au tracé plus court que la Chine offrait de financer, mais qui aurait fait d'elle le client unique de ce conduit. D'autres exutoires seront peut-être construits, mais il est douteux qu'ils réduisent de beaucoup le contrôle des sociétés exploitantes à majorité ou à plein capital russe (ou d'autres États de la CEI). Poutine a consolidé la position russe — et, du même coup ses ressources budgétaires — en obligeant la société Ioukos¹ à payer ses énormes dettes fiscales et à céder, pour ce faire, ses principaux actifs à d'autres sociétés russes, nonobstant les plaintes des associés texans de Ioukos dont l'oligarque fondateur a été emprisonné. Les probables procès et transactions qui finiront de démêler ce sac de nœuds n'annuleront nullement le message du pouvoir russe aux oligarques de toute venue : « payez vos impôts et prêtez attention aux intérêts de votre pays ! ».

Le contrôle des tuyaux d'hydrocarbures est aussi devenu un instrument de politique internationale comme le duo Japon ou Chine le suggère et comme l'Ukraine a pu en juger, lorsque son éloignement de la Russie vers l'Union Européenne et l'OTAN qui s'est manifesté en 2005 a été sanctionné par un relèvement des prix du gaz du tarif « intérieur » au « coût mondial » qui est présentement cinq ou six fois plus élevé. Une transaction provisoire a désamorcé ce conflit, mais ce n'est évidemment que partie remise. La Russie va s'efforcer de garder le pilotage de la CEI. Elle va s'efforcer également de réduire ses coûts de production industriels grâce aux bas prix de l'énergie, tandis que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) où elle est candidate depuis 2002, lui demande d'éliminer cette « entorse à la concurrence » internationale. Toutes divergences qui

¹ Née de la foire d'empoigne déjà évoquée.

progression intrinsèque. La Russie prépondérante a enregistré des résultats proches de la moyenne CEI, laquelle a été nettement dépassée par les deux principaux États pétroliers non-russes que sont l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, ainsi que par l'Arménie et l'Ukraine ¹. Les contre-performances les plus nettes ont été celles de la Moldavie — aussi miséreuse que la Roumanie — et des républiques pauvres d'Asie centrale que sont le Tadjikistan et le Kirghizstan, rejointes de façon plus surprenante par le vaste Ouzbékistan. Malgré les progrès escomptables d'ici là, on peut s'attendre à ce que la CEI, dans son ensemble, passe des 3,5 % du PIB mondial qu'elle produit actuellement à environ 2,8 % de ce total en 2030. Le doute ne vient pas tant des éventuels aléas pétroliers, ni des difficultés d'une croissance économique probablement assez soutenue ², que de la part énormément accrue qu'auront prise dans la production mondiale les étoiles montantes que sont la Chine et l'Inde. Quant à la part de la CEI dans la future population mondiale, l'incertitude est un peu plus grande, car les pays d'Asie centrale connaissent encore un régime de forte croissance, cependant que la Russie qui a subi un net déclin démographique ne l'a compensé que par des replis de populations russes installées hors la Fédération, catégorie pour laquelle il ne reste de réserves massives qu'au nord du Kazakhstan et à l'est de l'Ukraine. En allongeant par prudence l'horizon statistique jusqu'à 2050, on peut s'attendre à ce que la CEI qui comptait 4 % de la population mondiale en 2005 n'en contienne plus que 3 % environ au milieu du siècle, avec un net vieillissement moyen ³.

Parmi les problèmes les plus délicats que la Russie et plusieurs de ses voisins n'ont pas encore réussi à résoudre pleinement figure celui de la décollectivisation des terres. En effet, les lois requises à cette fin ont beaucoup tardé, spécialement en Russie où les plaies de 1930 sont mal cicatrisées. Un Code foncier de 2002 a toutefois libéralisé les transactions, mais il semble avoir laissé aux villes à statut spécial (comme Saint-Pétersbourg et d'autres) et aux régions (*oblast*) le soin de mettre en œuvre ses principes, si bien que de nettes différences existent encore d'une zone à l'autre, en matière de propriété immobilière ou foncière, urbaine ou rurale. Une enquête de la Banque Mondiale et de sa filiale IFC (*International Finance Corporation*) dont le rapport date de novembre 2005 portant sur le traitement pratique de neuf types d'opérations (achat ou location d'une parcelle, transfert d'un type d'usage à l'autre, regroupement ou parcellisation, etc.) dans une série de zones étalée de Kaliningrad (ex-Prusse Orientale) aux îles Sakhalines jadis japonaises, a montré l'extrême diversité des situations concrètes. Presque tout est

¹ Les performances des États baltes qui étaient déjà notoires dans l'URSS ont été supérieures à celles de la CEI qu'ils ont quittée, je le rappelle, pour rejoindre l'Union Européenne.

² La dette internationale qui handicape la Russie a été allégée par l'envol des prix pétroliers. Elle ne pesait plus que 24 % du PIB à la fin de l'exercice 2004.

³ Le % des 15 ans comptant pour 16 % du total et les 65 ans pour 14 %

possible ou interdit, cela dépend du site et peut-être de l'humeur locale ou des épices qui l'assouplissent. Les Européens habitués au Code civil et à ses dérivés s'y retrouvent mal, les Américains qui recourent aux bons soins d'une *Title Company* pour éclairer les droits négociables dans tel comté ou tel État s'y retrouvent peut-être mieux. S'il fallait en outre s'enquérir des droits qui remplacent aujourd'hui les normes collectivistes d'hier dans les onze autres États de la CEI, et juger de ce qu'elles doivent aux usages et parfois aux lois explicites d'avant l'époque soviétique, un collègue d'érudits y suffirait à peine. Mais il est probable que les droits fonciers et immobiliers de Russie et du reste de la CEI auront été clairement fixés d'ici la fin du 21^e siècle, car tels sont, finalement, les besoins du marché.

Au reste, on se gardera d'ignorer les différences structurelles multiples qui particularisent les États non-russes de la CEI. Les trois États de Transcaucasie diffèrent autant qu'un vieux groupe de mini-principautés (la Géorgie) peut être dissemblable d'une séquelle de fiefs plus largement épandus (l'Arménie) et d'un Azerbaïdjan qui n'a pris forme que dans un territoire longtemps perse, découpé lors des guerres révolutionnaires d'après 1917. La variété politique est plus grande encore dans la vaste Asie centrale steppique ou montagnaise, carrefour de multiples invasions nomades, dont l'exemple a été évoqué plus avant. Si bien que les discours sur les États de ces deux sous-régions qui leur prêtent des aspirations ou des projets de « république démocratique »* sont souvent sans rapport avec les réalités locales, ni avec les développements envisageables à brève échéance. Au mieux, ces États héritiers de pans de l'appareil soviétique, mêlés à des résurgences très variables, sont du type militaire-nationalitaire* encore en formation, quand du moins leurs chances de perdurer sont bien établies, ce qui est peut-être le cas de la Géorgie truffée de « républiques autonomes » et déjà moins celui de l'Arménie idéalisée par une diaspora mondiale et de l'Azerbaïdjan que l'Iran, mieux assis et riche d'une forte minorité azéri, pourrait un jour être tenté d'incorporer ¹. En tout cas, l'absence du joueur britannique (partiellement remplacé par un joueur américain qui suit d'autres règles) n'empêche pas que les joueurs russe et perse encore en place de poursuivre le Grand Jeu du 19^e siècle, et qu'un joueur turc pourrait se mêler à la partie qui redistribuerait la géographie politique de l'Asie centrale ². Mais dans l'actuel système mondial, le Grand Jeu a toutes chances de se développer à une plus vaste échelle, car les confins caucasiens de la Russie et, plus encore, ses voisins issus des anciens Turkestans chinois ou russe intéressent

¹ Soit qu'il réussisse à se doter d'armes nucléaires, soit encore que les péripéties majeures que l'après-pétrole suscitera (ou envenimera) dans tout le Proche- et Moyen-Orient rejaillissent jusque là.

² Malgré un premier essai infructueux du joueur turc qui n'a pas su réveiller les éventuelles nostalgies pan-turques de cette région, pas plus que la Russie soviétique des années 1920 n'avait pu éveiller leur pantouranisme.

désormais de plus lointaines puissances, même si aucune d'entre elles ne fait déjà de ces zones incluses dans la très lâche CEI un de ses objectifs urgents.

Sur le flanc européen de la CEI, les ingérences américaines sont habillées par des institutions héritées de la guerre froide (comme l'OTAN) ou de son achèvement (telle l'OSCE), si bien qu'elles se mêlent, parfois intimement, à des interventions proprement européennes. Ainsi l'Europe partage avec les États-Unis la responsabilité des soutiens offerts à l'Ukraine et des remontrances adressées à la Biélorussie pour les détacher de la CEI ou — version plus douce — pour introduire par ce biais une dose de bons usages démocratiques dans l'ensemble CEI, tout comme les prêts surabondants des institutions internationales à la Russie ont pu inciter celle-ci à faire progresser ses institutions sur la voie de la démocratie parlementaire. Quant à l'utilisation de l'OSCE jusqu'au cœur de l'Asie pour veiller à la bonne tenue des élections kirghizes ou turkmènes, n'est ce pas une conséquence directe du traité d'Helsinki fondateur de cette institution en 1975 et des traités et accords d'après 1991 qui ont fait des États successeurs de l'URSS des membres de plein droit de cette organisation pacifiante et — autant qu'il se peut — démocratisante ? Enfin, les États-Unis ne sont pour rien — ou presque — dans les querelles qui peuvent intervenir entre l'Allemagne et la Grande Bretagne pour savoir quelle compagnie construira avec la Russie le gazoduc sous la mer du Nord qui doublera — ou contournera — les tuyaux évacuant le pétrole ou le gaz via la Biélorussie ou l'Ukraine ; ni dans les difficultés que subit la zone de Kaliningrad, du fait de son total enclavement dans l'Union Européenne. En fait, la sagesse est d'observer que, sur ce flanc-là, la Russie est traitée comme le sont tous les États européens qui ont été poussés à enfler l'OTAN et l'Union Européenne elle-même. La situation ne changera, pour la Russie, qu'à partir du moment où l'Union Européenne — ou ses principaux membres — sauront définir leurs fins propres en ce qui concerne leurs rapports avec la Russie.

Mais l'ambiguïté cesse lorsqu'on passe aux flancs asiatiques de la CEI. Du côté de la Géorgie, encore équipée de bases russes dont le retrait est promis pour 2008 et déjà destinataire d'aides économiques et militaires américaines qui l'ont décidée à participer à l'oléoduc Bakou-Ceyhan (évoqué ci-avant), l'Europe est moins directement impliquée, mais non hostile : il s'agit, en somme, d'opérations à dominante mercantile. En revanche, l'installation de bases aériennes américaines au Turkménistan et au Tadjikistan, dans le but déclaré de soutenir l'action des forces américaines (ou otaniennes) qui opèrent depuis 2001 contre les Talibans d'Afghanistan, ne pouvait que susciter la méfiance, voire l'hostilité de la Russie et aussi de la Chine. Ces deux pays avaient créé en juin 2001 une *Shanghai Cooperation Organization* à laquelle participent quatre républiques d'Asie centrale (les deux précitées ainsi que le Kazakhstan et l'Ouzbékistan) pour remplir localement un rôle analogue à celui de l'OSCE à ses débuts : appliquer des

mesures de confiance pour conforter les frontières des États concernés. L'installation américaine à laquelle deux États pauvres, faibles et instables ont donné leur accord (non sans recevoir une aide substantielle) a profondément irrité les deux puissances fondatrices du Pacte de Shanghai, la Russie parce que cette ingérence dans la CEI participe du grignotage tous-terrains auquel les États-Unis soumettent tous les flancs de l'ancienne URSS et la Chine qui, déjà, tient en suspicion les actions américaines en Corée et à propos de Taïwan, car elle ne peut manquer d'interpréter leur installation en Asie centrale comme une nouvelle étape d'un encerclement. Les protestations formulées par les deux fondateurs du Pacte ont amené le Turkestan et le Tadjikistan à envisager ou même à promettre une évacuation rapide des bases américaines, mais les contre-manoœuvres américaines ont plus ou moins suspendu ces promesses. L'affaire n'est donc pas réglée et il est vraisemblable que les pressions russo-chinoises redoubleront d'intensité.

Cette crise a contribué à un resserrement qui est devenu manifeste depuis que Poutine a relayé un prédécesseur plus erratique. Les liens commerciaux entre la Chine et la Russie, ont été affermis par l'installation d'une ligne ferroviaire directe. Ils s'étendent à maintes marchandises, y compris des équipements militaires et spatiaux sophistiqués. Les liens diplomatiques, illustrés par le Pacte de Shanghai, ont pris un tour plus actif encore dans le traitement des affaires coréennes et dans le freinage de l'indépendantisme taïwanais, deux domaines où la Russie semble s'être alignée sur les positions chinoises. Aux Nations-Unies, également, ces deux puissances semblent coopérer aisément, y compris pour écarter la promotion du Japon parmi les membres permanents du Conseil de Sécurité. Cela ne signifie pourtant pas que l'hostilité russo-japonaise — jamais réduite par un traité de paix en bonne et due forme — se soit aggravée, bien au contraire. Le Japon n'a pas abandonné sa revendication sur les îles Kouriles, annexées par l'URSS en 1945, mais il coopère avec la Russie pour l'exploitation des gisements terrestres et marins de pétrole et de gaz dans la zone de Sakhaline et des Kouriles et il a fort apprécié la décision russe de pousser un nouvel oléoduc jusqu'aux rives du Pacifique.

Point trop présente en Asie du sud-est, la Russie a par contre maintenu, puis élargi ses relations avec l'Inde qui devient une puissance considérable sur le flanc sud de la Chine, sans rien faire qui puisse irriter cette dernière. L'Inde, devenue une puissance nucléaire déclarée, continue de commercer activement avec la Russie, y compris pour la fourniture d'équipements militaires lourds (tels que porte-avion ou sous-marin). Finalement, c'est du côté du Proche et Moyen-Orient qu'un retrait notable a fait suite aux interventions multiples de l'URSS. Toutefois les rapports entre la Russie et cette zone semblent redevenir évolutifs, par exemple pour réduire les tensions dont l'Iran est la source.

Bref, on pourrait, avec quelque optimisme, conclure qu'une sorte de Conseil de Sécurité propre à l'Asie commence à se profiler, Conseil qui assemblerait évidemment le Japon, la Chine, l'Inde et la Russie, sans doute accompagnés par le Pakistan et l'Indonésie, mais où il serait difficile de représenter le Proche- et Moyen-Orient. Ce n'est là, il est vrai, qu'une utopie, car les États-Unis, déjà fort inquiets des montées en puissance asiatiques, ne se résoudront pas de sitôt à ce que de telles coopérations étendues s'organisent. Il faudra sans doute plusieurs décennies de progrès asiatiques pour que ces rêveries soient converties en perspectives ouvertes, si ce n'est en projets.

En attendant, la Russie doit se contenter d'un statut de moyenne puissance, même si son strapontin au G7 vient d'être converti en un véritable fauteuil au G8. Bref, on est enclin à conclure — comme lors de l'examen de la zone européenne proprement dite — que ce pays devrait s'être ressaisi, notamment par et pour l'établissement de liens coopératifs avec l'Allemagne et la France, d'un côté, et la Chine, voire l'Inde, d'un autre côté, pour qu'une profonde novation du système mondial ait chance de se produire. Les États-Unis qui trônent au sommet du système mondial actuel ne se résigneront sans doute pas aisément à une telle transformation, à moins qu'elle soit très progressive et diffuse. Sinon, le monde pourrait se retrouver, comme dans les années 1910 ou 1930, à l'heure des tragédies d'échelle planétaire.

Chapitre 4

Dynamique régionale du système mondial

(Mars-mai 2006)

Dix régions, dix avenirs ?

Deuxième section — Deux (ou trois) trois régions à population exubérante

Zone 5 : L'Afrique en gésine.

[Retour à la table des matières](#)

En 1991, dans *Le monde au 21^e siècle* où j'esquissais à très grands traits ce qui allait devenir la présente exploration, je titrais un passage ¹ : L'Afrique, hélas ! Quinze ans plus tard, je pourrais reprendre cette formule tant les guerres, les coups d'État, les massacres, les famines occasionnelles et la malnutrition chronique, les ravages du sida et d'autres épidémies sont graves et répétitifs dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne. Les rares rebonds politiques prometteurs, comme ceux du Nigeria ont souvent été suivis de rechutes, les élections d'honnête qualité, celles du Sénégal ou du Bénin, par exemple, sont comme de rares oasis, etc. Les découvertes pétrolières ont été le fait de multinationales qui en accaparent les rentes, tandis que les chefs d'État locaux en tirent de quoi soutenir leur pouvoir et leur luxe, et que les misérables tribus d'alentour essaient d'en tirer rançon, les armes à la main — exercice parfois plus facile, avec certaines autres richesses minières, les pierres précieuses notamment. Les salaires et les soldes impayés pendant de longs mois ou les aides internationales détournées ne sont pas des accidents rares.

¹ Page 436 sq.

L'Afrique noire est mal partie écrivait René Dumont, en 1962. Quarante et un ans plus tard, Stephen Smith lui fait écho avec *Négrologie — Pourquoi l'Afrique meurt*¹. Je n'entends pas contredire de tels jugements, mais il me semble désormais nécessaire de creuser sous les sédiments qu'une actualité parfois démente ne cesse d'empiler, pour rechercher ce qui empêche l'Afrique de s'élancer enfin, à la manière de la Chine et de l'Inde ; ou, à tout le moins, pour repérer ce qui retarde son essor, aussi différent doit-il être de ces précédents asiatiques.

L'Afrique ici visée n'est pas l'ensemble du continent auquel historiens et géographes attachent ce nom, mais seulement sa vaste fraction qui constitue une région bien spécifiée par l'actuel système mondial. Tant qu'a duré la colonisation européenne, le littoral méditerranéen partageait effectivement le même sort que l'Afrique noire, mais les décolonisations des années 1960 (retardées jusqu'en 1974 pour les colonies portugaises) ont disjoint ces deux éléments. On retrouvera l'Afrique du nord en étudiant le Proche- et Moyen-Orient (PMO) avec lequel ses parentés sont fortes sinon générales. L'Afrique, comme zone **5** du système mondial actuel, est donc délimitée par les Océans Atlantique et Indien² et par l'immense Sahara. Il faudrait prêter attention aux rares cantons densément peuplés de ce désert et aux emprises réelles des États qui sont censés les contrôler, pour tracer une délimitation plus précise. Je note simplement que la limite nord de l'Afrique proprement dite traverse ou inclut la Mauritanie, le Mali, l'Algérie saharienne, le Tchad et le Soudan, jusqu'à la Mer Rouge³. Pour le reste, le climat qui règne dans cette Afrique est des plus couverts, tant les nuages guerriers et les brouillards économiques y sont denses. Le climat démographique est plus orageux encore, ses effets dépassent tous les records mondiaux. Le climat culturel, enfin, est assez homogène et un peu moins dramatique, car la parenté des langues et des cultures africaines est manifeste, tandis que ses faiblesses propres tiennent au fait que, jusqu'à présent, la modernité technique, administrative, politique et autre est presque partout un article d'importation encore rare. J'entends montrer que ce qui se profile sur cette sombre toile de fond est non pas un avenir d'accès facile, mais bien l'enfantement d'une civilisation originale, encadrée par des États moins nombreux qu'aujourd'hui et portée par des sociétés civiles * aux cousinages plus serrés. La parturition sera encore longue et pénible, tant il y aura d'obstacles à franchir ou à détruire. Mais, il est hautement vraisemblable que ces obstacles

¹ L'ouvrage de Dumont a été publié au Seuil, celui de Smith, chez Calmann-Lévy.

² Madagascar relève de cette même zone, tout comme les îles côtières de l'Atlantique et les archipels du proche Océan Indien.

³ Les désordres dont souffrent les pays de la Corne de l'Afrique, de par leurs convulsions propres, sont parfois surdéterminés par divers ricochets des guerres du PMO, si bien qu'il se pourrait qu'à l'avenir, cette région (et peut être aussi le Soudan) soit entraînée vers le PMO dans un prochain système mondial. Mais ce n'est là qu'une éventualité.

seront finalement dépassés car plusieurs poussées résultant de l'évolution même du système mondial viendront conforter les poussées internes de la zone africaine. Les systèmes mondiaux jadis entraînés par l'essor du capitalisme ont brisé les forces vives de l'Afrique. Le système mondial actuel ¹ n'a plus besoin de prolonger cette lancée. L'Afrique débridée commence à bouger, mais de façon brutale et incohérente. Sa gésine occupera peut être tout le 21^e siècle, mais elle enfantera inéluctablement d'une nouvelle Afrique, sinon d'une Afrique répondant à toutes les aspirations qu'un irénisme béat pourrait faire concevoir.

Pour explorer les avenir potentiels de l'Afrique, point n'est besoin de revenir de façon détaillée sur l'histoire qui l'a façonnée. Lorsque les débats sur les traits majeurs de cette histoire sortent du cercle des sciences sociales spécialisées pour trouver de plus larges échos, c'est le plus souvent au service d'objectifs peu ragoûtants, tels la quête d'un surcroît d'aide extérieure qui aurait de fortes chances de se perdre dans des circuits corrompus et corrupteurs; ou l'appel à des repentances qui nourriront les plaidoyers de forces politiques — gouvernementales ou non — dont les desseins présents ne sont pas toujours dignes de respect. Il doit donc être entendu que l'Afrique fut écrémée pendant plus d'un millénaire par des armées, des marchands ou des tribus pour approvisionner l'empire romain, les émirats arabes ou les impérialismes européens — sans qu'aucune réparation spécifique, tournée vers l'Afrique actuelle, puisse panser les blessures culturelles d'aujourd'hui, ni servir des objectifs anti-esclavagistes qui seraient aujourd'hui pertinents ². Aux côtés de la traite esclavagiste, le pillage des ressources naturelles de l'Afrique suscite, lui aussi, des plaidoyers intéressés qu'il faut néanmoins trier : le partage des rentes minières et pétrolières ³, l'imposition de normes conservatoires réclamées à juste titre par des ONG écologistes ⁴ ou la prohibition de trafics dommageables que des États faibles ne peuvent empêcher — tels ceux qui résultent de l'exportation vers l'Afrique des déchets nocifs en provenance des sociétés industrielles — devraient toujours faire l'objet d'une action internationale associant de façon contrôlée les États africains et les États industriels qui sont, en la matière, leurs clients ou leurs « partenaires ». Un tel exercice international de police suppléerait avantageusement aux aides et primes par lesquelles les pays riches se donnent bonne conscience à peu de frais et non sans fraudes.

¹ Qui est celui d'après la guerre froide et d'après l'implosion du communisme soviétique ; ou, en d'autres termes, celui de la prédominance solitaire des États-Unis.

² Hormis quelques séquelles que des agences onusiennes – et les ONG qui les soutiennent – s'emploient à dénoncer.

³ Et des rentes foncières sur les produits rares par nature (forêts tropicales, cultures « exotiques », etc.) qui peuvent leur être assimilées, du point de vue de la théorie *et de la politique* de la rente.

⁴ Encore les forêts et cultures cités à la note précédente, ainsi que des produits rares (tel l'ivoire), des espèces animales en péril, ou des sites naturels dûment évalués de façon contradictoire.

Brosser un tableau d'ensemble de l'Afrique actuelle est un exercice difficile. Les chiffres ne font pas défaut, les agences onusiennes en produisent beaucoup, en s'aidant des repères solides que leur fournissent les quelques pays africains aptes à cet exercice et en extrapolant des enquêtes partielles ou des recoupements vraisemblables entre pays ou cantons supposés analogues. Je vais utiliser les « données » ainsi établies, sans laisser oublier leurs marges d'erreur, d'ailleurs incertaines. Donc, l'Afrique de 2004 « comptait » 733 millions d'habitants et l'hypothèse moyenne des projections validées par l'ONU estime qu'en 2025 leur effectif sera de 1 milliard 256 millions. La production totale de la région s'accroît moins que la population. Le PIB global de 2005 semble avoir atteint 417 milliards de \$ « internationaux »¹ ; sur la lancée des dernières décennies, il doublerait à peu près d'ici 2015, pour doubler derechef au cours des quinze ans suivants. La part de l'Afrique dans la production mondiale se hisserait ainsi des 7 % actuels jusqu'à un petit 10 %, cependant que la population africaine qui dépasse aujourd'hui les 11 % du total mondial bondirait jusqu'aux abords de 20 % de ce même total. Les chiffres détaillés au tome 2 complètent ce relevé, mais j'y insiste, ils sont trompeurs pour cette zone. Néanmoins, les observateurs — statisticiens ou non — s'accordent pour constater une dramatique régression du PIB par tête en Afrique, dès lors que l'on omet les très rares États un peu plus performants que les autres.

Les rares pays un peu mieux servis sont souvent minuscules (Île Maurice, Seychelles, Guinée Équatoriale, Gabon, etc.). Le tourisme pour les deux premiers, le pétrole pour les deux suivants expliquent leur position exceptionnelle. Plus vastes, le Botswana et la Namibie sont quasiment désertiques et leurs performances respectables sont dues, pour une bonne part, aux effets d'entraînement qu'exerce l'Afrique du sud, mais non les voisins orientaux de celle-ci (Zimbabwe et, surtout, Mozambique). Pour sa part, l'Afrique du sud est un véritable géant économique dans le contexte africain, ainsi qu'un des pays ayant parcouru quelques étapes sur le chemin ardu qui convertira son cocktail de Bantous, de Zoulous, de Bataves, de Britanniques, d'Indiens et de métis variés en une « nation arc-en-ciel » apte à la coexistence pacifique de toute sa population sous une domination politique légitime. Mais une bonne partie du 21^e siècle sera requise pour que tout ce chemin soit parcouru, si aucun précipice ne s'y creuse.

¹ Calculés de façon à permettre des comparaisons internationales à peu près abritées des fluctuations de prix - inégales d'un pays à l'autre - et des modifications des taux de change des monnaies. Voir, sur le présent site, le dossier n°3 du tome 2 de *L'inventaire du 21^e siècle*.

Les deux autres géants économiques virtuels de l'Afrique, le Nigeria et le Congo-Zaïre ¹ sont très contrastés. Comme il est fréquent en Afrique occidentale, le Nigeria mêle les descendants d'esclavagistes et de tribus exposées à leurs razzias. Le colonisateur britannique avait cru bon de découper cet ensemble de petits États anciens et de groupements tribaux en trois régions qui ne purent survivre à la décolonisation. Dès 1967, douze États furent formés dans cette république devenue fédérale. D'un redécoupage à l'autre, les États fédérés sont devenus trente-six, mais plusieurs d'entre eux sont encore le siège de conflits violents mêlant les souvenirs de l'esclavage, les rivalités ethniques et les clivages religieux, liés notamment à la conversion de la *charia* en loi suprême de certains États, à quoi s'ajoutent désormais de vives disputes sur la redistribution des impôts pétroliers. Le plus souvent, l'armée fédérale de cette république militaire-nationalitaire* y a rétabli l'ordre, mais les gouvernements successifs (du centre comme des États fédérés) résistent mal au clientélisme et à l'affairisme, si bien que ce pays dilapide son riche potentiel et tarde à amalgamer sa population hétérogène, malgré quelques progrès politiques récents. Quant au Congo-Zaïre — qui n'a jamais eu qu'un semblant d'existence unitaire — sa situation demeure la caricature chaotique d'un Nigeria qui n'aurait pas de pétrole ², mais disposerait de richesses forestières et surtout minières tout à fait exceptionnelles. Que ce pauvre Congo-Zaïre ait fait l'objet des soins d'une France adjoignant à sa zone d'influence l'ancien empire belge (y compris le Rwanda et le Burundi) et que, ce faisant, elle se soit heurtée aux intérêts d'une Grande-Bretagne encore très attentive aux États de l'est africain (notamment le Kenya et l'Ouganda) a donné aux révolutions et aux massacres du Burundi et, plus encore, du Rwanda la dimension d'une « première guerre mondiale africaine » où — estime-t-on — trois millions et demi d'Africains ont péri, à partir de 1994, sur un champ de batailles qui s'est finalement étendu jusqu'au cœur du Congo-Zaïre. Dans ce contexte qui va du dramatique à l'épouvantable, le Nigeria s'est maintenu au voisinage d'un PIB de 300 \$ par tête, tandis que le Congo-Zaïre tangente à peine les 100 \$ par tête, toutes données (établies en \$ internationaux) qui n'ont de sens que par leur écart du simple au triple.

¹ Cet ex-Congo belge, affecté au domaine privé du roi bruxellois par la Conférence de Berlin (1884-5) où les puissances européennes achevèrent de se partager quasiment toute l'Afrique, est aujourd'hui dénommé *République Démocratique du Congo*. Depuis l'indépendance acquise en 1962, son appellation a varié, mais les termes Congo ou Zaïre s'y sont succédé, ornés d'adjectifs aussi imaginaires que ceux de sa désignation actuelle. Je l'appelle Congo-Zaïre pour le distinguer de son voisin occidental, la *République du Congo*, jadis incluse dans l'AEF, cette Afrique Équatoriale Française qui faisait pendant à l'AOF (Occidentale) du temps où la France colonisatrice se croyait civilisatrice.

² Celui-ci n'est exploité que dans plusieurs États voisins, au premier rang desquels, le petit, riche et dictatorial Gabon, perle de la Françafrique, cette séquelle affairiste de la Communauté française qui avait tenté, en 1958, de relayer l'Empire colonial de jadis.

Avec le Congo-Zaïre, on atteint les bas fonds de la pauvreté africaine où croupissent également les autres pays déchirés par des guerres « civiles » et des interventions à répétition, tels le Liberia et la Sierra Leone ou ceux de la Corne de l'Afrique. Ce triste palmarès s'est déplacé d'une décennie à l'autre et il continuera de le faire, sur la lancée actuelle. Ainsi, le Darfour, province occidentale du Soudan ¹ et le Tchad voisin pourraient être prochainement concernés. Au reste, la misère fermente en maintes autres parties de l'Afrique.

La pauvreté de l'Afrique s'accroît. Son faible secteur industriel dépérit en maints États. La maintenance des avions continue d'être douteuse et a fait écarter des dizaines de compagnies africaines du droit d'atterrir en Europe. L'entretien du parc de camions et d'automobiles — qui mêle une frange de luxe, une minorité de véhicules banals et une masse d'occasions rafistolées — atteste surtout de la débrouillardise de la main-d'œuvre locale. La diffusion des techniques modernes d'informatique et d'information est entravée non seulement par leur coût — nonobstant sa baisse continue, à la production — mais plus encore par les lacunes et les pannes de la distribution électrique. L'adduction et l'épuration de l'eau suivent de très loin le croît démographique, y compris dans les zones urbaines qui s'épaississent d'énormes bidonvilles. Même loin des déserts et des savanes, l'eau devient un bien rare dans les campagnes. En beaucoup d'endroits, la productivité potentielle des terres fécondes est sous-exploitée, faute d'irrigation, d'engrais ou d'engins. L'accès à l'eau potable est défaillant jusque dans les régions les mieux arrosées. L'alimentation, l'hygiène, la santé souffrent de ces déficits, si bien que l'espérance de vie se situe presque partout en dessous de 50 ans pour les femmes et d'un peu moins pour les hommes. Le sida et d'autres épidémies sont plus ravageurs ici qu'en tout autre continent, au point d'atteindre en plusieurs pays une ampleur telle que le croît démographique en est sérieusement affecté ². Aussi impressionnistes soient-elles, les quelques notations qui précèdent ne laissent aucun doute : l'Afrique subsaharienne souffre d'une pauvreté radicale, non comparable à celle des pays d'Europe et des Amériques et dont les équivalents asiatiques sont manifestement en reflux, notamment aux Indes et en Chine, alors qu'ici la misère progresse, sauf en quelques très rares régions ³.

¹ Où trente ans de guerres entre l'armée d'un État assis au nord et les tribus rebelles du sud semblent s'être achevés récemment.

² Parmi les adultes masculins âgés de 15 à 49 ans, le taux de contamination qui s'établirait à 7 % environ, se hisserait jusqu'à plus de 20 % en Afrique australe, le conditionnel étant utilisé pour rappeler les réserves qu'appellent, ici, presque toutes les statistiques.

³ Les Indices du Développement Humain calculés – vaille que vaille – par le PNUD rangent à peu près tous les pays d'Afrique subsaharienne aux derniers rangs des 177 pays qu'ils concernent.

Il suffit de considérer l'armature étatique de l'Afrique subsaharienne pour comprendre ce qui entretient cette misère. L'Afrique coloniale était gérée de façon à servir les intérêts des puissances qui la contrôlaient presque en entier, mais chacune pour soi. Elles créèrent donc, sur la côte atlantique, quelques ports d'escale ou de commerce ¹ et quelques tronçons de routes ou de rail drainant des produits vers ces ports. Elles étoffèrent leurs maigres armées par quelques auxiliaires locaux, ensuite multipliés pour les besoins de leurs guerres lointaines. Elles entretenirent une mince administration où quelques indigènes servirent d'appoint à des administrateurs rares et souvent importés. Elles encouragèrent les missions chrétiennes plus que les mosquées, mais sans guère refouler les coutumes locales fussent-elles sauvages comme l'excision et défavorables aux femmes (mariage juvénile, polygamie, répudiation, etc.). Rares sont les régions où une administration indirecte permit à quelques États autochtones de survivre, en tant que protectorats, comme ce fut le cas pour les royaumes du Rwanda et du Burundi. Plus rares encore furent les États bâtis par et pour des colons européens (entourés de masses indigènes asservies ou subordonnées) comme ce fut le cas en Rhodésie, au Transvaal, en Orange et dans la province anglaise du Cap, éléments qui tentèrent de survivre à la décolonisation en appliquant une politique d'*apartheid*. Les structures politiques précoloniales qui survécurent furent quelques séquelles de petits États esclavagistes * ou tributaires * et une poussière de chefferies *, tous conservatoires des archaïsmes locaux.

¹ Le sultanat d'Oman avait fait de même sur la côte orientale.

L'Afrique décolonisée hérita donc d'États fantomatiques, presque sans appareils pour détailler leur pouvoir. Outre les colonies du Cap, amalgamées en une République d'Afrique du sud, on ne trouve guère qu'un Sénégal par ci ou un Kenya par là qui aient pris quelque substance, par la volonté d'un colonisateur installé d'assez longue date, ce qui est aussi, d'autre manière, le cas des comptoirs commerciaux arabes, notamment de l'île de Zanzibar, désormais fondue dans la Tanzanie. Le principal héritage colonial est celui des épouvantables frontières dont le respect a pourtant été sacralisé lors de la création, en 1963, de l'*Organisation de l'Unité Africaine* (OUA). Épouvantables, parce que ces frontières découpent les côtes atlantiques qui bordent les régions riches en mines et en esclaves, en États étroits qui ne sont certes pas tous aussi minces que la Gambie, la Guinée Bissau, le Togo ou le Bénin, mais qui n'en tracent pas moins dix frontières sur le millier de kilomètres entre Dakar et Lagos (Nigeria), tandis qu'au sud de ce dernier État, la fréquence des frontières n'est pas moindre, jusqu'à ce que l'Angola soit atteint. Ailleurs, notamment sur les côtes moins avenantes à l'heure de la prime colonisation, les États sont plus vastes, sauf aux abords des Grands Lacs ou au long des rives du Congo et du Zambèze. À quoi l'on doit ajouter bon nombre d'îles ou d'archipels auxquels l'ONU a ouvert ses portes, nonobstant leur exiguïté.

Les peuples africains sont ainsi habillés d'États qui ont été taillés de loin. Une économie faible, une culture commune ignorante de l'État moderne, une population exubérante sont évidemment de très lourds handicaps. Il a fallu un miracle d'obstination dans beaucoup d'États, pour que deux générations après la décolonisation, on puisse déjà estimer que les illettrés complets ne sont plus que 20 % chez les garçons de 15 à 24 ans, mais sont encore 31 % parmi les filles du même âge. Évalué de façon approximative, ce miracle est difficile à entretenir, tant l'exubérance démographique le fragilise.

Force est de constater que bien des États africains sont incapables d'exercer « le monopole de la violence légitime », que plus nombreux encore sont les États aux budgets incertains, insuffisants et mal gérés ¹ et que presque tous ces États sont trop faibles pour contrôler les multinationales qui exploitent leurs richesses minières, pétrolières, forestières et autres. Qui plus est, la structure même du système mondial actuel ne cesse d'accroître le besoin d'État, afin d'adapter celui-ci aux changements d'échelle qu'elle produit en tous domaines ². Les vieux et solides États de l'Europe sont en train de perdre nombre de leurs capacités économiques à

¹ Cependant que la pénurie budgétaire s'accroît, malgré le surendettement épouvantable de la plupart des États. Sans oublier la fréquente gourmandise des élites politiques, aptes à capter une part des budgets ou de leurs affluents.

² Voir le chapitre 1 ci-avant.

l'heure où le marché se mondialise, si bien qu'ils travaillent ¹ à fédérer certains de leurs anciens pouvoirs à l'échelle de leur grand espace économique, mieux adapté au système mondial actuel. Les jeunes Brésil et États-Unis, tout comme les États qui ont réémergé au 20^e siècle parmi les peuples asiatiques ² sont, eux aussi, dotés d'une armature étatique à bonne échelle. L'Afrique ne l'est pas, alors qu'elle est, de toutes les régions du monde, celle où le besoin d'État à bonne échelle est le plus aigu, tant il reste à accomplir de lourdes tâches sur ce continent sous-équipé, surpeuplé ³ et dont le potentiel humain est insuffisamment adapté au monde tel qu'il est.

Poursuivant la recherche des causes premières de l'arriération africaine, il faut adjoindre au triste bilan des États, une juste évaluation de l'exubérance démographique qui interdit, pour quelques décennies au moins, un bon équilibre des classes juvéniles surabondantes et des classes adultes dans lesquelles se recrutent les enseignants et tous les autres professionnels requérant une formation longue. J'ai plusieurs fois fait allusion à la qualité douteuse des statistiques africaines. Un exemple majeur justifiera cette précaution. En 1991, le Nigeria organisa un recensement fédéral pour redresser les évaluations de population établies par chacun de ses États fédérés. Il apparut alors que sa population totale atteignait 88,5 millions, soit 26 à 33 millions *de moins* que la somme des estimations par État. La gonflette tenait au désir de capter des subventions fédérales, de surclasser tel État voisin occupé par une ethnie à disqualifier, sans compter l'inégale pagaille des autorités locales. Ceci donne une idée des marges d'erreur des statistiques africaines, fussent-elles officialisées par les agences de l'ONU. Une autre erreur globale peut résulter du fait que les hypothèses moyennes des prévisions démographiques à long terme de l'ONU sont de mieux en mieux validées par les recensements nationaux d'un nombre croissant de pays, y compris en Asie. Mais, à mesure que l'Afrique se distingue par un croît démographique qui bat tous les records, il devient douteux que ces hypothèses moyennes soient valables dans son cas. Benoît Ferry ⁴ a pu se demander, dans un rapport présenté en mars 2006 au Colloque de Ouagadougou, si l'Afrique subsaharienne ne risquait pas d'être plus peuplée, en 2050, que l'Inde et la Chine prises ensemble, auquel cas, elle compterait environ 3 milliards d'habitants.

¹ De façon encore trop lente et spasmodique, hélas ! (voir le chapitre précédent).

² Labourés depuis des millénaires par des États qui leur étaient souvent propres.

³ Relativement à ses équipements et à ses ressources étatiques d'aujourd'hui.

⁴ Directeur de recherche à l'IRD (Paris).

Population par grandes régions de l'Afrique subsaharienne (en millions)			
	2005	2025	2050
Afrique occidentale	264	404	601
Afrique centrale	112	189	310
Afrique orientale	281	440	682
Afrique australe	54,5	54	54
ENSEMBLE	711,5	1087	1647

(En millions)	CHINE	RUSSIE	INDE	AFRIQUE
Population 2005	1304	143	1103	711

N.B. : Les régions de l'Afrique sont indiquées sur la carte ci-avant. Toutes les données démographiques sont tirées du *Population Reference Bureau* et résultent de la prévision moyenne.

Le point important n'est pas de spéculer sur la prospective 2050, mais plutôt de juger en quoi le peuplement de l'Afrique est surabondant. En effet, cette zone qui est moitié plus vaste que la Russie et quatre fois plus densément peuplée qu'elle peut sembler démographiquement périlleuse. Mais si on la compare à la Chine et à l'Inde — qui sont, respectivement, quatre ou dix fois plus densément peuplées — force est de constater que ces deux pays contiennent, aujourd'hui, une fois et demi à deux fois plus d'habitants que l'ensemble subsaharien. Le cœur du problème est qu'en Afrique quarante-cinq États sont aux prises avec un peuplement énorme (et rapidement croissant), alors que, pour la plupart lesdits États sont de façon absolue et durable, incapables de s'attaquer à beaucoup des problèmes dont la solution permettrait d'arracher cette masse humaine à la misère, comme la Chine ou l'Inde réussissent à le faire. Aucun ne peut, en effet, dégager les ressources nécessaires pour sélectionner, programmer et financer les équipements publics à long rayon d'action, les équipements éducatifs et sanitaires débordant des besoins locaux, les équipements militaires à mettre en œuvre dans les zones à pacifier, les industries lourdes, les réseaux financiers, les interconnexions électriques et informatiques et

les autres éléments indispensables pour tramer un grand espace économique à bonne échelle ¹.

Que font les États africains placés devant cet énorme problème ? À de rares exceptions près, ils rêvent, ils mendient ou ils trichent pour survivre dans leur être présent. Les exceptions, déjà évoquées sont des Afrique du sud, des Sénégal ou des Ghana à qui un peu d'élan étatique ancien permet de tirer un modeste parti du sort commun. La Côte d'Ivoire qui implose au ralenti depuis 2003 montre la fragilité de cette position sous laquelle on se gardera de ranger les Gabon ou les Guinée Équatoriale dont la rente pétrolière éclabousse quelque peu la courte population, car il faudrait que ces États réussissent à domestiquer leurs tuteurs, à capter une large part d'une rente à calibrer selon leurs besoins d'investissement et à orienter lesdits investissements, pour avoir chance de rejoindre peut-être les performances des émirats du Golfe, si ce n'est celles d'un Singapour. Hormis ces menues exceptions, la mendicité d'aides et leur gaspillage sont de règle. Quant aux rêves, ils fleurissent dans les onéreuses conférences de Chefs d'État, éventuellement confortées par des manifestations du type Commonwealth, Francophonie et autres Carrefours du Développement...où d'ambitieux projets, sagement débattus, permettent d'enrichir la liste des présidents, délégués généraux, ambassadeurs et autres prébendiers des institutions collectives de l'Afrique. Parmi ces rêves figure parfois la recherche d'un amalgame régional ou panafricain d'États, imitant la Communauté Européenne, l'Asean ou le Mercosur, mais — sauf erreur de ma part — aucune de ces démarches n'a dépassé le stade de l'esquisse nimbée de beaux discours.

Hormis les grands colonisateurs de naguère et les États-Unis qui sont les voisins de tout le monde, rares sont les puissances, grandes ou petites, qui prêtent attention à l'Afrique. Les générosités scandinaves, les aumônes coraniques des bâtisseurs de mosquées, les attentions commerciales croissantes des pays asiatiques tard venus sur les marchés de matières premières ne peuvent suffire pour fonder une politique de développement africain. L'Allemagne et même le Portugal n'ont plus de nostalgies coloniales. L'Inde s'intéresse un peu à ses diasporas que l'Ouganda et d'autres pays d'Afrique orientale ont parfois inquiétées et auxquelles l'Afrique du Sud avait réservé un statut semi-privilegié tant que dura l'apartheid. Tout comme l'Inde, le Japon et le Brésil sont devenus plus attentifs à Pretoria depuis que l'éventuel élargissement du Conseil de Sécurité des Nations-Unies est

¹ Deux précisions pour écarter les malentendus : d'une part, ces besoins à grande échelle pourraient se concrétiser avec des dosages très variés d'initiative, de propriété et de contrôle étatique, supra-étatique ou privé; d'autre part, les objections invoquant des performances très localisées (Corée du sud, Taïwan, Singapour, etc.) ne sont pas recevables, car celles-ci datent d'un système mondial qui n'est plus en vigueur aujourd'hui et ont été atteintes à partir d'armatures politiques plus substantielles que celles de la présente Afrique subsaharienne.

en discussion. Leur intérêt concerne également l'avenir de l'OMC. Il atteste du poids propre de l'Afrique du Sud, mais ne rejaillit pas vers le reste de l'Afrique.

La Grande-Bretagne et la France y sont plus actives. Quand elles se sont retrouvées dans la Communauté Européenne, elles y ont piloté une entente générale des ex-colonisateurs pour convertir en préoccupation communautaire la politique économique à l'égard des ex-colonisés des États Européens. À partir de 1973, les accords dits de Lomé ont globalisé les aides européennes à l'Afrique¹. Ensuite, ces accords avec les pays ACP ont été péniblement renouvelés. Ils ont contribué à la survie des populations — et surtout des élites — africaines, d'autant que de nombreuses ONG y ont adjoint des concours répétés à des fins humanitaires et sanitaires, voire scolaires ou religieuses. Parallèlement à ces actions, la France et l'Angleterre ont appliqué des politiques nationales d'assistance multiforme qui les ont assez souvent opposées sur le terrain, comme je l'ai déjà indiqué. Après une rencontre prometteuse de leurs chefs de gouvernement (Saint-Malo, 1998), ces deux pays ont néanmoins esquissé une coopération qui, jusqu'à présent, n'a guère dépassé le geste symbolique, telle la visite conjointe des deux ministres des Affaires Étrangères aux présidents du Ghana et de Côte d'Ivoire, peu avant la crise qui a scindé cette dernière. « L'entente cordiale en Afrique » ou, pour le dire à l'anglaise, « un Plan Marshall en faveur de l'Afrique » (2005) pourrait ouvrir des perspectives assez intéressantes, si un passage à l'acte s'ensuivait.

Quant aux États-Unis, force est de souligner qu'ils dédaignent l'Afrique. En tout cas, ils s'en sont tenus écartés aussi longtemps que possible. Est-ce un remords lié à la traite, à la guerre de Sécession, à la discrimination dont les « Afro-Américains » font souvent encore l'objet, quand ils ne manifestent pas eux-mêmes plus de recul que d'attrance à l'égard des peuples africains ? Est-ce le fait que les colonialistes européens ont occupé tout le terrain africain sans qu'aucune doctrine de Monroe vienne les en écarter ? Est-ce plus pragmatiquement, le fait que les États-Unis n'ont eu aucune raison (autre que l'anti-soviétisme) de s'intéresser aux ressources africaines tout au long de leur essor économique et financier du 20^e siècle ? Est-ce enfin, la découverte récente que les interventions militaires sur ce continent sont malsaines, car il faut fuir devant le casse-tête tribal de Somalie, faute de savoir comment le maîtriser (1993), et quitter dare-dare le Liberia dès que quelques soldats américains y souffrent du paludisme (2005) ? Toujours est-il que la culture américaine n'est nullement préparée à ce cauchemar non-climatisé...

Il a fallu attendre la fin de la présidence Clinton, pour que le Congrès américain adopte, en 2000, un *African Growth and Opportunity Act* (loi pour la croissance et le soutien de l'Afrique, dite AGOA), laquelle entend régir les relations

¹ Comme aux ex-colonies des Caraïbes et du Pacifique, le tout résumé sous le nom de pays ACP.

commerciales avec les États africains, hormis le Maghreb. Cette loi, non négociée avec les États concernés, laisse au seul Président des États-Unis le soin de désigner les bénéficiaires des aides envisagées, s'ils satisfont aux conditions chères à l'Amérique ¹. Loi de faible portée jusqu'à présent, d'autant que son enveloppe budgétaire n'était pas définie et que l'élection de Bush a modifié les visées de Washington. Des bases militaires ont été renforcées ou agrandies, de la Mauritanie à l'Éthiopie, la principale étant fixée à Djibouti, non loin de l'une des quatre bases encore entretenues par la France en Afrique ². Avec quelques excroissances de ci de là, ce dispositif est contrôlé par le *U.S. European Command* qui supervise également l'OTAN, la Flotte américaine de Méditerranée, etc., car, jusqu'à présent, le projet d'un *African Command* est resté dans les cartons du Pentagone. Le regard est tourné vers le Proche- et Moyen-Orient, si bien que l'ampleur des interventions américaines en Afrique et leur nature restent incertaines, même si le pétrole du Golfe de Guinée (Angola, Gabon, etc.) a rejoint (à plus modeste échelle) celui du Golfe Persique parmi les centres d'intérêt des États-Unis. Hormis son obsession anti-terroriste, ce pays n'affiche que de très rares plans, fort peu généreux. Tout au plus peut-on noter les efforts occasionnels pour inciter l'Afrique du Sud et le Nigeria à devenir des pôles régionaux, perspective déjà évoquée, avec les bonheurs que l'on sait, pour l'Éthiopie ou le Congo-Zaïre. Du côté des Nations Unies, une réflexion plus sérieuse a été engagée par le PNUD ³ en vue de bâtir un *Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique* (NEPAD) qui devrait être un cadre stratégique élaboré par des Africains pour guider les pays de la région. De 2001 à 2006, les conférences panafricaines de Chefs d'État ont approuvé les phases successives de ce projet, mais jusqu'à présent, le Partenariat à venir est resté dans les limbes, tout comme le mécanisme d'évaluation intra-africaine qui est proposé. Je doute que ce moteur autocritique puisse être mis en marche dans l'Afrique telle qu'elle est.

Sur sa lancée présente, l'Afrique restera un puits de misère dans un monde de plus en plus riche et elle deviendra chaque année davantage un volcan démographique crachant de tous côtés son énorme potentiel d'émigrés. Pour échapper à cette sinistre trajectoire, il faudra que l'Afrique subsaharienne soit puissamment aidée à se prendre pleinement en mains. Non qu'il faille déverser des flots toujours accrus d'aide financière dans son tonneau sans fond, ni continuer à courir de crise humanitaire en sauvetage alimentaire et en ingérences pacifiantes,

¹ Principalement : économie de marché, libre échange, pas de subventions étatiques, ni de contrôles sur les prix, pas d'atteinte à la sécurité des USA ni à leurs intérêts, etc.

² Lourdes séquelles de l'époque où la France était mêlée à tous les conflits de « son » Afrique, en vertu de traités en partie secrets, « librement » négociés avec ses partenaires de la Communauté Française qui relaya, en 1958, l'Empire de naguère.

³ Programme des Nations Unies pour le Développement

comme si ces bontés qui apaisent les bonnes âmes européennes et américaines et qui soignent les plaies béantes du continent africain avaient une chance quelconque de réorienter un continent que les foreurs de pétrole, les marchands d'armes et les apôtres du libre-échange continuent de traiter à leur façon. Non ! L'Afrique a besoin de s'administrer à elle-même de tout autres remèdes et d'y être aidée par des soignants sachant oublier, pour une décennie ou deux, l'idée qu'ils se font aujourd'hui de leurs intérêts propres sur ce continent. Comme le système mondial est ce qu'il est, on ne peut rêver aux coopérations miraculeuses qui permettraient de diligenter une mutation aussi radicale, si bien qu'il faut s'apprêter à suivre une voie, hélas ! moins rapide et plus sinueuse, pour atteindre, comme il se pourra, quelques objectifs majeurs et pour édifier, à cette fin, quelques agences internationales abritées des défauts bien connus du travail onusien, du panafricanisme en actes et de l'ingérence européenne à relents coloniaux.

J'y insiste : faute de trouver dans les projets politiques de toute provenance des propositions qui me semblent avoir une chance — théoriquement bien fondée — d'aider à l'accouchement d'une Afrique enfin capable de gérer sa propre modernisation, je prends le parti de quitter le terrain relativement solide de *L'Inventaire du 21^e siècle* pour anticiper quelque peu sur les recherches plus hypothétiques à grouper dans *L'Invention du 21^e siècle* que je projette d'écrire après achèvement de *L'Inventaire*. En passant ainsi du diagnostic théorique au pronostic politique, j'invite le lecteur à réfléchir, lui aussi, sur le genre d'initiatives dont les peuples africains ont besoin pour réduire leur trop-plein d'États, mieux investir leurs ressources actuelles et potentielles et se libérer d'une grande partie des parasites africains et étrangers qui entretiennent leur misère commune.

L'Afrique a besoin d'une cure de protectionnisme (sans rétorsions aucunes), le temps de bâtir des capacités de production alimentaire à l'échelle de sa population en devenir et des infrastructures économiques la rendant apte à moderniser les activités industrielles et de services qui la prémuniront contre les chocs monétaires et financiers auxquels sa déprotection progressive l'exposera ensuite. Elle doit pouvoir mettre à profit cette phase de quelques décennies, pour asseoir son ordre public en se dotant des gendarmeries (coopératives) et des outils juridiques requis à cette fin (lois, tribunaux et prisons) tout en se libérant de toutes ses milices et bandes armées, puis en réduisant à un minimum ses forces et équipements militaires. Elle doit également employer ce long délai pour associer, fédérer, confédérer et unir de toutes autres façons ses États,¹ de façon à s'agréger en un petit nombre d'entités politiques aptes à gérer un appareil et un budget suffisants pour garantir leur existence propre et la dose d'autonomie autorisée par le système mondial en vigueur. Elle doit, enfin, mettre à profit, cette mise à niveau économique et politique, pour rehausser autant qu'il se pourra ses performances sanitaires, scolaires et associatives.

¹ Sinon pour les rayer de la carte, du moins pour les convertir en circonscriptions politico-administratives des nouveaux ensembles.

En vue d'objectifs aussi indispensables que ceux-là — c'est-à-dire faute desquels le sort de cette zone serait contagieusement catastrophique — des moyens d'action puissants doivent être créés, avec des concours européens, américains et d'autres provenances, renforçant ceux que les institutions internationales ne pourront procurer que partiellement et que des ONG multiples pourront seulement abonder. Il faudra donc que des États riches soient des parties prenantes et co-décidantes dans les agences à créer. Des Africains qualifiés devraient également participer à la direction et à l'encadrement de celles-ci, en y jouant un rôle croissant avec le temps. Mais il faudra également que des institutions internationales y soient mêlées pour fournir les concours techniques et politiques indispensables, si bien que chaque agence devrait relever d'une direction tripolaire dont les diplomates auraient à doser la composition cas par cas. La présence d'institutions financières internationales ou de banques commerciales au cœur de ces institutions semble à écarter, car elle démultiplierait indûment le poids des États riches.

Qu'il s'agisse d'agences à vocation sanitaire (sida et autres épidémies, équipement hospitalier, encadrement médical, etc.) ou à vocation agro-alimentaire, industrielle¹, bancaire ou d'autre domaine économique), ou bien encore à vocation plus spécialisée (eau, énergie, transports, télécommunications, etc.) d'importantes ressources seront nécessaires. Il importe de les centraliser dans une agence financière bâtie de façon à endiguer les errements des États africains, en drainant vers elle, s'il se peut, la totalité des aides, dons et prêts de toutes provenances, en la chargeant d'ordonner toutes les dépenses engagées par les autres agences, de vérifier le bien-fondé de celles-ci et d'effectuer tous paiements, en contrôlant de fort près ceux qui transiteraient par les caisses d'États locaux. Cette mise sous tutelle financière des opérations des Agences et cette exclusion d'un maximum de transits par les États actuels devraient tout à la fois tendre à maximiser l'efficacité des ressources disponibles, à déranter l'incurie étatique et à préparer le bâti d'appareils financiers adaptés aux besoins de l'Afrique réorganisée². Aux ressources précitées, il faudrait sans doute adjoindre de nouvelles recettes, en vue d'accélérer les travaux des Agences, mais aussi d'enrichir l'expérience fiscale et budgétaire des États locaux. La recette nouvelle la plus pertinente serait de lever

¹ Des pans entiers de l'industrie à construire – par exemple le bâtiment, les travaux publics – devraient être totalement réservés à des entreprises africaines, car le but à viser n'est pas seulement de bâtir des routes, des ports et des habitations, mais plus encore, d'édifier une industrie durablement africaine.

² Les zones monétaires qui ont relayé – ou rebaptisé...– les zones « franc » de naguère devraient soit disparaître pour être remplacées par des coopérations financières à l'échelle des unions étatiques nouvelles, soit élargies pour déborder des dites unions vers des ensembles plus larges. Néanmoins, la perspective d'une Afrique à monnaie unique semble, pour longtemps, irréaliste.

une taxe additionnelle sur les activités minières et pétrolières, pour rendre à l'Afrique une meilleure part de ses richesses naturelles.

Avant de juger irréalistes les suggestions précédentes — ou leurs remplaçantes mieux affinées qui pourraient être présentées par d'autres, également désireux de protéger l'Afrique, le temps de l'aider à se moderniser — il est indispensable de regarder bien en face ce qu'il adviendra de l'Afrique subsaharienne, à défaut de telles novations radicales et persévérantes. En quelques petits siècles d'exterminations localisées ou contagieuses ; de croisades qui s'inventeront de nouveaux dieux ou réveilleront ceux des panthéons disponibles ; d'épidémies nourries par la misère, les disettes guerrières et les déchets industriels, y compris ceux des industries pharmaceutiques ; de poussées invasives vers le reste du monde et de massacres destinés à les arrêter ; d'autres drames encore qui seront tous, répétitifs et envenimés par leurs entremêlements ; l'Afrique réussira, certes, à se tirer d'affaire par elle-même, comme la Chine, l'Inde, l'Europe, etc. l'ont fait, par des siècles de guerres et de tueries diversement motivées d'où se sont extraits, ci et là, des États bâtisseurs d'espaces à leur mesure et organisateurs de ces espaces, non sans des siècles supplémentaires consacrés à bâtir, entre eux, un équilibre régional plus durable, où l'ordre établi a peu à peu pansé les plaies sans en créer trop de nouvelles. Son exubérance démographique aidant, l'Afrique peut parcourir ces siècles de gésine « normale », en y laissant seulement quelques millions de morts par décennie. Les seules inconnues de cette répétition de l'ancien tiennent aux comportements des États et des peuples non-africains, téléspectateurs habituels de ce continent « non encore civilisé », massacreurs éventuels d'émigrants africains trop nombreux, gendarmes occasionnels de quelques cantons d'Afrique, encore pétroliers ou déjà « club-medisés ». Le réalisme, c'est non pas de s'attendre à un tel avenir, mais de le laisser advenir faute d'oser regarder ce qui le prépare.

Quant à moi, en prenant le risque de tomber dans l'utopie pour concrétiser l'ampleur des tâches à accomplir et des moyens à mobiliser afin d'arracher l'Afrique aux malheurs où elle croupit, j'ai voulu aborder de front le problème majeur de cette région. Son poids politique international est faible, hormis les rares circonstances où les votes de ses États sont recherchés dans une institution internationale et les moins rares circonstances où ses territoires et surtout ses richesses naturelles éveillent l'appétit des puissants d'autres régions. *En fait, l'Afrique ne peut s'armer que de ses faiblesses*, mais de ce point de vue, sa force va croître d'une décennie à l'autre tout au long du 21^e siècle, tant les menaces de son volcan démographique seront rendues politiquement sensibles par l'apitoiement des populations téléspectatrices de massacres-à-la-rwandaise, par l'effroi des populations informées des épidémies incubant dans la misère africaine et surtout par les déferlements de candidats à l'immigration dont l'Europe et le Proche-Orient — déjà visés via de multiples itinéraires — seront les cibles enviées auxquelles les

deux Amériques et de plus lointaines Asies ne tarderont pas à s'adjoindre. En effet, les barrages que les régions de destination opposent aujourd'hui aux immigrations non désirées et celles plus élevées et brutales encore qu'elles élèveront demain seront d'une efficacité médiocre ¹ tant que la régulation des flux migratoires ne sera pas prise en charge, de façon conjointe, par des autorités politiques efficaces, dans les pays de destination comme dans les pays de départ, autorités dotées de moyens d'action à la hauteur de leur tâche, tant pour canaliser l'accès temporaire ou durable dans les pays de destination, que pour occuper et faire vivre dans les pays de départ, les masses principalement juvéniles où se recrutent les risque-tout de l'exode. Cela durera longtemps et coûtera cher, mais moins que des crises indéfiniment récurrentes ou des « croisades des pauvres » aveuglément entraînées par des mahdis et des prophètes d'occasion. Car la misère est un terreau fertile...Les seules vraies digues seront celles que l'Afrique voudra et pourra dresser, si sa réforme radicale lui en donne progressivement les moyens.

Zone 6 : Le Proche et Moyen-Orient volcanique

[Retour à la table des matières](#)

Le Proche et Moyen-Orient (PMO) ressemble encore à l'Afrique, pour ce qui est de l'exubérance démographique, mais à tous autres égards, cette zone vit sous un climat social nullement africain. L'économie vivace y est d'apparence modernisée ; le climat culturel est fortement islamisé, mais de façon inégale et différenciée ; le climat politique, enfin, qui prévaut dans toute cette zone depuis les années 1920 est toujours volcanique : pas d'année sans guerre ici ou là, pas de décennie sans intervention militaire extérieure, pas de canton réellement paisible. Le PMO est une terre de volcans dont aucun n'est éteint. En outre, les limites de cette zone sont des plus floues, parce que ce climat politique déborde de tous côtés. Pas trop à l'ouest, parce que les États du Maghreb, tous décolonisés, subissent néanmoins la forte attraction de l'Europe, tandis qu'au nord, la Turquie, délestée de ses possessions proche-orientales, ne réussit pas encore à forcer la porte de l'Europe. Au nord-est, l'Afghanistan, délivré des luttes d'influence anglo-russes de jadis et libéré de la tentative brejnévienne d'annexion, est devenu un terrain de luttes djihadiques (ou, à l'inverse, « anti-terroristes ») sans pouvoir rompre ses liens militants et militaires avec le Pakistan et l'Arabie. Il faut descendre au sud, vers l'Océan Indien, pour trouver une limite naturelle de la zone 6, mais du côté de

¹ Elles n'empêcheront pas les assauts de murs et grillages (façon Ceuta), les naufrages de médiocres bateaux en route vers les Lampedusa, les Canaries ou les Miami rêvés, les asphyxies dans les camions des passeurs et des fraudeurs transmanche ou d'ailleurs, les charters rapatriant des fraudeurs plus malins ou plus huppés, etc. à l'infini. À l'infini, comme la misère sans espérance aucune.

la Mer Rouge qui est le bras occidental de cet Océan, les turbulences se renouvellent, car la Corne de l'Afrique et surtout le Soudan pourraient être, un jour, pleinement aspirés par le PMO qui, déjà les mêle à certains de ses conflits. Le doute cesse avec l'Égypte qui appartient, de fondation, à la zone 6, laquelle inclut l'ensemble des pays dont on vient de parcourir le pourtour.

Le PMO comptait 367 millions d'habitants en 2004 et il en contiendra 689 millions en 2050, ce qui le portera de 6 à 7 % de la population mondiale, tandis que les moins de 15 ans qui forment 35 % de sa population actuelle (contre 42 % en Afrique et 16 % en Europe) tomberont peu à peu vers des niveaux plus calmes. En revanche, la part du PMO dans la PIB mondiale qui est aujourd'hui de l'ordre de 3,5 % aura sans doute décliné vers 3,3 % dès 2025-30. Autant dire que sa « part de gâteau » est deux fois plus petite que sa part dans le total de l'humanité, malgré des richesses pétrolières promises à de hauts prix. Savoir ce qu'il adviendra du PMO quand ses réserves pétrolières auront été consommées est la principale inconnue de cette région, j'y reviendrai.

Dans un essai publié en 2004, j'ai étudié la *dynamique du surplace* qui caractérise le PMO ¹. Sa cause profonde me paraît être la persistance très vivace d'une mosaïque de quelques centaines (ou milliers ?) de « communautés » ethno-religieuses qui enserrant la vie quotidienne des populations dans un réseau plus fin et plus exigeant que celui des États. Les diverses coutumes régissant les liens familiaux envahissent une vie sociale dont la famille n'est pas la cellule élémentaire. On pourrait dire que cette cellule est d'échelle « tribale » si les imprécisions théoriques de l'ethnographie étaient réduites et si les excroissances « modernes » d'un tel groupement étaient clairement articulées sur les formes tribales dont elles dérivent. L'observateur du PMO qui centre ses analyses sur l'Égypte, la Turquie ou même l'Iran et l'Irak, tous pays d'apparence plus moderne que le reste de la région risque de ne pas voir l'extrême « tribalisme » du PMO central et, donc, d'ignorer ce que ces pays « modernes » ont d'encore-tribal. D'où la pertinence du laboratoire libanais où l'affleurement du toujours-tribal ² ouvre des pistes pour l'analyse des réalités encore peu transformées qu'un décor modernisé peut dissimuler ailleurs. Ces communautés ethno-religieuses, parfois héritées du

¹ Voir *Le Proche et Moyen-Orient* sur le présent site. Le lecteur trouvera dans ce texte l'argumentation qui valide les notations que je résume ici.

² Dans le découpage des circonscriptions électorales, la nature des partis politiques, les multiples effets de « clientèle », etc.

millet turc, se trouvent aussi dans l'espace perse ou israélien ¹. Ainsi, le « réseau des familles » qui constitue en toute société la toile de fond de la société civile * ² est ici particulièrement résistant. On en jugera, notamment, par la difficulté qu'ont les politiques modernisatrices tentées par certains États, à modifier réellement le statut des femmes : la dépendance persistante de celles-ci a des conséquences multiples, du freinage de la contraception à l'éducation des filles et du maintien de la polygamie « coranique » à la rareté de l'emploi féminin hors la famille. Au reste, beaucoup des éléments qui donnent du corps à la société civile sont, ici, déformés. Les églises se comportent, en droit ou en fait, comme de véritables appareils d'État ; les entreprises sont peu développées hors le champ d'action du capital marchand * ; les syndicats et maintes autres catégories d'associations sont prohibés ou encadrés ; la presse, l'édition, la radio-télé sont très surveillés quand l'État local n'en exerce pas l'entier contrôle.

Rongés par un communautarisme qui ignore les frontières et affrontés à des sociétés civiles souvent très faibles ³, les États sont plus archaïques que modernes. Ici, la patrie n'est pas l'État-nation : pas l'État, souvent jeune et friable et surtout pas la nation, ensemble intégré dont il n'est pas encore de véritable exemple dans la région ⁴. Israël est apparemment l'État le plus moderne, mais comme il est né par greffe extérieure, au moment où un rêve nationalitaire panarabe s'épanouissait avec Nasser, avant d'être surclassé par une poussée musulmane fondamentaliste, ce greffon a offert une cible des plus opportunes, comme pôle négatif de presque tous les courants visant à rénover le PMO, tandis que les divers prétendants au rôle de pôle positif tentaient leur chance, après que le nationalisme nassérien ait dû carguer ses voiles. La coloration « socialiste » ou « républicaine » dont la Syrie ou l'Irak ont teinté leur discours a nuit à leur crédibilité « islamique », mais le mariage du wahhabisme et de la rente pétrolière — génératrice d'aumônes à tout faire — a donné à l'Arabie saoudite une influence manifeste autant que sournoise.

¹ Les traditions importées en Israël par des communautés de multiples provenances (du Maroc au Yémen et à l'Éthiopie, sans oublier la Russie) jointes aux archaïsmes cultivés par plusieurs branches du rabbinat et aux effets quasi-mécaniques des élections à la proportionnelle « intégrale » ont marbré Israël d'un communautarisme qui n'est pas sans parentés avec celui du reste du PMO. Sans compter les distorsions résultant des enclaves arabes demeurées sur le territoire israélien et des emprises hors frontières soumises au pouvoir israélien.

² Voir La Société, Tome 5, Les structures politiques.

³ Les mouvements de masse, nés d'émotions populaires plus que de revendications économiques, sont souvent encadrés et parfois amorcés par des imams, rabbins et autres prédicateurs des obédiences les plus diverses.

⁴ Même si, parfois, des réseaux étatiques suffisamment ramifiés doublent ou remplacent le maillage communautaire traditionnel, ce qui est le cas de l'Iran (où le clergé chiite forme un véritable appareil d'État) et, d'autre manière, le cas de la Syrie et surtout de l'Irak où les partis baasistes tiennent ou ont tenu ce rôle.

Sous ces idéologies contrastées, les États du PMO sont d'un inégal archaïsme. Les émirats du Golfe Persique ressemblent fortement aux Cités-États * que furent les villes aristocratiques-marchandes * d'Italie, des Pays-Bas ou d'Allemagne avant qu'elles grossissent en principautés d'un autre type ou qu'elles soient absorbées par l'une de ces dernières. L'Arabie saoudite, née comme confédération tribale ¹ et grossie par l'adjonction de tribus nouvelles, a duré en achetant la fidélité de ses affidés, cependant que la « famille royale » s'étoffait de rameaux nouveaux, du fait des multiples mariages d'Ibn Seoud et de sa progéniture, encouragés par la « polygamie coranique ». En revanche, la Jordanie qui est l'autre État aristocratique * du PMO a subi assez de chocs pour commencer à mûrir comme État aristocratique-bourgeois *. Moins vulnérable que la Jordanie et dépourvue des réfugiés que celle-ci peine à assimiler, l'Égypte, héritière d'une aristocratie terrienne et d'une classe marchande plus puissantes que celles de Jordanie, aurait pu faire mûrir l'État aristocratique-bourgeois * qui s'était esquissé sous le protectorat britannique, mais sa révolution nassérienne l'a orientée autrement. Une classe d'officiers débordant vers les entreprises publiques a pris une place prépondérante aux côtés des classes marchandes et foncières, et a recueilli un appui assez large dans la classe paysanne, bénéficiaire de la réforme agraire et, de façon moins continue, chez les intellectuels et les fonctionnaires. De ce fait, l'Égypte a bâti l'un des prototypes de l'État militaire-nationalitaire * où le pouvoir conforté par son appareil militaire (et policier) s'appuie sur une population qu'il essaie de convertir en une nation bien intégrée. Par ailleurs, trois États tentent, avec des bonheurs divers, de s'organiser selon le modèle démocratique-bourgeois *. Le plus ancien dans cette voie est le Liban, mais ses rares années d'expérimentation pratique d'un modèle auquel sa constitution se réfère fort bien, ont été annulées par de multiples catastrophes politiques dont la plus grave fut la guerre civile de 1975-90. La Turquie rénovée sous Kemal Atatürk fut, elle aussi, un État militaire-nationalitaire de première génération, mais ses efforts ultérieurs, pour se convertir en république démocratique-bourgeoise progressent difficilement ². L'Iran, enfin, qui a été frustré de révolution par l'éviction de

¹ Les compagnies pétrolières américaines ont aidé la confédération tribale assemblée par Ibn Seoud à conquérir « son » Arabie, tout en écartant les prétentions hachémites. Cette entente fut conclue par l'entrevue Roosevelt-Ibn Seoud de février 1945 qui porta sur les fonts baptismaux l'*Aramco* (ou : *Arab American Cy*) dont le monopole pétrolier ne fut ébréché qu'à partir de 1971.

² Entre l'armée kémaliste et laïque, le parti nouveau qui a donné une majorité parlementaire à l'islamisme militant et le désir de rejoindre l'Union Européenne qui est nourri par les classes possédantes urbaines, mais heurte le traditionalisme des classes rurales et choque les classes populaires jusqu'ici laissées pour compte par l'essor économique.

Mossadegh, nationalisateur de son pétrole ¹, puis frustré derechef de la « révolution blanche » initiée par un Shah moderniste qui tenta vainement de soumettre les terres du clergé chiite à une réforme agraire radicale, fut converti, enfin, par la révolution khomeyniste de 1979, en un autre État militaire-nationalitaire auquel le clergé chiite (renforcé de milices urbaines) donna un tour semblable à celui de l'Arabie wahhabite, mais au moyen d'une économie plus diversifiée et d'un État mieux équipé.

L'abondante main-d'œuvre inemployée des États pauvres de la région ou de son voisinage afflue vers les bidonvilles urbains et contribue aux grands courants d'émigration qui entraînent Turcs et Kurdes vers l'Allemagne, tandis qu'Égyptiens, Yéménites, Palestiniens, Jordaniens et Syriens convergent vers toutes les Arabies ². À elles seules, la Turquie et l'Égypte approvisionnent un stock permanent d'émigrés qui est, pour chacun de ces deux pays, de l'ordre de 2,5 à 3 millions d'hommes, beaucoup plus que de femmes. Dotées ou non d'époux exilés, ces dernières ne jouissent pas des minces degrés de liberté que procure la vie urbaine. Peu ou mal réformées, les campagnes du PMO, leurs villages et les domaines qu'elles contiennent encore participent, assurément, au faisceau des forces d'inertie qui engluent cette région. Dans celle-ci, on constate la persistance d'un commerce archaïque parsemé de quelques immenses *emporia* comme ceux de Dubaï. Ce capital marchand d'ancien style est habile dans l'art de se subordonner l'artisanat, mais il ne se risque guère dans l'investissement industriel. Il a du goût pour les placements immobiliers et pour l'éventuelle exploitation de « concessions », c'est-à-dire d'agences locales d'industries automobiles ou autres, mais il leur préfère la « sponsorship » de firmes étrangères qu'il accrédite auprès des autorités locales. Malgré un modernisme apparent, l'âge bancaire du PMO est lui aussi celui du capital marchand, tel qu'il régnait en Europe au début du 19^e siècle.

Dans un tel contexte, les grèves et autres conflits sociaux sont rares en comparaison des guerres. Celles-ci sont presque toutes inabouties, c'est-à-dire privées du résultat visé, ce qui les rend récurrentes et leur laisse le temps de s'entremêler, dans la durée, non par pérennité des alliances, mais par conjonction entre conflits limitrophes. Cette situation tient notamment à l'immaturité géopolitique d'une région fraîchement redécoupée entre des États souvent neufs, mais il n'est pas éclairant de considérer ces guerres comme un entrechoc d'intérêts

¹ Pour mémoire, cette éviction fut coordonnée par la CIA, localement dirigée par le fils de Franklin Roosevelt.

² D'importants transferts de salaires, en provenance d'Arabie et des émirats du Golfe persique arrosent beaucoup de pays de la zone, du Yémen à l'Égypte et au Liban, en débordant jusqu'au Maroc. Ce qui permet aux mieux gérés de ces pays de figurer très au-dessus des États africains dans les index du Développement Humain (IDH) établis par le PNUD.

nationaux, car lesdits intérêts sont de nature très différente dans les principaux pays impliqués. La presque totalité des États du PMO ne guerroie pas en raison de visées stratégiques bien réfléchies, mais en vertu des résultantes, plus ou moins fluctuantes, d'émotions populaires massives, activées par de puissants appareils religieux et des visées de gouvernants attachés au maintien de leur domination tribale ou communautaire, entachée de particularismes religieux ou partisans, mais rarement infléchissable par un débat politique large et cohérent. L'antagonisme armée / mosquée caricature cette situation, mais d'une façon point trop fantaisiste.

Telle est *la dynamique du surplace* : des guerres inabouties, d'énormes élans populaires qui s'ensablent, des idées nouvelles engluées par un islam médiéval. Certes, la région se transforme quelque peu au fil des siècles, mais sa dynamique est impulsée de loin par un canal de Suez, un découpage de l'empire ottoman ou une fortune pétrolière. Par contre le surplace est de production locale, même si le gardiennage du *statu quo* politique qui était assuré hier par l'Angleterre et la France l'est aujourd'hui par les États-Unis, car les marges de manœuvre laissées aux États régionaux laissent passer toutes les idées nouvelles du temps. Mais d'ambitieux projets, tous avortés, attestent que l'obstacle principal gît au cœur de sociétés civiles dont la réforme est beaucoup plus difficile que celle des États. À quelques détails près, les forces d'inertie se prolongent de siècle en siècle. Aujourd'hui, la question est de savoir s'il en ira de même au long du 21^e siècle, comme le donnent à penser les résultats acquis ou si de nouvelles perspectives pouvaient s'ouvrir. Pour en juger, je commencerai par observer les tendances qui se dessinent aujourd'hui au sein du PMO, avant d'examiner les effets probables des chocs venus de l'extérieur auxquels cette zone est soumise ou exposée. Après cette distinction artificielle, mais utile pour clarifier l'analyse, je reprendrai dans la plénitude de ses attributs, la dialectique des ingérences extérieures et des rapports de force propres à la région, en l'appliquant à la crise majeure à laquelle le PMO sera inéluctablement exposé bien avant la fin du 21^e siècle, celle qui résultera du passage à l'après-pétrole.

L'Irak est coutumier des guerres inabouties avec l'Iran (1980-88) et le Koweït (1990), cette dernière suivie par douze années de confinement. La guerre d'Irak déclenchée par les États-Unis en 2003 et l'insurrection partielle qui la prolonge relèvent de la même catégorie, surtout si une « libanisation » communautariste lui fait suite. Toutefois, il se pourrait qu'une alliance Irak-Iran soudée par les clergés chiites des deux bords apaise les séquelles de l'épouvantable tuerie des années 1980, mais cet autre dénouement serait d'une durabilité fort incertaine, tant les États-Unis désirent donner à l'Iran (infidèle, mais pétrolier) une leçon de leur façon, à laquelle la campagne contre l'équipement nucléaire de Téhéran, qui a redoublé de virulence en 2006, pourrait servir de prélude. Quant à Israël qui tâtonne depuis sa création vers une paix à ses conditions, dont la dernière version

est le bâti d'un « mur de séparation » d'avec les Palestiniens, on sait qu'aucune paix n'a chance de voir le jour sur cette lancée. Par ailleurs, on doit observer que l'attaque israélienne qui détruisit, en 1981, le réacteur nucléaire irakien d'Osirak, n'a pas été suivie (2006) par une semblable attaque « préemptive » contre les installations nucléaires iraniennes ¹. Est-ce une retenue tactique (convenue avec les États-Unis) ou bien l'Iran approche-t-il d'une capacité dissuasive, ne serait-ce que par son arsenal de missiles de portée supérieure à celle des rares Scud irakiens qui inquiétèrent Israël en 1990 ?

Sans paradoxe aucun, on peut considérer que l'Égypte et la Jordanie qui ont signé avec Israël une paix en bonne et due forme, en sont à leur troisième décennie de *paix inaboutie*, car des subventions américaines toujours substantielles n'ont pas conduit ces pays à nouer des relations de bon voisinage avec Israël, ni même à des échanges économiques soutenus. Sous cette *paix froide*, la solidarité populaire avec les Palestiniens ne s'est pas démentie. L'Égypte qui a concédé aux États-Unis une légère démocratisation de ses processus électoraux a dû afficher, en 2005, une percée des Frères musulmans, ancêtres d'un islamisme radical qui réveillerait la lutte contre Israël, si cet assouplissement politique était généralisé. La Jordanie où les réfugiés palestiniens forment la moitié de la population suivrait la même voie, si les États-Unis y appliquaient la même médecine. Les paix inabouties sont, en fait, des trêves achetées à haut prix. Le cas de l'Arabie saoudite est plus complexe encore, car ce pays forgé avec le concours des États-Unis — comme je l'ai déjà noté — entremêle une alliance fidèle avec l'exploitant du pactole pétrolier local et une guerre larvée multiforme entre le « pur islam » wahhabite et les diverses variantes, religieuses ou non, du modernisme américain. Al Quaïda n'est pas le seul agent de cette guerre, car les subsides saoudiens aux États de la région — autorité Palestinienne incluse — et les aumônes qui arrosent diverses régions d'Afrique et d'Asie et divers groupuscules occidentaux, doivent être pris en compte autant que les attentats qui ravagent de temps à autre, en Arabie même, les complexes résidentiels où les Américains sont cantonnés sous bonne garde. L'Arabie saoudite est loin d'avoir fondu ses tribus en une nation unie ou, à tout le moins, en provinces homogènes. Sa vigueur mise à l'épreuve lors de divers pèlerinages à La Mecque — notamment en 1979, lors de l'assaut de la Grande Mosquée ² — augure

¹ Nonobstant les clameurs du président Ahmedinejad, nouvellement élu à Téhéran. Après une vague libéralisation esquissée par son prédécesseur (Khatami), ce président mêle un retour au radicalisme khomeyniste à un populisme bienvenu dans un pays où la rente pétrolière ne pourvoit guère aux besoins populaires (sauf par le recrutement de « gardiens de la révolution » et d'autres miliciens).

² Pour déloger les musulmans retranchés dans cette mosquée, le président Giscard d'Estaing mit à la disposition du gouvernement saoudite le Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale française (GIGN) dont les escadrons furent « convertis à l'islam » pour ne pas désacraliser la mosquée où ils entrèrent en action.

mal de ce que fera cet État quand le pétrole commencera à lui faire défaut, surtout si ses hauts prix actuels se traduisent par de rares investissements d'avenir ¹.

Moins pourvue de recettes en dollars, mais beaucoup plus active que l'Arabie, la Turquie tente de s'agripper à l'Europe, tout en réactivant une part de l'influence qu'elle exerça au temps de l'empire ottoman. Si elle multiplie ses contacts avec l'Irak et l'Iran, c'est évidemment pour empêcher que le rôle conquis par les Kurdes d'Irak devienne contagieux ². La situation politique s'est modifiée également au Liban, grâce aux pressions internes et internationales (surtout américaines et françaises) qui ont obligé la Syrie à démanteler le quasi-protectorat qu'elle exerçait sur ce pays depuis les accords de Taef ³. Une interprétation optimiste des manifestations beyrouthines de 2005 et des débats politiques ultérieurs conduirait à escompter une démocratisation substantielle de ce pays convoité de longue date par une Syrie qui en a retiré ses troupes, mais y garde des alliés — à commencer par le président de la République, maintenu en fonction par ses soins. Toutefois, le communautarisme incrusté au Liban a imprimé sa marque sur les principales institutions politiques et électorales, ce qui fait craindre que les réformes soient retardées ou déviées, dans un pays dont l'économie n'est pas très vivace et dont la monnaie est en péril. Si les forces d'inertie, bien présentes ici, devaient l'emporter, ce serait aux dépens de tout le PMO, car ce pays plus cultivé et plus ouvert que ses voisins ne pourrait mûrir comme référence politique et culturelle dans une région promise à de rudes crises, mais où apparaissent quelques germes de rénovation, principalement dans les émirats du Golfe Persique.

D'ores et déjà, le contraste est grand entre l'Arabie saoudite agglutinée au début des années 1930 et le paquet d'émirats qui ont acquis leur indépendance après 1970. Aujourd'hui, ces deux zones sont d'un poids pétrolier presque égal ⁴. Mais, depuis des années, les jeunes États du Golfe ont commencé de diversifier leurs

¹ Une ville nouvelle près de Djeddah et quelques voies ferrées d'est en ouest semblent être les rares projets à longue portée caressés par l'État.

² Le PKK (parti communiste du Kurdistan) semble avoir rompu la trêve que le gouvernement turc s'était imposée, pour satisfaire les exigences européennes en matière de « droits de l'homme ». Les deux confédérations tribales kurdes du nord irakien ont appris à coopérer sous protection américaine, durant les dix dernières années du régime baasiste de Saddam Hussein, si bien que le Kurdistan irakien pourrait devenir un pôle exemplaire pour les Kurdes de Turquie et d'Iran.

³ Dans cette ville syrienne furent conclus en 1989 les accords par lesquels les diverses communautés libanaises mirent fin à leurs guerres à répétition qui duraient depuis 1975, avec de multiples « aides » extérieures, dont celle de la Syrie, pacificateur désigné par la Ligue Arabe. Les accords de Taef entrèrent en application en 1990, après que le général Aoun ait mis fin à sa dernière équipée plus ou moins « maronite ».

⁴ Fin 2004, Arabie : environ 22 % des réserves mondiales affichées ; ensemble des émirats (Koweït, Bahreïn, Qatar, E.A.U. et Oman) un peu plus de 18 % à quoi s'ajoutent les fortes réserves de gaz de Bahreïn.

économies, d'investir en vue de l'après-pétrole et d'assouplir quelque peu leur fonctionnement politico-culturel, toutes performances où ils surclassent nettement l'Arabie. Le record est détenu par les Émirats Arabes Unis (E.A.U.), ces anciens *Trucial States* (ou États de la Trêve), longtemps privés de piraterie par leur protecteur anglais. Ici, la rente pétrolière est bien gérée, notamment à Abou Dhabi — émirat pilote de cette mini-confédération — qui a porté son PIB par tête à 50 % au-dessus du niveau saoudien, les autres émirats se situant entre ces deux bornes ¹. La compagnie aérienne *Emirates* qui rentabilise une flotte ultramoderne ne dessert pas seulement les emporia immenses de Dubaï où toute la marchandise occidentale est offerte à une clientèle venue de loin, car ces opérations typiques du capital marchand *, sont désormais dépassées par des initiatives qui relèvent pleinement du capital industriel et financier le plus moderne. Dubaï a attiré les foudres des financiers américains en prenant le contrôle d'une société britannique d'exploitation portuaire qui gère notamment six des principaux ports étatsuniens. La campagne contre les risques de terrorisme, imaginativement associés à cette transaction, a exprimé un réflexe protectionniste des États-Unis auxquels Dubaï a cédé sans délai par pure habileté commerciale, ce qui n'empêche pas les sociétés commerciales des E.A.U. (auxquelles l'État est diversement mêlé), d'investir massivement sur place comme via les bourses d'Europe et des États-Unis. En quoi les E.A.U. rejoignent l'exemple donné naguère par le Koweït, lequel renoue désormais avec ses habitudes un temps interrompues par les dégâts de l'offensive irakienne de 1990. La richesse de Bahreïn étant gazière plus que pétrolière, ce pays n'a pas encore acquis sa pleine capacité d'investisseur potentiel, mais la capacité de liquéfaction du gaz dont il est équipé assure déjà sa rentabilité. En outre, Bahreïn est une place bancaire importante. Sa seule fragilité tient à la puissance du chiisme dans les classes populaires, ce qui les rend très sensibles aux événements d'Iran ou d'Irak. Au reste, l'initiative la plus notoire de cet émirat est évidemment la création de la station de télévision *Al Jezira* qui a battu en brèche l'ancien monopole de CNN, avant d'être suivie par d'autres chaînes arabophones d'origine régionale ou américaine. Avec le Qatar, on retrouve un émirat bien doté en pétrole où le Pentagone a logé son principal centre d'opérations aériennes dans le PMO, au grand dam de la base ultramoderne, partiellement financée par l'Arabie, installée naguère auprès de Ryad qui se trouve maintenant presque délaissée ².

¹ Hormis Oman, tiré d'un régime médiéval en 1970 seulement et assez peu riche en pétrole.

² De même l'état-major régional de la marine US est abrité à Bahreïn.

Bref, la rive occidentale du Golfe Persique est en pleine transformation. Les innovations s'y multiplient : un opéra et des musées à Dubaï, une banque islamique d'investissement au Qatar, une rivalité qui se dessine entre Bahreïn et Dubaï pour le leadership financier du Golfe, même si la perspective d'une monnaie commune dès 2010 paraît douteuse. Plus ouverts que l'Arabie, les émirats demeurent néanmoins circonspects en divers domaines essentiels. Ils assouplissent lentement les lois qui freinent les acquisitions de propriétés par des étrangers. Ils modifient leurs lois électorales de façon minuscule, car les assemblées élues, même d'échelle locale les dérangent encore, tandis que le vote des femmes est une excentricité koweïtienne fort peu imitée. Néanmoins des préoccupations lourdes de conséquences commencent à émerger, qu'il s'agisse des moyens d'en finir avec les détours par les opérateurs européens pour gérer une grande part des télécommunications internationales, des implications politiques d'une éventuelle

coopération monétaire et économique entre les divers émirats ou des choix qu'il faudra trancher pour garantir la sécurité du Golfe à mesure que le gendarme américain y allégera sa présence. Les perspectives de coordination militaire au sein du *Gulf Cooperation Council* (GCC, créé en 1981) ne s'élargissent pas, contrairement aux souhaits des États-Unis ¹. Les tensions propres au Yémen, très peuplé et d'une pauvreté aggravée par l'éviction de nombreux travailleurs yéménites, lors de la guerre du Golfe de 1991 semblent pouvoir s'envenimer plus encore. Les initiatives de l'Iran visant, à tout le moins, à prolonger la durée d'exploitation de son pétrole par un développement rapide de ses capacités de production nucléaire d'électricité excitent le zèle anti-nucléaire des États-Unis (et parfois d'autres puissances, souvent réticentes). Les offres stimulantes que l'Iran, comme tous les pays pétroliers du PMO, reçoit de l'Inde, de la Chine et même de la Russie, tandis que le Japon et l'Europe s'efforcent de conserver leurs positions régionales conduisent à penser que, nonobstant leurs ingérences militaires, les États-Unis subissent une perte d'influence dans une zone, naguère très attentive à leurs souhaits. Les connivences américano-saoudiennes survivent tant bien que mal à ces évolutions divergentes.

Une aide massive en dollars ne suffit pas pour discipliner pleinement l'Égypte et la Jordanie, une vieille et forte liaison au sein de l'OTAN n'a pas empêché la Turquie d'interdire, en 2003, que l'offensive américaine contre l'Irak se déploie via son territoire. Une conquête militaire n'a pas permis de soumettre l'Irak. La menace de frappes anti-iraniennes ne fait pas trembler Téhéran. Tout le pourtour du PMO devient rétif, cependant qu'au cœur de cette région, la péninsule arabique est exposée aux divergences économique-stratégiques qui viennent d'être évoquées. Assis sur « leur » trésor pétrolier du PMO, les États-Unis perdent de leur sérénité aux approches d'un après-pétrole qui va bouleverser toute cette région.

Changeons d'éclairage. Cessons de regarder cette zone volcanique en prêtant attention à ses tensions présentes, aussi explosives soient-elles, et à ses lourds héritages historiques, aussi vivants soient-ils. Observons plutôt ce que les tendances d'ores et déjà prévisibles ² permettent d'imaginer pour un PMO évidemment promis aux rudes transformations qui adviendront à mesure que le primat pétrolier mondial de cette région s'estompera jusqu'à s'effacer complètement. On pénétrera de la sorte dans un avenir bordé d'hypothèses parfois fragiles et toujours insuffisantes pour dessiner une image événementielle du futur,

¹ Qui plus est, en décembre 2005 le GCC a pressé l'OTAN de se joindre à lui pour dénucléariser un PMO qui ne veut pas être pris en sandwich entre Israël et l'Iran.

² Voir au tome 2 du présent *Inventaire*, le dossier consacré au *Monde de l'après-pétrole*. Les données citées au texte proviennent de ce dossier ou ont parfois été reprises du *BP Statistical review of World Energy* – édition de juin 1965.

même le plus prochain. Mais, précisément, c'est dans un tel contexte que la macrosociologie historique peut produire ses meilleurs effets, car le système mondial qui est son espace propre et le temps qui rythme par décennies ou par siècles les évolutions qu'elle peut supputer gomme les péripéties mineures et leurs réfractions locales ou temporaires. Rendant invisibles les hommes comme individus et les menus groupements où leurs sociétés les rassemblent, elle permet d'entrevoir les mouvements sociaux qui brasseront des millions d'hommes et qui transformeront leurs sociétés. S'agissant du PMO, il est prudent de détailler ce que sera l'après-pétrole comme phase historique du système mondial pour en brosser à très grands traits l'échéancier probable, avant d'en venir aux effets en retour que subira cette région de la part des peuples et des pays progressivement privés d'une marchandise fort demandée.

L'après-pétrole est commencé depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire depuis que les adjonctions aux « réserves prouvées » sont inférieures chaque année à la consommation mondiale. Un « choc pétrolier » a été provoqué depuis 2003 par la demande rapidement croissante de l'Inde, de la Chine et d'autres pays et par l'attaque américaine sur l'Irak ; il a été aggravé par quelques accidents climatiques ¹ et par l'imprévoyance des multinationales pétrolières qui a raréfié les raffineries disponibles. Un contre-choc interviendra plus ou moins tardivement, selon l'habileté des politiques étatiques et les stratégies des dites compagnies, mais ce répit — à des niveaux de prix supérieurs à ceux d'avant 2003 — ne durera pas. À l'échelle mondiale, le marché pétrolier est désormais entré dans une période troublée où le contre-choc attendu pourrait tarder et être coupé par divers spasmes selon les poussées de la conjoncture mondiale et les péripéties commerciales et politiques de l'économie pétrolière. Avec des fluctuations de prix, il en ira de la sorte pendant trois décennies environ, le temps que les économies d'énergie, les prospections nouvelles, les novations des techniques d'extraction, l'adoption de nouvelles sources d'énergie (y compris le nucléaire) et la modernisation des équipements industriels, urbains et de transports produisent peu à peu leurs effets. Vers la fin de cette phase, c'est-à-dire vers 2035-2040, commencera vraiment la période où le pétrole conventionnel perdra irrémédiablement sa primauté, c'est-à-dire celle où une part rapidement croissante de la consommation d'hydrocarbures sera assurée — outre le gaz liquéfié déjà mis à contribution dans la phase précédente — par des pétroles non-conventionnels (sables asphaltiques, dérivés du charbon, etc.) cependant qu'à côté des hydrocarbures d'autres sources d'énergie (utilisables sous forme d'électricité) auront rejoint le charbon, le nucléaire, l'hydraulique et le solaire, en les renforçant de produits et de techniques à sortir des laboratoires. Ladite période de rétrogradation du pétrole vers un rang inférieur commencera quand le coût de ses remplaçants et leur commodité d'utilisation

¹ Tel l'ouragan Katrina qui a désorganisé la production pétrolière du Golfe du Mexique en 2005.

deviendront compétitifs et elle s'achèvera quand les remplaçants du pétrole auront gagné la majeure partie de ses utilisations actuelles. Cette phase transitoire s'étalera au moins sur une décennie, voire plus. Alors commencera réellement (vers 2050-2060 ou un peu plus tard) la période de l'après-pétrole où ce produit, vulgarisé tout au long du 20^e siècle, sera devenu un article de luxe, réservé à quelques rares usages comme le transport aérien, en attendant que des substituts fiables et peu onéreux aient été trouvés pour chacun de ses emplois ultimes.

Trois phases, donc, pour l'histoire plausible du pétrole, au 21^e siècle :

- le choc pétrolier en cours et sa correction saccadée jusque 2035-40 ;
- un nouveau choc et une rétrogradation du pétrole, dans l'échelle des sources d'énergie, culminant vers 2050-60 ou un peu plus tard ;
- une phase ultime, de durée incertaine, réservant le pétrole à de rares usages.

Ces phases marqueront évidemment la région la plus riche en pétrole du système mondial actuel. Dans celle-ci, les gisements sont aisément exploitables, si bien que, contrairement à la tendance mondiale déjà notée, l'écart entre la production annuelle et les réserves prouvées, évaluées en chaque fin d'année, a continué d'augmenter ¹. Il était de 15 ans en 1989, de 20 ans une décennie plus tard et il atteignait 23 ans à la fin de 2004. Cela signifie que les compagnies pétrolières ont tiré de plus en plus sur leurs gisements de cette région, pour satisfaire une demande mondiale croissante. Schématiquement, on peut dire que l'Arabie a majoré sa production pour satisfaire la demande américaine. Mais ce schéma est par trop simpliste, il faut y regarder de plus près. Aux niveaux de production de l'année 2004, les réserves du PMO pourraient durer 68 ans pour l'Arabie et 16 à 20 ans pour les divers émirats ², le Yémen et la Syrie et 14 ans seulement pour l'Égypte. Sans oublier le record qui est détenu par l'Iran avec 89 ans de production pétrolière possible, au niveau de 2004, record au voisinage duquel l'Irak pourrait se situer quand ses capacités d'extraction auront été restaurées. Le record iranien résulte pour partie d'une gestion économe de la ressource et il sera consolidé dans ce pays par l'éventuel développement rapide des capacités nucléaires de production d'électricité. À l'inverse, les pays qui suivront, de gré ou de force, la politique

¹ Il est mesuré en quantité produite pour l'année considérée : il reste **x** années de production possible à ce dernier niveau.

² Sans compter le gaz naturel, surtout présent au Qatar et en Syrie.

d'extraction accrue jusqu'ici chère à l'Arabie, raccourciront d'autant leur présence dans l'offre mondiale de pétrole. Ainsi se dessinent les contours moyen-orientaux d'activités pétrolières qui seront influencées, ici comme ailleurs, par l'évolution mondiale de ce marché (ressources et techniques nouvelles, etc.), à ceci près que, sur sa lancée actuelle, le PMO ne contribuera guère au remplacement du pétrole conventionnel. En effet, il est hautement probable — hormis quelques précautions « à l'iranienne » — que cette zone sera pressurée pour satisfaire la demande mondiale ; qu'elle encaissera de ce fait des recettes substantielles, mais fort inégales par États en durée comme en quotité¹ ; et qu'il ne sera fait de ce pactole un emploi prometteur pour l'avenir que si les États se mettaient finalement à l'investir autant ou davantage — et mieux encore — que les E.A.U. de ces dernières années.

De ce fait, l'exploitation pétrolière du PMO sera plus que jamais le terrain de luttes sociales complexes. Les hauts prix de la ressource et sa durée visiblement limitée susciteront les appétits d'États désireux d'accroître leur part de la rente pétrolière, tant qu'elle existe : les taxations, les révisions de contrats, les résiliations de concessions, les nationalisations de compagnies², les expropriations même pourraient se multiplier et se renouveler tant qu'il restera du pétrole ou du gaz. Mais ces tensions ne resteront pas confinées dans l'espace souvent discret où les gouvernements et les multinationales s'affrontent. En effet, le PMO qui est aujourd'hui l'un des hauts lieux mondiaux du sous-emploi de la main-d'œuvre potentielle, acquerra au cours de la première moitié du 21^e siècle quelques 300 millions d'habitants supplémentaires, soit plus de 75 % de sa population présente. En outre, le contexte régional et international ne permettra sans doute pas que l'émigration des travailleurs qualifiée vienne accroître substantiellement les transferts de salaires en provenance de l'étranger. Il est donc probable que les appels à l'aide étatique et les autres poussées revendicatives interféreront avec les dialogues conflictuels entre États et multinationales.

Sur tous ces points, une étude détaillée devrait être réalisée, pays par pays — alors que les recherches prospectives ne semblent pas être de pratique courante dans beaucoup des États du PMO. Faute de tels matériaux, je dois ici me contenter de quelques notations sommaires. L'Irak sera un point nodal pour l'avenir post-pétrolier du PMO, surtout s'il s'émancipe de son « libérateur » et réussit à doser sa production pétrolière selon les besoins de sa reconstruction et de sa modernisation. Son éventuel rapprochement avec l'Iran — nonobstant les souvenirs de la guerre de 1980-88 — conforterait cette orientation, mais cette soudure locale de « l'axe du mal » provoquerait une vive réaction américaine, sauf si les principaux courants

¹ Surtout si on les décompte par tête d'habitant.

² Ou la radicalisation des entreprises publiques qui jouent un rôle plutôt décoratif dans plusieurs pays.

sunnites s'abstenaient de vilipender cette « alliance chiite »¹. Finalement, les réactions du reste du monde — quant à l'accès au pétrole — et les éventuelles réalisations des « alliés » hypothétiques — quant aux espérances populaires de la région — pourraient faire la différence, surtout si les États-Unis peinaient à panser leurs plaies post-irakiennes, dans une situation pétrolière mondiale où il leur faudra faire preuve de beaucoup de diplomatie. Quelques boucles additionnelles pourraient s'adjoindre à ce sac de nœuds, du fait de l'Afghanistan, si difficile à « détalibaniser » et du Pakistan, vieil allié versatile des États-Unis où un peuple divisé vibre aux drames du PMO quand le Cachemire et l'Inde ne captent pas toute son attention. Encore faudra-t-il s'attendre à ce que les voies d'évacuation du pétrole et du gaz deviennent, au PMO, des enjeux militaires dont le gardiennage sera de plus en plus complexe et onéreux, qu'il s'agisse des tuyaux maillant la région, des gisements jusqu'aux ports d'enlèvement ou des voies fluviales et maritimes où le trafic des hydrocarbures sera d'une importance stratégique croissante, tant qu'il en restera à transporter.

La clé régionale pourrait se trouver en Arabie saoudite, du fait de son trésor pétrolier si rentable et si envié du moins tant qu'il n'aura pas été vidé, sous la pression des puissances avides d'importations plus que de tout autres choses. L'Arabie va donc accentuer son grand écart traditionnel entre une richesse confortable pour les classes dirigeantes et marchandes et une faible inclination vers les investissements porteurs d'avenir, écart habituellement comblé par la vigilance wahhabite, les générosités de l'aumône et de certains services publics et le recours massif à un prolétariat immigré. De ce fait, les forces explosives — telles les turbulences yéménites, les attentats façon Al Quaïda ou autres, les manifestations du grand pèlerinage, etc. seront plus difficiles à canaliser. Selon le degré de coopération qui pourra être maintenu entre Washington et le gros de la « famille royale », le pompage du pétrole sera sauvegardé ou non. Il se pourrait que les États-Unis, frustrés de victoire en Irak et de guerre en Iran, appuient Ryad pour incorporer dans le royaume saoudite² les émirats du Golfe, courtisés par d'autres États avides de pétrole. Mais il se pourrait, aussi, qu'à l'inverse, les sectes et confréries religieuses du sud-est et ouest de l'Arabie, jamais séduites par le wahhabisme, les jeunes classes bien formées et aptes à penser à leur avenir³ et les quelques noyaux industriels ou marchands de La Mecque ou de Djeddah se retrouvent dans des révoltes moins brouillonnes que celles des dernières décennies, et soient aptes à recueillir de substantiels soutiens dans l'armée, la police et même

¹ À l'inverse, cette « alliance » pourrait gagner en influence, du côté de Bahreïn comme en Syrie et dans le Hezbollah libanais.

² Ou dans une *Gulf Cooperation Agency* renforcée, déguisant cette annexion.

³ Sans oublier les femmes à qui des professions qualifiées sont accessibles, sans que leur statut familial et social soit assoupli pour autant.

l'Aramco. Auquel cas une certaine dose de démocratisation — nullement à l'américaine — pourrait advenir en Arabie, éventuellement confortée par les évolutions déjà amorcées, du Koweït aux E.A.U., si ce n'est à Oman. Une troisième variante, pas plus improbable que les précédentes, verrait éclater l'amalgame saoudite, entre une Arabie occidentale (celle du pèlerinage et des autres affaires) et une Arabie orientale (celle du pétrole) non sans diverses annexions simultanées par la république yéménite au sud et, au nord, par les tribus hachémites de Jordanie, héritières des clivages des années 1920-30. Variante qui pourrait se combiner avec l'une ou l'autre des deux précédentes pour ce qui est des E.A.U., que l'Est-Arabie se joigne à ces émirats indépendants ou que l'ensemble soit fédéralisé selon les convenances politico-pétrolières des États-Unis. En tout cas, on aurait tort de penser que ces supputations sont futiles. Elles se multiplieront dans maints états-majors d'États ou de multinationales, avec travaux pratiques à l'appui, à mesure que la péninsule arabique redeviendra plus rocailleuse que pétrolière. J'ai pris de tels exemples non pour prédire l'avenir, mais pour concrétiser le proche avenir du PMO comme champ de forces, voire comme champ de batailles, avec l'espoir que la différence sera faite, sur place, par les peuples eux-mêmes, plus que par leurs dirigeants actuels ou leurs clients et leurs envahisseurs.

Au reste, on se gardera d'omettre aucun des États actuels non évoqués jusqu'ici, car les tumultes centraux du PMO, rejailliront inéluctablement sur les États arabes de sa lisière (Jordanie et Syrie, autant que Liban et Palestine, sans oublier Israël qui verra forcément l'ombre tutélaire des États-Unis s'estomper à l'horizon) ¹. Surtout, on prêterait attention aux grands États du cercle extérieur qui — outre l'Iran déjà nommé — sont la Turquie et l'Égypte, partenaires inévitables des tensions et novations que l'assèchement du pétrole provoquera.

Si l'on passe des États pris isolément à l'ensemble des *Pays Arabes Exportateurs de Pétrole*, force est de constater que leur Organisation (OPAEP) créée en 1973 ne s'est guère illustrée. Elle a produit une bonne dose de réunions et de discours, mais n'a guère dépassé l'envoi de motions à l'OPEP ², si ce n'est pour créer occasionnellement quelques sociétés de services. Jamais cette Organisation n'a dressé des plans en vue de l'après-pétrole, jamais elle n'a défini de stratégie coopérative à moyen et long terme. Comme en outre cette Organisation aussi

¹ Il est temps encore que ce pays s'imagine réellement un avenir de coexistence pacifique avec son entourage, arabe ou non. Quelques petites décennies pourraient lui permettre d'y arriver, s'il finissait de dissiper les brumes de *l'Eretz Israel* et s'il entreprenait d'éduquer la diaspora juive mondiale sur les réalités du PMO, au 21^e siècle, plutôt que d'inciter ses jeunes générations à jouer *Tintin en Galilée*, durant leurs grandes vacances.

² C'est-à-dire à l'organisation *mondiale* des exportateurs de pétrole.

évanescence que la Ligue Arabe n'a pas de véritable exécutif permanent, bien institutionnalisé, vers lequel pourraient converger les attentes et les pressions des associations et ONG des divers pays du PMO, ni *a fortiori* celles des syndicats et partis de cette même zone, aucun débat substantiel n'a pu s'ouvrir au sein du monde arabe sur son avenir collectif, avec ou sans pétrole. Aucune coordination ne s'est établie, non plus entre les *Reserve Fund (s) for Strategic Projects* ¹ comme il en existe à Bahreïn, au Koweït, en Oman et au Qatar ou en Iran, mais non en Arabie saoudite, ni dans les E.A.U., que ces fonds servent à stabiliser les ressources budgétaires tirées d'un pétrole aux prix et aux chiffres d'affaires fluctuants ou qu'ils aient, plus rarement, vocation à stocker une épargne (ce qui est le cas du Koweït, d'Oman et du Qatar). À ma connaissance, aucune force politique audible dans tout le PMO n'a essayé de répandre une vérité pourtant essentielle : la région qui dispose d'énormes excédents de main-d'œuvre gaspille la rente tirée de son pétrole, sans en tirer les masses de capital investissable qui utiliseraient largement et fructueusement ce potentiel humain. Sur la présente lancée, l'avenir régional sera le plus souvent une aventure hasardeuse, rarement le domaine de projets bien mûris, presque jamais l'occasion de coopérations entre États voisins.

Il se pourrait néanmoins que des coopérations soient incitées par des États étrangers au P.M.O., (ou par des multinationales pétrolières) comme c'est déjà le cas pour l'établissement d'oléoducs et de gazoducs à longue distance. Le Japon, important client traditionnel du P.M.O. n'hésite pas à prendre de lourds engagements, en accord avec la Russie, pour tirer jusqu'au Pacifique l'oléoduc qui l'approvisionnera à partir de l'Asie centrale, mais cela ne signifie nullement qu'il se détourne des États-Unis, tuteurs de l'Arabie saoudite ². Bien au contraire, il renforce son concours à l'alliance militaire présente en Irak, malgré l'opposition croissante de son opinion publique, car il lui faut sécuriser son ticket d'accès au pétrole du PMO. Mais lorsqu'en mars 2006, le sous-secrétaire d'État Zoellick lui demande, au nom des États-Unis, d'abandonner des projets substantiels en Iran ³, au nom de la solidarité anti-nucléaire, le Japon l'ignore : il veut additionner toutes les ressources moyen-orientales qui lui sont accessibles. Avec des arguments variés, toutes les puissances industrielles feront de même. La Russie qui reprend vigueur et qui dispose aux côtés de réserves pétrolières imposantes, de ressources gazières qui en feront le premier producteur mondial, dès que *Gazprom* aura mis en place les contrats et les tuyaux nécessaires à cette fin, se manifeste, elle aussi, au PMO : non plus pour y soutenir, comme jadis, des forces plus ou moins

¹ Le Fonds ainsi désigné est de Bahreïn. Ses homologues ont des noms variés.

² Plus encore qu'ils ne le sont du Japon lui-même.

³ Développement d'un nouveau champ pétrolier au sud-ouest de l'Iran (Azadegan).

révolutionnaires, mais pour consolider sa politique énergétique en coopération avec l'Iran, axe du mal ou non. La Chine, elle aussi intéressée par le pétrole d'Asie centrale, ne perd pas de vue le PMO ; son président — Hu Jintao — retour d'un voyage aux États-Unis, en avril 2006, a fait un détour par l'Arabie pour développer des liens économico-pétroliers déjà établis avec le roi Abdallah ¹, sans perdre de vue, pour autant, les fournisseurs potentiels des Émirats. Mais l'exemple le plus probant de ces efforts multiples pour consolider les ressources attendues du PMO par tous les pays industriels, des plus classiques aux plus récents, est sans doute celui de l'Inde, à peine intronisée comme puissance nucléaire de plein exercice, par le président Bush, en visite à New-Delhi (mars 2006), car l'Inde qui est, tout à la fois, en train de conclure un accord avec l'Iran et la Russie pour importer du gaz naturel iranien, pour développer le nouveau gisement de Yadavaran investit, conjointement avec la Chine, dans la compagnie pétrolière russe, Ioukos. Reste à associer le Pakistan à ceux de ces accords qui s'accommoderaient bien d'un gazoduc traversant son territoire. L'après-pétrole étant ce qu'il devient, on peut gager que le gouvernement pakistanais résistera aux pressions américaines qui tenteraient de le dissuader et qu'il résistera de même aux brigandages stipendiés qui pourraient viser ce gazoduc quand il aura été construit. On peut gager également qu'en renouvelant, de cinq en cinq ans, le point qui vient d'être résumé quant aux perspectives politico-commerciales du pétrole et du gaz produit au PMO ou transitant par des pays de cette région on découvrira, d'une fois à l'autre, des résultats de complexité croissante, du moins tant que l'après-pétrole n'aura pas atteint sa phase ultime.

Mais l'après-pétrole est-il déjà entré dans l'horizon à court et moyen terme des autorités américaines les plus concernées, les états-majors pétroliers et les principales agences du gouvernement américain ? Quand le premier gouvernement Bush se construisait, en 2000, le vice-président Cheney réunit une conférence confidentielle sur la politique énergétique à suivre par l'administration qui se mettait en place. Malgré le harcèlement des journaux sérieux et de quelques parlementaires, pas tous démocrates, ni la composition, ni les procès-verbaux de cette commission « inofficielle » n'ont été rendus publics. Ceux qui, comme moi, pensent que les intérêts pétroliers des compagnies multinationales qui abreuvant la soif de pétrole des États-Unis ont été, beaucoup plus que le Pentagone, les promoteurs de la guerre d'Irak déclenchée en 2003, sont donc des ignorants, en tout cas des in-informés, entraînés par leurs préjugés ². Je persiste évidemment. Autrement dit, je considère l'agression de l'Irak, préparée tout au long de l'année

¹ Et pour les assortir de fournitures militaires (missiles à moyenne portée) que Washington refuse à Ryad, pour épargner les susceptibilités israéliennes.

² Le lecteur peut juger de mes préjugés en lisant, sur le présent site, l'essai intitulé *Civiliser les États-Unis* que j'ai publié en 2003.

2002, comme la première étape d'un plan de domestication du PMO visant à abriter cette région de la plupart des guerres, révoltes, révolutions et autres tumultes qui pourraient y perturber l'exploitation du pétrole et du gaz, tant qu'il en restera. « Après, on verra bien... » est la conclusion probable de la « commission *Cheney* ». Les moins déraisonnables de ces va-t-en-guerre espéraient peut-être déboucher vers un PMO démocratisé à l'américaine, mais la plupart d'entre eux se moquent du déluge de misères qui pourrait noyer un PMO, déjà si riche en la matière.

Toujours est-il que divers porte-parole du gouvernement Bush et des Instituts et Fondations qui l'irriguent d'idées, ont soutenu, à partir de 2003 le projet d'un Grand Moyen-Orient ouvert au libre-échange, promouvant la démocratie, promettant l'émancipation et l'égalité pour les femmes et offrant à tous un large accès à l'éducation. Les moyens guerriers mis en œuvre sur le terrain n'ont donné aucune crédibilité à ce discours. Certains attendaient un *Plan Marshall* pour le PMO, d'autres escomptaient, en tout cas, quelques aides techniques et financières, les plus audacieux rêvaient à une *Réforme* projetant quelques *Lumières* sur un Islam qui en a grand besoin. On ne vit rien venir, en fait, si ce n'est une insurrection larvée en Irak et un regain de terrorisme et d'anti-terrorisme un peu partout, sans que les confins afghano-pakistanaï, irako-syriens ou circa-yéménites soient pacifiés pour autant. Est-ce seulement partie remise ? Verra-t-on les États-Unis, pressés par un besoin urgent de calmer le PMO et d'y retrouver leur influence perdue, redevenir généreux en dollars, sinon en réformes politiques pertinentes ? Ou bien les verra-t-on s'efforcer de créer un système de sécurité pour le Golfe, en s'y investissant pleinement ?

Cette dernière variante, plus militaire que politique sera souvent tentante. Le chapelet des centres de contrôle maritime (Bahreïn) et aérien (Qatar) esquissé dans le Golfe ou sur ses approches aériennes et navales, de Djibouti aux républiques ex-soviétiques d'Asie centrale et à l'Afghanistan — où l'OTAN double la présence américaine — pourrait être allongé en réveillant, par exemple, les bases turques de l'OTAN, et musclé plus encore en essayant d'entraîner l'OTAN tout entier dans une gendarmerie internationale du PMO. Ce pourrait être à la suite d'une agression contre l'Iran (voire par ses soins) ? Ce serait probablement le cas si l'Arabie s'émiettait, ce qui transformerait son orient pétrolier en un protectorat américain lourdement armé (plutôt que de « tolérer » sa conversion en un nouvel émirat plus ou moins indépendant ¹. Ce serait assurément le cas — et à grande échelle — si les États-Unis, rejoints par suffisamment de puissances européennes et asiatiques, réussissaient à promouvoir une Sainte Alliance des Derricks, en lui

¹ Voir en une (horrible !) République véritable ou en un État militaire-nationalitaire* de style néo-nassérien ou de quelque autre variété.

donnant évidemment une appellation seyante d'un style plus démocratique. Pour l'occasion, l'Agence Internationale de l'Énergie pourrait être sortie de sa tanière à l'OCDE, afin de mettre en scène la « gestion collective » du pétrole PMO ¹.

Et ainsi de suite : d'une décennie à l'autre, la marche vers l'après-pétrole libérera peut-être l'imaginaire politique et certainement l'aventurisme militaire autour de « bonnes causes » souvent aptes à mobiliser les égoïsmes nationaux. Seules les contre-pressions exercées par d'autres puissances aux égoïsmes divergents ², les réticences et résistances des peuples de la région et les interférences avec les tensions et conflits ancrés hors le PMO pourront dévier ou casser ce que les initiatives américaines auraient de trop unilatéral (au vu des intérêts, État par État et multinationale par multinationale) ou de trop belliqueux (au regard des passions des puissances et des émotions des peuples).

De quels côtés, ces divers jeux de balance basculeront-ils ? Sans que l'avenir devienne pour autant prévisible avec sérénité, on peut noter quelques repérages prometteurs : si les États-Unis et quelques autres puissances industrielles se jettent vite et fort dans la promotion d'économies d'énergie, la production de carburants nouveaux, l'exploitation des pétroles non-conventionnels et toutes autres mesures raccourcissant les périodes (dites plus haut) qui nous séparent de l'après-pétrole, la transition pluri-décennale sera moins chaotique et, donc, mieux gérable, c'est-à-dire moins exposée aux chocs et contre-chocs enrobés de spéculations alarmistes. Le même raisonnement peut être transposé des États aux multinationales de l'automobile, de l'aviation, de la chimie et des autres branches ayant à s'adapter à cette transition, puis à cet après-pétrole. Transposé également à destination des medias, des partis, des syndicats, des ONG, etc. qui doivent apprendre vite à voir et à comprendre ce que l'avenir proche ou un peu moins proche va signifier pour leurs audiences respectives, et savoir, de ce fait, mener les bonnes campagnes d'opinion, se battre pour de pertinents programmes d'avenir, combattre les futurismes et les passéismes également inadaptés.

L'avenir qui se jouera au PMO durant les prochaines décennies et qui culminera dans un énorme paquet de crises vers le milieu du 21^e siècle sera très dangereux dans une région d'ores et déjà volcanique. Le savoir, le répéter sans cesse, travailler à prévenir et guérir les conflits, donner priorité à ce qui commande

¹ Seul ou accompagné d'autres pétroles à « discipliner » de par le monde, du Venezuela aux confins russes, voire à la Russie tout entière. Il faut rappeler que la prépondérance pétrolière et gazière de cette dernière s'affirmera d'autant plus vite que l'assèchement du PMO sera accéléré et que la consistance et la durée de cette prépondérance russe dépendront des leçons que Moscou tirera de l'expérience moyen-orientale, ici discutée.

² Les européennes notamment, mais aussi les tard-venues asiatiques aux courants d'importation mal assis, la Russie attentive à ses propres intérêts pétroliers et gaziers, etc.

le présent et surtout l'avenir des millions d'enfants, de femmes et d'hommes du PMO, se méfier sans cesse des automatismes de pensée (qu'ils soient religieux, nationalistes ou de quelque autre persuasion), tels sont les normes élémentaires de la prudence.

Une précision encore : une lecture pessimiste ou simplement vigilante donne assurément à penser que les éruptions volcaniques ne seront pas rares au PMO et que cette région pourrait devenir le vortex des guerres mondiales du 21^e siècle, comme l'Europe impérialiste fut celui des guerres du 20^e siècle. Cette crainte pourrait être fondée, mais avant de la prendre en compte, il faut réfléchir à ceci : d'autres foyers régionaux sont d'ores et déjà tout aussi menaçants, d'autres encore pourraient s'envenimer gravement alors que leur dynamique présente semble écarter une telle menace ¹. Bref, nous vivons dans un système mondial où il n'existe plus d'isolats, où les régions reculées sont toutes rapidement approchables, où l'avenir de toutes les régions sera de plus en plus lourd de déterminations mondiales. Rien ne permet de penser que le PMO sera assurément à la source des conflits les plus graves de notre siècle, alors que sa dynamique régionale pourrait être affectée par des conflits enracinés ailleurs ou à maturation plus rapide. Car, ailleurs, leur maturation sera purement sociale, alors qu'ici la disponibilité non durable d'une ressource naturelle est et demeurera longtemps le butoir de toute dynamique régionale.

Ultime conclusion sur laquelle j'aurai à revenir : quand *le monde se mondialise* ², il est bon de réfléchir aux instruments de portée mondiale que l'on peut mettre en œuvre (guerrière ou pacifiante) tels ceux qu'offrent les applications civiles et militaires du nucléaire. « Tout à l'électricité », « tout à la dissuasion », travaillons aux bons modes d'emploi de ces deux orientations.

Zone 6 bis : L'Afrique méditerranéenne (ou : le PMO africain)

[Retour à la table des matières](#)

L'ONU n'a pas tort de ranger cette région dans la même zone que le PMO proprement dit, car elle appartient plus à ce quartier qu'à l'Afrique (rangée ci-avant en zone 5). Néanmoins les particularités du Maghreb le singularisent vraiment. À

¹ On en jugera, chemin faisant, jusqu'au terme de l'*Inventaire*.

² Cette apparente tautologie exprime fort bien l'idée que notre système mondial diffuse de plus en plus vite, en toutes ses parties, les effets des transformations qui le travaillent où que ce soit. Sa version originale (*die Welt weltet*) semble être de Heidegger, mais l'historicité des relations sociales n'est guère explorée par ce douteux métaphysicien. Comme Heidegger a formulé cette réflexion en glosant sur un article de Hegel, je préfère remonter à l'inspirateur, car le Hegel de la *Weltgeschichte* mérite d'être médité par quiconque étudie le devenir du système mondial.

maints égards, le « climat » macrosociologique semble le même qu'au PMO, mais de la Mauritanie à la Libye la dynamique sociale ne ressemble qu'imparfaitement à celle qui s'exerce de l'Égypte à l'Iran ou aux émirats du Golfe. Au Maghreb, la profondeur de champ historique est nettement plus courte qu'en Mésopotamie ou en Égypte. Destructeur de Carthage, l'empire romain a logé cette région en plusieurs de ses provinces, puis elle est devenue l'Extrême-Occident d'un Califat qui l'a nommée *Ifriquiya* ¹ non sans poursuivre sa poussée jusqu'au Maroc et en Espagne et y faire naître de nouvelles civilisations. La bascule s'est inversée durant les siècles d'une *Reconquista* chrétienne qui a certes débordé jusqu'aux Amériques, mais n'a guère pénétré le continent africain. Après quoi l'empire ottoman, assez bien assis jusqu'en Tunisie, a influencé les régions plus à l'ouest, y compris le beylicat algérien, mais sans se subordonner le Maroc. Une nouvelle inversion a permis à l'Europe, devenue industrielle et impérialiste, de placer le Maghreb sous domination française et de soumettre le Machrak à une compétition plus ouverte ². Enfin, l'espace ainsi colonisé ou « protégé » par des puissances européennes s'est décolonisé par une série d'à-coups dont l'étape la plus tardive — et la plus terrible — a été la naissance de l'Algérie indépendante, vécue par la France colonialiste comme une défaite innommable. Aujourd'hui encore, la décolonisation n'est pas achevée dans ces deux derniers pays. En Algérie, plus qu'ailleurs, la période coloniale fait encore obstacle à une claire connaissance de l'histoire et du présent, comme des perspectives d'avenir. En France, la dialectique de la décolonisation ³ tarde à mûrir, qu'il s'agisse de reconnaître que « l'Algérie, ça n'est pas du tout la France ! » ou d'évaluer les faits et gestes des gouvernements et du peuple français, en toutes leurs composantes, du temps qu'y régnait le mot d'ordre : « l'Algérie, c'est la France ! ».

Le Maghreb, y compris la Mauritanie et la Libye, est une petite zone en termes démographiques : 1 % du total mondial, en 2050 comme aujourd'hui. Dans cet ensemble, l'Algérie dépasse de peu le Maroc, tandis que la Tunisie est trois fois moins peuplée. Mais, à l'inverse, cette Tunisie sans grandes richesses minières, surclasse nettement le PIB par tête des deux autres, tout comme celui de l'Égypte. Autrement dit, la Tunisie a développé son agriculture mieux que le Maroc (riche de phosphates) et son industrie mieux que l'Algérie (puissance pétrolière). Cette dernière n'a guère bénéficié du boom pétrolier d'après 1973, car les ravages d'une longue guerre civile se sont bientôt ajoutés aux prébendes d'une classe dominante à

¹ Par traduction arabe du terme Africa, pour désigner l'actuelle Tunisie et une partie de l'Algérie.

² Pour autant qu'on puisse cerner d'une phrase une terminologie politico-géographique fluctuante, le Machrak désigne les pays du littoral méditerranéen, de l'Égypte aux confins turcs de la Syrie.

³ On oublie trop souvent qu'une décolonisation est, comme une colonisation, de nature à transformer les structures idéologiques des sociétés concernées, plus encore que leurs structures économiques ou politiques.

peine moins gourmande que celles du PMO. En revanche, elle semble utiliser beaucoup mieux la *bonanza* pétrolière actuelle et elle devrait bénéficier des hauts prix pendant toute la période conduisant à l'après-pétrole, même si, aux niveaux actuels de production, ses réserves dureront trois fois moins que celles de l'opulente Libye ¹.

Néanmoins, un redressement durable de l'économie algérienne et une accélération des efforts déjà engagés par ses deux voisins n'empêchera pas la part du Maghreb de décliner. En effet, aux 1 % de population déjà notés, elle n'offre aujourd'hui que 0,9 % du PIB mondial et elle tend vers 0,6 % en 2030, sauf à prendre d'ici là un élan « à l'asiatique ». Le taux de croissance régional qui est de l'ordre de 3 % l'an doit satisfaire des populations dont l'élan s'est, certes, ralenti ², mais qui demeurent néanmoins lourdes de jeunes générations très abondantes. Ici, 72 ans suffisent pour doubler la population, alors qu'au PMO, ce même résultat ne s'acquiert qu'en 82 ans. On pourrait dire, en somme, que la démographie du Maghreb est plus africaine que moyen-orientale, mais ce serait une erreur. Le vrai décalage me semble être celui des indépendances : le Maghreb, tardivement décolonisé, et longtemps bercé (surtout en Algérie) par l'idée qu'il fallait « récupérer le peuplement perdu » du fait de la guerre coloniale, a tardé à bien orienter ses politiques démographiques. Au reste, le Maghreb surmontera plus vite que le PMO son handicap démographique actuel : les naissances sont déjà tombées à 3,3 enfants par femme (contre 3,6 au PMO) et l'augmentation totale de population attendue d'ici 2050 n'est que de 67 % contre 87 % au PMO proprement dit. Néanmoins, une population accrue des deux tiers en moins d'un demi-siècle sera encore un très lourd fardeau. Il ne fait aucun doute qu'une fraction élevée des jeunes hommes iront rejoindre les travailleurs maghrébins émigrés en Europe, lesquels procurent d'ores et déjà d'importants transferts de ressources à leurs familles restées au pays. Pour une bonne partie, ce sera une émigration de qualité, car les populations algérienne et tunisienne ³, comme de celles d'Égypte, du Liban ou de Palestine comptent plus de travailleurs qualifiés que l'économie locale ne peut en absorber et ont souvent acquis la maîtrise d'une langue occidentale : surtout l'anglais au PMO et le français au Maghreb. Certes, l'arabisation de l'enseignement a été développée dans toute la région, mais le secondaire et surtout le supérieur recourent fréquemment à ces langues, tandis que les radios et télévisions en français jouissent d'une importante écoute populaire, que la presse

¹ Les réserves dureraient environ 66 ans en Libye et seulement 16 ans en Algérie, à quoi s'adjoignent, il est vrai, 55 ans de réserves d'un gaz naturel dont la Libye ne dispose pas.

² Le ralentissement est plus net en Tunisie qu'en Algérie et, surtout, au Maroc.

³ Les 15-24 ans sachant lire et écrire sont plus rares au Maroc, surtout pour le sexe féminin.

européenne est présente dans les villes (sauf d'occasionnelles censures) et que l'accès à internet a nettement décollé.

Les Indices du Développement Humain établis par le PNUD depuis le milieu des années 1970 indiquent bien le positionnement actuel du Maghreb et son évolution depuis trois décennies. En effet, ces indices qui mêlent pays par pays, autant que faire se peut, les statistiques disponibles sur l'alimentation, la santé, l'éducation et toutes les autres conditions de vie dessinent une hiérarchie significative. Seul le Maroc continue d'enregistrer des performances inférieures à celles de l'Égypte, que l'Algérie dépasse, en revanche, pour être elle-même surclassée par la Tunisie. Cette dernière, enfin, se rapproche nettement du niveau atteint par le Liban. Ainsi, les grands du Maghreb sont quasiment encadrés par deux pays notoires du PMO.

Cela signifie évidemment que certains des traits structurels du PMO s'observent également ici. Dès le 14^e siècle, le « tunisien » Ibn Khaldoun observait que les peuples de la région étaient tenus, avant tout, par leur fidélité tribale. Cette *asabiya*, de courte échelle, était aussi prenante que le patriotisme dans un État moderne. Là où elle survit, elle surclasse encore les appartenances ou les adhésions à plus vaste échelle. Or les drames vécus par l'Algérie depuis des décennies ont souvent mis à nu de telles survivances, qu'il s'agisse des affiliations partisans affrontées jusqu'à l'indépendance, des milices coloniales (*harkis*), des tribus berbères, des communautés entraînées dans maints combats du FIS¹, etc. Non sans variantes, le Maroc et la Tunisie présentent des traits analogues. Dans ces trois pays, il n'est que d'observer le contenu des lois et la pratique des tribunaux en matière de mariage — polygamie incluse — et de divorce, de filiation et d'héritage, etc. pour constater que maints retours de flamme de la *charia* islamique sont venus bloquer, effacer ou retarder les réformes modernisatrices, aussi ténues soient-elles. Ainsi, par exemple, le Maroc a affiché en 2003 de modestes projets de réforme dont la concrétisation tarde. L'Algérie a affiché, en 2004, un projet un peu plus ambitieux, mais qui tarde lui aussi. Même la Tunisie, où les réformes de l'ère Bourguiba ont été formellement plus nettes, leur mise en œuvre a été enlisée par les juges, les imams et les familles, sans qu'il soit facile de hiérarchiser ces obstacles. Au total, des réformes d'inégale portée sont bien intervenues dans chacun des trois États — suffisamment pour que leurs codes et même leurs pratiques puissent être avantageusement comparés avec ce qui est advenu dans la plupart des pays du PMO — mais sans vaincre vraiment l'inertie des coutumes ancestrales, généralement sanctifiées par la religion. L'écart est encore immense

¹ Ce Front Islamique du Salut, formation politique dissoute après sa victoire aux élections municipales de 1992 a ensuite éclaté en groupes souvent marqués par leurs attaches traditionnelles, autant ou plus que par leurs convictions politico-religieuses.

entre ces pratiques et les attentes des jeunes générations issues de l'immigration maghrébine en Europe et les aspirations de leurs parents immigrés, lesquels sont eux-mêmes déjà « décalés » au regard des familles restées au pays.

Ainsi, la toile de fond des sociétés civiles * du Maghreb n'incline pas aux élans modernisateurs, hormis dans quelques milieux intellectuels ou urbains. Comme en outre, les affaires économiques ne sont pas souvent d'une tonicité notoire, tandis que les partis et associations à vocation plus ou moins syndicale ou politique sont bordés de lois restrictives, vigoureusement mises en œuvre en cas de tensions, les États ne sont guère poussés vers des actions novatrices. Sous des nuances non négligeables, le même type d'État militaire-nationalitaire * domine ces divers pays. Le régime * est d'allure un peu plus démocratique en Tunisie, tandis que l'Algérie s'efforce d'évoluer de même, mais n'a encore relâché les contraintes que du côté de la presse, faute d'alléger sa « colonne vertébrale » militaire ¹. Le Maroc, enfin, qui mêle les séquelles d'une forte domination aristocratique-bourgeoise * à de faibles tendances modernisatrices, n'a pas encore rejoint les modestes degrés de liberté politique établis à son voisinage. Par comparaison avec le PMO, on peut dire qu'aucun État maghrébin n'est comparable à l'Arabie saoudite, ni même à l'Irak de Saddam Hussein, mais que tous sont encore proches de la Syrie ou de l'Égypte, à ceci près que le décor « impérial » puis « royal » du Maroc donne un tour original aux institutions de ce pays, cependant que l'islam y a pour chef le souverain en exercice.

Ce dernier trait n'est pas la seule originalité politico-religieuse du Maghreb. La Tunisie et l'Algérie ont voulu s'affirmer comme des États séculiers, dès leur indépendance, en logeant seulement l'islam dans leur héritage culturel. Mais, en Algérie plus qu'en Tunisie, l'islam a reconquis du terrain. Le Maroc, par contre, a continué de soumettre ses mosquées à la tutelle traditionnelle. Toutefois, l'appareillage musulman de ces trois pays se différencie de celui qui prédomine au PMO, parce qu'ici, les mosquées, généralement sunnites, mais de diverses obédiences, ne sont pas les seules, ni toujours les principales institutions religieuses. Des sectes variées, des confréries parfois très étendues, des marabouts grandement respectés — ou révéérés, s'ils sont morts — sont d'autres antennes religieuses. Certains pèlerinages pèsent plus que les prêches des mosquées. Malgré cette diversité, une même tendance politique s'est affirmée dans les trois États depuis que la guerre civile algérienne a été contaminée par des djihadistes venus d'Afghanistan, de Bosnie ou d'autres foyers d'infection. Pour réduire ces révoltes ou pour les prévenir un contrôle des imams autoproclamés ou formés dans des

¹ Laquelle s'est établie dès 1965, lorsque Boumedienne prit le pouvoir et s'est dramatiquement accentuée lors de la guerre civile contre le FIS qui a fait des services de sécurité militaire le noyau principal des forces armées, jusqu'à en faire pendant de longues années le centre dirigeant de l'appareil d'État.

conditions douteuses a été établi et — à la demande des pays où l'immigration maghrébine est importante — il tend même à s'étendre par delà la Méditerranée.

Au reste, la contagion n'est pas la coopération. Les États du Maghreb (y compris la Mauritanie et la Libye) ont certes fondé en 1989 une Union du Maghreb Arabe, mais cette UMA n'a jamais pris son essor. Les méfiances tunisiennes envers l'Algérie ont mûri dès l'indépendance. L'antagonisme algéro-marocain a été nourri par toutes les péripéties guerrières du Sahara occidental ¹. La Mauritanie, d'abord « fidèle » à la France et à sa Miferma ² s'est mise à son compte, non sans d'occasionnels coups d'État militaires, qui l'ont éloignée ou rapprochée du Maroc. En accusant Kadhafi d'avoir suscité l'un de ces coups, la Mauritanie s'est en outre aliéné la Libye, etc. Une autre enceinte « coopérative » a été créée en 1995 pour assembler les États du sud de la Méditerranée (Maghreb et Machrak) avec leurs vis-à-vis de l'Union Européenne, mais aucune dynamique économique et politique n'a pu y voir le jour, passée l'heure de discours résumés dans le « Protocole de Barcelone ». La présence d'Israël dans cette enceinte — qui avait semblé concevable sitôt après les accords d'Oslo — a offert l'occasion de discordes qui se sont nourries de maintes autres raisons. La coopération militaire, l'action conjointe contre le « terrorisme international » n'ont pu faire l'objet d'accords, d'autant qu'à la différence des pays européens liés (ou guidés) vaille que vaille par l'Union Européenne, les pays du sud méditerranéen ne disposent d'aucune instance où coordonner leurs desiderata.

En attendant le jour incertain où de telles coopérations verront le jour, l'Afrique méditerranéenne est un paquet d'États petits ou moyens exposés aux intérêts des puissances. Pour le moment, la Chine, l'Inde et les autres « tigres » asiatiques ne s'intéressent guère à cette région. Les deux Grands du système mondial précédent y prêtent un peu plus d'attention. La Russie qui était influente en Algérie au temps de l'URSS essaie, aujourd'hui, d'y reprendre position, au moins comme marchand d'armes. En lui achetant, en 2006, pour 7,5 milliards de \$ d'avions et de systèmes de défense aérienne, à livrer d'ici 2009, l'Algérie essaie peut être de conforter sa supériorité régionale, encore que son pouvoir d'achat restauré par les hauts prix pétroliers soit très inférieur à celui de la Libye kadhafienne. Mais on ne prêterait pas

¹ La colonie espagnole du Rio de Oro logée entre Maroc et Mauritanie a été partagée entre ces deux pays, mais une partie de la population locale aurait souhaité former un État propre, dans le Sahara occidental. Les Sahraouis, combattants réfugiés en Algérie et aidés par celle-ci ont plusieurs fois harcelé les forces marocaines ; L'ONU travaille depuis plus de 30 ans à réduire ce conflit.

² L'énorme gisement des Mines de FER de Mauritanie, exploité par la Miferma a permis la conversion de la sidérurgie française en « aciéries sur l'eau », grâce à son minerai beaucoup plus riche que celui des mines lorraines et sarroises. La ligne ferroviaire qui véhicule le minerai jusqu'au port d'embarquement a dû faire un énorme détour pour contourner (dans un Sahara vide) la frontière du Rio de Oro qui existait encore.

trop d'attention aux commentaires alarmistes de la France — qui aurait aimé être le fournisseur choisi par Alger — car le « déséquilibre régional » qu'elle feint de craindre concerne principalement sa propre influence au sud de la Méditerranée. D'ailleurs les États-Unis, loin de s'inquiéter des armements maghrébins travailleraient plutôt à les renforcer. Ils ont plusieurs fois manifesté de vives sympathies pour le Maroc, en y installant quelques points d'appui techniques et en l'encourageant à participer à diverses interventions onusiennes en Afrique. Mieux, leur secrétaire d'État à la Défense a fêté la Saint Valentin 2006 en pérégrinant de Tunis à Rabat pour féliciter les trois gouvernements régionaux de leurs vigilances vis-à-vis d'Al Quaïda et pour resserrer les liens militaires entre leurs pays et les États-Unis. La France ne s'est pas inquiétée de cette excursion autant que des ventes russes, mais elle l'a prise néanmoins, comme une nouvelle incursion américaine dans une politique africaine où elle peine à reprendre la main.

La difficulté où se trouve l'ancienne puissance coloniale est le prix d'une double erreur. D'une part, elle n'a pas valorisé « son » Maghreb plus qu'il ne convenait à ses intérêts métropolitains et à ses colons ¹, même si la modernisation partielle du Maroc a finalement servi les intérêts de ce pays. D'autre part, elle n'a pas su donner aux « protectorats » régionaux et à l'Algérie ² un élan politique qui les aurait dotés d'une bonne expérience des élections démocratiques et d'administrations pertinentes et honnêtes. Ses valeurs républicaines se sont noyées en Méditerranée. Selon la dialectique déjà notée, ces défaillances majeures, amplifiées par de multiples légendes, continuent d'entretenir dans les États régionaux — spécialement en Algérie qui a été longuement, pleinement et durement assujettie, — une amertume et une vindicte qui ne s'effaceront pas de sitôt. À l'instar de Benjamin Stora, les historiens des deux rives travaillent désormais à bâtir une histoire véridique de ces deux siècles de colonisation, puis d'indépendance. Mais ce travail mûrira d'autant mieux qu'il sera accompagné, voire précédé, par une coopération véritable des États : celle où le plus développé et le plus riche se met au service de l'autre.

L'Afrique méditerranéenne ne souffre pas du fréquent déficit étatique qui anémie l'Afrique subsaharienne. Elle n'est pas, non plus, parsemée de volcans guerriers comme le PMO. Si elle subit encore, comme ces deux régions, les effets d'une exubérance démographique — aggravée du fait des encouragements natalistes du FLN ou de Bourguiba — on peut néanmoins parier que leur

¹ Ses efforts pour ne pas « perdre le pétrole algérien » ont retardé la paix finalement acquise en 1962 – notamment avec le projet d'OCRS (Organisation Commune des Régions Sahariennes) – et se sont poursuivis pendant des années encore, jusqu'à ce que l'exploitation de ce pétrole ait trouvé une assise commerciale normale.

² À l'époque où « L'Algérie, c'est la France ! » était en vigueur.

correction, déjà sensible, sera acquise, ici, avant de l'être là. Il lui faut certes étendre et moderniser une économie encore faible, mais elle dispose à cette fin des ressources essentielles : de la main-d'œuvre surabondante, mais déjà assez bien formée pour s'adapter à tous les besoins; et des rentes pétrolières et minières qui pourraient produire, à suffisance, le capital investissable, si les États n'en faisaient pas leur pâture budgétaire banale — et plus vite encore, si la Libye affectait le gros de sa rente à une Banque pour le Maghreb, plutôt que d'arroser le désert de Cyrénaïque ou de financer les lubies de son colonel-président. Mais il faudrait, pour cela, une suffisante coopération négociée entre États. Là est le déficit majeur de la région.

L'autre ressort utile à la région pourrait être méditerranéen. Certes le pétrole et le gaz traversent la mer par divers tuyaux et sur de nombreux méthanières, cependant que d'autres échanges se multiplient d'une rive à l'autre et que les travailleurs émigrés en Europe transvasent vers leurs familles une forte fraction des revenus de leur travail. En outre, tout le Maghreb a besoin, pour plusieurs décennies encore, d'accroître ses flux d'émigrants temporaires ou durables pour faciliter son développement propre, ce qui est de nature à majorer les communautés de même extraction déjà installées en plusieurs pays européens, dont la France ¹. Vastes courants auxquels se surajoutent les flux africains d'importance croissante qui transitent éventuellement par des voies maghrébines. Aux tensions et aux drames qui résultent — et résulteront de plus en plus, pendant quelques décennies — de cette pression aux marges de zones démographiquement diverses et économiquement inégales, la seule réponse raisonnable est de convenir d'une politique à long terme et de se donner les moyens institutionnels et internationaux de bien la gérer, d'année en année, voire de jour en jour. Mais on a vu que le Protocole de Barcelone (1995) qui inaugurerait cette voie, ne l'a pas vraiment ouverte. Il faudra donc reprendre ces efforts et bien d'autres de même sens, pour que l'Europe et le Maghreb apprennent à coopérer, en bon voisinage et pour leur bien commun.

Le Maghreb y aurait grand intérêt. Il deviendrait plus méditerranéen et moins africain, sans avoir à rompre les liens civilisationnels qui l'unissent au PMO. Si l'Europe l'y aide, il pourrait donner une portée nouvelle à un aphorisme transposé de Saint-Just : « le bonheur comme idée neuve en Afrique », dont le seul prétendant actuel est la République d'Afrique du Sud.

¹ En France, une sotte interprétation des « principes républicains » interdit le recensement des étrangers et des origines étrangères des habitants permanents, qu'ils soient de nationalité française ou non, ce qui donne une allure ubuesque à ses débats récurrents sur l'immigration à refouler, contenir, choisir, accroître (biffer les mentions inutiles selon vos inclinations idéologiques).

Chapitre 5

Dynamique régionale du système mondial

(Mai-juillet 2006)

Dix régions, dix avenir ? Troisième section — Les deux géants asiatiques

Zone 7 : Les Indes en accélération.

[Retour à la table des matières](#)

Du Pakistan au Sri-Lanka, les Indes forment une région bien définie par une histoire multimillénaire qui a imprégné son « climat » économique, culturel et politique de nombreux traits communs, à quoi s'est ajoutée, au 20^e siècle, une dramatique poussée démographique. Enjeu des confins russo-anglais, puis russo-américains, l'Afghanistan est resté en bordure de la zone indienne. Il en va de même pour le Myanmar (Birmanie) qui n'a été qu'à demi soudé au *Raj* britannique. Les Indes sont donc bien délimitées par l'Himalaya et l'Océan Indien. Dans cette vaste région qui compte à peu près 1 milliard et demi d'habitants, l'Inde proprement dite (c'est-à-dire l'État qui se désigne comme Union Indienne) rassemble quasiment les trois quarts du total, mais sa part va continuer de décroître, car la maîtrise du croît démographique y est plus soutenue que dans les États voisins (hormis le Sri-Lanka). En effet, les Indes vont dépasser les 1 milliard 800 millions d'habitants vers 2025 et les 2 milliards 200 millions en 2050, alors que l'Inde tombera à 71 %, puis à 64 % de cet ensemble. Le Pakistan, issu de la Partition de 1948, occupait le second rang, mais sa guerre de 1969 l'a scindé en un morceau occidental (de même nom) qui contient environ 11 % de la population actuelle et un morceau oriental dénommé Bangladesh d'un poids presque équivalent (10 %). On se gardera toutefois, de considérer comme des quantités négligeables les autres petits États de la zone Indienne (Sri-Lanka, Népal et Bhoutan), car leurs dimensions asiatiques peuvent impressionner à l'échelle européenne. Ainsi le petit Népal compte déjà plus de 30 millions d'habitants, soit environ 3 Belgique(s) ou presque 1 Pologne.

Une autre façon de considérer les Indes serait d'y repérer les secteurs, souvent très vastes, où la misère des populations, leur triste état sanitaire et scolaire et le sous-équipement des villages et des rares bourgades rappellent les pires régions de l'Afrique subsaharienne. En effet, le Bengale occidental (qui fait partie de l'Union Indienne) et le Bangladesh sont marbrés de tels secteurs, sans en avoir l'exclusivité. Le demi-milliard de pauvres que comptent encore les Indes se trouvent un peu partout, des royaumes himalayens aux rivages nord-est de Ceylan (Sri-Lanka), mais leur densité la plus forte s'observe au Népal et dans tous les États frontaliers du nord-est où les révoltes « maoïstes » perdurent.

Mesurée à l'aune africaine, la spécificité des Indes est évidemment de disposer aujourd'hui d'États peu nombreux et qui sont presque tous aptes à encadrer une vaste population et à gérer point trop mal sa modernisation ¹, bien que les cicatrices de la Partition tardent à se refermer autour du Cachemire et que de nouveaux conflits se soient pérennisés, du Népal au Sri-Lanka ². Mais cette spécificité peut également s'apprécier par comparaison avec l'Union Européenne. En effet, l'Union Indienne, puissance principale de la région, assemble les principales sources de la civilisation qui a imprégné toute cette région. À l'heure de l'Indépendance, elle s'est moulée dans l'héritage institutionnel de l'empire anglais. Dans cet ensemble tout-fait, elle a pu piloter la conversion par étapes de ses 12 États originels en 28 États actuels, pour tenir compte des diversités langagières, religieuses et autres, tout en maintenant fermement les attributions fédérales de l'Union. Les deux ailes du Pakistan auraient fort bien pu demeurer dans cette Union et l'ajuster à leurs particularités, ce qui aurait épargné au Cachemire les guérillas sans fin qu'il a subies et aurait éventuellement permis au Pendjab d'évoluer selon les vœux des Sikhs. En effet, la seule différence essentielle entre le Pakistan et l'Inde de 1947 tenait non point à la diffusion de l'islam du côté pakistanais (car les musulmans restés dans l'Union Indienne forment 14 % de sa population). Ce sont les cadres politiques de ces régions, souvent héritières de l'empire moghol des 16^e-18^e siècles, qui ont voulu garder le contrôle de leurs peuples, qualifiés pour les besoins de la cause de « pakis », c'est-à-dire de « purs musulmans ». À très long terme, il n'est pas exclu que la Partition de 1947-48 et la

¹ L'exception principale est celle du Népal, cantonné dans ses multiples hautes vallées montagneuses, éveillé par un tourisme localement intense, et qui chemine, de coup d'État en révolte, sous une monarchie archaïque incapable de réduire sa démographie et sa misère. Le changement de régime qui s'est esquissé au printemps 2006 n'est pas encore très prometteur, pour qui vit loin de Katmandou.

² Les Tamouls importés par le colonisateur britannique pour exploiter les plantations de thé, sont en révolte depuis un demi-siècle contre la majorité cinghalaise et bouddhiste du Sri-Lanka. Les révoltés réclament souvent une pleine indépendance alors que la majorité répugne aux formules fédéralistes qui ne seraient pas des faux semblants. Bref, le modèle de l'Union Indienne est jusqu'ici rejeté par le Sri-Lanka.

rupture qui a séparé les « purs » de l'ouest (Pakistan proprement dit) des musulmans bengalais de l'est (Bangladesh) soient effacées en tout ou partie, ce à quoi les institutions de l'Union Indienne se prêteraient aisément. Mais ceci n'advientra sans doute pas au siècle de l'après-pétrole qui entraîne le Pakistan dans ses propres tourbillons ¹.

La souplesse de la vaste Union Indienne est particulièrement appréciable en matière politique et culturelle. Dans ce pays aux religions d'autant plus variées qu'elles sont souvent fragmentées en cultes, sectes et confréries multiples et que les tentatives politiques de radicalisation de l'hindouisme, de « réveil » de l'islam ou de reviviscence du bouddhisme ne sont pas rares, beaucoup de luttes sociales prennent aisément une coloration religieuse. Mais ces apparentes guerres de religion n'ont pu être retracées, au cours des émeutes des dernières années que dans 4 des 28 États de l'Union Indienne, si bien que le parti du Congrès, revenu au pouvoir fédéral en 2004, après quinze années d'éloignement plus ou moins complet, a pu assez aisément calmer les gouvernements locaux qui avaient attisé les « haines religieuses » ². En fait, l'Union Indienne qui se veut respectueuse de toutes les religions, sait calmer les excitations — religieuses ou autres — qui débordent de son « sécularisme » ou qui ne respectent pas les autres lois fédérales. L'outil principal à cette fin est la mise sous tutelle du gouvernement local qui n'a pas de majorité stable dans son propre Parlement ou que la Cour Suprême condamne pour violation grave d'un principe constitutionnel fédéral. Assez fréquente pendant les premières décennies de l'Union, cette tutelle a ensuite perdu de son utilité à mesure que les 28 États ont appris à coopérer ou à régler leurs éventuelles querelles au Parlement fédéral et devant la justice de ce niveau.

Ce dispositif n'a pas que des avantages. Il fait des États locaux les arbitres d'une vie politique diversement fragmentée dans leurs assemblées respectives. Ainsi, par exemple, les lois fédérales portant sur la réforme agraire, sur les mesures destinées à résorber le système des castes, sur l'organisation de l'enseignement et sur vingt autres thèmes de même importance ont généralement confié aux autorités locales le soin de préciser et d'appliquer les principes qu'elles posaient, ce qui a pour effet de retarder ou de diluer les réformes qui heurtent des intérêts locaux puissants. Il a donc fallu, en diverses occasions que le pouvoir fédéral réitère ou précise les normes qu'il entendait imposer pour que celles-ci aient chance de s'appliquer. Dans certains domaines, tels la reconnaissance des langues officielles

¹ Sur ces tourbillons, voir le chapitre 4 ci-avant. Sur les particularités des Indes, notamment sur leur « cul de plomb » qui va être évoqué ci-après, voir l'essai que j'ai consacré aux Indes, en 2001, essai téléchargeable sur le présent site.

² Voir le § 2 de l'essai cité par la note précédente.

de l'Union et de chaque État ¹, ou la protection des religions minoritaires, l'insistance fédérale a été décisive. Par contre, pour ce qui touche à la propriété des sols, au fonctionnement des entreprises industrielles, aux usages du commerce, etc., l'Union est loin d'avoir pleinement triomphé des résistances locales. Ainsi se perpétuent les traditions qui entourent la fiscalité et l'administration d'une certaine dose de corruption ou qui laissent vivre des usages familiaux, matrimoniaux et autres qui amoindrissent les réformes scolaires et les autres tentatives de décastification, sans qu'on puisse imputer toutes ces défaillances aux seuls pouvoirs locaux. Au total, la société indienne n'est pas enfermée dans une *dynamique du surplace*, comme il advient d'une grande partie du Proche et Moyen-Orient mais elle est alourdie par le « cul de plomb » que symbolisent les castes. Encore faut-il souligner que l'Union Indienne est le plus dynamique des pays de toute cette zone, si l'on excepte le Sri-Lanka dont l'assise sociale doit peu à l'hindouisme et dont l'économie marchande et de plantation a été activée de longue date par de grands courants mercantiles.

Dans le système mondial précédent ², le Sri Lanka était le seul État régional où le taux de croissance du PIB par tête fut nettement positif, alors qu'en Inde, il se hissa péniblement jusqu'à de tels niveaux et que, le plus souvent, il n'y réussit ni au Pakistan, ni au Bangladesh. En revanche, au cours des années 1990 et, plus encore, depuis 2000, ce taux est devenu nettement positif dans l'ensemble des Indes, avec un succès notoire pour l'Union Indienne dont la progression annuelle par tête est devenue supérieure à 4 %. Sur cette lancée, la part globale de la région dans le PIB mondial qui était de l'ordre de 7,6 % en 1995 va dépasser les 10 % en 2015 et pourrait approcher de 15 % en 2030. En somme, les Indes ont rejoint les performances exceptionnelles de la Corée du sud et des autres « petits tigres » asiatiques, mais à leur échelle propre qui est énorme. Comme la même observation vaut désormais pour la Chine — et comme les comparaisons globales entre ces deux pays ont commencé de se multiplier, — il convient de clarifier les idées sur ces résultats, sauf à revenir sur leurs causes respectives.

¹ L'Inde compte des dizaines de peuples et des centaines d'ethnies. Au niveau fédéral, l'hindi et l'anglais sont ses langues officielles, cependant que 22 langues ont un statut officiel dans un ou plusieurs États de l'Union et que 10 autres langues « communes » sont reconnues et parfois enseignées.

² C'est-à-dire dans le troisième monde capitaliste — celui de la guerre froide — qui finit de s'effacer au début des années 1990.

Sur les comparaisons entre Inde et Chine

[Retour à la table des matières](#)

Sans tomber dans le travers des médias qui rendent compte des actualités indiennes et chinoises, comme si ces deux « équipes » étaient engagées dans une « coupe du monde » dont elles seraient, par excellence, les « demi-finalistes », à charge pour le vainqueur d'affronter les États-Unis en « finale », on se doit néanmoins d'examiner ce qui fonde cette métaphore journalistique qui sera diversement déclinée au long du 21^e siècle.

Le lecteur du *Panorama de l'économie au 21^e siècle*¹ a sans doute remarqué que les prévisions de croissance économique pour ce siècle ont été entourées de précautions méthodologiques assez tatillonnes. Il s'agit de bien discerner les PIB dont on traite, pour évaluer leurs évolutions dans la durée et, plus encore, pour donner de leurs comparaisons internationales un mode d'emploi qui aide non pas à dégager leur inatteignable « vérité », mais bien à écarter les plus graves contresens auxquels ces approximations toujours conditionnelles sont exposées. Revoir ces réflexions sera utile chaque fois qu'un apparent bouleversement surviendra dans les « données de base » dont les comparaisons internationales et inter-temporelles se nourrissent. Ainsi, deux « nouveautés » sont apparues dans ce domaine au cours des premiers mois de 2006 : l'une ferait de l'Inde, le champion probable de la « demi-finale » contre la Chine ; l'autre gonflerait de 1 ou 2 points le taux de croissance économique déjà extraordinaire dont la Chine est créditée.

La première de ces « nouveautés » étend de la démographie à l'économie une performance que l'Inde n'accomplira sans doute pas. Vers 2025, sur la lancée actuelle, la plus vraisemblable des estimations démographiques actuelles (la « prévision moyenne » des Nations-Unies) donne à penser que l'Inde proprement dite (c'est-à-dire l'Union Indienne) surclassera la Chine, pour ce qui est de la population totale. Mais aucune raison nouvelle, bien établie et d'échelle convenable ne permet de penser que la croissance économique indienne égalera puis dépassera celle de la Chine d'ici 2025 ou peu après. À plus long terme, évidemment, tout est possible. En outre, la réserve qui vaut pour la croissance globale de l'Inde, vaut plus encore pour la croissance du PIB par tête, tant l'écart est grand entre les démographies chinoise et indienne. Même en assortissant les prévisions démographiques et économiques de ces deux pays de larges marges de précaution pour tenir compte des erreurs et insuffisances statistiques et théoriques qui peuvent obérer les données de l'un ou l'autre pays, on ne peut rejoindre le camp

¹ Voir le dossier n° 3, au tome 2 du présent *Inventaire*.

des « supporters » de l'Inde, sauf à supposer que la Chine des prochaines décennies retombera nécessairement dans des errements aussi dommageables pour son économie que ceux des années 1955-75.

L'autre nouveauté, celle qui concernerait les taux de croissance de l'économie chinoise — et, donc aussi les taux de croissance par tête, si le freinage des naissances n'est pas remis en cause globalement — est un peu plus vraisemblable, car il est vrai que la comptabilité nationale chinoise a récemment progressé dans l'art d'évaluer les « services », lesquels étaient ignorés ou sous-évalués selon les normes antérieures. Comme en outre, cette révision intervient dans une période où l'omniprésence supposée de la Chine fait trembler quelques compartiments du marché mondial et où les performances internes de ce pays éblouissent le monde entier, l'interprétation aussitôt donnée par les autorités chinoises à leur « rechiffage » statistique de 2006 est prise au sérieux. Qui penserait que ce pays qui inaugure son Barrage des Trois Gorges et bat d'autres records mondiaux, par exemple celui du tonnage des containers qui le desservent, ne soit pas maître de ses chiffres ?

Néanmoins, la gloriole nationaliste et le chiffrage statistique ne font jamais bon ménage, comme on le vit naguère quand l'Angleterre et l'Italie disputèrent de leurs rangs respectifs dans la Communauté Économique Européenne des années 1960. *Eurostat* — c'est-à-dire une institution apte à coordonner et à réguler les statistiques nationales — fit taire cette vaine querelle, non sans de sérieuses confrontations entre statisticiens des deux pays et experts internationaux. Or il n'existe présentement aucun *Mondiostat* qui puisse éplucher les statistiques chinoises, pour aider leurs producteurs à harmoniser leurs méthodes avec celles des autres pays comparables et pour bâtir, autant que de besoin, de nouvelles « passerelles de comparabilité » entre des pays aux institutions et aux politiques différentes ¹.

Donc, pour juger des performances chinoises (ou autres) il faut s'appuyer sur les études comparatives les mieux détaillées et les plus sérieuses, comme celle de Maddison dont j'ai fait usage dans le dossier précité. Et pour juger des révisions, plus ou moins drastiques dont les statistiques retraçant ces performances (ou d'autres) peuvent faire l'objet de temps à autre, il convient d'attendre que des

¹ Cette remarque vaut non pas pour la Chine qui « serait en retard » vis-à-vis des normes internationales supposées pertinentes, mais pour toutes les institutions commerciales, bancaires, financières et autres qui doivent apprendre à organiser la coopération de pays ou de régions aux organisations durablement différentes. L'OCDE qui semble être la plus avancée dans cette voie, a fait maints progrès, sous la pression d'experts souvent néerlandais ou français, pour se libérer de ses automatismes de pensée « à l'américaine », mais il lui reste — comme toute l'Europe d'ailleurs — à bien comprendre les spécificités de l'économie et de la culture chinoises.

Maddison aient pu les soumettre à un examen critique très détaillé, ce qui — à ma connaissance — n'est pas encore le cas pour la récente nouveauté chinoise.

Avant de tirer des hypothèses présentées au dossier précité, les principaux « résultats » intéressant l'Inde et la Chine, je crois utile de souligner la portée pratique des réflexions sur le PIB PPA (présentées pages 59 sq. du tome 2 de *L'Inventaire*) en les appliquant au cas plus difficile encore des comparaisons entre la Chine et les États-Unis. Plus difficile, parce que l'écart des niveaux de vie et des genres de vie est considérablement plus grand entre ces deux pays qu'entre l'Inde et la Chine.

Pour que les PIB par tête chinois et américain deviennent commensurables, il faudra évidemment que l'écart qualitatif entre les statistiques démographiques des deux pays soit résorbé, ce qui sera accompli quand le maillage administratif de la Chine et sa transparence pour les investigations démographiques auront progressé jusqu'à résorber les incertitudes afférentes à la portée pratique des lois limitant les naissances. La commensurabilité des PIB globaux progressera sans doute plus vite que celle des PIB par tête.

Néanmoins, le fonctionnement des filtres économiques ne deviendra de qualité équivalente dans les deux pays qu'au prix de maintes autres réformes. En premier lieu, le *filtre prix* permettant de dissocier le PIB réel (c'est-à-dire en volume) du PIB en valeur nominale supposera une connaissance statistique fine des prix en vigueur dans cet énorme pays. Ensuite, le filtre (faussement simple) qui concerne le *taux de change* restera quelque temps encore d'un usage très délicat, car — outre la fluidité desdits taux qui n'est guère corrigée par la « méthode de l'Atlas » et ses cousines — on est ici en présence de taux que les banquiers américains disent « manipulés » et que les autorités chinoises n'abandonneront pas volontiers aux automatismes spéculatifs du « pur marché », à supposer qu'une telle pureté puisse exister entre banques. Néanmoins, la difficulté principale se présentera nécessairement en troisième lieu, c'est-à-dire à propos du *filtre PPA internationaux*. En effet, à supposer que la virtuosité statistique de la Chine soit bien établie, ce qui ne prendra que quelques années, il faudra encore que les genres de vie chinois et américain aient évolué l'un vers l'autre, de façon telle que la gamme des biens et services pouvant faire l'objet de mesures comparatives (c'est-à-dire communément présents dans la dépense de l'un et l'autre pays) se soit fortement élargie, ce qui requerra beaucoup de temps. Les travaux herculéens qui permettent de recadrer, tous les trois ans les filtres PPA internationaux des pays associés dans l'Union européenne, travaux auxquels les États-Unis, le Japon et d'autres pays se sont ensuite joints, ne pourront englober pleinement les grandes puissances asiatiques comme l'Inde ou la Chine, sans d'assez longs délais. La prochaine année de base (triennale) sera 2008. Je parierai volontiers que les comparaisons Chine-États-Unis

bâties sur cette base seront encore des plus floues et qu'il faudra attendre 2011, voire 2014, pour que la situation s'éclaire vraiment. Mais d'ici là, les supputations et divagations médiatiques et les manœuvres et manipulations politiques ne manqueront pas de s'étaler.

Donc, en dégageant ci-après quelques conclusions hypothétiques des estimations et projections que j'ai établies à partir des travaux de Maddison, je ne prétends pas tenir un discours de vérité, mais simplement fournir quelques repères prudents, c'est-à-dire assis sur des résultats statistiques de bonne qualité et sur des prévisions raisonnablement solides.

— Vers 1995, le *PIB total* de la Chine a rejoint, puis dépassé celui du Japon, ce « troisième Grand » du système mondial précédent. Mais savoir quand son *PIB par tête* fera de même est d'autant plus difficile à apprécier que le Japon semble aujourd'hui sortir de la longue crise politique qui a accompagné sa quasi-stagnation économique depuis 1990 environ.

— Vers 2020, le PIB total de la Chine pourrait rejoindre, puis dépasser celui des États-Unis.

— À partir de 2025 environ, la population totale de l'Inde proprement dite – c'est-à-dire l'Union Indienne – dépassera celle de la Chine.

— Vers 2025, le PIB total de la Chine rejoindra, puis dépassera celui d'une Union Européenne qui assemblerait alors vingt-cinq États.

— À plus long terme, trop d'incertitudes pèsent sur la comparaison des *PIB par tête* de l'Inde, de la Chine et des États-Unis pour qu'on se hasarde à dater les éventuels « croisements » de leurs courbes respectives, hors le cas où diverses hypothèses complémentaires peuvent être posées.

Retour vers la Zone 7 : les Indes en accélération

[Retour à la table des matières](#)

L'accélération de la croissance chinoise date des réformes de Deng Xiaoping. La croissance indienne n'a pas été chahutée par des secousses semblables à celles que la Chine a traversées avant 1975. Son accélération est plus récente et plus modérée que celle de la Chine. Aucune discontinuité majeure, d'ordre économique ou politique, ne l'a inaugurée. Il semble plutôt qu'elle soit intervenue, au tournant du 21^e siècle, par l'heureuse conjonction de plusieurs données, elles-mêmes portées

par la conjoncture internationale. Quand le parti du Congrès, pilote de l'Inde avant comme après l'Indépendance, dut céder le pouvoir à partir de 1989 à une série de majorités plus ou moins hindouistes et longtemps instables, ce désordre politique rendit l'Inde plus perméable à certaines au moins des réformes néolibérales qui étaient dans l'air du temps. La disparition des licences d'importation, la réduction des interventions administratives dans la vie des affaires, une relative libéralisation du crédit s'installèrent peu à peu et stimulèrent l'économie, sans priver celle-ci des bénéfices principaux du capitalisme d'État, dus au rôle persistant des grandes entreprises publiques ou semi-publiques et des orientations définies par les gouvernements de l'Union et de maints États. Les réformes ont desserré les freins sans supprimer aucun des moteurs importants, si bien que le parti du Congrès, revenu au pouvoir en 2004 avec le soutien des partis de gauche, a pu poursuivre sur cette lancée, tout en corrigeant les initiatives ultralibérales les plus pénalisantes pour les classes pauvres. La nouvelle majorité a également calmé, avec vigueur, les surenchères nationalistes de divers États ¹ et elle s'emploie — ce qui est plus complexe — à adoucir le sort des populations les plus miséreuses des États du nord-est (Assam, Nagaland, Manipur, etc.) où les révoltes « maoïstes » persistent. En d'autres États (Bihâr, Jharkhand, etc.) ces révoltes résultent parfois des manœuvres locales éludant les réformes agraires décidées — souvent de longue date — par l'Union Indienne.

Il faudra, certes, encore de longues décennies de forte croissance économique pour résorber les vastes poches de misère et offrir aux masses paysannes de l'Inde des conditions de vie (ou d'exode rural) répondant à leurs attentes. Parmi les données favorables à un tel essor, l'atténuation des conflits intéressant l'ensemble des Indes a pu jouer un rôle, même si elle tarde à s'étendre. Les guerres himalayennes auxquelles la Chine était mêlée (Sikkim) sont bien dépassées, mais le Népal, État important de cette région, est agité de tensions persistantes, sans que l'Inde puisse ou veuille l'aider à se débarrasser de la monarchie archaïque qui est la cible de révoltes paysannes récurrentes. À l'autre extrémité des Indes, l'île de Ceylan est, elle aussi, le siège d'un conflit pérenne — déjà noté — dont la contagion est à craindre, via le Tamoul, État continental inscrit dans l'Union Indienne. À ces abcès persistants, l'Inde ajoutait, depuis sa naissance, un conflit apparemment insoluble avec le Pakistan, à propos du Cachemire, mais il semble qu'une accalmie soit intervenue, par ricochet d'autres transformations du système mondial en vigueur. En effet, les États-Unis ne considèrent plus le Pakistan comme un allié discipliné pouvant aider à tenir en respect une Union Indienne, elle-même

¹ Notamment du Goudjerate où des hindouistes ont massacré, auprès de Bombay (rebaptisée Mumbai), environ 2 000 musulmans, retour d'un pèlerinage.

alliée (supposée) de l'URSS ¹. Celle-ci n'existe plus et la Russie occupe une place nettement moindre dans les considérations stratégiques des États-Unis, ce qui a modifié leur évaluation du Pakistan : hier, véhicule d'une aide financière et militaire destinée à mobiliser le plus possible d'Afghans contre l'envahisseur soviétique de 1982, ce n'est plus, désormais, qu'un État douteux à surveiller de près, car les *talibans* ² ne sont plus de précieux *moudjahidin* antirusses, mais d'éventuels *moudjahidin* anti-américains, manipulables par Al Qaïda et par les anciens gouvernants afghans « vainqueurs » des Russes et un temps dirigés par le mollah Omar. Qui plus est, les Présidents successifs des États-Unis ont certifié que le Pakistan ne s'équipait pas d'armes nucléaires pour « découvrir » finalement qu'il en est équipé et en a revendu divers « secrets », de-ci de-là. Dès lors, l'Inde a été réévaluée par le gouvernement américain, nonobstant la poursuite de ses relations commerciales et diplomatiques avec la Russie et l'armement nucléaire dont elle s'était équipée avant le Pakistan. Désormais, elle est censée faire contrepoids à la Chine ³ et mérite qu'il soit mis fin au harcèlement sur les confins du Cachemire ⁴.

Le Pakistan n'a pas pris autant d'élan que l'Inde, ni avant, ni après le coup d'État qui a porté Musharaf au pouvoir en 1999, car ce général a dû gouverner à contre-courant d'une opinion populaire et d'une armée souvent heurtées par les pressions américaines, surtout depuis l'invasion de l'Irak, même si une aide financière et militaire substantielle est venue panser ces plaies. Il est vrai que la propriété foncière demeure puissante dans ce pays, que les orientations capitalistes d'État, moins nettes qu'en Inde, s'y sont davantage affadiées à l'heure des réformes libérales, que les masses musulmanes immigrées lors de la Partition sont loin d'être intégrées dans le tout-venant des « purs » Pakistanais et végètent souvent dans les turbulents bidonvilles de Karachi et que les zones tribales du nord-est et du Baloutchistan ajoutent à cette structure un élément supplémentaire d'instabilité. Néanmoins, le Pakistan « riche », étalé dans la vallée de l'Indus supporte assez bien la comparaison avec son pendant hindou. Il est le berceau d'une économie active où la « révolution verte » a remporté ses premiers succès, où se sont enracinés les rares régimes civils qui ont dirigé le Pakistan dans l'intervalle des coups d'État militaires et qui ont permis la survie, jusqu'à ce jour, d'une presse assez libre et de quelques autres éléments élitiques d'une société civile* point trop assujettie à l'islam qui encadre et anime des masses souvent miséreuses.

¹ La Chine, également impliquée dans cette stratégie américaine, sera prise en considération plus loin.

² « Étudiants en religion » formés par les écoles coraniques pakistanaises, à partir de jeunes ruraux afghans, généralement illettrés.

³ Nucléaire et Chine : on retrouvera ces deux points plus loin.

⁴ L'affaire est devenue urgente, en 2003-04, quand une guerre indo-pakistanaise a failli éclater.

Non sans de grandes différences ethniques et culturelles (langagières notamment), le Bangladesh présente de réelles parentés économiques et politiques avec le Pakistan, à ceci près qu'ici, l'énorme pression de la misère ¹ n'est pas aggravée par le poids d'une armée impliquée dans de multiples conflits, si bien que les formes démocratiques du régime se tiennent presque aussi bien qu'aux Indes et que la société civile y est innervée par des partis non négligeables et des syndicats

¹ Aggravée par un climat qui expose, chaque année, ce delta du Gange, gonflé par le Brahmapoutre, aux inondations de la mousson.

parfois vigoureux. Mais c'est évidemment au Sri Lanka, pays plus riche, auquel l'indépendance a donné un élan démocratique comparable à celui de l'Union Indienne, que le régime politique est le plus avancé de toutes les Indes ou du moins le serait, si ses classes dirigeantes savaient gérer leur pays avec autant de souplesse décentralisatrice que le fait l'Union Indienne ¹. La hiérarchie des résultats mesurés par les Indices du Développement Humain décrit bien la qualité des emplois que les divers États régionaux donnent à leurs richesses économiques inégales. Le Sri-Lanka se classe en tête des Indes, avec un indice global qui est de moitié supérieur à celui du pauvre Bangladesh, tandis que l'énorme Union Indienne se situe presque à mi-distance de ces deux repères.

Le tournant indien se manifeste également dans les rapports de ce pays, longtemps discret, avec le reste de l'Asie. Aral Bihari Vajpayee, premier ministre de l'Union Indienne avant le retour du Congrès au pouvoir fut un grand voyageur, reçu en Russie et en Asie centrale, comme en Syrie et en Chine, tous contacts où les équipements militaires, les problèmes spatiaux et nucléaires occupèrent autant de place que les questions de commerce ou de sécurité. Manmothan Singh, son successeur pour compte du Congrès, a prolongé et élargi cette politique en renforçant ses aspects économiques ², tout en mettant un accent particulier sur les relations avec la Chine ³. Dès 2004, le commerce entre Inde et Chine s'est accru de près de 80 %, chiffre qui semble marquer le passage d'un commerce prudemment rationné à des échanges ouverts et compétitifs. Dans ces deux pays où depuis des années déjà l'autosuffisance alimentaire est bien établie, même si d'énormes poches de pauvreté y subsistent, le besoin principal porte sur les équipements routiers, portuaires, ferroviaires, aériens et industriels. Pour les satisfaire, l'Amérique, l'Europe et le Japon ne sont plus les seuls partenaires recherchés. L'industrie ne compte que pour 40 % environ du PIB indien, mais elle se développe pour les utilisations intérieures comme pour l'exportation. L'Inde semble même plus engagée que la Chine dans la recherche de coopérations économiques et commerciales hors l'Asie. Ainsi, on la trouve de plus en plus mêlée aux efforts du Brésil, de l'Afrique du sud et d'autres États désireux d'infléchir le fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce dans un sens favorable aux pays « émergents ». En tout cas, l'Inde participe autant que la Chine à la prospection et à

¹ Laquelle, il faut le souligner, est aux prises avec un faisceau de difficultés nettement plus complexes – et potentiellement interactives – que celles du Sri Lanka.

² Concessions tarifaires au Laos et à la Corée du nord, en même temps qu'au Bangladesh et au Sri Lanka ; extension des liens avec l'ASEAN ; recours élargi à la Banque Asiatique de Développement.

³ Wen Jiabao à New-Delhi en 2005, fait suite à Vajpayee à Pékin (2003), lui-même succédant à Zhu Rongji venu à New-Delhi en 2002.

la sécurisation des sources d'énergie, de minerais et d'autres matières premières requis pour son expansion économique.

L'Union Indienne est née et s'est développée comme un pays fier et orgueilleux. Ses élites d'aujourd'hui ne s'inscrivent plus toutes au rang des brahmines et l'avenir accroîtra leur diversité, quelles que soient les péripéties de la décastification. Mais elle s'emploie à développer l'effectif comme la qualité de ces élites. Elle a terminé le 20^e siècle en produisant 90 000 ingénieurs par an et elle affiche la volonté de porter, d'ici 2010, l'effectif annuel des nouveaux diplômés de cette sorte à 490 000. De tous ses exploits économiques, celui dont elle se flatte le plus volontiers est l'essor des services informatiques, autour de Bangalore, dans le Karnataka. La Chine produit des ordinateurs à la chaîne ? Nous produisons les programmes qui permettent de tirer le meilleur parti de ces outils ! Marions nos efforts ! Ainsi pourrait-on traduire le discours de Vajpayee, lors de sa visite à Shanghai en 2003. Tout comme les recours à l'*Asian Development Bank*, les crédits offerts par la Banque Mondiale — désormais élargis à 3 milliards de \$ par an, avec la bénédiction de Washington — attestent que « l'intendance suivra ». Mais la même fierté se dégage des orientations politiques indiennes. Ce pays s'est converti à plus de libéralisme, mais non à un libre-échange aveugle et précipité. Il demeure attentif à la protection de ses *cottage industries*¹ et il étend au secteur bancaire et financier des vigilances de même nature, notamment à l'encontre des fonds spéculatifs. Mais le secteur nucléaire est sans doute celui où les conséquences économiques et politiques de la fierté indienne apparaissent le plus clairement.

Dès l'Indépendance, l'Inde a manifesté la volonté de devenir, elle aussi, une puissance nucléaire. Elle a construit sans trop de retard ses premières centrales nucléaires et n'a jamais caché sa volonté d'acquérir également une capacité militaire. Sa première bombe a explosé en 1974 et ses derniers essais ont eu lieu en 1998. Lorsque le Traité de Non Prolifération a sacralisé les cinq « puissances nucléaires » dont les essais datent d'avant 1967², l'Inde non retenue dans ce club fermé a refusé de signer ce Traité. Néanmoins, le Président Bush, en « visite d'État » à New-Delhi (mai 2006) a signé avec Manmohan Singh, Premier Ministre de l'Inde, une déclaration reconnaissant l'Inde comme puissance nucléaire et lui offrant une aide technique pour développer sa production d'énergie, en contrepartie de l'ouverture aux inspections internationales des deux tiers de ses centrales. Apôtre de la *Realpolitik*, Kissinger a applaudi à cette déclaration qu'il juge aussi importante que les accords de 1972 qui ont désolidarisé la Chine de l'URSS. Cette

¹ Terminologie locale qui correspond partiellement à ce que les Français appellent PME (Petites et Moyennes Entreprises).

² États-Unis, Grande Bretagne, Russie, France et Chine.

fois-ci, sa vision est celle d'une Chine dont la puissance nucléaire (et celle de son éventuel allié pakistanais) pourra être contrebalancée par l'Inde. Au Congrès américain où les mensonges des Présidents quant au nucléaire pakistanais ne sont pas oubliés, la ratification de la déclaration Bush-Singh n'est pas certaine, mais l'Inde n'en a cure. Elle était une puissance nucléaire de fait et le demeurera, si cette qualité ne lui est pas reconnue en droit. Sa doctrine nucléaire affichée associe le développement d'une production électrique qui lui est de plus en plus indispensable et d'un équipement militaire, destiné non pas à un premier emploi (agressif) mais à l'établissement d'une dissuasion minimum crédible ¹ vis-à-vis des agresseurs potentiels, lesquels ne sont pas désignés. Le Pakistan figure évidemment en tête de leur liste, la Chine pourrait sans doute y être inscrite par un État-major, producteur de *contingency plans*, et les États-Unis — ou la Russie — pourraient également y figurer, en propre ou pour leurs bases avancées ². En tout cas, l'Inde se dote peu à peu de fusées à moyenne et longue portée et de satellites d'observation ³. Elle est associée à l'ISRO qui prépare le système *Galileo* destiné à concurrencer le GPS américain, de même qu'elle participe au projet ITER, c'est-à-dire à la recherche de réacteurs nucléaires ultra-performants. Au reste, l'Inde ne discrimine pas ses fournisseurs potentiels, parmi lesquels elle compte notamment la France, la Russie, Israël et les États-Unis, pour autant que ces derniers acceptent de fournir les équipements qu'elle recherche. Autrement dit, l'Inde se comporte depuis des années comme si le statut d'une grande puissance de rang mondial lui était d'ores et déjà acquis, ce qui adviendra vraisemblablement dans le courant du 21^e siècle.

Les États-Unis n'ignorent pas ces possibilités, mais ils ne rangent pas l'Inde au premier rang de leurs préoccupations, même si la délocalisation d'activités informatiques prend une ampleur que certains milieux d'affaires et certains états-majors jugent inquiétante. Le mauvais exemple donné à l'Iran, sinon à la faible Corée du nord, est un autre irritant, mais il ne deviendrait coupable que s'il inspirait aussi le Japon, seule grande puissance asiatique apparemment rebelle à l'armement nucléaire. Calmer et contrôler le Pakistan, encadrer et surveiller la Chine, éviter que l'Inde redevienne trop intime avec la Russie, faire en sorte que l'Inde et le Japon travaillent de concert à guider l'Asie du sud-est, sinon vers

¹ Et à son perfectionnement autant que nécessaire, en fonction de nouvelles conditions techniques ou géopolitiques.

² Telle la base de Diego Garcia, au centre de l'Océan Indien, dans l'archipel des Caïcos, loué aux États-Unis par la Grande-Bretagne qui l'a vidé de sa population.

³ Ses essais de 2004 concernaient des fusées de 2 400 km de portée.

l'APEC ¹, du moins vers une croissance raisonnablement ouverte aux entreprises américaines et vers une vigilance anti-terroriste durablement renforcée² : tel est, en somme l'horizon asiatique des États-Unis, à supposer qu'aucune interférence majeure ne s'établira demain entre cette Asie et ses extrémités proche- et moyen-orientales. Pour une ou deux décennies, sans doute, cette vision ne sera pas trop bousculée, à moins que la Chine y mette du sien.

Zone 8 : la Chine en plein élan

[Retour à la table des matières](#)

La Chine est énorme. Pour qui l'observe depuis l'Europe, il faut garder à l'esprit une idée claire de sa masse et de sa densité. Sur un territoire, moitié de l'europpéen, elle loge, aujourd'hui, une population deux fois supérieure, si bien qu'elle est, en moyenne, quatre fois plus dense. Mais sa densité est aussi historique et culturelle. Quelles qu'aient été les secousses des 19^e et 20^e siècles, son État est l'héritier d'aménagements et d'usages multimillénaires et ses idiomes multiples s'ancrent (presque tous) dans une langue écrite qui est le commun véhicule de savoirs, d'us et de coutumes parfois plus anciens que l'empire des Han. Les éléments archaïques des cultures communes de sa population sont d'autant mieux conservés qu'aujourd'hui encore, 63 % de celle-ci vit dans des campagnes où les activités rurales n'ont guère perdu de leur prédominance. Autrement dit, ses 1,3 milliards d'habitants incluent encore 820 millions de ruraux dont 500 millions au moins sont des paysans de plein exercice ³.

¹ Association qui libéraliserait les échanges de tout le pourtour du Pacifique, mais que les États locaux refusent en faisant mine de l'étudier

² Tant que le terrorisme n'aura pas rejoint le communisme au rang des Grandes Peurs oubliées.

³ La population était évaluée à 1 307 millions en 2004, elle pourrait atteindre 1 451 millions en 2025 et diminuer ensuite, si bien que de 2004 à 2050, la Chine passerait de 20 % à 15 % du total mondial. Les plus de 65 ans aujourd'hui 8 % verraient leur part s'accroître assez sensiblement.

La Chine est un énorme amas de villages. Mais son demi-milliard de paysans subit de plus en plus souvent les pressions d'une croissance économique, urbaine, routière et autre qui, comme partout ailleurs, est dévoreuse d'espace, si bien que les tensions sociales s'avivent en maintes régions. En effet, le statut des terres et l'organisation politico-administrative du pays se conjuguent pour exacerber ces conflits. Par tâtonnements successifs et à grand renfort d'expérimentations locales, le pouvoir politique ne cesse de remettre en chantier les lois foncières, les normes fiscales et les administrations locales pour calmer cette irritation récurrente avant qu'elle produise trop d'émeutes, mais sa difficulté principale est structurelle : le pouvoir central décide, mais la mise en œuvre des décisions fait souvent problème. « L'empereur est loin » des villages.

Abolie en 1949, la propriété privée de la terre tarde à renaître. En 1983, furent créés, pour les régions rurales, des baux de 50 ans qui ranimèrent le zèle des paysans. En 1997, une réforme plus générale intervint, mais le contrôle de l'usage de la terre qu'elle organisait se dilua dans la diversité des décisions locales. Le Ministère du Territoire et des Ressources essaie de superviser les décisions « d'application » prises par les autorités locales. Mais il n'a pas les moyens de prévenir les décisions qui déclassent de vastes terrains, de l'usage agricole vers d'autres affectations. Bref, il en est encore à chercher le moyen d'organiser une supervision effective. En outre, les tribunaux qui pourraient redresser les infractions ne disposent pas d'une suffisante autonomie (budgétaire, notamment) vis-à-vis des autorités locales pour les sanctionner. Enfin et surtout, les lois ne

prévoient pas de pleine compensation pour les paysans dont les terres sont affectées à d'autres usages, tout au plus reçoivent-ils de médiocres indemnités.

D'une grande variété, les infractions dont souffrent les paysans tiennent finalement plus à l'organisation du pouvoir qu'aux normes centrales visant spécifiquement leurs terres. En effet, si « l'empereur est loin », toute une pyramide traditionnelle de « sous-empereurs » l'éloigne plus encore. Le pouvoir central, détenu par le gouvernement et le parti, est un organisme plus complexe que la plupart de ses homologues européens et américains, car il est maints domaines (bien au delà du stratégique et du sécuritaire) qui sont gérés à ce niveau, à l'aide d'agences *ad hoc* aux fonctions et statuts variés. Néanmoins, ce pouvoir n'est pas en prise directe sur l'énorme Chine, car 31 autorités majeures s'activent à cette fin, à la tête de l'une des 22 provinces, des 5 régions autonomes (périphériques) et des 4 villes ayant rang de province (Pékin, Shanghai, etc.)¹. Comme les plus petites de ces 31 entités sont, chacune, plus peuplées que maints États européens, il va de soi qu'un troisième niveau de pouvoir dispose de l'essentiel des appareils d'État, dispersés entre 330 préfectures et 222 villes de niveau préfectoral. Néanmoins, on aurait tort d'imaginer que les 552 autorités de ce 3^e niveau disposent d'une capacité directe d'action ou de contrôle leur permettant d'opérer dans toute leur aire d'action, car la Chine est énorme. Il faut encore descendre pour trouver, au niveau des quelques 3 500 autorités du quatrième niveau de pouvoir des entités-à-administrer d'échelle comparable à celle d'une préfecture française² : à savoir, 727 districts urbains, 2 135 districts ruraux et 442 villes ayant même rang que ces derniers. Enfin, on trouve au tout dernier étage des pouvoirs administratifs, les villages eux-mêmes, qui, dans le meilleur des cas, se convertissent, de fait, en défenseurs des intérêts paysans. Mais les mêmes autorités villageoises (ou celles des districts ruraux) résistent mal à l'envie de majorer leurs budgets par des taxes locales pour financer l'école et d'autres services publics, voire pour améliorer frauduleusement le niveau de vie des dirigeants locaux. Le pouvoir central, informé de ces turpitudes par les émeutes populaires dont l'écho leur parvient parfois font désormais de la réforme de la fiscalité locale une tâche aussi urgente que l'affinement du droit foncier.

Les décisions relatives au foncier ont été détaillées par plusieurs plans, de 1987 à 2004, non sans ajustements d'une fois à l'autre, mais les empiètements se sont multipliés sur diverses « frontières », entre autorités territoriales certes, mais aussi

¹ Les grandes entreprises d'État relèvent de ce niveau ou, plus exceptionnellement, du pouvoir central lui-même.

² À ceci près que les moyens humains et matériels disponibles en Chine, à ce niveau, sont généralement inférieurs à ceux dont disposent, en France, les autorités départementales. Mais ce décalage se réduira et s'inversera même avant la fin du 21^e siècle.

entre autorités chargées de grands programmes (qui n'ont pas tous l'ampleur du barrage des Trois Gorges ou des grands travaux ferroviaires et routiers) mais concernent également les constructions urbaines, les campus universitaires, les zones industrielles, etc. Comme les transferts résultent de décisions administratives et non de cessions de propriétés, ni d'expropriations, les conflits, même arbitrés par voie judiciaire, ont des incidences budgétaires qui compliquent la recherche de « compensations ». Bref, les paysans sont le dernier maillon d'une chaîne de pouvoirs qu'ils ne contrôlent pas. D'où un afflux de migrants privés de terre vers les grands travaux et les zones urbaines qui excède évidemment les besoins immédiats des chantiers et des usines.

Il ne faut pas analyser l'embrouillamini de questions juridiques, fiscales, foncières et autres qui vient d'être évoqué (fort schématiquement) comme un défaut congénital de la société chinoise, ou comme une séquelle irréductible de l'époque maoïste, ni imaginer que l'application rapide de solutions « démocratiques à l'américaine » dénouerait aisément cette situation, sans bloquer de multiples façons l'élan de la croissance chinoise. En effet, la Chine s'emploie à résoudre à sa façon les problèmes qui accompagnent son énorme croissance. Chemin faisant, elle découvre que les négociations sont préférables aux émeutes, que le droit bien défini et bien appliqué est préférable aux pures décisions en opportunité et que la supervision de chaque niveau du pouvoir par son niveau supérieur et par des contrôles traversant les divers niveaux sont les voies à suivre. Mais le tracé de ces voies dans l'énorme Chine n'est pas chose simple, ni rapide.

Visiblement, la Chine multiplie les expériences, parfois tâtonnantes, en tire des leçons qu'elle applique sans précipitation et se garde de les généraliser sans précautions. Mais surtout, elle parie sur les bénéfices de la croissance pour diluer ou résorber bon nombre de ses difficultés. Cette croissance est du même ordre de grandeur que celle par laquelle les « petits tigres » asiatiques se sont distingués à partir des années 1960, à cette différence près qu'ici, elle entraîne, en toutes ses parties, un pays énorme. Amorcée par les réformes de Deng Xiaoping (baux ruraux, zones économiques spéciales, etc.), elle oscille (fort peu) dans la bande des 8 à 10 % par an, pour le PIB calculé en renminbi et déflaté des variations de prix chinois ¹. Cet essor doit beaucoup plus aux exportations et aux investissements étrangers (Chinois de Taïwan et de la diaspora inclus) qu'à la demande intérieure, même si l'investissement d'origine interne y concourt lui aussi de façon soutenue. Dans la production mondiale, la contribution chinoise était sans doute de 11 % en 1995 et elle pourrait atteindre, en 2015, les 17 à 18 %. En Chine même, elle concerne toutes les provinces (et assimilés) mais ses fortes inégalités se résorbent difficilement, sauf pour les régions touchées par de très grands travaux. Ainsi

¹ J'y insiste, car les comparaisons internationales de ce PIB posent les délicats problèmes évoqués ci-avant. Le renminbi est la monnaie chinoise dont l'unité usuelle est le yuan.

Shanghai a retrouvé sa primauté en se modernisant, tandis que les zones spéciales d'hier ont entraîné toute la frange côtière vers un essor soutenu. On peut s'attendre à ce que le barrage des Trois Gorges qui se parachèvera en 2008 et les investissements qu'il favorisera sur l'aval du Yang Tse, puis — peut être — sur la diversion d'une partie de ses eaux vers le Fleuve Jaune, stimulent toute la Chine centrale, tout en l'abritant d'inondations naguère ravageuses. Mais bien d'autres zones sont et seront stimulées de même, par des travaux moins gigantesques, encore que le rail qui se hisse bon train vers Lhassa ne soit pas une mince entreprise. Les inégalités régionales ne seront pas effacées pour autant — pas plus qu'elles ne le sont dans les pays de développement plus ancien, mais leur réduction commence aussi d'être stimulée par des mesures sociales, car la résorption de l'écart entre villes et campagnes qui semble être une politique bien engagée, ne pourra que s'accroître tant que les émeutes villageoises et les rudesses de l'exode rural mettront en péril le bien suprême de la Chine de toutes époques : la stabilité sociale ¹.

La prudence, la lenteur des prises de décision par le pouvoir central, l'expérimentation qui les précède de diverses façons participent de cette survalorisation de la stabilité dans un pays plus que milliardaire en habitants, qui est évidemment un lourd navire. Son gouvernail doit être fermement tenu par le gouvernement, même à une époque où la cybernétique ne cesse de multiplier les rétro-mécanismes dûment informatisés. Les négociations avec les États-Unis, en vue de l'adhésion chinoise à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont duré quatorze ans sans que la Chine s'en impatient : elle a pris la mesure des réformes juridiques, commerciales et même financières qu'elle devrait accomplir. Pendant ce temps son ouverture aux capitaux extérieurs n'a cessé de s'élargir, mais par doses mesurées dont elle n'a pas perdu le contrôle. Ainsi, de 1998 à 2003, la production des entreprises aux capitaux venus de Chine continentale a pu quintupler, tandis que celle des entreprises à capitaux extérieurs a seulement triplé. Dans ce contexte expansif, mais prudent, le curetage des banques chinoises surchargées de mauvaises créances a pu commencer vraiment (j'y reviendrai), tandis que l'industrie croissait nettement plus vite que l'agriculture, évidemment, mais aussi que les services.

¹ À quoi se reconnaissait jadis « le mandat du Ciel » exercé par l'Empereur.

La transformation de l'économie chinoise	1980	2000
Part du PIB (%) dans :		
Agriculture	30	16
Industries	49	51
Services	21	33
Part de l'emploi dans :		
Agriculture	69	50
Industries	18	23
Services	13	27

L'autre leçon à tirer de ces chiffres est que la croissance chinoise, consommatrice de charbon plus que de pétrole et d'autres énergies a reposé essentiellement sur l'utilisation intensive du travail par des firmes nouvelles — souvent « multinationales » — vouées à la sous-traitance ou à l'assemblage et souvent tournées vers la réexportation. Mais maints embryons attestent que des « multinationales » d'origine chinoise se forment, que la production nationale d'ingénieurs et de chercheurs est nettement stimulée et que, de façon plus mitigée, des préoccupations écologiques se font jour ¹. Sans trop caricaturer, on peut dire que la Chine a adjoint à son amas de villages, un vaste stock d'ateliers où des industries vraiment neuves et des laboratoires commencent à pointer. En d'autres termes, la Chine a un énorme besoin d'ingénieurs et de techniciens, comme de tous autres personnels à haute qualification (cadres, chercheurs, médecins, enseignants, etc.), y compris pour son appareil d'État, des juristes et d'autres spécialistes. La poursuite d'une forte croissance en dépend, le pouvoir central en est conscient.

À qui s'étonnerait que je souligne l'énormité du cas chinois, alors que je n'ai pas traité de même le cas indien qui pourtant ne manque ni d'ampleur ni de complexité, je répondrais que l'Inde est de longue date en état de marche, a hérité une bonne dose de modernité de son colonisateur britannique et n'a pas eu besoin de se reconstruire de fond en comble après son indépendance, pour s'engager finalement dans la voie capitaliste où elle excelle pourtant de façon plus modeste (ou mieux tempérée ?) que la Chine. Il suffit de revenir sur deux domaines déjà évoqués pour concrétiser, de façon démonstrative, mon hypothèse de travail : le juridique et le budgétaire.

¹ Notamment sous forme de lourdes sanctions contre les dégâts les plus visibles, y compris lorsqu'ils empoisonnent des rivières qui franchissent des frontières.

La Chine a complètement oblitéré son expérience du droit et des tribunaux au cours du 20^e siècle. Son vieux système impérial n'avait pas eu le temps de s'ajuster aux besoins d'une société et d'un monde pénétrés par le capitalisme, quand les guerres suivies de divers spasmes révolutionnaires ont pratiquement détruit son appareil juridico-judiciaire*. Qui plus est, la période communiste — en particulier dans sa variante maoïste — a transposé et accentué un vice déjà manifeste sous l'empire, à savoir que le droit (en tant que système de normes et de procédures bien explicitées) ne s'appliquait, au mieux, c'est-à-dire quand il n'était pas exposé à l'arbitraire d'un puissant de la cour impériale ou de la province, qu'en opportunité, en mêlant aux respects dus à la hiérarchie sociale, une priorité manifeste à la stabilité de l'ordre établi. Mieux valait une injustice qu'un désordre : telle était la sagesse d'à peu près tous les juges. Quand il s'est affirmé, le règne du parti communiste a certes modifié les considérants de la décision administrative ou du jugement formel en opportunité, mais il a renforcé le principe de cette opportunité, car un dirigeant du parti était, par nature, meilleur juge que les magistrats de son ressort, sauf à être freiné ou démenti par un dirigeant de rang supérieur. Depuis quelques décennies, la Chine reconstruit son appareil juridico-judiciaire, mais elle est loin d'avoir fini le tri entre les modèles étrangers, les impositions ou les suggestions des organisations internationales et les réflexions et expérimentations de ses propres agents. En outre, elle est loin de disposer en quantité et qualité suffisantes des juristes nécessaires pour équiper ses tribunaux ou ses écoles de droit et pour exercer dans les entreprises et les administrations les fonctions à caractère juridique qui raréfient les litiges et font mûrir les réformes. Un seul exemple illustrera ceci : ce que le droit occidental appelle propriété, expropriation, transfert, et tout ce qui s'ensuit n'a pas encore fini — loin s'en faut — de trouver des équivalents ou des remplaçants dans le droit chinois. Je ne doute pas que ce chantier durera plus longtemps que celui du grand barrage du Yang Tse, bien que les paysans privés de terre, les administrations riches de projets et les entreprises de tout statut aient grand besoin de précisions, tout comme les industriels irrités par les contrefaçons de toute sorte.

Le déficit est moins aigu en matière fiscale, car les grandes fraudes et les corruptions manifestes sont sanctionnées très durement, au moins pendant les campagnes vertueuses qui tentent de les éradiquer. Mais l'irritant principal est la surcharge fiscale des villages et districts. Chaque cas semble d'échelle modeste, mais leur fréquence peut conduire des régions entières à la révolte. Aussi, la décision prise par le pouvoir central de garantir et de financer partout neuf années d'enseignement obligatoire pour filles et garçons mettra fin à la fréquente levée de taxes ou de « dons volontaires » pour payer des maîtres et des écoles, aura un grand retentissement, même si ce résultat n'est pas obtenu partout avant la fin

2007, comme il a été stipulé. En effet, l'appareil I/D*¹ a encore besoin de maints perfectionnements avant que le partage exact des responsabilités entre les divers niveaux du pouvoir, l'agencement et le contrôle des divers circuits de collecte de l'impôt et de règlement de la dépense et l'affinement des statistiques y afférentes atteignent un niveau partout convenable de transparence et d'équité.

L'autre grand appareil financier, le M/C* qui interconnecte tous les circuits de la monnaie et du crédit, a fait l'objet depuis 1980 de multiples prédictions calamiteuses. Beaucoup d'entre elles résultaient des pressions des multinationales installées en Chine (et de leurs États protecteurs) en vue de convertir les banques et les bourses chinoises aux modèles occidentaux. Elles se sont calmées à mesure que des adaptations très partielles intervenaient, mais elles renaissent périodiquement. La Chine ne veut visiblement pas perdre le contrôle politique de cet appareil. Le pilotage habile de Zhu Rongji l'a conduit à une modernisation effective, mais limitée. Les clameurs les plus vives ont concerné et concernent encore l'énorme masse des « créances douteuses » détenues par les banques d'État chinoises sur les entreprises publiques. Ces créances — plus souvent irrécouvrables que douteuses — se sont empilées depuis l'époque maoïste où les investissements et les fonds de roulement desdites entreprises étaient en grande partie financés par le budget ou par la banque d'État. À mesure qu'elle se déployait, durant les décennies 1970 et 1980, la spécialisation de quatre nouvelles banques publiques venant relayer la banque centrale a rendu visibles les stocks effrayants de telles créances. Mais, au prix d'expérimentations diverses et d'avancées très prudentes, la lente résorption de ces stocks a été mise en œuvre, au moyen de dotations budgétaires recapitalisant les banques ou créant des sociétés de défaisance pour vendre ce qui demeurerait recouvrable. À l'occasion, la Chine a même consacré quelques dizaines de milliards de \$ tirés de ses réserves de change, pour renforcer ces concours. Simultanément, un effort qui, de tâtonnant est devenu méthodique, a été entrepris du côté des entreprises publiques « douteusement » débitrices, car il n'était pas question de les mettre en faillite, en ajoutant, chaque année des dizaines de millions de chômeurs à la masse des migrants et des sans-emplois. Beaucoup d'entreprises publiques de taille moyenne ou petite ont été vendues ou, plus rarement, fermées. Bon nombre de grosses entreprises ont réussi à se reconvertir. Certaines sont même devenues des spécialistes de la reconversion de leur entourage. Au total, il reste (à la fin de l'exercice 2005) 30 % du secteur bancaire public à recapitaliser pour mener à bien ce processus. En somme, au lieu de multiplier les licenciements de style capitaliste ou de livrer son secteur public à

¹ Je rappelle que les astérisques plantés de-ci de-là signalent un concept analysé dans *La Société*. L'appareil I/D est le système complet des impôts (et autres prélèvements obligatoires) en vigueur dans un État et des dépenses effectuées par les ministères et agences ainsi financées.

une foire d'empoigne façon Eltsine ¹, la Chine a misé sur sa croissance pour étaler sa reconversion ². Sa patience semble être récompensée.

Néanmoins, la Chine est encore déficitaire, pour ce qui est des cadres et techniciens de la banque, d'autant que dans les 85 grandes villes où des banques étrangères se sont installées, leur vive compétition attire bon nombre de banquiers chinois. Elle commence également à subir les risques de « bulle financière » dus à la vive expansion, notamment de la construction immobilière et des projets d'infrastructure initiés par les pouvoirs locaux. Parmi les indicateurs à observer de près pour juger de la santé financière chinoise, doivent figurer pour les prochaines décennies, le rapport entre les crédits bancaires et les financements boursiers, ainsi que le poids relatif de l'épargne liquide confiée aux banques et caisses publiques. En effet, la stabilité et la manœuvrabilité financières de cet énorme pays — dont les actifs financiers rejoindront ceux des États-Unis durant le présent siècle — me semblent dépendre pour quelques décennies encore du bon dosage de ces ressources dont Zhu Rongji a admirablement joué.

La tenue du yuan n'assure pas seulement la compétitivité des exportations chinoises (y compris celle des entreprises étrangères installées en Chine). Elle concourt également à la gestion financière du pays. Visiblement, la Chine tient à garder le contrôle de sa monnaie, elle n'est pas disposée à s'ouvrir aux mouvements spéculatifs des capitaux flottants qu'une frontière grande ouverte pourrait attirer — et laisser fuir à la première alerte. Elle ne se rendra pas non plus accueillante aux spéculations boursières des *hedge funds* et autres *raiders*, du moins tant qu'elle aura intérêt à contrôler les afflux de capitaux étrangers qu'elle a jusqu'ici pilotés en jouant de sa fiscalité et de ses bas coûts de production. En somme, elle ne veut pas connaître le sort financier de l'Amérique latine. Si elle devait, un jour, changer d'orientation, on pourrait s'attendre à ce que les pays riches de l'époque poussent des cris d'effroi devant « l'invasion des capitaux chinois », sauf le cas où une crise économique majeure aurait ravagé leur source. Les 700 à 800 milliards de \$ qui composent aujourd'hui les réserves de change de la Chine ne représentent que la moitié des réserves cumulées de toute l'Asie émergente ³ et sont à peu près équivalents aux réserves totales de l'Asie déjà industrialisée ⁴. Autrement dit, elle détient le tiers des réserves totales d'une Asie qui semble vouloir éviter le retour d'une « crise asiatique » comme celle de 1998 et qui souvent répugne à aligner ses

¹ Voir le chapitre 3 ci-avant.

² Y compris dans le secteur des coopératives rurales dont les dettes — aussi lourdes ici qu'au Mexique — sont souvent ignorées par les annonceurs de catastrophes.

³ Non compris le Proche et Moyen-Orient qui, d'ailleurs « émerge » fort peu.

⁴ Japon plus Australie et Nouvelle Zélande.

usages bancaires et boursiers sur les modèles occidentaux. Il est vraisemblable que la santé financière de l'économie mondiale y gagne, du moins tant que les emplois de ces réserves en bons du Trésor américain ne sont pas rendus périlleux par leur volume excessif ou par la vulnérabilité d'États-Unis par trop endettés.

Pour qui s'intéresse à la société civile*, qui est le réseau de pouvoirs extra-étatiques, la Chine offre un spectacle étonnant. Après les désordres de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, elle est passée en quelques décennies, d'un régime fortement encadré, à peine perturbé par l'affichage de quelques *dazibaos*, par des manifestations indirectes ¹, mais secoué par l'exceptionnel printemps 1989 ² à un régime assoupli par diverses conséquences inéluctables de l'expansion qu'il a souhaitée et qu'il continue de stimuler. En effet, la multiplication des entreprises étrangères ou mixtes, l'énormité des travaux publics et les coudées plus franches qu'y acquièrent de nombreux corps de techniciens et de professionnels, la rénovation insidieuse des échanges entre villes et campagnes qu'entretiennent des myriades de migrants, la diffusion des médias qui, comme la télévision gagnent assez vite jusqu'aux derniers villages et l'accès à internet qui déborde déjà des centres urbains jusqu'à de nombreux bourgs : tout cela fait circuler des flots immenses de contacts, d'images et d'idées qui, quelles que soient les vigilances des censeurs et des doctrinaires n'en produisent pas moins une révolution culturelle, riche de contrastes et virtuellement omniprésente. L'existence autonome de Hong Kong dont les médias satellitaires arrosent une grande partie de la Chine, la familiarité qui se renoue avec Taïwan, les charters touristiques qui commencent à déverser, de par le monde, des légions de Chinois suivant les traces ouvertes naguère par les Japonais, puis les Coréens, ajoutent à cet élan en quelque sorte introverti, un élément d'exotisme auquel rien n'a préparé l'ex-Empire du Milieu. Bien évidemment, les appareils idéologiques* les plus typiques d'une société civile largement libéralisée font encore défaut ou sont rares. Les Églises sont d'autant plus surveillées qu'elles se réclament d'une hiérarchie transfrontière, les partis politiques sont interdits, les syndicats sont encore absents des campagnes et de maintes entreprises, les appareils d'édition sont surveillés, voire prohibés s'ils publient une « mauvaise presse », les ONG de toutes vocations sont fermement tenues en laisse ou tout simplement interdites, etc. Mais ceci n'empêche pas l'essor de puissants colporteurs d'idéologies : les multinationales et les chambres de commerce avides de clarifications juridiques, les banques, étrangères ou non, curieuses de tout ce qui touche de près ou de loin à leurs activités internes et internationales, les médias satellitaires inaptes au respect des frontières, l'internet

¹ Enterrement d'un notable apprécié comme Chou Enlai, festival « spontané » de gymnastique « traditionnelle », etc.

² Où un pouvoir inhibé par la visite de Gorbatchev et profondément divisé devant l'énorme *sit-in* des étudiants pékinois sur la place Tien An Men, mit plusieurs semaines à réagir par un épouvantable massacre.

où de jeunes générations contournent les autocensures à la Google, etc. À contrario, on peut constater que les vigilances traditionnelles s'allègent moins vite dans les régions où vivent les minorités non-Han et que l'information est raréfiée sur les 74 000 émeutes qui ont fait suite, en 2004, aux 61 000 émeutes de l'année précédente. Il est encore difficile de connaître l'ampleur, la durée et les conséquences de ces multiples crises ouvertes — surtout quand elles ont lieu loin de Hong-Kong et des autres zones côtières où souffle déjà un vent plus fort — mais leur statistique est publiée de façon tout à fait officielle ¹, relevant ainsi d'une démarche expérimentale à la chinoise. On doit s'attendre, pour les prochaines années, à un élargissement progressif de la liberté d'information, sinon déjà de la liberté de réunion.

De son côté l'appareil officiel de propagande continue de diffuser la bonne parole du parti communiste, mais deux changements importants — sinon irréversibles — semblent à noter : d'une part les grandes campagnes nationales réduites à quelques slogans obstinément répétés semblent se raréfier ; d'autre part, cet appareil semble véhiculer de plus en plus souvent des informations concrètes, sans retards ni enjolivures. La presse d'État n'est pas morte, mais sa monotonie et son orthodoxie s'étiolent peu à peu. Peut-être même peut-on y lire l'écho des débats les plus fondamentaux du pouvoir central. Ainsi, quand le président Hu Jintao ² souligne, en décembre 2005, « *que le développement économique est rapide, que les problèmes sociaux vont croissant, que les richesses sont distribuées inégalement et qu'il y a un problème de corruption des cadres du parti* », raisons pour lesquelles il décide de réactiver l'étude des textes de Marx et crée à cette fin des instituts dotés de moyens en crédits et en personnel, les correspondants de presse à Pékin recueillent sans peine les commentaires ironiques de cadres et de dirigeants du parti ³, mais à ma connaissance, il en est peu qui aient observé que dans la Chine d'aujourd'hui, l'étude de l'ouvrage publié en 1845 par Friedrich Engels sur « *La situation de la Classe laborieuse en Angleterre* » ⁴ est d'une brûlante actualité pour les classes ouvrières des *sweatshops* qui se sont multipliées en Chine. En fait les œuvres de Marx et d'Engels sont riches de graines de syndicats, de coopératives, de mutuelles et de partis autonomes, qui seraient des plus utiles pour la Chine d'aujourd'hui. Je ne serais pas surpris qu'avec ou sans encouragements officiels, Internet puisse véhiculer d'utiles traductions de ces

¹ *Public Security Minister* (relayé par Reuters).

² Qui est aussi le secrétaire général du parti et le président du comité militaire.

³ D'un parti où son prédécesseur, Jiang Zemin, a accueilli à bras ouverts les patrons des entreprises.

⁴ *Die Lage der arbeitenden Klasse in England*, Leipzig, 1845.

écrits, car il serait facile de les actualiser. Quoi qu'il en soit la société civile chinoise s'enrichira tôt ou tard de telles institutions.

D'autant que les tensions sociales et les besoins insatisfaits qui inquiètent et activent les sommets du parti ne sont pas un stock résorbable, mais le solde temporaire d'un flux de demandes nouvelles que l'essor économique va durablement accroître par le spectacle d'une consommation accrue, comme par la poursuite de l'industrialisation, de l'urbanisation, etc. Qui plus est, la Chine connaîtra avant longtemps des besoins nouveaux dont le Japon a déjà commencé l'expérience, ceux qui sont liés à la stabilisation démographique et au vieillissement de la population, alors que son système sanitaire et hospitalier ou ses formules de retraite sont encore défaillants, dans les zones rurales plus qu'ailleurs.

Néanmoins, il faut le souligner, l'élan économique du pays et les mutations politiques qui l'ont déjà accompagné n'ont pas produit de crise idéologique majeure — hormis celle de Tien An Men qui est restée, en 1989, cantonnée à Pékin. Ici, rien ne ressemble à l'effondrement de l'hégémonie communiste* qui a accompagné la disparition de l'URSS et la conversion au capitalisme de la Russie et de plusieurs des républiques voisines, effondrement dont la dénatalité, l'ivrognerie, la mortalité accrue et la désorientation populaire ont été les symptômes les plus visibles — et, jusqu'à aujourd'hui, les plus persistants. Non seulement la Chine ne souffre d'aucune crise hégémonique, mais elle vit une période de grande exaltation à laquelle concourent les fréquentes chances de promotion sociale, les poussées (inégaies, mais générales) qui enrichissent les genres de vie et, de façon spasmodique, mais fréquente, les gains en niveau de vie. Les années actuelles, couronnées par des Jeux Olympiques en 2008 et par une Exposition Universelle à Pékin en 2012 forment « une belle époque ».

Le mérite n'en revient pas spécialement au parti qui garde sa dénomination traditionnelle, mais qui ressemble de plus en plus au P.R.I. mexicain, ce Parti Révolutionnaire Institutionnel qui a amalgamé de gré ou de force toutes les forces politiques, syndicales, associatives du pays, non sans leur adjoindre des corporations professionnelles, a gardé le pouvoir des années 1930 aux années 1990, après quoi il perdure assez bien, même dans les États (fédérés) où il ne contrôle plus le pouvoir. En ouvrant le parti communiste chinois aux capitalistes, Jiang Zemin ¹ a consacré ce changement qu'il a fait ratifier en 1996 par le Congrès National du Peuple. Cela signifie que la bourgeoisie d'affaires qui se renforce d'année en année a rejoint la bourgeoisie d'État* — c'est-à-dire les dirigeants d'entreprises publiques — dans un parti dont ils proviennent presque tous. En outre, il semble que les fonctions du parti se soient modifiées. Il s'occuperait plus du contrôle que du recrutement des cadres de toute sorte, laissant à des concours,

¹ Qui fut jusqu'en 2003, le prédécesseur de Hua.

des examens ou d'autres formules le soin de sélectionner de nouvelles recrues, non sans compétitions avec les entreprises privées, avides de collaborateurs avertis des arcanes du parti et des administrations. Il semble également que les écoles et universités jouent un plus grand rôle dans la formation des jeunes, tandis que le parti — hormis quelques instituts spécialisés — n'ajouterait que des stages et des recyclages aux formations banales ou élitiques. Les besoins des appareils d'État spécialisés à des fins militaires, policières, de renseignement, etc. continueraient d'être desservis par ces appareils eux mêmes. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que les quelques dizaines de millions de membres — que des sources, d'ailleurs divergentes, accordent à l'ensemble du parti communiste — contiennent encore des millions d'adhérents populaires sans grande formation, mais riches de diverses expériences. Et que, de plus en plus, les voisinages du pouvoir d'État — à ses cinq niveaux — sont fréquentés, voire courtisés par des adhérents porteurs d'intérêts particuliers, car il n'y a pas que des patrons qui se sont infiltrés dans la brèche ouverte par Jiang Zemin. En somme, le parti communiste chinois d'aujourd'hui tient parfois aussi les rôles tenus ailleurs par les loges, les fondations, les *opus dei* et autres « sociétés de pensée », même si le parti est loin de capter tous les courants de la société.

De cette façon, il semble que la « dérive parlementaire » du parti que craignait Gramsci — et que le stalinisme a étouffée — ait repris en Chine. Cela signifie que les instances délibérantes que sont le Bureau Politique et le Comité Central du parti ou la Commission Permanente du Congrès National du Peuple et leurs équivalents à plusieurs des autres niveaux du pouvoir d'État soient devenus ou, plus probablement, sont en train de devenir — non sans décalages et tâtonnements — des lieux où les principales décisions sont discutées, non pas entre partisans diversement organisés, mais bien entre des membres différenciés par leurs fonctions propres, leurs formations particulières, leurs propensions personnelles ou groupales. Cette évolution, évoquée plus que décrite par les sources officielles, serait à mettre en rapport avec deux traits de la vie politique chinoise déjà rencontrés ci-avant : le goût des expérimentations en vraie grandeur (dans diverses zones de l'immense Chine) pour tester et affiner des réformes éventuelles ; et l'habitude d'examens patients et de réflexions approfondies pour toute décision majeure. Dans le même esprit se situe l'initiative prise par Hu Jintao : un compte rendu annuel d'activité du Bureau (25 membres) doit être soumis chaque année à l'appréciation du Comité Permanent (300 membres), dans l'intervalle des sessions plénières quadriennales de l'Assemblée, les dites sessions (qui rassemblent près de 4 000 « élus ») étant elles-mêmes étalées sur plusieurs semaines, ce qui offre l'occasion de multiples réunions spécialisées (et pas seulement festives) de cadres venus de toute l'immense Chine. L'expérience montrera si ces procédures deviennent de plus en plus substantielles ou si le bureaucratisme habituel des partis communistes reprendra le dessus. Mais n'est-il pas dangereux de gouverner

bureaucratiquement des femmes et des hommes qui se comptent par centaines de millions ?

Au total, toute la structure chinoise est aujourd'hui en mouvement. La formation économique* est évidemment la plus secouée, par la poussée frénétique du capital monopoliste (interne et importé), par la reconversion peu à peu accélérée du secteur capitaliste d'État*, par le bouleversement (depuis trente ans) d'un mode de production paysan* que quittent des millions d'hommes chaque année et par la floraison, surtout urbaine, des activités marchandes, artisanales, etc. Un jour, les historiens chinois pourront décrire les décennies courant de 1980 à je ne sais quand, comme l'ère des séismes, des ouragans et des fontes de glaciers. S'agissant de la formation idéologique*, les transformations sont évidemment moins massives et moins raides, mais elles s'accélèrent d'une décennie à l'autre sous les poussées lentes mais décisives d'une scolarisation qui finira bientôt de gagner toute la population et qui s'allonge d'ores et déjà au bénéfice de maintes formations spécialisées ; et sous les secousses fulgurantes d'une médiatisation qui déjoue les paratonnerres dressés par le pouvoir. À quoi s'ajoutent en toile de fond les bouleversements dus au fréquent enfant unique, au vieillissement général et à l'amélioration inégale mais générale, saccadée mais poursuivie des niveaux et des genres de vie. Toutes transformations qui affecteront profondément la culture commune* d'une Chine que des appareils idéologiques* de plus en plus diversifiés labourent en profondeur. C'est seulement du côté de la formation politique* que la Chine « éternelle » tarde à se modifier. Mais, que l'État et le parti l'acceptent ou non, la société civile* se transforme plus et plus vite qu'en aucune décennie des 19^e et 20^e siècles, hormis les années noires de la Révolution Culturelle dont les dégâts sont largement réparés¹. Reste l'État lui-même qu'on ne peut dire figé, tant ses moyens, ses méthodes et même la géographie de ses appareils* sont sujets à extensions, révisions et tentatives de perfectionnement, mais qui néanmoins est assurément le secteur le plus retardataire de la société chinoise. L'histoire sera donc agitée, en ce domaine, mais il est hautement probable qu'elle ne conduira pas à une démocratie « à l'américaine » ou « à l'occidentale », même si New Delhi devenait le tuteur de Pékin. L'historien qui connaît les formes et les ressorts de « la » démocratie, de la Grèce aux moyen-âge(s) italien, germanique et autres et des États modernes, de la Hollande du 17^e à l'Allemagne d'aujourd'hui, sait qu'ailleurs — en Chine notamment — du nouveau s'inventera.

En attendant, le couple domination* / hégémonie* mal équilibré qui règne en Chine paraîtrait inapte à contenir et guider une énorme société, n'était cette

¹ À peu près totalement dans les institutions, mais pas encore complètement dans les esprits où elles ne s'éclairciront qu'au prix d'une historiographie précise, suivie d'une médiatisation ouverte et diversifiée.

particularité dont ce pays immense bénéficie pleinement : *d'avoir réussi à mettre sa masse en mouvement rapide a un effet stabilisateur* et le gardera tant que des accélérations ou des freinages trop brutaux lui seront épargnés et tant que l'évolution du système mondial qui a favorisé ce réveil de la Chine ne jouera pas contre elle.

Je le répète : la Chine n'est pas un quartier du système mondial actuel. Elle est au cœur ou en bordure de plusieurs de ces régions, mais il fallait se faire une idée de l'immensité chinoise et de la dynamique propre à ce pays avant d'examiner les relations qu'elle entretient avec son voisinage, comme avec le reste du monde. Que ce soit pour faire oublier les réactions très négatives de beaucoup de pays (généralement non-asiatiques) au massacre de Tien An Men (1989), pour faciliter les longues négociations qui ont permis l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001, pour élargir en tous sens les approvisionnements chinois sans attendre l'aval de l'OMC, la Chine a, en effet, établi ou normalisé ses relations diplomatiques entre 1988 et 1994, sans compter les républiques naguère soviétiques, qu'elle a reconnues sitôt l'implosion de l'URSS. Les seules rebuffades diplomatiques chinoises concernent les rares États qui ont accordé une reconnaissance diplomatique à Taïwan — cette « province dissidente »¹ — car les relations directes entre le continent et cette île n'ont cessé de s'élargir bien au delà des échanges économiques. Désormais, la Chine est présente sur tous les continents et presque en chaque port. Qu'il s'agisse du pétrole du Proche et Moyen-Orient (notamment d'Arabie saoudite), du cuivre chilien ou de l'uranium australien et de dix autres matières premières requises par son expansion, la Chine achète massivement et investit, s'il le faut. En outre, elle est devenue très active dans les débats qui ont accompagné depuis vingt ans, les projets de conférences (souvent avortés) de l'OMC et les tentatives de réforme (encore inabouties) du Conseil de Sécurité. Bref, elle opère sur la scène mondiale. Sa présence se fait sentir plus encore, en Asie même.

Tel est notamment le cas de la Russie, avec laquelle les relations ne se sont jamais plus distendues, après les vives algarades des années 1960. À cette époque, l'URSS qui se méfiait de l'aventurisme maoïste (et qui, pour tout dire, n'appréciait guère l'ingratitude et l'insubordination de ce vaste État naguère assisté) avait refusé d'équiper la Chine en armes nucléaires et de poursuivre son assistance industrielle². Une alliance maintenue, pour aider le Vietnam en guerre, mais néanmoins retournée par l'entremise de Kissinger, comme on l'a vu et, n'essaya de se renouer qu'au moment où Gorbatchev se plia aux conditions chinoises — la

¹ Dont le cas sera détaillé au prochain chapitre.

² Qui fut massive, sinon modernisante et qui — jointe à l'équipement japonais de l'ex-Mandchoukouo — forma le soubassement du secteur public chinois, celui dont les « créances douteuses » finissent laborieusement de se résorber.

principale étant de mettre fin à la guerre d'Afghanistan déclenchée par Brejnev (1982) — mais capota, en 1989, quand la visite de Gorbatchev à Pékin prit fin, tandis que se préparait le massacre de Tien An Men. S'en suivirent dix ans de quasi-éclipses des relations russo-chinoises, le temps que l'URSS s'évanouisse et que Eltsine et surtout Poutine commencent à remettre la Russie sur des rails solides. Alors, les relations commerciales qui n'avaient jamais cessé entre les deux pays et les règlements frontaliers intervenus dans les zones naguère disputées purent déboucher sur une relance plus essentielle. En juin 2001, les deux pays créèrent une Organisation de Coopération, dite de Shanghai (OCS) à laquelle quatre États ex-soviétiques d'Asie Centrale s'associèrent ¹. Deux de ces derniers États ayant accueilli des bases américaines sur leur territoire (pour combattre le « terrorisme international » en Afghanistan) sont soumis à de vives pressions par la Russie et la Chine qui ont un égal désir d'écarter les États-Unis de ce qu'elles considèrent comme leur commun *backyard*. En cinq ans, l'OCS n'a pas encore réussi à se débarrasser de ces bases, mais elle persévère, tout en élargissant ses objectifs : l'Inde, l'Iran, le Pakistan et la Mongolie siègent comme observateurs dans cette organisation qui fêtera son 5^e anniversaire, à Shanghai, en juin 2006, sous la présidence de Hu Jintao et qui pourrait offrir ses services, à l'instar de l'OSCE ², pour garantir la qualité des élections législatives chez ses adhérents et partenaires. Savoir ce qu'il adviendra de l'OSC asiatique est l'une des interrogations pour cette zone du monde, mais non la plus importante.

En effet, l'évolution de l'Asie — spécialement de son sud-est si divers, se jouera pour une partie dans les rapports entre ces deux puissances. Le temps n'est plus où ces deux pays se méfiaient l'un de l'autre ³, et le calme courtois avec lequel la Chine a accueilli la reconnaissance par les États-Unis du statut de puissance nucléaire de l'Inde atteste que, pour le moment, aucune tension sérieuse ne subsiste entre les deux géants de l'Asie qui viennent de rouvrir leur frontière (entre Sikkim et Tibet). Mais on en jugera mieux dans le prochain chapitre où l'ensemble de l'Asie du sud-est sera examiné, y compris dans ses relations avec l'Inde et la Chine. Le même chapitre s'intéressera à l'autre versant de la Chine, cette zone du nord-est où le Japon et les Corée tiennent une grande place et où Taïwan ne se résigne pas à devenir un « problème intérieur chinois », comme le voudrait Pékin. Deux

¹ Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizie. Les deux derniers ont accueilli des bases américaines.

² Cette Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, issue du traité d'Helsinki (1975) a été entraînée par les États-Unis (et du fait de l'implosion de l'URSS) à juger des élections dans les États de l'ex-URSS.

³ Même si leurs influences contrastées ont durablement marqué l'Asie du sud-est comme on en jugera au prochain chapitre.

ensembles régionaux du système mondial actuel où les populations se comptent par dizaines et centaines de millions, comme partout ailleurs dans l'immense Asie.

Chapitre 6

Dynamique régionale du système mondial

(Juin-juillet 2006)

Dix régions, dix avenirs ? Quatrième section — Les Extrême-Orients

Zone 8 bis : L'Asie du nord-est : un monde sinisé

[Retour à la table des matières](#)

La Chine qui clôturait le chapitre précédent n'est pas un sous-ensemble de l'actuel système mondial, mais un très gros élément des deux sous-ensembles qui vont être examinés ici : l'un inclut, avec la Chine et le Japon les autres États bordant la mer de Chine septentrionale ; le second comprend, toujours avec la Chine, le vaste paquet d'archipels et de péninsules qui s'étale dans l'océan Indien.

Le nord-est peut être considéré comme un monde sinisé ¹ tant les parentés civilisationnelles sont anciennes et profondes, entre la Chine millénaire et les États coréens ou japonais qui ont finalement cristallisé dans son voisinage maritime, non sans conflits entre eux et avec l'empire chinois dont ils s'émancipaient. Tout récemment, un examen du système mondial précédent — celui d'avant l'implosion soviétique des années 1990 — aurait dû faire, pour ce pourtour de la mer de Chine, une place importante à l'URSS et, plus encore, au Japon, qui avait conquis dans l'économie mondiale, le rang de « troisième grand ». Mais ce Japon qui infligea une défaite maritime à l'empire russe dès 1905 (?), qui conquiert, en 1942 (?) l'imprenable Singapour de l'empire britannique et qui ne s'inclina devant la

¹ Spécialiste de la civilisation chinoise, Léon Vandermeersch a appliqué cette formule à toutes les sociétés marquées par une nette ascendance chinoise (Le monde sinisé, Paris, 1986). Dans le système mondial actuel, les empreintes chinoises dans le sud-est asiatique sont certes fort importantes, en Indonésie notamment, et parfois « motrices » comme celles de Singapour, mais cette partie du monde actuel, longtemps stimulée par de puissantes influences indiennes a aussi été marquée, au cours des tout derniers siècles par de multiples influences européennes rivales.

puissance américaine qu'après la pulvérisation de Nagasaki, rebondit bientôt, pour devenir, à marches forcées, le grande puissance économique et financière qui irrigua le sud-est asiatique de ses marchandises et de ses capitaux, tout en se taillant une bonne part des marchés occidentaux. Ce faisant, elle était devenue, pour compte américain, le verrou de la mer de Chine, contre les « périls rouges » d'URSS et de Chine.

Vers la fin des années 1990, tandis que l'URSS implosait, mais sans corrélation majeure avec ce processus, le Japon devint asthénique. Une bulle boursière et immobilière de sa fabrication, bientôt compliquée par une crise financière que l'on dit « asiatique »¹, fut suivie par une quasi-stagnation économique qui dura jusqu'en 2005 environ. Il fallut tout ce temps pour remplacer les « plans de relance » qui transvasaient l'épargne populaire vers d'inutiles « grands travaux » par des remèdes plus pertinents : assouplissement des séquelles semi-féodales de « l'emploi à vie », réforme des monopoles², contrôles resserrés sur les banques et sur leurs crédits, mise à l'encan des caisses d'épargne pour satisfaire les appétits bancaires et boursiers. Toutes réformes économiques qui avaient de lourds répondants politiques et culturels : les aides et subventions qui faisaient de maintes circonscriptions paysannes des sièges automatiquement acquis à tel ou tel clan du parti libéral-démocrate au pouvoir furent grignotées (difficilement et partiellement) par des réformes électorales qui permirent à un premier ministre réformiste d'agir quelque peu, cependant que le respect dû aux supérieurs³ et aux anciens commença d'être rongé par de jeunes générations et par des groupes de femmes souvent irrespectueuses, dans une nation vieillissante. Cahin-caha, le Japon s'est remis en marche.

L'Asie du nord-est comptait, en 2004, 224 millions d'habitants dont 57 % pour le seul Japon, le reste se partageant entre les deux Corée et Taïwan, mais pour prendre une vue complète de cette zone, il faudrait évidemment leur adjoindre les quelques millions d'habitants de Sibérie orientale et de Mongolie, ainsi que les Américains stationnés au Japon et en Corée du sud, sans compter, évidemment, la

¹ On le dit à tort : voir le dossier n°4, au tome 2 du présent *Inventaire*.

² Le délestage des sous-traitants fut opéré par des associés occidentaux, tel Renault chez Nissan.

³ En tête desquels l'empereur, épargné par l'occupant américain, lors du procès des « criminels de guerre » qui l'avaient fidèlement servi jusqu'en 1945. Le pèlerinage annuel du premier ministre au mémorial de Yasukuni (où sont honorés les anciens combattants, y compris les criminels de guerre) procède du même conservatisme.

Chine qui surclasse le tout. Initiée par le Japon¹, subie par la Russie, bientôt rejointe par les Corée et Taïwan, la décélération démographique est partout bien avancée : la population va stagner ou se réduire. Le cœur de cette zone (Japon, Corée(s) et Taïwan qui contenait 4 % de la population mondiale en 2004 n'en contiendra plus que 2 % vers 2050, mais dans un ensemble de haute efficacité économique : près de 12 % du PIB mondial en 1995 et encore 7,6 % en 2050, ce qui implique un net accroissement du niveau de vie : par tête, le PIB se maintiendra un peu au-dessus du niveau américain. Certes, toutes les précautions détaillées par les dossiers économiques et démographiques du tome 2 doivent border l'interprétation de ces chiffres, mais rien n'affectera gravement leur allure générale, sauf crise mondiale ou guerre ravageant particulièrement — et longuement — la région.

La cohérence de celle-ci est profonde. Ses résultats éco-démographiques persistants sont assis sur de communs pilotes : des cultures où le respect dû à la famille, aux anciens et aux dirigeants n'a d'égal que la discipline dans le travail, comme dans la vie publique. Ces performances, modulées par des religions et des sectes souvent multiples, même en Chine² et entretenues par une forte scolarisation, sont fortement encouragées par les entreprises qui cultivent un patriotisme-maison. La Chine, encore communiste d'apparence, n'agit pas autrement sous la houlette de son parti. Un trait commun fort important concerne la propriété du sol et le statut des paysans : l'occupant américain d'après 1945 ou le parti communiste ont déraciné la grande propriété foncière, nonobstant des péripéties diverses dont la principale (la collectivisation des terres en Chine) ne fut qu'un épisode temporaire. Dans un tel contexte idéologico-politique, les crises sociales sont certes raréfiées, mais leurs manifestations sont explosives dès qu'elles débordent des protestations symboliques : les grèves coréennes, les manifestations étudiantes japonaises, les émeutes paysannes chinoises deviennent vite très violentes. L'apprentissage de la négociation, de forme syndicale notamment, le respect des minorités et de leurs organisations, les élections pluralistes et toutes autres formules d'ajustement démocratique peinent à s'enraciner dans un tel contexte, même lorsque le régime politique cesse d'être aussi répressif que celui de la Corée du nord.

¹ Y compris les familles, 6 millions de militaires et de fonctionnaires répartis dans la « sphère de coprosperité asiatique » conquise par le Japon ont reflué en 1945-46 vers cet archipel déjà très dense. La limitation à un enfant par famille a été imposée par l'État et acceptée par la population, si bien que, la longévité aidant, le Japon est devenu un pays de « vieux ».

² Où leurs hiérarchies sont surveillées, voire bridées, si elles sont étrangères comme celles des églises chrétiennes ou soupçonnées d'irrévérence, comme celles des lamas tibétains.

Ce contexte donne du prix à l'évolution politique de la Corée du sud où s'amorce une véritable révolution démocratique bourgeoise*. Après la guerre de 1950-53, ce pays dévasté s'est transformé en un « petit tigre », c'est-à-dire en une économie solide et offensive, dirigée par des monopoles de style militaire — les *chaebols* — et financièrement amorcée par des crédits publics. L'État militaire-nationalitaire* mis en place avec le soutien du protecteur américain s'est orné d'un décor démocratique dans lequel les sectes ont proliféré, et quelques syndicats ont pu percer. La « crise asiatique » a frappé ce pays en 1996, mais il s'est vite remis, non sans subir une crise politique rampante, qui a donné de la substance à la démocratie parlementaire. Depuis les années 1995, la surpuissance des *chaebols* a été réduite par des réformes économiques et culturelles ¹. Le président Roh Moo Kyun — ex-avocat des syndicats — évincé par le Parlement a été rapidement remis en selle par des grèves massives, accompagnées par une décision de la Cour suprême et suivies par des élections qui ont « rajeuni » le Parlement. Une femme est devenue premier ministre, etc. L'affaire n'est pas encore dénouée, mais la réforme en cours conforte la *Sunshine policy* qui a rapproché les deux Corée ².

Malgré ce rapprochement, la Corée du nord tarde à se réformer, comme la Chine l'y incite également, si bien qu'elle demeure une dictature militaire confortée par un parti communiste à l'ancienne et adossée à un État militaire-nationalitaire. En fait, les voisins de cet État moins chancelant qu'il y a une ou deux décennies souhaitent éviter son effondrement qui déverserait vers eux des masses miséreuses et imposerait une longue et onéreuse reconstruction à une Corée désormais réunifiée. L'exemple de la réunification allemande a fait pâlir la *Sunshine policy*. En outre, la Corée du nord sert de foyer à la plupart des pressions que les puissances rivales exercent sur toute la zone : pressions américaines qui ont logé ladite Corée sur leur « axe du mal », pressions japonaises où le mépris pour une vieille colonie qui se réunifierait s'habille de craintes quant au « surarmement » du nord ³ qui permettent au Japon de poursuivre son émancipation militaire (à retrouver plus loin), pressions chinoises qui tendent surtout à distendre les alliances que les États-Unis entretiennent avec le Japon et la Corée du sud depuis la guerre de Corée. Depuis trois ans, les rivalités dont Pyongyang est le prétexte plus que l'enjeu se sont cristallisées en une table ronde diplomatique présidée par Pékin où s'affirme surtout la montée en puissance de la Chine. Sauf dérapage,

¹ Abolition des comptes bancaires anonymes, suppression des « clubs de la presse » filtrant les informations à diffuser, réforme électorale, etc.

² Voir sur le présent site, l'essai sur *Le monde sinisé* où l'évolution des rapports entre les deux Corée est détaillée.

³ L'épisode actuel est lié à l'expérimentation par la Corée du nord d'une fusée qui pourrait éventuellement véhiculer son armement nucléaire (supposé, sinon vérifié) bien au delà du Japon, jusqu'à la côte Ouest des États-Unis.

l'affaire peut durer des années encore. Néanmoins, de petits liens se nouent entre les deux Corée, naguère séparées par une « zone démilitarisée » hautement fortifiée. Les haut-parleurs des propagandes locales ont été démontés ; une voie ferrée nord-sud a été rétablie et, par delà son trafic limité et surveillé, la Corée du sud rêve à son prolongement via la Chine qui transporterait plus vite et à bon compte certaines de ses marchandises en Europe ; en Corée du nord, le *chaebol* Hyundai a créé tout un parc industriel ; aux J.O. de 2008, à Pékin, les athlètes des deux Corée formeront une même équipe ; et, en Corée du sud même, le projet de déplacer la capitale plus loin vers le sud est vivement débattu, voire combattu.

Non sans interférences avec les problèmes coréens, les tensions affectant tout le nord-est asiatique ont un autre foyer, à Taïwan. L'essai précité sur *Le monde sinisé* m'a déjà permis de retracer le chemin qui a conduit cette province chinoise à devenir, après 1910, une colonie japonaise, puis à servir de repli en 1948-49 au Kuomintang vaincu, sur le continent chinois par les armées communistes. Une étape dûment soulignée, a été franchie en 1972, quand des accords négociés par Kissinger et Chou-En-Lai ont dissocié ce qu'il restait de l'alliance russo-chinoise, moyennant la reconnaissance de l'unité de la Chine, Taïwan inclus, pour ce qui est d'occuper le siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, alloué à ce pays. Ont été rappelés, de même, les embrouillaminis provoqués par le Sénat américain (avec le fréquent accord du Département d'État) qui a promis d'abriter Taïwan d'une « agression communiste ». Les tortillons des formules diplomatiques n'ont jamais été démêlés par les présidences ultérieures, la résultante étant que les États-Unis se sentent les mains libres pour « protéger » Taïwan et pour entraîner dans cette voie leurs alliés japonais et coréens. La montée en puissance de la Chine a tempéré les ardeurs desdits alliés, dont les engagements sont devenus de plus en plus prudents, cependant qu'à Taïpeh la maturation d'une démocratie parlementaire a rendus sensibles les évolutions politiques d'une île engagée dès les années 1960 dans un essor capitaliste à la coréenne, puis plus tard attirée vers de rentables investissements sur le continent chinois, d'abord par le détour de Hong-Kong, puis de façon de plus en plus ouverte et directe. De fait, Taïwan est l'une des locomotives de l'essor chinois, si bien que les partis taïwanais sont divisés et hésitants : l'ambiance économique de la Chine les influence fortement, son ambiance politico-culturelle les inquiète ou parfois leur répugne. Sur la lancée actuelle, Taïpeh et Pékin pourraient finir par transposer les accords signés naguère entre Pékin et Hong-Kong (et son protecteur britannique), surtout si les leçons de l'expérience plus qu'à demi réussie à Hong-Kong étaient convenablement tirées par une Chine continuant de s'assouplir. Mais une telle « capture » de Taïwan par la Chine priverait les États-Unis d'un levier dont ils usent vis-à-vis du Japon et, sans doute, inquiéterait également ce dernier, cependant que la Corée, plus tournée vers sa réunification potentielle — et dénuée d'affection pour son ex-colonisateur japonais — serait sans doute moins perturbée. De ce fait, le dégel de cette région

figée par la guerre froide, ne s'opérera pas sans délais, ni même sans péripéties majeures. En tout cas il se décidera pour une grande part, loin de la mer de Chine septentrionale, dans la dynamique du système mondial tout entier. On peut en juger en réexaminant l'Asie du nord-est du point de vue des puissances mondiales les plus attentives à son devenir.

Ici, les deux puissances les plus directement concernées sont évidemment la Chine et le Japon. Il se pourrait que — d'ici une décennie, peut être — ces deux pays soient engagés dans une vive compétition économique, non seulement pour les ressources et les marchés du sud-est asiatique, mais aussi en maintes autres régions du monde. Mais cette préoccupation mûrira lentement car, pour le moment, les deux économies sont plus complémentaires que rivales. Le Japon, comme les autres pays déjà industrialisés a investi en Chine pour y localiser certaines de ses productions, la Chine, de son côté, a besoin d'équipements dont le Japon est un bon producteur. Les exportations japonaises en Chine excèdent désormais celles des États-Unis. En outre les deux pays ont des intérêts communs, qu'il s'agisse de protéger leur commerce asiatique d'un brutal libre-échange à l'américaine ou d'entretenir le réseau des accords de *swap* entre les banques centrales de l'est asiatique. D'où leur coopération avec l'ASEAN (à retrouver plus loin) et l'intérêt qu'ils pourraient porter à d'autres étapes d'une progression vers une monnaie asiatique commune ¹.

Mais la situation est moins engageante, d'un point de vue politique. En fait, la Chine — qui n'a repris ses relations diplomatiques avec le Japon qu'en 1972 — dérange ce pays, d'une part en l'obligeant à partager la prédominance dans la mer de Chine septentrionale et en faisant aussi sentir son influence dans un sud-est où le Japon, animateur de la Banque asiatique de Développement et principal fournisseur de maints produits industriels « régnait » seul, sous le regard plus bienveillant que compétitif des États-Unis. Au nord-est, le dérangement s'accroîtrait si la Corée du nord se « nucléarisait » vraiment ou si Taïwan rentrait dans le giron chinois. Une simple fusion de la Corée, se libérant — par hypothèse — de l'alliance américaine serait déjà un vrai tracas. D'où un jeu de bascule où le déséquilibre menace souvent. Pour ce qui est des affaires coréennes, les tables rondes diplomatiques à six pays ² permettent de calmer le jeu des uns et des autres, mais cet expédient n'aura qu'un temps. Néanmoins, la difficulté principale concerne Taïwan. Le Japon sait qu'une pleine indépendance de son ancienne colonie formosane est impossible — ou, ce qui revient au même, provoquerait un *casus belli*, comme la Chine le souligne en toutes occasions. Mais il sait aussi que

¹ Surtout si leurs énormes réserves en \$ étaient soumises aux aléas qui menacent cette monnaie d'un pays surendetté.

² Les deux Corée, la Chine et le Japon, mais aussi la Russie et les États-Unis.

le retour complet de Taïwan sous la souveraineté chinoise, fût-il drapé dans de voiles à la hongkongaise, le privera, lui Japon, du levier grâce auquel il a peu à peu élargi sa dépendance militaire et politique, vis-à-vis de son vainqueur de 1945, ce qu'il a fait en 2006 encore, à un moment où les États-Unis voulaient conforter un gouvernement taïwanais inquiet ¹ Un renouvellement de la protection américaine, tel celui que pourraient proposer les États-Unis s'ils réussissaient à entraîner pleinement le Japon dans l'établissement (et le financement) de leur bouclier anti-missiles ² ne rassurerait pas le Japon, qui préférerait, sans aucun doute, retrouver sa pleine souveraineté militaire, y compris en matière d'armement nucléaire : dès à présent, les Japonais ont la pleine capacité scientifique et industrielle de s'équiper de la sorte, si ce n'est déjà entrepris à la sournoise, comme ont su le faire Israël ou le Pakistan.

On conçoit que, dans l'énorme *Kriegspiel* — pour le moment, plus symbolique que militaire — que jouent les États-Unis, le Japon et la Chine, les autres États là-présents sont des pions plus que des acteurs. La Corée du nord peut gesticuler, Taïwan peut brandir le drapeau de l'indépendance, cela importe peu, tant que les trois maîtres du jeu règlent la partie. Mais il suffirait que l'un d'eux évalue d'autre manière ses intérêts, dérange le jeu en sous-estimant tel de ses « partenaires » ou décide de passer à l'offensive pour que la guerre advienne. D'autant que, même dans une situation où le « feu nucléaire » pourrait éclater, les initiatives incongrues de forces politiques diverses peuvent provoquer un déraillement général, comme l'histoire des guerres européennes du 20^e siècle en fournit maints exemples. Si bien que les trois grandes puissances concernées localement — et, par ricochet ou de proche en proche — toutes les autres grandes puissances mondiales ont intérêt à blinder leur *Kriegspiel* par des précautions multiples et subtiles pour que s'instaure

¹ La Chine a répondu à toutes les velléités indépendantistes de Taïpeh par des pressions militaires. Les dernières en date ont été l'installation sur le continent de batteries de missiles pouvant traverser les 260 km du détroit de Formose. Les États-Unis ont obtenu du Japon qu'il inscrive ce détroit dans l'aire que sa marine aurait éventuellement à défendre. Dans le même temps, l'armée « défensive » du Japon a pu apporter aux États-Unis un modeste renfort en Irak — c'est-à-dire loin du périmètre d'auto-défense où l'armée japonaise est contenue depuis les traités d'après-guerre.

² Dont ils rêvent d'entourer la Chine et ce qu'il reste de capacités nucléaires, à leurs yeux menaçantes, du côté de la Russie, en faisant mine d'ignorer que ce bouclier est une vue de l'esprit, sauf novation scientifico-technique à ce jour inatteignable. Les échecs expérimentaux répétés depuis que Reagan délira sur le thème de la « guerre des étoiles » ont toutes chances de perdurer, nonobstant les « succès » fragmentaires et hasardeux, comme celui de juin 2006 dans le Pacifique sud.

une solide dissuasion réciproque, non plus entre deux « joueurs » comme au temps de la guerre froide, mais entre **n** joueurs ¹.

Devant de tels enjeux, il est évident qu'aucun moyen d'action n'est à dédaigner. Quand la Chine et la Russie fondent l'Organisation de Coopération de Shanghai, pour évincer les bases américaines d'entre leurs pays, ils agissent pertinemment et il n'y aurait que des avantages à ce qu'une telle coopération soit étendue à d'autres partenaires et à d'autres sites, mais aussi à d'autres problèmes. Le Japon à la pointe est de son archipel et la Chine du côté des îles Spratleys en mer de Chine australe ont le contrôle d'eaux territoriales plus ou moins disputées sous lesquelles des gisements pétroliers ou gaziers ont été repérés ou sont prospectés. Les conflits de souveraineté ne se sont pas envenimés autour de ces richesses de plus en plus prisées, mais les appétits des compagnies intéressées et des États concernés vont inévitablement s'aiguiser, sauf si de sages actions préventives sont décidées. La Chine qui montre patte blanche en ces domaines a formulé des propositions aussi intéressantes que vagues (suspendre les litiges territoriaux, organiser l'exploitation par coopération des États) mais il serait opportun de passer vite aux travaux pratiques, comme on pourra en juger plus loin sur le cas principal qui concerne l'Asie du sud-est où il existe une ASEAN qui pourrait héberger les coopérations nécessaires. La Chine, encore elle, pourrait offrir de bons exemples dans un autre domaine, lié au sort de Taïwan. Comme elle pratique volontiers une politique lente et expérimentale, il n'y aurait que des avantages à ce qu'elle loge l'intégration par étapes d'un Taïwan autonome, dans une gamme d'expérimentations internes, visant à démocratiser la gestion de certains des étages de son organisation politique (voir le chapitre précédent), en assortissant cette démarche de contrôles externes ², comme de contrôles internes de nature démocratique. Dernier exemple, de portée idéologique majeure, tout comme le précédent : le Japon gagnerait à comprendre pourquoi la Chine, les deux Corée et bien d'autres États asiatiques se rebiffent lorsque son Premier ministre en exercice va honorer les héros auxquels est consacré le mémorial de Yasukuni, tant il est vrai qu'il faut savoir finir une guerre, surtout quand on l'a déclenchée.

À titre de contrôle des réflexions précédentes, on peut adopter l'hypothèse que les États-Unis — quand ils seront désempourbés du Proche et Moyen-Orient ou quand leur politique aura retrouvé quelque souplesse — pourraient orienter leurs

¹ Ici **n** = 3, mais comme d'autres parties pouvant rejaillir ici se prolongent ou se nouent autour d'autres **n**, il est souhaitable que les politiques soient conscients des risques et sachent tenir en laisse leurs militaires.

² Comme ceux que l'ex-colonisateur britannique a confiés à ceux des citoyens hongkongais à qui il a offert, avec un passeport *ad hoc*, une pleine citoyenneté britannique.

efforts de *containment* ¹ vers une rénovation de leur emprise sur l'Asie du nord-est qui sera considérée ici, en faisant abstraction des interférences avec les actions américaines qui pourraient être initiées ou poursuivies en d'autres régions du monde.

Cette rénovation continuerait d'être centrée sur le Japon. Elle est préfigurée par la création d'un Commandement militaire intégré, esquissé en 2006 et à mettre en place en peu d'années. Il ne pourrait s'agir d'une mise sous tutelle des armées régionales semblable à celle que le Pentagone continue d'entretenir, vaille que vaille, en Amérique latine, ni d'une transposition du modèle OTAN qui, d'extension en distorsion, n'est plus un modèle, mais une simple forme de transition vers la constitution d'une Légion Étrangère autant que possible souple et disciplinée (par le Pentagone). Ici, ce ne pourrait être qu'une coopération militaire nippo-américaine, organiquement agencée, sous une houlette américaine, car l'intégration de nations jadis conquises — mais non séduites — par le Japon se heurterait à de probables refus, pas seulement coréens. Dans ce cadre, le Japon prendrait du galon en échange d'efforts comme ceux qu'il vient de promettre (surveiller le détroit de Formose, recevoir un porte-avion *nucléaire* américain sur la base navale proche de Tokyo où un vieux porte-avion à diesel attend sa prochaine retraite, etc.). La réduction de l'effectif des *marines* stationnés à Okinawa pourrait cesser ². Du militaire au financier, il n'y a qu'un pas que les États-Unis pourraient franchir en offrant au Japon de remplacer le *burden sharing* ³ par des participations dans des actions supposées riches de retombées industrielles (bouclier anti-missiles, opérations de la NASA, etc.), voire dans une extension des écoutes de type Échelon qui feraient du Japon l'équivalent asiatique de la Grande-Bretagne. Et ainsi de suite. Bref, les États-Unis et le Japon marieraient leurs efforts et leurs apports dans une nouvelle « sphère de coprosperité Asie-Pacifique » distincte de l'APEC mort-née que l'on retrouvera plus loin. Pour qu'une telle orientation ait chance d'impressionner la Chine, il faudrait évidemment que les Corée du sud, Philippines, Indonésie et autres Thaïlande ou Birmanie qui sont souvent encore des alliés nominaux des États-Unis — et, plus rarement, des partenaires proches du Japon — acceptent de s'aligner sur l'alliance ainsi esquissée

¹ Au début de la guerre froide, les stratèges américains ont hésité entre le refoulement de l'URSS et son enfermement (*containment*). De fait, les partisans de cette seconde voie l'ont emporté, mais depuis l'implosion de l'URSS, les héritiers de la première tendance sont à l'œuvre pour tronçonner l'ancienne URSS et son aire d'influence. Quant à la Chine, non inscrite sur « l'axe du mal », mais tenue en grande suspicion, les options stratégiques américaines n'ont pas encore été clarifiées, sauf à considérer les offensives de l'ère bushienne comme les débuts d'un refoulement à visées mondiales.

² Sur la position centrale d'Okinawa, voir la carte reproduite dans l'essai sur *Le monde sinisé* téléchargeable ici : http://classiques.uqac.ca/contemporains/fossaert_robert/PMO/PMO.html

³ Partage du fardeau des frais d'occupation, dénommés, aussi, dépenses de solidarité.

ou, à tout le moins, y apportent quelques concours, aussi circonspects soient-ils. L'idéal (américain) serait que l'Inde elle-même aide — d'une façon ou de l'autre — à « contenir » la Chine.

Bien évidemment, la Chine ne serait ni anesthésiée, ni intimidée par des manœuvres stratégiques d'une telle ampleur, ni par aucune des variantes assouplies ou dragéifiées qui pourraient leur être substituées. Dès aujourd'hui on entrevoit les actions obliques ou les contre-feux qu'elle leur opposerait le moment venu ou qu'elle prépare dès à présent. Sa rigidité vis-à-vis des indépendantistes taïwanais ne procède pas seulement du désir de « couler ce porte-avion insubmersible » ancré au large de ses côtes, mais tend également à prévenir les ambitions indépendantistes qui pourraient prendre quelque ampleur dans ses diverses minorités ethniques. De ce point de vue, le rail qui grimpe enfin vers le plateau tibétain est — stratégiquement — de même nature que les batteries de missiles tournées vers Taïwan. Le calme manifesté dans une défense circonspecte de la Corée du nord ou la paisible bénévolence dont Pékin fait preuve vis-à-vis de la *Sunshine Policy* de Séoul peuvent être interprétées comme des mesures de retardement, en attendant que, dans une situation décantée, de soudains virages deviennent nécessaires, sans qu'on puisse préjuger de leur sens. Ailleurs, bien au delà des effets hypothétiques — et des prolongements envisageables — de l'Organisation de Coopération de Shanghai, il faut également prêter attention à l'avenir des relations entre la Chine et la Russie ou l'Iran, sans parler de l'Europe et de l'Amérique latine qui intéresseront de plus en plus Pékin, à mesure que ses capacités de manœuvre se seront renforcées.

Bref, en partant du théâtre qu'est l'Asie du nord-est, on se trouve nécessairement entraîné dans un examen de tout ce qui bouge et bougera dans le système mondial actuel. Sans doute en ira-t-il de la sorte jusqu'à ce qu'une novation du système mondial ait changé la donne, ce dont il serait — aujourd'hui, en 2006 — déraisonnable de préjuger. D'autant qu'en abordant, ci-après, les problèmes structurels de l'Asie du sud-est, on découvrira, sur cet autre versant de l'énorme Chine, un faisceau d'autres interrogations. Et qu'après s'offrira un bref détour par les mers du Pacifique sud où des turbulences originales résistent aux efforts pour les calmer. Prochaines étapes d'un *Inventaire du 21^e siècle* qui s'achèvera par un retour vers les États-Unis omniprésents, pour juger de la façon dont ils fonctionnent, comme couvercle de la marmite qu'est notre actuel système mondial.

Zone 9 : L'Asie du sud-est, monde d'archipels et de péninsules

[Retour à la table des matières](#)

En passant du nord-est au sud-est de l'Asie, on change de région du système mondial, nonobstant la lourde présence de la Chine dans les deux cas. Au nord, les peuples qui flanquent la Chine ne pèsent que 10 % de celle-ci ; au sud, leur poids relatif est d'un bon tiers et, pour l'essentiel, ce ne sont pas des populations sinisées. En effet, les aborigènes dont les principaux descendants actuels sont les malais, ont été mêlés à d'autres apports et soumis à des modèles d'organisation venus d'autres civilisations. Qui voudrait explorer cette complexité moins bien documentée que celle de la Chine multimillénaire devrait transposer, cas par cas, l'admirable méthodologie macrosociologique déployée par Denys Lombard pour ce qui est de l'aire javanaise, civilisation dont il a soigneusement dégagé les strates coloniales, avant de démêler l'influence séculaire des divers réseaux asiatiques et d'atteindre enfin le tuf des royaumes qui donnèrent ses premières formes massives à ce qui est devenu l'Indonésie actuelle ¹. De façon très simplifiée, on peut reprendre les conclusions majeures de cette recherche savante en les rangeant en quatre étapes successives. La première s'appuie sur les traces immenses des poussées venues des Indes : temples-États ou royaumes aux souverains divinisés déployant autour de tels temples une riche riziculture, selon une organisation tributaire*, exemples étalés du Majopahite javanais au Pagan birman et à l'Angkor cambodgien. La seconde étape tend surtout à enrichir le tributaire par l'effet du capital marchand* venu du Goudjérat et d'Oman, ou d'autres sources arabes ou hindoues ; tout un semis de sultanats ou d'émirats se déploie du 13^e au 18^e siècle comme points d'appuis soutenant ces réseaux marchands, auxquels se mêlent finalement des courants occidentaux remontant jusqu'aux sources du très rentable commerce des épices. La caravelle annuelle que les Espagnols font naviguer d'Acapulco à Manille (où elle se charge, comme fret de retour, de produits venus de Canton) n'est qu'un faible précurseur, même si l'hispanisation des Philippines en sera l'ultérieure conséquence. Mais l'afflux occidental s'enfle énormément lorsque les Portugais, talonnés par les Hollandais et bientôt suivis par les Anglais déboulent, par l'Afrique enfin contournée, jusqu'aux Indes et aux îles de la Sonde. En deux siècles marqués notamment par la guerre de Sept Ans (1756-63) et par les guerres napoléoniennes, les escales et les plantations conquises par des Européens s'enflent en empires dont les plus vastes sont le Britannique et le Néerlandais, dans leurs Indes respectives. Cette troisième étape, de plus en plus impérialiste quand le capital industriel multiplie, en Europe même les tissus, les rails et les armes à

¹ Voir Denys Lombard – Le carrefour javanais – Essai d'histoire globale, Paris 1990.

exporter, aboutit finalement à la colonisation d'à peu près toute l'Asie du sud-est. L'exception la plus notoire est celle du Siam devenu Thaïlande. Tout comme aux Indes, cette colonisation déplace peu d'Européens vers ces riches zones exotiques. Ainsi, par exemple, les Hollandais ne formeront jamais plus de 0,5 % de la population totale de « leurs » Indes. L'Asie du sud-est n'est pas du tout une région européanisée comme l'Amérique latine. Mais elle est partiellement sinisée, car elle offre à partir du 19^e siècle un exutoire aux miséreux du sud chinois, d'autant qu'à Java, en Malaisie et en maints autres sites les plantations européennes aspirent de la main-d'œuvre. La quatrième et dernière étape du bâti régional est inaugurée par l'invasion japonaise de 1941-42 qui ébranle tous les empires européens, bientôt promis à une décolonisation générale. De la Birmanie à la Thaïlande, les Japonais trouvent parfois des appuis, même lorsqu'ils ne pénètrent pas ; aux Philippines et en Indonésie, des résistances nationalistes se cristallisent contre eux. Mais dans les deux cas ils font s'effondrer le mythe de la supériorité européenne, parachevant de la sorte la leçon donnée à la Russie, dès 1905. Ainsi, l'âge des indépendances — retrouvées ou construites — s'ouvre en Asie sud-orientale, une guerre mondiale après celle dont le Proche- et Moyen-Orient tira les siennes — et bien avant que l'Afrique soit touchée par cette vague (souvent impréparée chez elle).

En 2004, l'Asie du sud-est (Chine non comprise) contenait 9 % de la population mondiale et sa part, en lent déclin, sera d'environ 8 % vers 2050. La baisse de natalité est nette mais inégalement répartie, si bien que les jeunes générations demeurent très fortes. Quatre pays contiennent aujourd'hui 83 % de la population totale, mais leur poids relatif se modifiera d'ici 2050. L'Indonésie tombera de 41 à 39 % et la Thaïlande de 12 à 10 % alors que les Philippines et le Vietnam passeront, chacun, de 15 à 16 %. Aucun des six autres pays de cette zone n'est minuscule, si ce n'est Brunéi, émirat pétrolier du nord Bornéo qui n'a pas voulu fondre sa richesse dans la Fédération malaise. Singapour qui s'est également disjoint de cette fédération est, de son côté, une ville-État d'environ 4 millions d'habitants. Au reste, la zone en son entier n'est pas encore des plus riches, mais son élan est pris : en 2005, elle a produit 4,1 % du PIB mondial ; en 2030, elle en fournira vraisemblablement 5,1 %. Présentement, les inégalités, en PIB par tête sont très grandes entre les riches Singapour et Brunéi, suivies d'assez loin par la Malaisie et la Thaïlande, tandis que la Birmanie et les Philippines jouissent d'un niveau moyen pour la région et que le Cambodge, l'Indonésie, le Vietnam et le Laos sont les plus pauvres. Ici, comme en Amérique latine ou aux Indes, les écarts

de revenus sont très vastes, à l'intérieur d'un même pays, fût-ce la pauvre Indonésie. Autrement dit les tenseurs des luttes sociales pour le partage du revenu comme pour sa croissance sont à observer de près.

Tout la zone est faite d'îles et de presqu'îles, si bien que les États un peu « ventrus » y sont des plus rares, d'autant que le Vietnam qui est un assez gros État étale son long couloir central entre les riches plaines de Hanoï et de Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon), tandis que la vaste île de Bornéo est partagée entre la Malaisie et l'Indonésie ¹. Il n'empêche que la population de l'Indonésie dépassera celle des États-Unis durant la prochaine décennie et que les Philippines sont, dès à présent, d'un tiers plus nombreux que les Français. Or ces deux États sont parmi les plus vastes, sinon les plus dynamiques de toute la zone est-asiatique, mais ce sont, l'un comme l'autre, d'énormes archipels étalés sur de vastes espaces : 5 000 km d'est en ouest et 2 000 km du nord au sud pour l'Indonésie, par exemple. Les problèmes de « continuité territoriale » qui « justifient » certains grands travaux européens ou japonais et qui motivent parfois diverses faveurs fiscales paraissent mesquins, vus de ce pays aux 13 000 îles.

En fait, l'Indonésie est un empire à colonies « internes », bâti par les Javanais puis les Bataves, dont l'assemblage a été défendu, sinon bien agencé, par les divers gouvernements d'après l'indépendance. Comme sous le régime colonial, l'armée est restée le principal appareil d'État. Quand un anticommunisme nourri par les craintes des propriétaires fonciers, les prônes des extrémistes de l'islam et l'hostilité à la minorité chinoise de Java a explosé, en 1966, en énormes massacres accompagnant le coup d'État militaire de Suharto, ce dernier a pu hisser l'armée aux plus larges pouvoirs : ceux du gouvernement et du parlement, mais aussi ceux des grandes entreprises et des administrations où les patrons et les techniciens qui les dirigeaient furent tous doublés par des officiers co-dirigeants. Cet « Ordre Nouveau », à peine corrodé par le temps et la corruption se maintint jusqu'à la fin du régime Suharto, lié à la crise financière de 1998, mais depuis lors, trois présidents — élus dans des conditions un peu améliorées de chaque cas au suivant — se sont succédé sans que l'État militaire-nationalitaire* ait glissé jusqu'à la république bourgeoise* à la faveur des assouplissements de la forme du régime* politique. La répression des tendances autonomistes n'a presque rien perdu de sa vigueur ², sauf dans l'ex-sultanat d'Atjeh, au nord de Sumatra, où les dégâts du tsunami de 2005, coïncidant avec l'adoption d'un partage plus équitable des

¹ Sans compter Brunéi déjà cité. Plus à l'est la Nouvelle-Guinée, elle aussi partagée, appartient plutôt à la zone 10.

² Notamment lors de la sécession de Timor-est qui se trouve aux limites de la zone 10 à examiner plus loin.

recettes pétrolières entre cette riche zone et le centre javanais ont — semble-t-il — permis d'apaiser une rébellion armée qui datait presque de l'indépendance.

L'Indonésie dispose, pour quelques petites décennies encore, de réserves de pétrole et de gaz qui ont nourri son budget et son économie. Considérée dans son entier, l'Asie du sud-est n'est pas riche en hydrocarbures, mais les quelques 4 % des réserves mondiales qu'elle détient encore (pétrole et gaz confondus) sont très inégalement réparties. Non compris Brunéi dont la richesse paraît exceptionnelle, en raison de l'exiguïté de sa population (env. 300 000 habitants), une grosse moitié des réserves régionales sont situées en Indonésie et dans la Malaisie voisine (dont les 3/4 pour la seule Indonésie). Ce pactole, exploité par une société d'État aurait pu servir d'assise à un capitalisme d'État* assez vigoureux, mais malgré quelques velléités de temps à autre, ce potentiel s'est dilapidé en privilèges et prébendes pour officiers de haut rang. L'armée nationale a, en quelque sorte, relayé les administrateurs de la *Jan*¹ — qui donnèrent tant d'élan à la Bourse d'Amsterdam. Néanmoins, les richesses naturelles moins aisément captables de diverses provinces (épices, etc.) et les progrès atteints en matière de riziculture et d'aquaculture par des paysanneries joints à un modeste développement industriel ont permis à l'Indonésie de développer fortement ses exportations, sans avoir à obérer leurs recettes par de lourdes dépenses pétrolières. L'Indonésie bien dirigée pourrait prendre un élan comparable à celui de l'Inde, sinon de la Chine. Elle en est encore loin.

Son déficit, joint au saupoudrage d'une population dans des milliers d'îles — hormis Java et Madura, très densément peuplées — n'a pas permis de donner à la politique de transplantation de familles vers les riches espaces densifiables de l'immense Sumatra et de maintes autres provinces, toute la vigueur et la souplesse qui pourraient garantir l'efficacité économique et culturelle d'un tel aménagement du territoire. Les réticences au départ — trop souvent forcés — et les hostilités dans les territoires d'accueil se sont parfois muées en émeutes, alors qu'ailleurs des tensions explosaient pour d'autres raisons, telle la xénophobie antichinoise, le harcèlement islamiste des chrétiens (Amboine) ou la répression des anciens auxiliaires coloniaux (Moluques). Ces difficultés récurrentes n'ont pas empêché l'État de promouvoir une langue nationale unifiée — dérivée du malais — en en faisant le support de l'enseignement public, même à Java où le dialecte local est assez différent de cette variante passe-partout. L'unification langagière a plutôt réussi, du moins dans la mesure où l'enseignement a gagné du terrain et où la plupart des médias modernes se sont pliés à son usage. Mais cela n'a pas suffi pour faire de l'Indonésie une nation unifiée. Le pays est encore un paysage culturel aussi

¹ Surnom de la Compagnie néerlandaise des Indes Orientales, à ne pas confondre avec sa contemporaine, la Compagnie anglaise surnommée la *John*.

vaste que divers, quels que soient les efforts de la *Jemaah Islamiyah* pour propager une vision intégriste de l'islam et fertiliser le terreau où poussent de-ci de-là quelques groupes de *Laskar Jihat*. En données statistiques brutes, l'Indonésie est « le plus grand pays musulman du monde », mais c'est aussi un ensemble de terroirs où des islams de qualité diverse se sont plus ou moins chargés de traditions javanaises (ou autres). Donc, une terre d'avenir, au présent encore médiocre.

Les Philippines ont beaucoup des défauts de l'Indonésie et peu de ses qualités. Ici, la colonisation a été plus stratégique que marchande. Les États-Unis ont « acheté » cet archipel à l'Espagne, en même temps qu'ils s'emparaient de Cuba (1898). Deux ans plus tard, ils ont vaincu une révolte à la Bolivar, puis ont attendu 1935 pour accorder à ce pays une autonomie à la portoricaine, pour finir par consacrer sa pleine indépendance, en 1946, après le départ des envahisseurs nippons. La classe héritière des *compradores* métissés de l'époque hispanique et mâtinée de fort peu d'Américains a continué d'exercer le pouvoir dans ce pays sous protection américaine. Son pouvoir a été agencé comme celui des républiques sud-américaines et la comparaison garde beaucoup de sa valeur aujourd'hui, malgré quelques poussées indépendantistes, comme celles qui ont imposé l'évacuation des bases américaines de Clarke et de Subic, en 1991 (après l'explosion du volcan Pinatubo).

Faute d'or, d'épices et de pétrole, le capital marchand américain s'est peu intéressé à cet archipel où les latifondiaires locaux ont continué de développer leurs plantations. Un développement économique très médiocre a été administré par un État aristocratique-bourgeois* banalement soumis à des coups d'État et à une forte corruption comme ses semblables sud-américains, à ceci près qu'ici les novations qui ont permis à quelques républiques américaines d'accéder à une forme politique plus évoluée n'ont pas eu d'équivalent. Mâles ou femelles, officiers ou civils, les Chefs d'État qui se sont succédé à Manille ont été produits par des élections aussi libres et sincères que celles qui ont approvisionné le Pakistan. Le nationalisme local n'a été servi que par l'adoption, en 1936 du tagalog comme langue officielle. Réprimées de façon musclée, les révoltes populaires qui se sont répétées, notamment sous la conduite du Front islamique Moro, notamment dans la grande île de Mindanao, au sud de l'archipel, ont permis à l'élite philippine de se rallier de grand cœur à l'anti-terrorisme d'après 2001, ce qui a eu pour principal effet pratique de permettre un retour de bases américaines (encore limitées) sur le territoire philippin. La capture de touristes pour en tirer rançon — qui s'est répandue ici autant qu'au Yémen — n'a pas été gênée par ce retour.

Bref, les Philippines sont, plus encore que la grande Indonésie, incapables de jouer un rôle moteur dans l'organisation et le développement de l'Asie du sud-est. Pour trouver de tels leaders — actuels plus que potentiels — il faut se tourner vers

trois États, de dimensions beaucoup plus modestes. Des remorqueurs, en somme, plutôt que ces lourds supertankers mal manœuvrants. Singapour est le plus riche, le plus actif et le plus persévérant de ces États-moteurs. Située au débouché du détroit de Malacca, route principale du commerce maritime entre l'Asie orientale et l'océan Indien, cette ville-État a accompagné le développement de l'Asie orientale, puis est devenue la porte du Japon et l'une des portes arrière d'une Chine encore fermée, avant de servir autant ou mieux que Hong-Kong l'élan de cette dernière. À cette fin, elle est devenue (en même temps que Rotterdam) le port le mieux équipé et le plus diligent, tout en s'étoffant de quelques industries bien choisies et en développant ses capacités bancaires et boursières au point d'être — toujours comme Rotterdam et autant que New-York — l'une des principales bourses pétrolières mondiales. Massivement enrichie par cet essor, elle a pu offrir à toute sa population — où se mêlent Chinois, Malais et Tamouls — un niveau de vie des plus élevés en Asie, tout en mettant un terme, de façon d'abord brutale, puis de plus en plus habile aux dissensions interethniques. Emplois, logements, écoles de tous niveaux ouvertes à tous et urbanisme intelligent ont servi cette politique, élaborée par un parti unique qui est, de fait, le garant de l'ordre social et le sélectionneur d'élites politiques soigneusement dosées ; politiques décidées par un parlement ouvert aux débats d'une société civile* proliférante, l'État étant lui-même un important partenaire du capitalisme privé international qui a pu affluer ici, pour autant que ses projets et ses actes s'accordaient avec les orientations dudit État. Un exemple réussi, en somme, de capitalisme monopoliste* marié à un capitalisme d'État qui le guide. À bon droit son leader historique, Lee Yuan Kew, a pu faire adhérer son parti à l'Internationale socialiste qu'il ne dépare en rien, bien au contraire ; et il a su également pratiquer une longue retraite, ce qui n'est pas d'usage courant en Afrique et en Asie. Enfin, comme il convient à un État géré à la façon des marchands, il a su naviguer entre les puissances : ainsi, en 2000, il a transféré son ambassade de Taïpeh à Pékin, tout en renouvelant les « facilités portuaires » offertes à la flotte américaine « protectrice » de Taïwan et garante potentielle de la circulation dans le détroit de Malacca.

La Malaisie n'a pas gardé rancune à Singapour de l'avoir quittée. En effet, ce pays issu de la fédération des États malais (de la péninsule et du nord Bornéo) que le colonisateur britannique avait assemblée dès 1895, a poursuivi une politique proche de celle de Singapour, pour autant que sa complexité géographique et son orientation aussi industrielle que marchande le lui permettait. Enrichie par l'hévéa transplanté du Brésil, riche de ressources minières diverses, telles l'étain ou le pétrole et dotée de longue date d'une agriculture variée, la Malaisie a bâti une économie des plus actives, cependant que le pouvoir politique y glissait des émirats et sultanats « de base » vers la Fédération elle-même. Mahathir, habile et orgueilleux président, volontiers donneur de leçons à l'Occident américanisateur et belliqueux et aux pays musulmans confits dans le culte de gloires passées et

inaptes à se réformer, a marqué les succès économiques et politiques de sa Fédération par l'édification à Kuala-Lumpur des deux tours jumelles les plus hautes d'Asie (500 m.). Mais ces succès, complétés par une réelle pacification de populations un temps agitées de tensions entre ethnies plus variées que celles de Singapour ¹, n'ont pas seulement été couronnés par de tels symboles, car la Malaisie est devenue un pays dynamique, doté d'un État aristocratique-bourgeois* dont la transition vers une République bourgeoise est bien amorcée et dont l'influence se fait sentir dans toute l'Asie du sud-est. La Malaisie est le modèle dont s'inspire notamment le seul pays en modernisation rapide du Proche et Moyen-Orient, les Émirats Arabes Unis, mais elle est aussi, dans sa région même, la principale locomotive de l'ASEAN (à retrouver un peu plus loin).

Le troisième État entraînant pour toute la région est l'héritier du vieux royaume de Siam qui, jamais, ne fut colonisé. Sa dynastie actuelle date du 18^e siècle et le roi demeure le chef d'État respecté d'un pays où l'État aristocratique-bourgeois est bien assis. Mais ce pays nullement idyllique a su faire preuve d'un grand opportunisme. Alors que l'offensive japonaise s'annonçait, il a guerroyé en 1941 pour récupérer des provinces jadis annexées par le royaume khmer, que la France coloniale avait partagées entre son Laos et son Cambodge. Un temps allié du Japon, il est ensuite devenu la base arrière des États-Unis en guerre contre le Vietnam, tant pour loger les bombardiers défoliateurs de jungles que pour assurer le « repos du guerrier » américain, ce qui donna naissance, pour la suite, à une industrie touristique à fortes connotations sexuelles. La Thaïlande prit aussi sa large part dans les trafics de drogue ² qui visaient à soutenir le moral des GI's, à financer les basses œuvres régionales de la CIA et à préparer la branche asiatique des réseaux ³ contre lesquels les États-Unis poursuivent leur inextinguible guerre anti-drogue. Ces vieilles turpitudes ne doivent cependant pas cacher les grands progrès économiques et politiques accomplis par la Thaïlande au cours des dernières décennies. Une agriculture multiforme déployée autour d'une riziculture fort efficace ⁴ occupe encore près de 69 % de la population active, mais l'industrie qui absorbe 14 % de celle-ci est déjà bien diversifiée et pleine d'élan. Depuis le début du 21^e siècle, le PIB croît chaque année d'environ 6 %, performance qui n'égale pas celle de la Chine, mais surclasse celle du Japon des années 1960-90.

¹ Efforts pour la promotion des Malais, semblables à ceux que l'Indonésie pratique. Refus des aides publiques aux écoles coraniques. Scolarisation généralisée, y compris pour les filles.

² En provenance du « triangle d'or » zone frontière entre Birmanie, Chine et Thaïlande.

³ La branche américaine de ces réseaux « justifie » la présence de l'armée américaine en Colombie et dans d'autres pays andins.

⁴ Et qui le serait plus encore, si le Japon importait les riz thaï, birman et vietnamien qui sont 4 à 5 fois moins coûteux que le sien.

Des cinq autres États assemblés dans l'ASEAN, deux méritent encore examen, en raison des divergences politiques qui ont retardé leur admission. Quant aux trois autres qui se situent aux extrêmes de la richesse (Brunéi) et de la pauvreté (Laos et Cambodge), je ne m'y arrêterai pas, sauf à souhaiter que la dynamique régionale puisse entraîner les uns et diluer la richesse de l'autre. Les deux cas « politiques » concernent les derniers admis dans l'Association, le Vietnam, agréé en 1995, et la Birmanie (rebaptisée Myanmar) admise en 1997. Comme l'Asie du sud-est a parfois tremblé devant la « menace communiste »¹ dont l'avant-garde était au Vietnam, on conçoit que ce pays, nullement désireux de figurer parmi les fondateurs de l'Association, en 1967, ait ensuite tardé à rejoindre ce groupe. Maintenant qu'il y figure, ses 86 millions d'habitants — dont plus de 50 % nés après la phase américaine de la guerre — font déjà preuve d'un dynamisme que l'assouplissement probable du régime politique continuera d'accélérer « à la chinoise ». L'accord des États-Unis en vue d'une admission à l'OMC a été acquis en 2006 et ajoutera à l'élan local, sauf crise américaine ou déraillement de l'OMC. En outre, l'intérêt que porte enfin la Banque Mondiale à l'aménagement du Moyen Mékong devrait bénéficier aux trois pays de l'ex-Indochine française. Bref, l'ASEAN s'est enrichie d'un moteur potentiel. On ne peut en dire autant de la Birmanie, arrivée deux ans après le Vietnam — mais admise une décennie plus tôt à l'OMC — car ce pays mal géré, encore travaillé par les trafics de drogue et par les révoltes des ethnies logées à la périphérie de sa vallée centrale, ne peut faire respecter son État. L'armée, mêlée à divers trafics, est peu combative, la coexistence des populations d'ethnies différentes ne s'obtient que par une répression méthodique ou par tolérance des trafics, les compagnies internationales — comme Total qui exploite le pétrole local — protègent leurs agissements par la bénédiction d'un ou plusieurs généraux de la junte gouvernementale. Bref, l'État peut être violent, mais il n'a pas de racines profondes, c'est une forme militarisée de l'État aristocratique*, bien incapable d'esquisser le travail nationalitaire qui le conforterait. D'où la cristallisation occasionnelle des oppositions autour de la fille du général, allié aux Japonais, qui fut le « père fondateur de la Birmanie moderne » et le soin que met la junte au pouvoir à maintenir cette Daw Aung Song Suu Kyi, à son domicile, aux arrêts de rigueur, nonobstant les campagnes internationales qui réclament sa libération et la participation de son parti à des élections libres². L'ASEAN a accueilli le Myanmar, par précaution contre un regain d'ingérence indienne ou par crainte d'une influence extérieure plus inquiétante encore, mais elle ne servira vraiment ce pays que si elle adopte des

¹ Mais beaucoup moins que ne le voulait la « théorie des dominos » qui nourrissait la fièvre obsidionale des États-Unis.

² Qui, dans le contexte local produiraient au mieux, une présidente « à la philippine » ou « à la pakistanaise ».

orientations franchement politiques, ce qui n'a jamais été son objectif, depuis sa fondation en 1967.

À cette date, l'ASEAN — c'est-à-dire l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est ¹ — a été fondée, sur l'initiative conjointe de cinq États : les trois petits dynamiques (Singapour, Malaisie, Thaïlande) et les deux mastodontes régionaux (Indonésie et Philippines). Elle s'est dotée d'une charte, inspirée par la déclaration de Bandoung (1955) qui avait donné naissance au groupe (onusien) des non-alignés, si bien qu'en effet l'ASEAN ne renforça aucun des deux blocs de l'époque. Elle poussa même la neutralité, jusqu'à s'interdire toute immixtion dans les affaires intérieures des États-membres, ce qui était de nature à freiner le libre échange des opinions et, surtout, la prise d'engagements de politique économique débordant du libre échange des biens et services. Il fallut encore neuf ans pour qu'elle s'enrichisse d'un traité d'amitié et de coopération (1976). Tels sont, aujourd'hui encore, ses principes. En fait, l'ASEAN est une zone de libre-échange, comme celle dont la Grande-Bretagne s'était faite l'avocat, en Europe, dès 1960. Mais elle n'a guère fait progresser les échanges en son sein. Le commerce intra-ASEAN représentait, en 1967, 12 % du commerce international des pays membres et il s'est élevé peu à peu jusqu'à ce que la crise financière de 1997-98 perturbe gravement ce mouvement. Après quoi le niveau s'est rétabli et a repris sa lente et modeste progression, pour atteindre, en 2004, 20 % desdits échanges pour l'ensemble des dix membres actuels. L'objectif affiché par l'ASEAN est de porter ce taux d'échanges intra-zone à 25 % en 2025.

L'ASEAN n'a pas d'organisation commune. Dans les capitales des 14 principaux pays importateurs de ses produits, elle réunit quand besoin est, des comités rassemblant les ambassadeurs locaux des pays membres. Sa modeste performance s'explique par le fait que les gammes de produits exportés par ses divers membres sont très semblables et comportent principalement des produits agricoles, piscicoles, forestiers ou miniers qui dépendent avant tout des données naturelles de chaque contrée. Autrement dit, la spécialisation des productions par pays n'a guère progressé, même pour l'industrie dont la part demeure minoritaire et pour les services dont le trafic international est, ici, embryonnaire, hormis les escales portuaires que Singapour surclasse de loin. Les membres de l'ASEAN disposent bien, le cas échéant, des financements de l'ADB, mais cette *Asian Development Bank*, pilotée par le Japon associe 47 pays d'Asie et du Pacifique, sans priorité particulière pour l'ASEAN ². Au total, celle-ci n'est nullement

¹ Ce qui donne un sigle français – ANASE — qui n'est pas entré dans l'usage où le sigle anglais – ASEAN – règne seul.

² Le cas du Moyen Mékong évoqué plus haut n'est pas la seule intervention de l'ADB, mais c'est un projet des plus ambitieux auquel la Banque Mondiale est mêlée.

l'équivalent de l'Union Européenne, mais elle a un peu plus de consistance que le MERCOSUR, lequel a été tellement chahuté par les péripéties monétaires et financières de l'Amérique latine qu'il est encore loin des modestes performances enregistrées ici. Pourtant, l'ASEAN jouit d'un poids politique virtuel qui l'impose à l'attention des grandes puissances, comme à celle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Ce paradoxe s'éclaire lorsqu'on examine les perspectives de l'**ASEAN + 3**, cette création récente et très évolutive. L'idée d'inviter aux réunions annuelles de l'ASEAN des représentants du Japon, de la Chine et de la Corée du sud est apparue comme un moyen d'examiner les échanges économiques internationaux *du point de vue de l'Asie orientale tout entière*. Les uns et les autres ont dû y trouver leur compte, puisque la rencontre occasionnelle de 1997 est devenue annuelle à partir de 1999. Un pas supplémentaire a été accompli lors de la rencontre de 2006 à Tokyo, quand il a été décidé de désigner ces rencontres sous le nom de *Sommet de l'Asie Orientale*, ce qui a fait de l'ASEAN une puissance virtuelle, associée à un sommet où ne sont pas invitées les puissances étrangères à la zone, quel que soit l'intérêt économiques, diplomatique ou stratégique qu'elles lui portent. Les visées des puissances participantes se conçoivent aisément, même si elles peuvent envelopper des objectifs plus profonds qu'on peut seulement imaginer. Mais pour bien évaluer ce nouveau *Sommet*, il faut évidemment s'inquiéter aussi de ce qu'en pensent les principales puissances non-invitées.

Le cas des membres de l'ASEAN est simple. Ils ont bâti une fusée porteuse d'espérances commerciales à laquelle d'autres États ont jugé bon d'adjoindre un étage supplémentaire : c'est la preuve d'un succès de l'ASEAN, aussi modestes que soient ses performances ; succès qui donne à chacun de ses dix membres un porte-voix qui amplifiera leur dire collectifs. En outre, leur refus répété de l'association générale de libre échange pour l'ensemble de leur Asie et du pourtour du Pacifique — dite APEC — que les États-Unis proposent périodiquement reçoit ainsi un puissant renfort. Le cas de la Corée du sud est tout aussi simple : cet ex-« petit tigre » entre dans la « cour des grands » qu'il fréquentait déjà ¹ depuis que sa *Sunshine Policy* l'avait mêlé au délicat problème de la Corée du nord, mais cette fois, elle s'y installe pour traiter d'échanges internationaux intéressant toute l'Asie orientale et tous ses partenaires. L'affaire devient plus complexe pour ce qui est du Japon et de la Chine. Le Japon de Koizumi ² attend sans doute de ce rapprochement un ragaillardissement de ses exportations, tandis que, d'un point de

¹ L'admission de la Corée du sud à l'OCDE, en 1996, concomitante à celle du Mexique n'était qu'une politesse.

² Premier ministre depuis 2001, qui s'emploie à secouer son parti libéral-démocrate pour permettre à son groupe parlementaire – majoritaire depuis les années 1960 – de réveiller une économie japonaise assoupie plus d'une décennie.

vue politique, il gagne quelques degrés supplémentaires de liberté vis-à-vis des États-Unis (tout en s'offrant sans doute à relayer certaines de leurs propositions dans les débats du nouveau Sommet). Peut-être même le Japon partage-t-il avec la Chine, un désir de « marquer » l'Inde, cet autre « grand » asiatique dont l'influence culturelle est grande dans la zone ASEAN. Quant à la Chine, on peut concevoir qu'elle espère renforcer et simplifier son rôle de protecteur des minorités chinoises d'Indonésie et de Malaisie, notamment contre les pressions qui viseraient à réduire le poids des capitaux chinois dans ces pays et qu'elle est peut-être disposée, en contrepartie, à traiter effectivement les disputes pétrolières des Spratly — et peut-être — des confins japonais, dans l'esprit amicalement coopératif de certaines de ses déclarations officielles évoquées ci-avant. Alibi ou précaution réelle, l'inscription des minorités musulmanes (hormis l'Indonésie) dans un ensemble politico-religieux très diversifié, est peut être aussi un moyen d'éluder la coalition anti-terroriste à l'américaine. Toutes spéculations qui demeurent, pour le moment, hypothétiques. Il n'est pas encore établi que le *Sommet de l'Asie Orientale* sera plus qu'un décor diplomatique.

Mais son existence même atteste que l'ASEAN a passé un cap difficile. La crise financière des années 1997-98 aurait pu ruiner bien d'autres perspectives que celle d'un Fonds monétaire asiatique piloté par le Japon. Les usages bancaires régionaux auraient pu être alignés sur le modèle occidental, comme le souhaitait le vrai FMI, celui de Washington, mais le secteur public bancaire qui est l'un des ressorts du capitalisme d'États dans la région n'a pas régressé, sauf au Japon, si la réforme des caisses d'épargne entreprise par Koizumi y est menée jusqu'au terme visé. Ailleurs, notamment en Indonésie, Malaisie et Thaïlande les actifs financiers directement influençables par l'État se sont maintenus ou ont augmenté, comme en Corée du sud. Sans compter les évolutions déjà évoquées de l'activité bancaire et boursière en Chine. Le souhait maintes fois répété par Singapour, d'assurer une meilleure sécurité maritime, ce qui impliquerait un maintien ou un renforcement de la présence militaire américaine dans la région a été partiellement exaucé, mais par d'autres moyens, auxquels la Malaisie et la Thaïlande ont mis du leur, modérément assistées par l'Inde et quelques pays européens (il est vrai, plus intéressé par le détroit d'Oman que par celui de Malacca). Seule l'Indonésie a laissé revenir une partie des contingents américains qu'elle avait expulsés naguère, mais son gouvernement branlant pouvait difficilement résister aux « nécessités » de l'anti-terrorisme.

Plusieurs tests majeurs vont se présenter au cours des prochaines années qui permettront de juger des évolutions politico-stratégiques de l'Asie orientale. Ils concernent le renforcement ou non de la présence américaine — outre la zone nord-est déjà examinée. Ils résulteront, plus encore, des prochaines étapes de la conversion japonaise, de « l'armée défensive » imposée par le vainqueur américain

de 1945, à des opérations de plus en plus éloignées de l'aire péri-japonaise, et, peut-être, de plus en plus dégagées de la tutelle américaine. Ils pourraient s'enrichir d'une réactivation des conflits frontaliers « non résolus »¹ qui sont nombreux dans une Asie du sud-est où l'ancienneté des États et la fréquente tenue d'archives peuvent en entretenir la « mémoire ». Ainsi, par exemple, on peut dénombrer autour de l'aire terrestre et maritime du Vietnam, des zones disputées (ou disputables) intéressant huit autres pays dont le lointain Brunéi. La longue Malaisie, continentale et insulaire, compte, elle aussi, huit États virtuellement ennemis. Et ainsi de suite, sans omettre les irrédentismes point rares dans les péninsules et archipels qui composent la région.

Le forum qu'était l'ASEAN se hissant jusqu'à dix participants a aidé à la pacification des frontières disputées ou douteuses, dans la mesure où elle a favorisé les progrès économiques de tous ces pays. Le forum enrichi de trois puissances substantielles qu'est le *Sommet de l'Asie orientale* pourra être plus efficace encore. Mais il lui faudra faire ses preuves à propos de frontières maritimes toujours abstraites, puis d'engins d'exploration et d'exploitation fort vulnérables et, ce, pendant les délicates décennies qui conduiront à l'après-pétrole, au milieu d'États avides d'énergie. Les commentaires chinois consacrés à ce *Sommet* soulignent qu'il est « l'unique organisation officielle pour le développement de la coopération sur la sécurité multilatérale dans la région de l'Asie-Pacifique »². Ils rappellent que, par ailleurs, les « Cinq pays de Shanghaï » ont créé, pour l'Asie centrale, « un mécanisme régional de coopération multipartite dans tous les domaines »³. Ils évoquent enfin l'accord sino-russe de 1995 « sur la coopération de défense des frontières » et l'accord de coopération sino-mongol conclu peu après dans le même but. Il serait loisible d'interpréter ces considérations comme l'amorce d'une sorte de doctrine de Monroe multilatérale, signifiant que « l'Asie aux Asiatiques » pourrait faire suite à « l'Amérique aux Américains » proclamée près de deux siècles auparavant. Mais on doit douter que les Américains feraient à cette nouvelle doctrine meilleur accueil que les Européens ne le firent à la précédente. Les optimistes ajouteront : heureusement que le Conseil de Sécurité des Nations-Unies se charge de « multilatéraliser » toutes doctrines de cette sorte ! Les pessimistes liront le dernier chapitre du présent *Inventaire* pour se faire une religion.

¹ Quand les passions nationalistes l'exigent, rares sont les conflits frontaliers qui ne peuvent plus être réactivés, quelle que soit leur ancienneté.

² Communiqué de l'agence Chine nouvelle.

³ Notamment en vue de l'éviction des bases américaines installées sur les confins afghans, on l'a déjà noté.

Zone 10 : Au loin, les îles des mers du Sud.

[Retour à la table des matières](#)

À vrai dire, la vaste zone que je pourrais aussi bien nommer « Océanie » est le plus vaste et le moins peuplé des déserts planétaires, désert du Pacifique sud où de petits navires et de rares avions desservent des centaines d'îles — mais moins que n'en contient l'Asie du sud-est ; et déserts terrestres qui couvrent une bonne partie de la Nouvelle Guinée et les 9/10^e de l'immense Australie ; si bien que des îles point trop exigües et assez peuplées, comme la Nouvelle Zélande ou la Nouvelle Calédonie y font bonne figure. Leur « nouveauté » dit la surprise des explorateurs européens qui les découvrirent, surtout au 18^e siècle, y plantèrent les drapeaux de leurs rois et baptisèrent à leur guise les populations « sauvages », mais souvent accueillantes qu'ils y trouvèrent, si bien que, d'îlot en archipel on trouve ici le catalogue entier des sectes réformées et des ordres catholiques. On doit néanmoins souligner que cette « nouveauté » et la hauteur paternelle des vues sur ces populations, mélanésiennes ou polynésiennes pour l'essentiel, disent surtout l'ignorance de ces navigateurs européens dont les descendants — anthropologues, archéologues ou artistes et savants d'autres obédiences — découvrirent peu à peu des sociétés fort anciennes, bien adaptées à leur environnement naturel et riches de cultures originales : ce fut alors le temps des Gauguin et des Margaret Mead. Puis vint le temps de la grande guerre navale entre le Japon et les États-Unis, suivie par une décolonisation incomplète qui peupla les Nations-Unies d'une pléthore de nouveaux membres et qui garnit les États-Unis d'une collection de protectorats archipélagiques, ornés d'autonomie locale, qui leur servent, aujourd'hui encore de pierres de gué dans l'océan Pacifique et de bastions du guet pour écouter et contrôler « ce qui passe par là » et surtout, ce qui traverse leurs espace aéro-satellitaire.

Un petit 1 % de la population mondiale vit sur ces terres dispersées, mais les deux tiers sont groupés, presque à l'anglaise, dans la province australienne dite Nouvelle Galles du sud et en Nouvelle Zélande, soit environ 20 millions de Britanniques, issus d'une colonisation tardive à laquelle l'Angleterre contribua notamment par le bannissement de ses *convicts*. Ouverte à l'immigration d'origine européenne — fut ce par le détour d'autres terres peuplées de Britanniques qui s'écartent d'une décolonisation à leur goût peu convenable ¹ — mais à peine

¹ Par exemple celles de l'Afrique du sud abolissant l'apartheid ou celle du Zimbabwe réquisitionnant les terres des colons blancs.

entrouverte à une immigration en provenance de l'Asie voisine, ces pays sont pleinement inscrits dans les réseaux occidentaux de production, d'échange et de crédit. On pourrait dire qu'ils sous-occupent des terres dont la population doublerait aisément ou même quintuplerait au prix d'adductions d'eau techniquement possibles. Mais telle n'est pas la visée des États locaux, gouvernés par des Républiques bourgeoises de bonne facture, quelles que soient les alternances de partis au pouvoir. Dotés de richesses minières abondantes, aisément exploitables avec les techniques d'aujourd'hui, ces pays également riches de cultures et d'élevages variées (en Nouvelle Zélande notamment) et de tout ce qu'il faut d'industries, d'artisanats et de services pour limiter leurs besoins d'importations, ces pays participent pleinement à l'économie la plus moderne et en tirent des revenus substantiels. Leurs PIB par tête sont du même ordre que ceux de l'Europe occidentale. Dans la hiérarchie des Indices du Développement Humain, l'Australie avoisine le 3^e rang mondial et la Nouvelle Zélande le 20^e.

Le tableau est un peu moins idyllique, si l'on prête attention au rôle de l'Australie dans la lointaine Indonésie¹. Non parce qu'une centaine des touristes en goguette à Bali ont fourni, en 2002, la plupart des victimes du principal attentat islamiste subi par ce pays, mais bien parce qu'à Timor l'intervention australienne n'a pas été vertueuse à tous égards. Timor est une assez longue île dont la partie orientale est restée, jusqu'en 1975, une colonie portugaise. Sitôt après la « révolution des œillets » l'Indonésie l'a annexée, avec l'accord discret des États-Unis et de l'Australie. Mais les 700 à 800 000 habitants de ce territoire ont mal supporté les agissements d'une armée indonésienne qui — on le sait — doublait alors toutes les autres administrations et avait, semble-t-il les dents plus longues que les assez rares colons portugais de naguère. En 1995, l'ONU a donc fait droit aux plaintes des partis indépendantistes locaux. Une intervention australienne a alors été nécessaire pour faire respecter la décision du Conseil de Sécurité par une armée indonésienne rétive et par les auxiliaires indigènes qu'elle avait recrutés en jouant des antagonismes ethniques dont le Timor est riche. En 1999, enfin, l'indépendance de Timor-est a pu être célébrée. Mais, en 2006, les tensions de cette île au relief tourmenté qui compte plus d'une dizaine d'ethnies et qui pratique quatre langues principales, ne se sont pas apaisées. Les débats en cours au parlement, sur les concessions pétrolières dans les eaux timoraises ont débouché sur une crise gouvernementale majeure, assortie d'une révolte (police contre armée), d'une reprise des massacres de civils et d'un exode massif des populations vers leurs refuges. On en était là, en juillet 2006, et il est douteux que les troubles de cette non-nation dotée d'un État évanescant se résolvent de sitôt. Par contre, on

¹ Le long couloir maritime peu fréquenté entre Indonésie et Australie est le plus souvent large de 3 à 500 km, mais quelques milliers de km quasi désertiques allongent les divers trajets allant des rivages nord de l'Australie à sa Nouvelle Galles du sud.

peut craindre qu'une gendarmerie australienne soit requise assez durablement pour maintenir l'ordre dans Dili, la capitale et quelques autres villes et, tout autant, pour laisser exploiter paisiblement le pétrole, par la compagnie australienne qui en est concessionnaire.

Or Timor n'est pas la seule île où l'Australie ait eu — ou ait encore — à servir de gendarme. Les îles Salomon, en 2000-03, l'île de Bougainville à plusieurs reprises ont reçu ses soins et les seize (micro-)États membres du Forum du Pacifique ont été sévères pour le *Big Brother* australien lors de leur assemblée de 2004. D'autres îles ont souffert de crises analogues, à commencer par la Nouvelle-Calédonie française où derechef, la propriété et la gestion des mines de nickel qui sont la grande richesse locale a donné lieu à des manifestations mortelles, suivies par une réorganisation de ce « territoire d'outre-mer » de la France ; lesdites tensions demeurent menaçantes, aujourd'hui, dans un marché mondial où le nickel est emporté — comme beaucoup d'autres minerais et métaux — dans la valse des fusions entre FMN. Ailleurs, comme aux îles Fidji ou dans les ex-Nouvelles Hébrides, devenues le Vanuatu, les conflits sont politiques, opposant les Fidjiens « de souche » aux Tamouls ou aux Wallisiens importés par l'ancien colonisateur, tandis qu'au Vanuatu — qui fut longtemps un condominium franco-britannique, les tenants de l'un ou l'autre des deux anciens colonisateurs s'affrontent encore, avec leurs prêtres et pasteurs respectifs. Le panorama serait incomplet, si l'on omettait les micro-États insulaires indépendants qui se constituent des rentes en vendant qui, des adresses Internet, et qui, des licences bancaires. En quoi le Pacifique se modernise à l'instar des Caraïbes, si ce n'est à l'exemple des Îles anglo-normandes. Sans compter la catastrophe naturelle (beaucoup plus dramatique et d'effet plus durable que le tsunami qui ravagea en 2005 les rivages de l'océan Indien) qui résulterait (résultera ?) d'un relèvement du niveau des mers, si tels devaient être les effets du réchauffement climatique que notre civilisation industrielle a provoqué ou/et entretient. Les îles paradisiaques des mers du sud pourraient devenir infernales.

À qui observerait que les grandes puissances sont rares dans le Pacifique sud, hormis les États-Unis, que la Grande-Bretagne et la France en sont à peu près parties, que le Japon en a été chassé *manu militari*, que la Russie y a raréfié sa flotte sous-marine et que la Chine en est souvent encore absente, et qu'il faut donc conclure qu'une assemblée délibérative des mini- et micro-États (actuels ou virtuels) de la région pourrait utilement arbitrer les différends régionaux, qu'ils soient terrestres ou maritimes, sauf à s'appuyer sur le bras séculier des États-Unis, assistés de leur shérif australien, je répondrai qu'une telle utopie, digne des Rousseau et autres Bernardin de Saint-Pierre de notre 18^e siècle, n'a aucun rapport avec les réalités profondes de notre système mondial actuel. Je crois avoir rendu ce point sensible durant le tour du monde qu'ont accompli les derniers chapitres et

j'entends récidiver au prochain chapitre qui conclura cet *Inventaire*, en soulevant le couvercle que les États-Unis appliquent présentement sur ce monde.

Chapitre 7

Dynamique globale du système mondial

(Août 2006)

Les États-Unis entravent le système mondial

[Retour à la table des matières](#)

Ici va s'achever le tome 1 de *L'Inventaire du 21^e siècle*. Les chapitres précédents ont analysé la dynamique économique et politico-culturelle de l'actuel système mondial (chap.1 et 2) puis ont examiné l'une après l'autre les dix régions discernables dans ce système (chap. 3 à 6). L'Amérique du nord, évoquée au chapitre 4, est à réexaminer, au terme de ce tour du monde qui a repéré les lourdes traces des États-Unis dans toutes les régions visitées.

Un gardien vigilant et impérieux

Portés par l'économie la plus dynamique de tout le 20^e siècle; deux fois appelés au secours de puissances européennes en train de perdre leurs « guerres mondiales » ; quasiment « seuls souverains de l'univers » en 1945 (du moins le pensaient-ils, comptant pour peu les rudes fantassins d'une puissance qui deviendra pour plusieurs décennies leur rival) ; vainqueurs par forfait de ce rival, pourtant armé jusqu'aux dents ; achevant ce siècle en triomphateurs toutes catégories, les États-Unis trônent dans un monde qui les craint ou les admire. Pourtant, dès l'an premier du 21^e siècle, une poignée d'Arabes, souvent saoudiens, leur infligea un affront insupportable, en convertissant quelques Boeings en armes de destruction massive pour effondrer le *World Trade Center*, toucher le Pentagone et manquer de peu la Maison Blanche. Dans l'idéologie américaine, cette attaque surclassa la piteuse guerre du Vietnam où les États-Unis perdirent quinze fois plus d'hommes, non compris les blessés et les drogués à vie. Le pays le plus puissant de la planète

— qui n'avait connu aucune guerre sur son territoire depuis 1865 — souffrira longtemps de ce traumatisme. Il était impérieux et le devint davantage. Il était plutôt accueillant et devint d'une vigilance extrême.

Les États-Unis appellent « terrorisme international » l'ennemi qui les a frappés. Ils constatent que l'arsenal de la guerre froide — qui permettrait de tuer, n'importe où dans le monde, des millions d'hommes — ne leur est pas d'un grand secours. Ils tirent bien quelques missiles, du Soudan à l'Afghanistan, vers les repères de leurs ex-mercenaires devenus assassins, mais pour dénicher leur nouvel ennemi doué d'ubiquité, il leur faut le concours de nombreux États, de tous si possible. Les refus sont tenus pour preuve de complicité, les réticences des capitales qui répugnent à utiliser certains des moyens proposés par les Américains sont accusées de complaisance. Comme au temps du maccarthysme, « qui n'est pas avec nous est contre nous », sans que les raisons pour lesquelles certains se dressent « contre nous » soient soumises à examen. Les États-Unis continuent, certes, de rêver au bouclier anti-missiles qui les abriterait de tout — à en croire les promesses de Reagan — mais il leur faut bien constater que cette ligne Maginot imaginaire ne les protégerait pas du « terrorisme international ». Ils s'emploient donc à cadenasser leurs frontières à l'aide de visas et de passeports qui permettent de fichier à jamais les visiteurs inévitables. Ils imposent aux compagnies aériennes et maritimes de signaler aux services américains tous leurs passagers, avant qu'ils aient embarqué. De même les douaniers et transitaires des marchandises destinées aux ports et aéroports américains doivent justifier de contrôles dûment américanisés pour que leurs conteneurs aient chance de pénétrer sur un territoire sanctuarisé. Tel est du moins l'objectif que s'assigne le nouveau ministère fédéral de la Sécurité Intérieure, mais des brèches se révèlent sans cesse ¹. Le terroriste est d'un sable très fin, son armement peut se fabriquer aux États-Unis mêmes, les boucliers et les écluses sont à jamais incomplets. D'où les pressions renouvelées pour que les États s'alignent sur les normes de Washington. D'où, également, le regain d'activité des dix-sept agences d'espionnage qu'entretiennent divers ministères américains et que la CIA, réformée à cette fin, s'emploie à coordonner. La capacité mondiale d'écoute de la NSA ² et de ses succursales britanniques, otaniennes et autres, est utilisée à pleine puissance, mais il faut d'énormes programmes informatiques *ad hoc* et beaucoup d'experts pour exploiter ce fatras. Pour en savoir un peu plus, il faudrait multiplier les espions sur le terrain — mais quel terrain ? — avec l'aide des services spécialisés localement — mais que

¹ Ainsi, quand une société de Dubaï envisage de racheter le groupe prestataire de services qui dessert les six principaux ports américains, les États-Unis tremblent. Les Émirats Arabes Unis se hâtent de faire annuler ces offres avant que le Congrès américain ait eu le temps de voter une loi pour colmater cette brèche.

² National Security Agency.

veulent les États locaux ? et sont-ils obéis avec une exactitude « à la suisse » ou « à la pakistanaise » ?

La chasse au terroriste international débouche sur des actes de guerre. Les États-Unis en sont conscients et ils s'arrogent un droit de préemption — c'est-à-dire d'attaque préventive. Ils s'efforcent de généraliser le privilège de juridiction qu'ils ont mis au point dans l'OTAN ¹ ; ils créent des prisons spéciales pour loger leurs prises ² ; ils recherchent d'hypothétiques « armes de destruction massive » pour justifier leur agression contre l'Irak ; ils requièrent clandestinement l'hospitalité de maintes prisons étrangères (européennes, maghrébines, proche-orientales, etc.) pour y faire interroger « sérieusement » leurs prisonniers; ils ajustent leurs pratiques juridico-judiciaires et constitutionnelles, aux nécessités de leur « guerre » contre le « terrorisme international ». Bref, ils utilisent des méthodes barbares contre la « barbarie » des terroristes supposés qu'ils capturent ici ou là.

Autrement dit, les États-Unis ont répondu aux attentats de 2001 par un virage politique de portée mondiale qui a annulé les apaisements d'après guerre froide. Au sein du Proche et Moyen-Orient, ils continuent de protéger inconditionnellement Israël et l'Arabie saoudite, ils tentent de fidéliser derechef la Turquie ; ils ont passé l'éponge sur les turpitudes nucléaires du Pakistan. Et ils s'efforcent de discipliner l'Irak et l'Afghanistan en les envahissant, avant de soumettre l'Iran et la Syrie à un traitement analogue, avec l'espoir que ces leçons de démocratisation régionale inciteront le Liban au calme et la Palestine à la soumission. Le grand dessein qui justifie cet éventail d'actions et de menaces est de maintenir le contrôle américain sur la majeure partie du pétrole régional, non pour évincer tous les acheteurs concurrents, mais pour sécuriser l'approvisionnement des États-Unis et la compétitivité des compagnies américaines tant que durera la transition pluri-décennale vers l'après-pétrole. Épargner à l'Arabie pétrolière le dépeçage auquel elle pourrait être exposée au cours de cette transition est un objectif complémentaire qui dépendra pour partie de l'aptitude de ce pays à badigeonner de démocratie sa façade, ou à laisser fédérer sa province pétrolière avec les régimes un peu plus avenants qui mûrissent dans la Golfe. L'Irak depuis deux ans et le Liban d'aujourd'hui (août 2006) préfigurent ce qu'il pourrait advenir de ce rêve américain, si les masses miséreuses du Pakistan et d'Égypte et les foules de

¹ Pour réserver à des juges militaires, américains pour l'essentiel, le soin de dire si les aviateurs basés en Italie sont coupables ou non, lorsqu'ils prouvent leur virtuosité en faisant passer leur F16 sous un câble de téléphérique qu'ils coupent (et tant pis pour la cabine chargée d'alpinistes qui passait par là).

² L'Amérique, état de droit ? Capitale : Guantanamo ; nombreuses préfectures, notamment en Afghanistan et en Irak.

chômeurs juvéniles d'Iran et de Turquie, poussées par une démographie encore exubérante, rejoignent les révoltés nationalistes de Palestine et d'Irak. Autrement dit la pression « anti-terroriste » des États-Unis menace de transformer un Proche et Moyen-Orient, volcanique de longue date, en berceau d'une guerre mondiale.

Le système mondial actuel contient plusieurs autres zones aisément inflammables où une guerre mondiale, autonome ou liée à la précédente, pourrait exploser. Je les nomme sans trop y insister, car les dynamiques régionales explorées ci-avant permettent d'en concevoir la nature et la portée. La plus dangereuse est l'Asie du nord-est, figée sur des positions héritées de la deuxième guerre mondiale, avec un Japon et une Corée du sud qui tirent sur leurs laisses américaines, un Taïwan qui ne sait où aller, une Chine qui le déclare sien et une misérable Corée du nord, riche de quelques détonateurs. En Asie encore, deux autres cas de figure, aujourd'hui distincts, peuvent s'envenimer séparément ou se combiner : l'un opposerait le Pakistan à l'Union Indienne, malgré leur dissuasion nucléaire réciproque, grâce à des enjolivures afghanes et iraniennes et à l'inépuisable contribution du Cachemire divisé ; l'autre figure qui s'esquisse à peine prendrait pleine tournure si les États-Unis s'obstinaient à encercler la Chine par son flanc nord, au moyen de bases plantées en diverses républiques naguère soviétiques, alors que la Russie ne pourrait se contenter d'être un simple observateur.

Des foyers, plus modestes peuvent encore être décelés ici ou là, en divers archipels et presqu'îles d'Asie méridionale (sans oublier la térébrante révolte des Tamouls du Sri Lanka) ou dans la zone andine, du Venezuela à la Bolivie. La pauvre Afrique qui a produit, auprès des Grands Lacs, la dernière guerre massivement mortifère du 20^e siècle, a peut-être d'autres réserves, du Darfour au Golfe pétrolier de Guinée.

Les éventualités qui viennent d'être énumérées concernent toutes des ensembles d'États dont aucun ne peut être tenu pour innocent. Cas par cas, les responsabilités politiques sont à détailler sur justificatifs précis et les lignes d'action préventives sont à concevoir sans exonérer quiconque de ses responsabilités potentielles. Mais il reste qu'ici, je centre tout l'éclairage sur les États-Unis qui, je le répète, sont « les voisins de tout le monde », dans un système mondial éminemment soumis à leur surveillance aéro-satellitaire et souvent concerné par leurs bases et autres points d'appui, sans oublier leurs alliances. Depuis ces diverses emprises, ils se mêlent activement à toutes les tensions régionales, que ce soit pour les calmer ou les entretenir, voire pour les utiliser si tel de leurs intérêts propres l'exige.

Les États-Unis, seul pilote du système mondial ?

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi s'activent-ils ainsi dans toutes les régions du monde ? Que cherchent-ils à y accomplir ? Bien évidemment, les États-Unis sont attentifs et même dévoués aux entreprises industrielles et financières qui font leur richesse. Donc, sans oublier les intérêts de leur agriculture et des autres branches de leur économie, leurs agents (diplomatiques ou non) sont, en toutes régions, prêts à procurer leur aide aux représentants locaux ou itinérants de ces intérêts. Ils se comportent, en somme, comme doit le faire tout bon consul, pour aider ses concitoyens, mais leur zèle peut prendre une toute autre amplitude s'il s'agit de grandes affaires ou de lourdes négociations. Boeing est mieux soigné que Mr Smith. À l'occasion des grandes négociations commerciales ou financières de portée régionale, les services ministériels américains se mettent de la partie, tandis qu'à l'inverse, les experts régionaux — des affaires comme de la diplomatie — peuvent être appelés à Washington ou ailleurs, si les négociations sont de portée multirégionale ou mondiale. Telle est, aujourd'hui, la routine courante et tous les États font de même, selon leurs moyens propres.

En passant de l'économique au politique, la donne change. Certes, les États de quelque importance entretiennent de par le monde, des agents spécialisés dans la diplomatie, le renseignement, la propagande, etc. À tous ces titres, les États-Unis ne se distinguent que par une action ample et systématique : aucun Groenland ne leur est inconnu, ni aucun Vanuatu, sans compter les Îles Caïmans et autres paradis où les affaires et l'affairisme se mêlent au ténébreux de la politique. Jusque là, les États-Unis ne se différencient, derechef, que par l'échelle des moyens mis en œuvre. Si l'on excepte les quelques souvenirs d'empire dont les États-Unis disposent, de Porto Rico aux Philippines et des Samoa aux îles Marshal, lieux hérités du premier ou du second Roosevelt, les États-Unis ont même moins d'excroissances postcoloniales que l'Angleterre ou la France, mais ce n'est pas sur ce terrain que leur singularité s'affiche. Il faut en venir aux installations proprement militaires pour constater qu'en termes de bases, de facilités portuaires et aéroportuaires, de manœuvres conjointes terrestres, navales et aériennes et de stations d'écoute ou de guidage ¹, les États-Unis dépassent de très loin les anciennes puissances coloniales qui ont gardé, qui une base chypriote et un Gibraltar, qui un Djibouti et d'autres pied-à-terre africains. En ce dernier domaine,

¹ Nécessaires à la collecte mondiale de renseignements ou à la couverture aéro-satellitaire de la Terre entière.

les États-Unis détiennent un record d'autant plus absolu que la France ou l'Angleterre les laissent très souvent disposer de leurs bases militaires, tout comme le font l'Espagne ou le Portugal, quand l'aviation américaine veut traverser l'Atlantique à gué.

Après l'économique et le politico-militaire, il serait superflu d'évoquer le culturel, car on entre là dans un domaine où la suprématie américaine est plus douteuse et moins manifeste. Inutile, donc, de comparer la BBC à CNN et de multiplier les rapprochements de cette sorte, d'autant qu'à tout prendre les entreprises souvent multinationales qui règnent sur certains segments du domaine idéologique, n'ont pas toujours une nationalité bien claire et qu'elles en changent au gré de fusions fréquentes. Seules les politiques culturelles bien identifiables sont presque toujours le fait de compagnies publiques, quand elles ne s'habillent pas en ONG ou en institutions d'allure internationale.

Les réflexions précédentes suggèrent que la suprématie mondiale des États-Unis tient à l'excellence de leur économie et à l'omniprésence de leur action politico-militaire. Qu'elle est, en somme, le résultat des rapports de force qui se sont établis à l'issue de la deuxième guerre mondiale et qui ont été radicalement modifiés du fait de l'implosion de l'URSS. Mais à suivre cette ligne de raisonnement, on ne comprendrait pas grand chose à la dynamique globale du système mondial actuel, faute de pénétrer jusqu'au cœur de l'économie capitaliste en voie de pleine mondialisation, faute aussi d'avancer jusqu'au plus secret des rapports de force politico-militaires entre États. Or, c'est dans ces deux domaines que la suprématie américaine trouve ses fondements les plus solides.

Le pilier militaire de la suprématie américaine a été esquissé en Amérique latine où une *Organisation des États Américains* (OEA) a calmé les partisans de l'Allemagne nazie (Argentine), mais sans oser s'attaquer au Mexique, nationalisateur de pétrole. Après 1945, tandis que l'anti-castrisme offrait l'occasion d'une action conjuguée d'ordre policier plus que militaire, les États-Unis ont mis en place une sorte d'alliance continentale des États-majors, avec écoles pour officiers et autres spécialistes qui perdure aujourd'hui encore, malgré des vicissitudes qui, parfois, l'ont rendue lacunaire ou discrète. Un modèle différent a été appliqué au Japon vaincu et, peu après, à la Corée du sud : pacte d'alliance, bases militaires avec contingents américains permanents, tutelle des armées locales. Soixante ans plus tard, ces protections contraignantes perdurent, malgré le désir croissant des deux pays de s'en émanciper. Ailleurs, des Philippines à l'Arabie et même à Israël, des liens aussi solides ont été noués de façon plus discrète. En Europe, enfin, après les diverses formules de l'immédiat après-guerre, la crainte du communisme a permis de bâtir une *Organisation du Traité de l'Atlantique Nord* (OTAN) qui survit à son objet initial, rassemble presque tous les pays européens, (y compris ceux que

l'URSS contrôlait naguère) et prolonge sa pénétration par une poussée au cœur de l'ex-URSS, à partir des États baltes, tôt venus, de l'Ukraine, fermement courtisée et du Caucase où la Géorgie veut ouvrir la voie. Loin de l'Atlantique Nord, l'OTAN s'étale. Pour les États-Unis, c'est le meilleur des appuis, parce que cette alliance permanente ¹ place tout ou partie des armées de ses « adhérents » sous un état-major intégré dont les postes de commandements permanents quadrillent le territoire de l'alliance, tandis que les hiérarchies militaires locales se trouvent indirectement placées sous la houlette du Pentagone, non sans quelques zones floues entre ce qui est OTAN ou purement américain, en Méditerranée et au Proche et Moyen-Orient. La dépendance vis-à-vis des États-Unis est consolidée par l'interopérabilité des équipements et des procédures de commandement, ce qui signifie, en clair, que les troupes otanisées doivent employer les mêmes armes (américaines le plus souvent) et que l'entremêlement des officiers de toute nationalité évite les coagulations nationalistes et les dissidences et retraits qu'elles pourraient faciliter.

Appui des États-Unis, l'OTAN est aussi un de ses leviers. Depuis sa création, cette alliance a connu cinq élargissements, dont deux depuis 1990, ce qui a puissamment gêné le bâti d'une Europe politique autonome ². Aujourd'hui le grignotage du territoire naguère soviétique est commencé. Enfin, l'OTAN est de plus en plus souvent employée comme une « Légion étrangère » au service des intérêts américains.

Sur cette toile de fond politico-militaire, les autres liens exceptionnels que s'arrogent les États-Unis prennent tout leur sens : privilège de juridiction, prétention de légiférer pour tous les pays où des intérêts américains sont en jeu, affirmation d'un droit de préemption militaire (c'est-à-dire d'agression), refus des Cours Pénales Internationales, etc. Les États-Unis ne se comportent pas comme un État parmi d'autres qui leur seraient égaux par principe. Ils agissent comme leader du système mondial actuel.

Le marché où le pouvoir d'achat serait la mesure de toutes choses, confirme cette suprématie institutionnalisée des États-Unis. En effet, ce pays jouit depuis 1945 d'un pouvoir monétaire qu'il a conquis en stabilisant les monnaies mises à mal par la crise des années 1930 et la guerre. Ce pouvoir, consacré par les accords de Bretton-Woods, a été renforcé après 1971, par la suppression de la convertibilité automatique du dollar en or sur la base de 35 \$ l'once. En prenant unilatéralement,

¹ Renouvelée de 20 en 20 ans.

² Voir *L'Europe ou les Europes*, essai de 2004, reproduit sur le présent site. http://classiques.uqac.ca/contemporains/fossaert_robert/Europe_ou_Europes/Europe_ou_Europes.html

cette décision et en faisant ratifier par le FMI l'idée que les monnaies doivent toutes afficher un taux de change fixe, révisable seulement si l'État gestionnaire de cette monnaie le demande et si le FMI accepte de soutenir cet État demandeur afin qu'il « tienne » son nouveau taux, les États-Unis ont semblé abandonner leur privilège d'après-guerre, au bénéfice d'un système plus « démocratique », mais il faut être naïf ou ignorant pour le croire. La modification du système est intervenue parce que le stock d'or américain était menacé d'épuisement du fait de leur déficit « commercial », lequel résultait en dernière analyse, de leur refus de hausser les impôts pour ajuster leur budget aux dépenses croissantes provoquées par la guerre du Vietnam. Ils ont récidivé, dix ans plus tard, lorsqu'une forte inflation des prix américains a été provoquée derechef par leur refus de relever les impôts pour équilibrer leur budget, d'où une forte inflation qui fut matée, certes, et de façon exceptionnellement rapide, mais par une énorme hausse des taux bancaires, laquelle se répercuta dans tous les pays endettés en \$. Après quoi, le Brésil et le Mexique, puis l'ensemble de l'Amérique latine mirent dix ans à retrouver les niveaux de développement qu'ils avaient atteints ¹. D'autres crises financières, « l'asiatique » notamment, pourraient enrichir ce catalogue, mais cela n'est pas nécessaire pour établir que les États-Unis jouissent d'un privilège exorbitant. C'est en \$ qu'ils règlent le déficit de leur commerce extérieur et de leurs autres paiements courants ². Cela les rend débiteurs, certes, mais de créanciers qu'ils paient en \$, c'est-à-dire en pouvoir d'achat futur, dans une monnaie qu'ils gèrent souverainement. En fait, les plus gros de ces créanciers sont des États (comme le Japon, la Chine, la Corée et d'autres pays principalement asiatiques) qui placent les \$ excédentaires de leurs réserves de change en bons du Trésor américain. Pour assurer le fonctionnement quotidien de l'économie américaine où l'État n'est pas le seul débiteur net, les États-Unis doivent récolter présentement plus de 2 milliards de \$ par jour ouvrable. De fait, ce pays vit « au dessus de ses moyens », grâce aux capitaux apportés par le reste du monde. Ce miracle quotidiennement renouvelé n'a rien de miraculeux, car les banques et les bourses (principalement new-yorkaises) servent de pompe aspirante et foulante pour la majeure partie des capitaux circulant dans le monde ³. Ainsi New-York est le cœur financier du système mondial actuel et il le demeurera tant qu'aucune réaction craintive, motivée par

¹ Je schématise ici une réalité que je ne déforme pas : voir mon essai sur *l'Amérique latine* (juillet 2004, complété mars 2005) qui est reproduit sur le présent site. Voir aussi le dossier n° 2, au tome 2 du présent ouvrage.

² Lesquels concernent notamment les transferts des immigrés vers leurs familles ou le paiement des dividendes dus aux actionnaires étrangers des « firmes multinationales » américaines.

³ C'est-à-dire pour la partie du capital mondial qui n'est pas fixée en approvisionnements et en équipements (le « capital constant » de Marx) et pour celle dont les circuits sont très courts, tels les salaires et autres revenus qui se dépensent vite (le « capital variable » de Marx. Sur l'ensemble du système bancaire et boursier américain et mondial, voir le dossier n° 2; au tome 2 du présent ouvrage.

l'endettement des États-Unis, ni aucune autre crise financière de grande ampleur (d'origine américaine ou non) n'aura mis fin à l'empire du \$.

Au reste, le « cœur » new-yorkais ne bat pas que pour le service des États-Unis. Son utilité principale est de faire circuler tous les capitaux en quête d'emploi, en infléchissant par ses taux bancaires et par ses cotations boursières, l'action de toutes les banques et de toutes les bourses mondiales. Au passage, cette activité rentabilise grassement les appareils bancaires et boursiers, moyennant quoi, elle fournit de tous côtés des capitaux investissables — sans se soucier d'aucune priorité dans l'affectation de cette denrée rare qu'est le capital investissable, dès lors que la rentabilité de l'emploi visé semble bien établie. Dans le quotidien de cette activité, les banques et les bourses exercent néanmoins une influence majeure qui aboutit à un renforcement fréquent du capitalisme « à l'américaine », quels que soient les destinataires géographiques des opérations. Ce point est au cœur de bien des fusions et délocalisations d'entreprises.

La volatilité des cours accentuée par les opérations des *hedge funds* (fonds spéculatifs) qui surmultiplient leurs marges par d'énormes crédits bancaires et accentuent d'autant les hauts et les bas des cours ; les manœuvres parfois dolosives et toujours opaques qui entourent les offres publiques d'achat (OPA) effectuées par des groupes élargissant leur domaine ; les habiletés des banques qui introduisent en bourse de nouvelles sociétés ou qui émettent de nouveaux titres pour étoffer les sociétés déjà cotées ; les cotations fragilisées pour les sociétés en bonne santé industrielle qui sont obligées d'afficher sans délai les écarts boursiers temporaires qui affectent les portefeuilles financiers qu'elles ont éventuellement constitués pour loger leurs réserves en attente d'emploi ; les proies de ce dernier type et de diverses autres natures que les *raiders* achètent bon marché pour les revendre en entier ou par « pièces détachées » ; telles sont les principales catégories d'opérations légales¹ par lesquelles les transactions boursières « à l'américaine » dilapident une bonne part des capitaux investissables qui passent par les bourses et poussent les sociétés cotées à maximiser, par prudence, les bénéfices qu'elles affichent.

On le voit, on est loin, ici, des performances économiques mesurées en volumes de production, en niveaux de vie, en prix compétitifs, etc. La suprématie économico-financière des États-Unis est, tout comme leur suprématie politico-militaire, un effet structurel de l'actuel système mondial. Tous les États du monde et toutes les économies sont soumis à cette structure, mais il dépend de leurs États respectifs que les normes bancaires et boursières, tout comme le droit des

¹ Parfois nappées d'excroissances illégales qu'une SEC laxiste (*Security Exchange Commission*) ou son équivalent en d'autres bourses tarde à sanctionner.

entreprises et les autres compartiments de la vie des affaires ne soient pas abandonnés à une imitation automatique des « modèles » américains.

Déclin américain ou novation mondiale ?

[Retour à la table des matières](#)

C'est presque une idée reçue : l'Amérique file un mauvais coton. Elle s'enlise dans des guerres de fantassins qu'elle ne sait pas mener avec son armée suréquipée et peuplée de soldats de métier au recrutement et à la formation médiocres. Elle s'invente un ennemi imaginaire, un terrorisme international fuyant, sans se doter des réelles capacités de police et de renseignement qui lui permettraient de s'attaquer aux petits noyaux d'activistes auxquels cette notion peut, à la rigueur, s'appliquer. Elle envahit des pays dont ses soldats et leurs officiers ignorent presque tout, ce qui produit de lourdes erreurs. Elle perd son temps dans ces guerres, alors que ses industries les plus classiques déclinent, la dernière à ce faire étant l'automobile que l'aéronautique pourrait suivre avant longtemps. Elle vit largement « au dessus de ses moyens », sans trop se soucier des ravages financiers opérés par ses banques *off shore* et de l'énorme dette interne et internationale qu'elle lègue à ses générations futures. Elle ne prépare pas les innovations industrielles et urbanistiques que la fin annoncée du pétrole l'obligera à découvrir. Elle ne prévoit pas la désintoxication pétrolière qui changera peu ou prou tout son mode de vie. Dévote comme une vieille belle, elle perd son âme en reniements contagieux : elle torture, elle incarcère, elle tord son droit et sa justice, elle emprisonne plus de deux millions d'hommes et de femmes, sans compter les « terroristes » qu'elle croit récolter et qu'elle traite de façon inavouable.

Etc. Il suffit de lire la presse américaine pour allonger ce catalogue que des commentateurs, de moins en moins rares, jugent annonciateur de désastres quasiment inéluctables, sinon très proches. Ces jugements et les faits avérés dont ils se soutiennent sont cependant erronés. Ils ne tiennent pas compte des souplesses que procure le système politique américain et des capacités de relance et de novation dont ses entrepreneurs peuvent faire preuve. Ils négligent la rapidité avec laquelle la dette extérieure des États-Unis pourrait être comblée grâce à une fiscalité redressée, ni de la vitesse avec laquelle de nouveaux budgets fédéraux et locaux (« à la Lyndon Johnson ») pourraient mieux solvabiliser les classes salariales et les guider vers un désendettement. Ils oublient que, depuis 2000, durant une période où la médiocrité gouvernementale a battu ses records et où l'Amérique a perdu une bonne part du respect et de la crainte dont elle jouit traditionnellement, des améliorations notables ont cependant été acquises dans les rapports avec la Russie, nonobstant des relents d'après guerre froide ; avec la

Chine, dûment reconnue comme une puissance de rang mondial, digne d'officialiser son arsenal nucléaire ; avec l'Inde et le Pakistan, enfin invités à enterrer la hache de guerre, même s'il leur faudra du temps pour accomplir cette prouesse ; avec l'ensemble des pays du sud-est asiatique groupés dans l'ASEAN ; bref avec la majorité de la population mondiale. Alors que s'apaisent les relations avec une immense Asie qu'elle a trop souvent ignorée ou maltraitée, l'exploit serait complet si les États-Unis savaient respecter l'Amérique du sud, assister l'Afrique, cesser d'entraver l'Europe et mettre un terme aux guerres du Proche et Moyen-Orient qui leur ont fait perdre l'estime d'une partie de la population mondiale.

Le fléau de la balance est donc dans une position incertaine. Beaucoup se jouera dans la suite des rapports entre une Amérique encore surpuissante et une Chine qui monte en puissance, au cœur d'une Asie que son exemple stimule plus qu'il ne l'inquiète. À suivre les voyages des principaux dirigeants américains — Bush, son vice-président Cheney et la secrétaire d'État C. Rice — on voit bien où se situent les lignes d'affrontement potentiel avec la Chine : en Asie centrale un peu, et surtout au Proche et Moyen-Orient (pétrole), en mer de Chine septentrionale (Taïwan et toute la zone) et au sud, des Philippines à l'Inde et au Pakistan. Mais cet encerclement en pointillé de l'énorme masse chinoise est loin de ressembler aujourd'hui aux double et triple enceintes dont l'URSS fut entourée presque jusqu'en 1990. La Chine-qui-va-grandir est seulement tenue en suspicion, mais non menacée. Toutefois la situation peut évoluer rapidement.

Ce serait apparemment le souhait du Pentagone, aujourd'hui dirigé par Rumsfeld, et ce pourrait être encore la visée de ses successeurs quels qu'ils soient, car cette lourde machine, liée à de nombreuses industries ¹, n'est pas d'une grande souplesse intellectuelle et ne s'autorise jamais à interpréter de façon généreuse les faits et gestes de ses adversaires hypothétiques. Aussi faut-il lire le rapport sur *The Military Power of the People's Republic of China* qu'il a publié en juillet 2005 sans oublier de le critiquer. Ce rapport souligne la menace virtuelle, mais croissante, que présente la montée en puissance politico-militaire de la Chine, selon l'administration Bush. Il reconnaît volontiers que les relations sino-américaines sont, depuis 2001, « *cooperative, candid and constructive* », mais il se soucie avant tout des capacités émergentes de la Chine, de ses politiques militaires et de ses stratégies nationales. Sous cet angle, après tout normal pour l'état-major de la principale puissance mondiale, il caractérise la Chine comme un pays arrivant à un « carrefour stratégique » (*a strategic crossroads*). Il peut choisir soit de pratiquer une honnête compétition et une intégration pacifique [dans le système mondial tel

¹ Le dernier discours présidentiel d'Eisenhower mit en circulation la formule du *complexe militaro-industriel* qui eût un grand succès, sans pour autant devenir un concept clairement analysé et périodiquement révisé : je n'en fais donc pas usage.

qu'il est], ce qui assurerait sa prédominance dans une part croissante [de ce système] ; soit d'entreprendre ¹ *a less confident and inward policy (focused) on challenge to national unity and the Chinese Communist Party's claim to legitimacy*. Tout cela pour dire : tu auras ta part, ô Chine, si tu n'erres pas, guidée par ce qu'il te reste des fantaisies communistes. La suite du rapport descend des hauteurs de la philosophie de l'histoire à la Rumsfeld vers des mises en garde plus habituelles. Le Pentagone s'inquiète notamment des modernisations militaires chinoises à visées « trop larges », particulièrement des investissements massifs dans les « *power-projection capabilities* » — c'est-à-dire les forces militaires projetables à distance, ainsi que les escadres marines et sous-marines aptes à opérer hors la périphérie immédiate de la Chine. En d'autres termes, les États-Unis plus ou moins résignés aux succès capitalistes de la Chine, n'acceptent pas l'idée qu'une montée en puissance militaire accompagnera l'enrichissement de ce pays.

Le carrefour évoqué par le rapport du Pentagone n'existe pas. Ce qu'exprime en réalité ce rapport, c'est l'incapacité des États-Unis à imaginer un avenir où ils auraient à partager le premier rôle dans le monde. En effet, l'élan de la guerre froide et les relents d'anticommunisme ² incitent l'Amérique-à-la-Rumsfeld à chercher qui va relayer la Russie pour contester sa prééminence : la Chine « encore communiste » convient tout à fait à ce rôle, alors qu'à l'échelle des décennies requises pour que la puissance chinoise s'affermisse et devienne éminente, il se pourrait que d'autres prétendants entrent en lice, tels l'Inde déjà énorme, la Russie enfin ranimée, l'Europe débarrassée des entraves dont les États-Unis l'ont surchargée, ou même un Japon, un Brésil ou quelque autre puissance d'aujourd'hui. Comme la prééminence actuelle des États-Unis se délittera peu à peu, il suffit d'imaginer les longues et grandes étapes de ce « calvaire américain » pour comprendre qu'en Amérique même, les anciens combattants de la guerre froide et les autres héritiers de l'*imperium* à la romaine ou à l'anglaise auront le temps de changer plusieurs fois d'avis, en se mêlant, en majorités nouvelles, avec les éléments aujourd'hui peu influents quant à la politique internationale de leur pays : les syndicats, les Noirs, les *latinos*, et tous autres fournisseurs de l'armée de métier, mais non des West Point élitiques où la bonne société américaine forge ses officiers. De ces étapes plusieurs se laissent entrevoir déjà : celle des guerres du Proche et Moyen Orient qui pourraient ou non se clore par de piteux retours au pays, celle de la montée vers un après-pétrole où le pivot d'Arabie saoudite se brisera et où les Américains devront changer de genre de vie, celle des ingratitudes

¹ À partir d'ici, je cite le texte original, car il est si contourné et confus qu'il masque de l'inavouable.

² Victorieux, mais inassouvi, car la Chine semble emprunter le même chemin que la Russie, laquelle ne se comporte pas comme un bon vaincu (tels l'Allemagne, le Japon, etc.) qui imite pleinement les institutions et les mœurs de son généreux vainqueur.

d'une Amérique latine zigzaguant vers son autonomie, celles des puissances déjà listées acquérant inégalement et dans le désordre de nouvelles capacités mondiales, celles, enfin, des novations aujourd'hui insoupçonnables qui se mêleront aux trames précédentes pour tisser des rapports imprévus. Il faut toute la naïveté d'un Rumsfeld pour croire que l'histoire du 21^e siècle sera couronnée par un duel américano-chinois dont les vertueux sortiront inévitablement vainqueurs. Une ambition infiniment plus sage serait de faire en sorte que les États-Unis demeurent (au moins pour un temps) *primus inter pares* ¹ dans une communauté de puissances affirmant chacune son excellence dans le ou les domaines qui correspondent à son génie propre, ce qui entraînerait une profonde transformation du système mondial.

Au cours de ce cheminement pluri-décennal, diverses communautés intermédiaires pourraient voir le jour, par exemple en convertissant « l'ASEAN plus trois » en une véritable communauté asiatique ; en rénovant les diverses communautés européennes, aujourd'hui entremêlées, de façon à les rendre vivables et dynamiques ; en aidant la Russie et la Chine à convertir l'Organisation de Shanghai en un abri stimulant pour toute l'Asie centrale ; en souhaitant que l'Argentine et le Mexique viennent trianguler un Mercosur qui n'en finit pas de naître à l'ombre du Brésil, alors qu'il pourrait tendre à devenir la communauté américaine voisine des États-Unis. Et puisque j'en suis à imaginer les chemins de traverse de la non-guerre froide que serait un 21^e siècle éludant l'antagonisme sino-américain, pourquoi ne pas penser aussi à des évolutions que les États-Unis préféreraient peut-être, soit en tendant vers un Triangle États-Unis — Inde — Chine, pour souder aux Amériques qu'ils croient tenir une Asie qu'ils aimeraient contrôler, quitte à y partager la prééminence ? Ou pourquoi ne pas apercevoir la zone mondiale à dominante anglo-saxonne que la Grande Bretagne aimerait co-piloter avec les États-Unis, en entraînant dans son sillage l'Australie et la Nouvelle-Zélande, accompagnées peut-être du Canada (?), de l'Afrique du sud (??) et d'autres perles du Commonwealth, avec l'espoir que les pays du nord-européen, jadis co-fondateurs de la Zone de Libre-échange qui tenta de concurrencer la Communauté Économique Européenne ² rejoindraient volontiers cette région mondiale aux allures d'archipel ?

¹ Premier parmi ses pairs.

² Ce qui faciliterait assurément le bâti d'une Europe intégrée, à partir de l'actuelle zone euro.

La difficile mondialisation des visées étatiques

[Retour à la table des matières](#)

Comme le monde change d'échelles (chap. 1 supra), les problèmes qui se posent aux entreprises ou de leur fait — tels la « délocalisation » de maints emplois ou la turbulence des amas d'entreprises que sont les « firmes multinationales » et les « groupes financiers » — encombrant la vie politique des sociétés capitalistes développées, tandis qu'un résultat analogue s'observe dans les sociétés récemment conquises par un capitalisme débridé, car ces sociétés doivent résoudre en peu de décennies la foule de problèmes que les précédentes ont découverts et traités en plusieurs siècles. De ce fait, le monde entier est entré dans une phase de transformation rapide, mais il titube, il bascule vers l'inconnu (chap. 2 supra).

L'exploration régionale (conduite par les chapitres 3 à 6) a concrétisé cette double conclusion. Elle a également mis en lumière un aspect de la dynamique mondiale, en soulignant, région par région, le potentiel de guerres internationales qui y tourbillonne et la variété des autres crises sociales qui couvent un peu partout. Le monde de 2006 s'enrichit plus vite que jamais, corrige les excès démographiques des deux derniers siècles, fourmille d'inventions techniques et d'innovations en tout genre, mais ce n'est pas un monde heureux et en voie d'apaisement. On peut en juger sous divers angles, d'autant plus éclairants qu'ils sont tous de portée mondiale. La fatigue que près de neuf milliards d'habitants imposent déjà à la flore et à la faune, comme à l'atmosphère et aux sols et sous-sols de notre planète devient dramatiquement visible. L'énormité des retards qui restent à combler presque partout, en matière d'habitat, d'école et de santé, ne se réduit guère, parce que la population globale augmente encore. Pourtant, de nouveaux problèmes pointent à l'horizon de l'humanité, moins en raison de l'épuisement virtuel de certaines ressources naturelles non renouvelables, que par le fait, inéluctable d'une réduction du croît démographique qui allègera certes les contraintes imposées à notre Terre, mais qui aura aussi des effets purement sociaux et absolument inouïs : la durée moyenne de vie des humains continuera de s'allonger, les classes juvéniles deviendront de plus en plus minoritaires et, la productivité aidant, le travail nécessaire diminuera partout, notamment dans les campagnes. Il faudra, certes, plusieurs siècles pour que ces mutations s'accomplissent toutes et se conjuguent partout, mais leur maturation est certaine. Mieux elle est déjà commencée : voyez l'effectif des paysans en Europe, l'âge des habitants au Japon, la liste substantielle des pays où la population a commencé de décroître. Pour accompagner et gérer d'aussi énormes changements, plusieurs révolutions culturelles seront nécessaires et plusieurs novations devront

s'accomplir, par une diversification sans doute croissante des modes de vie et des genres de vie.

Ces problèmes futurs — mais qui affleurent déjà — ne sont pas les seuls qui mettent en lumière la difficulté majeure du monde présent : c'est que les États d'aujourd'hui sont encore enfouis sous une masse de problèmes « à l'ancienne » qu'ils traitent d'ailleurs trop souvent « à l'ancienne », c'est-à-dire de façon rarement efficace et souvent injuste ¹ tandis qu'ils peinent à entrevoir les problèmes à venir, parce qu'ils ne fonctionnent pas à une échelle convenable. Si la brassée des problèmes écologiques déjà reconnus était évaluée à sa juste valeur, celui des États d'aujourd'hui qui dispose de *la vue la plus mondiale* devrait se porter à la pointe des politiques pour y porter remède : le protocole de Tokyo serait de sa fabrication et il userait de tous ses moyens de pression pour y rallier un maximum d'autres États. De même, les États-Unis — puisque c'est d'eux qu'il s'agit — devraient avoir préparé de longue date les reconversions de la production, de l'habitat, des transports et de la vie urbaine qui permettraient de traiter d'ores et déjà le pétrole comme une ressource naturelle rare, à économiser pendant quelques siècles, jusqu'à ce qu'un remplacement pertinent ait été expérimenté, puis généralisé.

La cécité égoïste n'est pas le monopole des États-Unis et tous les problèmes urgents ne seraient pas aussi faciles à traiter que celui du pétrole. Les chapitres précédents ont fourni beaucoup d'exemples, qu'il s'agisse de l'intervention politique internationale qui permettrait de mettre de l'ordre en Afrique subsaharienne en la délivrant de son inefficente et dommageable structure politique actuelle, ou de rénover radicalement l'ONU et les autres institutions internationales pour ajuster leurs moyens à leurs fins, à bonne échelle évidemment. Dans le système mondial actuel, on a grand besoin d'États mieux armés, c'est-à-dire de bonne qualité. Mais on commence aussi à avoir besoin d'**États moins** ². **États plus, États moins** : j'ai posé cette distinction en reprenant les analyses de Marx et en les enrichissant par le meilleur des analyses de Weber, de Gramsci et de rares autres auteurs.

J'ai appelé **États plus** la série historique des États réellement existants qui s'est enrichie au fil de l'histoire, jusqu'à la fin du 20^e siècle, par la formation de nouveaux types d'État parfois plus dominateurs et répressifs que leurs prédécesseurs. Par opposition, j'ai appelé **États moins** la série future des États « en voie de dépérissement » qui pourront exister quand la situation internationale le permettra et quand des transformations socialistes pertinentes permettront d'alléger

¹ Comme si les grandes innovations des 19^e et 20^e siècles – dont les noms de Marx et Keynes sont loin d'épuiser la liste – leur étaient inconnues.

² Ces formules sont reprises du tome 5 de *La Société*, notamment de son chapitre 13.
http://classiques.uqac.ca/contemporains/fossaert_robert/la_societe_tome_5/tome_5.html

la domination* exercée localement par l'appareil de l'État, en laissant à diverses formes d'association citoyenne le soin de gérer les services publics et d'en créer de nouveaux, là où il en sera besoin. Cette distinction, d'apparence utopique, peut rendre de grands services à qui veut réfléchir aux principaux résultats de *L'Inventaire du 21^e siècle* et plus encore à qui veut travailler à *L'Invention du 21^e siècle*.

J'ai plusieurs fois montré qu'une part non négligeable des États aujourd'hui adhérents à l'ONU *n'existent pas ou guère*. Je rappelle quelques tests qui permettent d'en juger. Un État qui ne dispose pas du « monopole de la violence légitime » est exposé à une grande variété de drames qui l'empêchent de fonctionner normalement : au jour où j'écris ceci, le Tchad, le Soudan, le Sri-Lanka et (hélas !) le Liban ne sont pas seuls dans cette catégorie. Plusieurs d'entre eux, notamment le Tchad et le Soudan ne sont pas en mesure de tirer de leur pays la ressource fiscale nécessaire à l'entretien normal de leur appareil d'État — y compris le contrôle des activités financières. Un troisième déficit est au cœur des difficultés actuelles du Tchad — qui en a connu bien d'autres et des plus variées, car cet État n'existerait pas du tout, si son ex-colonisateur ne raffermissait de temps à autre son épine dorsale. En effet, cet État, ses ministres et ce qui lui tient lieu d'administration ne sont guère en mesure de traiter avec les compagnies qui exploitent son pétrole ; si bien que la rente résultant de cette exploitation se diluera probablement en petites et grosses prébendes, plutôt que de se laisser canaliser vers le « fonds de développement » d'usage prudemment pluriannuel que la Banque Mondiale a imposé, avant d'accorder au Tchad le prêt indispensable à cette exploitation pétrolière. Quelles que soient les variantes de détail, un État ne tient vraiment debout, que s'il police sa population, paie ses fonctionnaires et peut réellement contrôler les compagnies qui exploitent ses ressources. Un quart au moins des membres de l'ONU se situent sous ce seuil, au grand dam de leurs populations.

Je réclame des **États plus**, en premier lieu, pour remplacer les défaillants qui viennent d'être évoqués, mais plus encore, pour prendre en charge un tout autre problème qui est d'importance mondiale comme le précédent, mais de toute autre nature. Il s'agit des États existants ou des unions d'États en devenir qui tentent de porter leurs capacités d'action à l'échelle des problèmes qui se posent, dans la région du système mondial où ils s'activent, voire à l'échelle de ce système tout entier. L'Union Européenne — qui ne s'est pas encore décidée à devenir un État de plein exercice — illustre bien ce point. Les pousses étatiques d'envergure supranationale qui s'y sont multipliées ne produiront un État européen de plein exercice mondial, que si ces entités, dûment élaguées des pousses inutiles ou

nocives ¹ s'agrègent en un faisceau unique et bien appareillé. Une Europe de portée mondiale doit posséder une monnaie propre, avec tout son arrière-plan fiscal, bancaire et boursier. Elle doit également posséder une armée propre, non intégrée dans quelque OTAN que ce soit, mais pouvant prendre la forme d'une conjonction totale ou partielle des armées de ses pays membres et d'eux seuls ². Elle doit également agencer les actions internationales de tous ses États membres afin qu'elles convergent en une politique étrangère bien coordonnée, voire unifiée. Elle doit enfin disposer d'un centre de pouvoir économique, doublant sa banque centrale, pour activer et orienter l'activité économique. Pour couronner le tout, elle doit être soumise à un gouvernement central, contrôlé par un Parlement élu. Maints arrangements très divers, mais dûment négociés, peuvent venir détailler un tel schéma, de façon telle que tous les États (naguère **plus** et commençant à devenir **moins**) qui seraient associés dans l'Europe unie bénéficient d'un même registre de droits et devoirs, toute extension, même minime, des capacités de l'Union étant à négocier derechef entre eux ³.

En tout cas, cette Europe, en tant que nouvel **État plus**, devrait être en mesure de négocier et de coopérer de pair à égal avec les États-Unis, l'Inde ou la Chine, comme avec d'autres agrégats qui prendraient forme ailleurs. Si une part importante du système mondial était organisée à cette même échelle, les États, devenus rares, qui le contrôleraient directement ou indirectement, pourraient avantageusement remplacer le G8 actuel, lui adjoindre un Conseil de Sécurité bien calibré et vérifier ou rénover toutes les autres organisations internationales pour les rendre plus efficaces, dans un nouveau système mondial, devenu multilatéraliste.

Au sein de certains de ces **États plus**, une autre évolution se produirait nécessairement. Les anciens États assemblés dans ces unions continueraient d'exister et veilleraient sans doute à ne rien perdre de leurs anciennes attributions, hormis celles qui seraient transférées à l'union, et à garder même une activité internationale. Il appartiendrait aux architectes de chaque union d'agencer les institutions de celle-ci et leurs articulations avec les anciens États pour ce qui est de leurs attributions pérennisées (ou de celles qui seraient construites pas la suite) de bâtir une constitution fédérale et d'ajuster les constitutions des anciens États, de

¹ Pousses inutiles ? Un exemple majeur tient au fait que les décisions de l'actuel OTAN sont prises, pour l'essentiel, par les seuls États-Unis, tandis que les dégâts produits par ces décisions, souvent malencontreuses, sont ensuite financés par la collectivité des adhérents de cet OTAN, ou pis par la seule Union Européenne.

² Il va de soi que cette armée doit disposer dans le présent système mondial d'un armement nucléaire, au statut bien négocié pour le service de tous les États membres, sinon pour l'emploi par chacun d'eux.

³ Je viens de résumer, ici, mes préférences personnelles en matière d'Union Européenne, mais il va de soi que d'autres variantes sont envisageables.

façon telle que ce système à deux étages fonctionne harmonieusement, selon des modalités aussi démocratiques que possible. Comme il n'existera pas de sitôt une formule de démocratie passe-partout — quoi qu'en pensent les États-Unis qui rêvent trop souvent d'exporter leur *kit* démocratique — les agencements des **États moins** pourraient être d'une grande variété ¹. Et même d'une variété croissante à mesure que des pouvoirs naguère exercés par des Länder, des Régions ou d'autres « démembrements » de l'État s'autonomiseraient de plus en plus, jusqu'à prendre des formes associatives plus qu'administratives. Ainsi, dans la mesure où l'assagissement du système mondial le permettrait, les **États moins** pourraient devenir, peu à peu, de moins en moins étatiques, sans retomber dans quelque pulvérisation domaniale ou tribale, mais bien en expérimentant et en raffinant des méthodes nouvelles d'organisation sociale citoyenne. Il a fallu une trentaine de siècles dont la moitié sont à peu près historiographies pour atteindre l'actuel système mondial. Il faudra sans doute aussi un bon nombre de siècles pour que le « déperissement de l'État » s'engage dans des voies comme celles qui viennent d'être suggérées ou dans de tout autres cheminements.

Je ne crois pas que les développements historiques à venir relèvent d'une quelconque évolution nécessaire, même si à chaque stade de l'histoire — devenue aujourd'hui pleinement mondiale — le champ des avènements possibles est limité par le système mondial en vigueur. Aucune novation socialiste ne pointe à l'horizon, de médiocres politiques adaptatives s'essayent un peu partout, le ciel paraît vide. Mais pour qui vient d'inventorier d'assez près le 21^e siècle naissant, des germes minuscules, mais multiples et parfois mortifères apparaissent un peu partout, sous les rêves passésistes et les activismes passifs. Le système mondial est donc promis à d'énormes changements, vers lesquels la plupart des peuples zigzaguent aveuglément. Des séismes économiques sont possibles, des révolutions culturelles divergentes mais profondes, des crises politico-militaires majeures sont probables.

C'est pourquoi, quittant ici le domaine de *L'Inventaire du 21^e siècle* où j'ai essayé de progresser de façon aussi précise et vérifiable qu'il était possible dans l'état présent des sciences sociales qui me sont accessibles, je me propose de prolonger cette recherche par quelques réflexions théoriques sur les leçons à tirer des trois premiers siècles du socialisme (du 18^e au 20^e) pour donner réponse à certains au moins des problèmes que le 21^e siècle devra traiter. J'appellerai cela *L'Invention du 21^e siècle*, sans me croire le moins du monde *inventeur*. Dans les

¹ Le partage des responsabilités (des budgets, des appareils, etc.) entre un gouvernement central et des entités de rang inférieur (Länder, régions, départements, etc.) et la distribution des responsabilités ainsi partagées entre des administrations publiques (et autres variantes de l'appareil d'État) et des associations *ad hoc* librement et diversement formées par les citoyens concernés pourront être d'une extrême variété d'une région ou d'un pays à l'autre, mais en toute hypothèse un contrôle parlementaire et judiciaire devra en border le fonctionnement.

faits, cette *Invention* sera collective, tâtonnante et hasardeuse : raisons de plus pour y réfléchir.